

1901.

No. 1.

G O U V E R N E M E N T S B L A D

VAN DE

K O L O N I E S U R I N A M E.

PUBLICATIE van 10 December 1900,

waarbij wordt afgekondigd:

- I. de wet van den 9^{den} Juli 1900 (Staatsblad No. 126) houdende goedkeuring van de overeenkomst betreffende de wetten en gebruiken van den oorlog te land, op 29 Juli 1899 te 's Gravenhage gesloten;
- II. de wet van den 9^{den} Juli 1900 (Staatsblad No. 125) houdende goedkeuring van de op 29 Juli 1899 te 's Gravenhage gesloten overeenkomst betreffende de toepassing op den zeeoorlog van de beginselen van de Conventie van Genève van 22 Augustus 1864.

IN NAAM DER KONINGIN!

DE GOUVERNEUR VAN SURINAME,

Van wege de Koningin den last ontvangen hebbende tot afkondiging van onderstaande wetten:

I.

WIJ WILHELMINA, BIJ DE GRATIE GODS, KONINGIN DER NEDERLANDEN, PRINSES VAN ORANJE-NASSAU, ENZ., ENZ., ENZ.

1901.

No. 1.

Allen, die deze zullen zien of hooren lezen, saluut!
doen te weten:

Alzoo Wij in overweging genomen hebben dat de op 29 Juli 1899 mede door Nederland onderteekende overeenkomst betreffende de wetten en gebruiken van den oorlog te land, wettelijke rechten betreft en aan het Rijk geldelijke verplichtingen oplegt:

Gelet op het tweede lid van artikel 59 der Grondwet;

Zoo is het, dat Wij, den Raad van State gehoord en met gemeen overleg der Staten-Generaal, hebben goedgevonden en verstaan, gelijk Wij goedvinden en verstaan bij deze:

Eenig artikel.

Wordt goedgekeurd de hiernevens in kopie gevoegde overeenkomst, betreffende de wetten en gebruiken van den oorlog te land op 29 Juli 1899 t: 's Gravenhage gesloten tusschen Duitschland, Oostenrijk-Hongarije, België, Denemarken, Spanje, de Vereenigde Staten van Amerika, de Vereenigde Mexicaansche Staten, Frankrijk, Groot-Britannië en Ierland, Griekenland, Italië, Japan, Luxemburg, Montenegro, Nederland, Perzië, Portugal, Rumenië, Rusland, Servië, Siam, Zweden en Noorwegen, Turkije en Bulgarije.

Lasten en bevelen, dat deze in het *Staatsblad* zal worden geplaatst, en dat alle Ministerieele Departementen,

1901.

No. 1.

Autoriteiten, Colleges en Ambtenaren, wie zulks aangaat,
aan de nauwkeurige uitvoering de hand zullen houden.

Gegeven te Soestdijk, den 9den Juli 1900.

WILHELMINA.

De Minister van Buitenlandsche Zaken,

W. H. DE BEAUFORT.

De Minister van Justitie,

CORT V. D. LINDEN.

De Minister van Binnenlandsche Zaken,

H. GOEMAN BORGESIUŠ.

De Minister van Marine,

RÖELL.

De Minister van Financiën,

PIERSON.

De Minister van Oorlog,

ELAND.

De Minister van Waterstaat,

Handel en Nijverheid,

C. LELY.

De Minister van Koloniën,

CREMER.

Uitgegeven den achtsten September 1900.

De Minister van Justitie,

CORT V. D. LINDEN.

CONVENTION concernant les lois et coutumes de la
guerre sur terre.

Sa Majesté l'Empereur d'Allemagne, Roi de Prusse ;
Sa Majesté l'Empereur d'Autriche, Roi de Bohême etc.
et Roi Apostolique de Hongrie ; Sa Majesté le Roi des
Belges ; Sa Majesté le Roi de Danemark ; Sa Majesté le
Roi d'Espagne et en Son Nom Sa Majesté la Reine-
Régente du Royaume ; le Président des Etats-Unis
d'Amérique ; le Président des Etats-Unis Mexicains ; le
Président de la République Française ; Sa Majesté la
Reine du Royaume-Uni de la Grande Bretagne et
d'Irlande, Impératrice des Indes ; Sa Majesté le Roi des
Hellènes ; Sa Majesté le Roi d'Italie ; Sa Majesté l'Empe-
reur du Japon ; Son Altesse Royale le Grand-Duc de
Luxembourg, Duc de Nassau ; Son Altesse le Prince de
de Monténégro ; Sa Majesté la Reine des Pays-Bas ; Sa
Majesté Impériale le Schah de Perse ; Sa Majesté le Roi
de Portugal et des Algarves etc. ; Sa Majesté le Roi de
Roumanie ; Sa Majesté l'Empereur de Toutes les Russies ;
Sa Majesté le Roi de Serbie ; Sa Majesté le Roi de Siam,
Sa Majesté le Roi de Suède et de Norvège ; Sa Majesté
l'Empereur des Ottomans et Son Altesse Royale le Prince
de Bulgarie,

Considérant que, tout en recherchant les moyens de
sauvegarder la paix et de prévenir les conflits armés
entre les nations, il importe de se préoccuper également

du cas où l'appel aux armes serait amené par des événements que Leur sollicitude n'aurait pu détourner ;

Animés du désir de servir encore dans cette hypothèse extrême, les intérêts de l'humanité et les exigences toujours progressives de la civilisation ;

Estimant qu'il importe, à cette fin, de reviser les lois et coutumes générales de la guerre, soit dans le but de les définir avec plus de précision, soit afin d'y tracer certaines limites destinées à en restreindre autant que possible les rigueurs ;

S'inspirant de ces vues recommandées aujourd'hui, comme il y a vingt-cinq ans, lors de la Conférence de Bruxelles de 1874, par une sage et généreuse prévoyance ;

Ont, dans cet esprit, adopté un grand nombre de dispositions qui ont pour objet de définir et de régler les usages de la guerre sur terre.

Selon les vues des Hautes Parties Contractantes, ces dispositions, dont la rédaction a été inspirée par le désir de diminuer les maux de la guerre, autant que les nécessités militaires le permettent, sont destinées à servir de règle générale de conduite aux belligérants, dans leurs rapports entre eux et avec les populations.

Il n'a pas été possible toutefois de concerter dès maintenant des stipulations s'étendant à toutes les circonstances qui se présentent dans la pratique.

D'autre part, il ne pouvait entrer dans les intentions des Hautes Parties Contractantes que les cas non prévus fussent, faute de stipulation écrite, laissées à l'appréciation arbitraire de ceux qui dirigent les armées.

En attendant qu'un code plus complet des lois de la

1901.

No. 1.

guerre puisse être édicté, les Hautes Parties Contractantes jugent opportun de constater que, dans les cas non compris dans les dispositions réglementaires adoptées par Elles, les populations et les belligérants restent sous la sauvegarde et sous l'empire des principes du droit des gens, tels qu'ils résultent des usages établis entre nations civilisées, des lois de l'humanité et des exigences de la conscience publique.

Elles déclarent que c'est dans ce sens que doivent s'entendre notamment les articles un et deux du Règlement adopté ;

Les Hautes Parties Contractantes désirant conclure une Convention à cet effet ont nommé pour Leurs plénipotentiaires, savoir :

Sa Majesté l'Empereur d'Allemagne, Roi de Prusse :

Son Excellence le Comte DE MÜNSTER, Prince de Derneburg, Son Ambassadeur à Paris.

*Sa Majesté l'Empereur d'Autriche, Roi de Bohême etc.,
et Roi Apostolique de Hongrie :*

Son Excellence le Comte R. DE WELSERSHEIMB, Son Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire.

M. ALEXANDRE OKOLICSANYI D'OKOLICSNA, Son Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire à la Haye.

Sa Majesté le Roi des Belges :

Son Excellence M. AUGUSTE BEERNAERT, Son Ministre d'Etat, Président de la Chambre des Représentants.

M. le Comte DE GRELLE ROGIER, Son Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire à la Haye.

M. le Chevalier DESCAMPS, Sénateur.

Sa Majesté le Roi de Danemark :

Son Chambellan FR. E. DE BILLE, Son Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire à Londres.

Sa Majesté le Roi d'Espagne et en Son nom,

Sa Majesté la Reine-Réjente du Royaume.

Son Excellence le Duc de TETUAN, Ancien Ministre des Affaires Etrangères.

M. W. RAMIREZ DE VILLA URRUTIA, Son Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire à Bruxelles.

M. ARTHUR DE BAGUER, Son Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire à la Haye.

Le Président des Etats Unis d'Amérique :

M. STANFORD NEWEL, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire à la Haye.

Le Résident des Etats-Un's Mexicains :

M. DE MIER, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire à Paris.

M. ZENIL, Ministre-Résident à Bruxelles.

Le Président de la République Française :

M. LÉON BOURGEOIS, Ancien Président du Conseil, Ancien Ministre des Affaires Etrangères, Membre de la Chambre des Députés.

M. GEORGES BAIJOURD, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire à la Haye.

M. le Baron d'ESTOURNELLES DE CONSTANT, Ministre plénipotentiaire, Membre de la Chambre des Députés.

*Sa Majesté la Reine du Royaume-Uni de la Grande
Bretagne et d'Irlande, Impératrice des Indes :*

Son Excellence le Très Honorable Baron PAUNCEFOTE

1901.

No. 1.

de Preston, Membre du Conseil Privé de Sa Majesté, Son Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire à Washington.

Sir HENRY HOWARD, Son Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire à la Haye.

Sa Majesté le Roi des Hellènes :

M. N. DELYANNI, Ancien Président du Conseil, Ancien Ministre des Affaires Etrangères, Son Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire à Paris.

Sa Majesté le Roi d'Italie :

Son Excellence le Comte NIGRA, Son Ambassadeur à Vienne, Sénateur du Royaume.

M. le Comte A. ZANNINI, Son Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire à la Haye.

M. le Commandeur GUIDO POMPILJ, Député au Parlement Italien.

Sa Majesté l'Empereur du Japon :

M. I. MOTONO, Son Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire à Bruxelles.

*Son Altesse Royale le Grand-Duc de Luxembourg,
Duc de Nassau :*

Son Excellence M. EYSCHEN, Son Ministre d'Etat, Président du Gouvernement Grand-Ducal,

Son Altesse le Prince de Monténégro :

Son Excellence M. le Conseiller Privé Actuel DE STAAL, Ambassadeur de Russie à Londres.

Sa Majesté la Reine des Pays-Bas :

M. le jonkheer A. P. G. VAN KARNEBEEK, Ancien Mi-

nistre des Affaires Etrangères, Membre de la Seconde Chambre des Etats-Généraux.

M. le Général J. C. C. DEN BEER POORTUGAEL, Ancien Ministre de la Guerre, Membre du Conseil d'Etat.

M. T. M. C. ASSER, Membre du Conseil d'Etat.

M. E. N. RAHUSEN, Membre de la Première Chambre des Etats-Généraux.

Sa Majesté Impériale la Schah de Perse :

Son Aide de Camp Général MIRZA RIZA KHAN, arfaud-dovleh, Son Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire à St. Pétersbourg et à Stockholm.

Sa Majesté le Roi de Portugal et des Algarves, etc. :

M. le Comte DE MACEDO, Pair du Royaume, Ancien Ministre de la Marine et des Colonies, Son Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire à Madrid.

M. D'ORNELLAS et VASCONCELLOS, Pair du Royaume, Son Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire à St. Pétersbourg.

M. le Comte DE SELIR, Son Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire à la Haye.

Sa Majesté le Roi de Roumanie :

M. ALEXANDRE BELDIMAN, Son Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire à Berlin.

M. JEAN N. PAPINIU, Son Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire à la Haye.

Sa Majesté l'Empereur de Toutes les Russies :

Son Excellence M. le Conseiller Privé Actuel DE STAAL, Son Ambassadeur à Londres.

M. DE MARTENS, Membre Permanent du Conseil du

1901.

N^o. 1.

Ministère Impérial des Affaires Etrangères, Son Conseiller Privé.

Son Conseiller d'Etat Actuel DE BASILY, Chambellan, Directeur du Premier Département du Ministère Impérial des Affaires Etrangères.

Sa Majesté le Roi de Serbie :

M. MIYATOVITCH, Son Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire à Londres et à la Haye.

Sa Majesté le Roi de Siam :

M. PHYA SURIYA NUWAT, Son Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire à St. Pétersbourg et à Paris.

M. PHYA VISUDDHA SURIYASAKTY, Son Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire à la Haye et à Londres.

Sa Majesté le Roi de Suède et de Norvège :

M. le Baron DE BILDT, Son Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire à Rome.

Sa Majesté l'Empereur des Ottomans :

Son Excellence TURKHAN PACHA, Ancien Ministre des Affaires Etrangères, Membre de Son Conseil d'Etat.

NGURY BEY, Secrétaire-Général au Ministère des Affaires Etrangères.

Son Altesse Royale le Prince de Bulgarie :

M. le dr. DIMITRI STANCIOFF, Agent Diplomatique à St. Pétersbourg.

M. le Major CHRISTO HESSAPTCHIEFF, Attaché Militaire à Belgrade.

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus de ce qui suit :

Article 1.

Les Hautes Parties contractantes donneront à leurs forces armées de terre des instructions qui seront conformes au *Règlement concernant les lois et coutumes de la guerre sur terre*, annexé à la présente Convention.

Article 2.

Les dispositions contenues dans le Règlement visé à l'article premier ne sont obligatoires que pour les Puissances contractantes, en cas de guerre entre deux ou plusieurs d'entre elles.

Ces dispositions cesseront d'être obligatoires du moment où, dans une guerre entre des Puissances contractantes, une Puissance non contractante se joindrait à l'un des belligérants.

Article 3.

La présente Convention sera ratifiée dans le plus bref délai possible.

Les ratifications seront déposées à la Haye.

Il sera dressé du dépôt de chaque ratification un procès-verbal, dont une copie, certifiée conforme, sera remise par la voie diplomatique à toutes les Puissances contractantes.

Article 4.

Les Puissances non signataires sont admises à adhérer à la présente Convention.

Elles auront, à cet effet, à faire connaître leur adhésion aux Puissances contractantes, au moyen d'une notification écrite, adressée au Gouvernement des Pays-Bas et communiquée par celui-ci à toutes les autres Puissances contractantes.

Article 5.

S'il arrivait qu'une des Hautes Parties contractantes dénonçât la présente Convention, cette dénonciation ne produirait ses effets qu'un an après la notification faite par écrit au Gouvernement des Pays-Bas et communiquée immédiatement par celui-ci à toutes les autres Puissances contractantes.

Cette dénonciation ne produira ses effets qu'à l'égard de la Puissance qui l'aura notifiée.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires ont signé la présente Convention et l'ont revêtue de leur cachets.

Fait à la Haye, le vingt neuf juillet mil huit cent quatre-vingt dix-neuf, en un seul exemplaire qui restera déposé dans les archives du Gouvernement des Pays-Bas et dont des copies, certifiées conformes, seront remises par la voie diplomatique aux Puissances contractantes,

Pour l'Allemagne :

(L. s.) MÜNSTER DERNEBURG.

Pour l'Autriche-Hongrie :

(l. s.) WELSERSHEIMB.

(l. s.) OKOLICSANYI.

Pour la Be'gique :

(l. s.) A. BEERNAERT.

(l. s.) C^{te}. DE GRELLE ROGIER.

(l. s.) CH^r. DESCAMPS.

Pour le Danemark :

(l. s.) F. BILLE.

Pour l'Espagne :

(l. s.) EL DUQUE DE TETUAN.

(l. s.) W. R. DE VILLA URRUTIA.

(l. s.) ARTURO DE BAGUER.

Pour les Etats-Unis d'Amérique :

(l. s.) STANFORD NEWEL.

Pour les Etats-Unis Mexicains :

(l. s.) A. DE MIER.

(l. s.) J. ZENIL.

Pour la France :

(l. s.) LÉON BOURGEOIS.

(l. s.) G. BIHOURD.

(l. s.) D'ESTOURNELLES DE CONSTANT.

Pour la Grande-Bretagne et l'Irlande :

(l. s.) PAUNCEFOTE.

(l. s.) HENRY HOWARD.

Pour la Grèce :

(l. s.) N. DELYANNI.

Pour l'Italie :

(l. s.) NIGRA.

(l. s.) A. ZANNINI.

(l. s.) POMPILI.

Pour le Japon :

(l. s.) I. MOTONO.

Pour le Luxembourg :

(l. s.) EYSCHEN.

Pour le Monténégro :

(l. s.) STAAL.

Pour les Pays-Bas :

(l. s.) v. KARNEBEEK.

(l. s.) DEN BEER POORTUGAEL.

(l. s.) T. M. C. ASSER.

(l. s.) E. N. RAHUSEN.

Pour la Perse :

(l. s.) MIRZA RIZA KHAN, Arfa-ud-Dovleh.

Pour le Portugal :

(l. s.) Conde DE MACEDO.

(l. s.) AGOSTINHO D'ORNELLAS VASCONCELLOS.

(l. s.) Conde DE SELIR.

Pour la Roumanie :

(l. s.) A. BELDIMAN.

(l. s.) J. N. PAPINIU.

Pour la Russie :

(l. s.) STAAL.

(l. s.) MARTENS.

(l. s.) A. BASILY.

Pour la Serbie :

(l. s.) CHEDO MIYATOVITCH.

Pour le Siam :

(l. s.) PHYA SURIA NUVATT.

((l. s.) VISSUDHA.

Pour les Royaumes Unis de Suède et de Norvège :

(l. s.) BILDT.

*Pour la Turquie :**(l. s.)* TURKHAN.*(l. s.)* MEHEMED NOURY.*Pour la Bulgarie :**(l. s.)* D. STANCIOFF.*(l. s.)* Major HESSAPTCHEFF.

Règlement concernant les lois et coutumes de la guerre sur terre.

SECTION I. — DES BELLIGÉRANTS.

CHAPITRE I. — De la qualité de belligérant.

Article 1.

Les lois, les droits et les devoirs de la guerre ne s'appliquent pas seulement à l'armée, mais encore aux milices et aux corps de volontaires réunissant les conditions suivantes :

- 1°. d'avoir à leur tête une personne responsable pour ses subordonnés ;
- 2°. d'avoir un signe distinctif fixe et reconnaissable à distance ;
- 3°. de porter les armes ouvertement et
- 4°. de se conformer dans leurs opérations aux lois et coutumes de la guerre.

Dans les pays où les milices ou des corps de volontaires constituent l'armée ou en font partie, ils sont compris sous la dénomination *d'armée*.

Article 2.

La population d'un territoire non occupé qui, à l'approche de l'ennemi, prend spontanément les armes pour

combattre les troupes d'invasion sans avoir eu le temps de s'organiser conformément à l'article premier, sera considérée comme belligérante si elle respecte les lois et coutumes de la guerre.

Article 3.

Les forces armées des parties belligérantes peuvent se composer de combattants et de non-combattants. En cas de capture par l'ennemi, les uns et les autres ont droit au traitement des prisonniers de guerre.

CHAPITRE II. — Des prisonniers de guerre.

Article 4.

Les prisonniers de guerre sont au pouvoir du Gouvernement ennemi, mais non des individus ou des corps qui les ont capturés.

Ils doivent être traités avec humanité.

Tout ce qui leur appartient personnellement, excepté les armes, les chevaux et les papiers militaires, reste leur propriété.

Article 5.

Les prisonniers de guerre peuvent être assujettis à l'internement dans une ville, forteresse, camp ou localité quelconque, avec obligation de ne pas s'en éloigner au delà de certaines limites déterminées; mais ils ne peuvent être enfermés que par mesure de sûreté indispensable.

Article 6.

L'Etat peut employer, comme travailleurs, les prisonniers de guerre, selon leur grade et leurs aptitudes. Ces

travaux ne seront pas excessifs et n'auront aucun rapport avec les opérations de la guerre.

Les prisonniers peuvent être autorisés à travailler pour le compte d'administrations publiques ou de particuliers, ou pour leur propre compte.

Les travaux faits pour l'Etat sont payés d'après les tarifs en vigueur pour les militaires de l'armée nationale exécutant les mêmes travaux.

Lorsque les travaux ont lieu pour le compte d'autres administrations publiques ou pour des particuliers, les conditions en sont réglées d'accord avec l'autorité militaire.

Le salaire des prisonniers contribuera à adoucir leur position, et le surplus leur sera compté au moment de leur libération, sauf défalcation des frais d'entretien.

Article 7.

Le Gouvernement au pouvoir duquel se trouvent les prisonniers de guerre est chargé de leur entretien.

A défaut d'une entente spéciale entre les belligérants, les prisonniers de guerre seront traités, pour la nourriture, le couchage et l'habillement, sur le même pied que les troupes du Gouvernement qui les aura capturés.

Article 8.

Les prisonniers de guerre seront soumis aux lois, règlements, et ordres en vigueur dans l'armée de l'Etat au pouvoir duquel ils se trouvent. Tout acte d'insubordination autorise, à leur égard, les mesures de rigueur nécessaires.

Les prisonniers évadés, qui seraient repris avant d'avoir pu rejoindre leur armée ou avant de quitter le terri-

toire occupé par l'armée qui les aura capturés, sont passibles de peines disciplinaires.

Les prisonniers qui, après avoir réussi à s'évader, sont de nouveau faits prisonniers, ne sont passibles d'aucune peine pour la fuite antérieure.

Article 9.

Chaque prisonnier de guerre est tenu de déclarer, s'il est interrogé à ce sujet, ses véritables noms et grade et, dans le cas où il enfreindrait cette règle, il s'exposerait à une restriction des avantages accordés aux prisonniers de guerre de sa catégorie.

Article 10.

Les prisonniers de guerre peuvent être mis en liberté sur parole, si les lois de leur pays les y autorisent, et, en pareil ils sont obligés, sous la garantie de leur honneur personnel, de remplir scrupuleusement, tant vis-à-vis de leur propre Gouvernement que vis-à-vis de celui qui les a faits prisonniers, les engagements qu'ils auraient contractés.

Dans le même cas, leur propre Gouvernement est tenu de n'exiger ni accepter d'eux aucun service contraire à la parole donnée.

Article 11.

Un prisonnier de guerre ne peut être contraint d'accepter sa liberté sur parole ; de même le Gouvernement ennemi n'est pas obligé d'accéder à la demande du prisonnier réclamant sa mise en liberté sur parole.

Article 12.

Tout prisonnier de guerre, libéré sur parole et repris portant les armes contre le Gouvernement envers lequel ils s'étaient engagé d'honneur, ou contre les alliés de celui-ci, perd le droit au traitement des prisonniers de guerre et peut être traduit devant les tribunaux.

Article 13.

Les individus qui suivent une armée sans en faire directement partie, tels que les correspondants et les reporters de journaux, les vivandiers, les fournisseurs, qui tombent au pouvoir de l'ennemi et que celui-ci juge utile de détenir, ont droit au traitement des prisonniers de guerre, à condition qu'ils soient munis d'une légitimation de l'autorité militaire de l'armée qu'ils accompagnaient.

Article 14.

Il est constitué, dès le début des hostilités, dans chacun des Etats belligérants et, le cas échéant, dans les pays neutres qui auront recueilli des belligérants sur leur territoire, un Bureau de renseignements sur les prisonniers de guerre. Ce bureau, chargé de répondre à toutes les demandes qui les concernent, reçoit des divers services compétants toutes les indications nécessaires pour lui permettre d'établir une fiche individuelle pour chaque prisonnier de guerre. Il est tenu au courant des internements et des mutations, ainsi que des entrées dans les hôpitaux et des décès.

Le Bureau de renseignements est également chargé

de recueillir et de centraliser tous les objets d'un usage personnel, valeurs, lettres, etc., qui seront trouvés sur les champs de bataille ou délaissés par des prisonniers décédés dans les hôpitaux et ambulances, et de les transmettre aux intéressés.

Article 15.

Les sociétés de secours pour les prisonniers de guerre, régulièrement constituées selon la loi de leur pays et ayant pour objet d'être les intermédiaires de l'action charitable, recevront, de la part des belligérants, pour elles et pour leur agents dûment accrédités, toute facilité, dans les limites tracées par les nécessités militaires et les règles administratives, pour accomplir efficacement leur tâche d'humanité. Les délégués de ces sociétés pourront être admis à distribuer des secours dans les dépôts d'internement, ainsi qu'aux lieux d'étape des prisonniers rapatriés, moyennant une permission personnelle délivrée par l'autorité militaire, et en prenant l'engagement par écrit de se soumettre à toutes les mesures d'ordre et de police que celle-ci prescrirait.

Article 16.

Les Bureaux de renseignements jouissent de la franchise de port. Les lettres, mandats et articles d'argent, ainsi que les colis postaux destinés aux prisonniers de guerre ou expédiés par eux, seront affranchis de toutes taxes postales, aussi bien dans les pays d'origine et de destination que dans les pays intermédiaires.

Les dons et secours en nature destinés aux prisonniers

de guerre seront admis en franchise de tous droits d'entrée et autres, ainsi que des taxes de transport sur les chemins de fer exploités par l'Etat.

Article 17.

Les officiers prisonniers pourront recevoir le complément, s'il y a lieu, de la solde qui leur est attribuée dans cette situation par les règlements de leur pays, à charge de remboursement par leur Gouvernement.

Article 18.

Toute latitude est laissée aux prisonniers de guerre pour l'exercice de leur religion, y compris l'assistance aux offices de leur culte, à la seule condition de se conformer aux mesures d'ordre et de police prescrites par l'autorité militaire

Article 19.

Les testaments des prisonniers de guerre sont reçus ou dressés dans les mêmes conditions que pour les militaires de l'armée nationale.

On suivra également les mêmes règles en ce qui concerne les pièces relatives à la constatation des décès, ainsi que pour l'inhumation des prisonniers de guerre, en tenant compte de leur grade et de leur rang.

Article 20.

Après la conclusion de la paix, la rapatriement des prisonniers de guerre s'effectuera dans le plus bref délai possible.

CHAPITRE III. — Des malades et des blessés.**Article 21.**

Les obligations des belligérants concernant le service des malades et des blessés sont régies par la Convention de Genève du 22 août 1864, sauf les modifications dont celle-ci pourra être l'objet.

SECTION II. — DES HOSTILITÉS.**CHAPITRE I. — Des moyens de nuire à l'ennemi
des sièges et des bombardements.****Article 22.**

Les belligérants n'ont pas un droit illimité quant au choix des moyens de nuire à l'ennemi.

Article 23.

Outre les prohibitions établies par des conventions spéciales, il est notamment *interdit* :

- a.* d'employer du poison ou des armes empoisonnées ;
- b.* de tuer ou de blesser par trahison des individus appartenant à la nation ou à l'armée ennemie ;
- c.* de tuer ou de blesser un ennemi qui, ayant mis bas les armes ou n'ayant plus les moyens de se défendre, s'est rendu à discrétion ;
- d.* de déclarer qu'il ne sera pas fait de quartier ;
- e.* d'employer des armes, des projectiles ou des matières propres à causer des maux superflus ;
- f.* d'user indûment du pavillon parlementaire, du

pavillon national ou des insignes militaires et de l'uniforme de l'ennemi, ainsi que des signes distinctifs de la Convention de Genève ;

- g. de détruire ou de saisir des propriétés ennemies, sauf les cas où ces destructions ou ces saisies seraient impérieusement commandées par les nécessités de la guerre.

Article 24.

Les ruses de guerre et l'emploi des moyens nécessaires pour se procurer des renseignements sur l'ennemi et sur le terrain sont considérés comme *licites*.

Article 25.

Il est interdit d'attaquer ou de bombarder des villes, villages, habitations ou bâtiments qui ne sont pas défendus.

Article 26.

Le commandant des troupes assaillantes, avant d'entreprendre le bombardement, et sauf le cas d'attaque de vive force, devra faire tout ce qui dépend de lui pour en avertir les autorités.

Article 27.

Dans les sièges et bombardements, toutes les mesures nécessaires doivent être prises pour épargner, autant que possible, les édifices consacrés aux cultes, aux arts, aux sciences et à la bienfaisance, les hôpitaux et les lieux de rassemblement de malades et de blessés, à condition

qu'ils ne soient pas employés en même temps à un but militaire.

Le devoir des assiégés est de désigner ces édifices ou lieux de rassemblement par des signes visibles spéciaux qui seront notifiés d'avance à l'assiégeant.

Article 28.

Il est interdit de livrer au pillage même une ville ou localité prise d'assaut.

CHAPITRE II. — Des espions.

Article 29.

Ne peut être considéré comme espion que l'individu qui, agissant clandestinement ou sous de faux prétextes, recueille ou cherche à recueillir des informations dans la zone d'opérations d'un belligérant, avec l'intention de les communiquer à la partie adverse.

Ainsi les militaires non déguisés qui ont pénétré dans la zone d'opérations de l'armée ennemie, à l'effet de recueillir des informations, ne sont pas considérés comme espions. De même, ne sont pas considérés comme espions : les militaires et les non-militaires, accomplissant ouvertement leur mission, chargés de transmettre des dépêches destinées soit à leur propre armée, soit à l'armée ennemie. A cette catégorie appartiennent également les individus envoyés en ballon pour transmettre les dépêches, et, en général, pour entretenir les communications entre les diverses parties d'une armée ou d'un territoire.

Article 30.

L'espion pris sur le fait ne pourra être puni sans jugement préalable.

Article 31.

L'espion qui, ayant rejoint l'armée à laquelle il appartient, et capturé plus tard par l'ennemi, est traité comme prisonnier de guerre et n'encourt aucune responsabilité pour ses actes d'espionnage antérieurs.

CHAPITRE III. — Des parlementaires.

Article 32.

Est considéré comme parlementaire l'individu autorisé par l'un des belligérants à entrer en pourparlers avec l'autre et se présentant avec le drapeau blanc. Il a droit à l'inviolabilité ainsi que le trompette, clairon ou tambour, le porte-drapeau et l'interprète qui l'accompagneraient.

Article 33.

Le Chef auquel un parlementaire est expédié n'est pas obligé de le recevoir en toutes circonstances.

Il peut prendre toutes les mesures nécessaires afin d'empêcher le parlementaire de profiter de sa mission pour se renseigner.

Il a le droit, en cas d'abus, de retenir temporairement le parlementaire.

Article 34.

Le parlementaire perd ses droits d'inviolabilité, s'il est prouvé, d'une manière positive et irrécusable, qu'il a profité de sa position privilégiée pour provoquer ou commettre un acte de trahison.

CHAPITRE IV. — Des capitulations.

Article 35.

Les capitulations arrêtées entre les parties contractantes doivent tenir compte des règles de l'honneur militaire.

Une fois fixées, elles doivent être scrupuleusement observées par les deux parties.

CHAPITRE V. — De l'armistice.

Article 36.

L'armistice suspend les opérations de guerre par un accord mutuel des parties beligérantes. Si la durée n'en est pas déterminée, les parties belligérantes peuvent reprendre en tout temps les opérations, pourvu toutefois que l'ennemi soit averti en temps convenu, conformément aux conditions de l'armistice.

Article 37.

L'armistice peut être général ou local. Le premier suspend partout les opérations de guerre des Etats belligérants; le second, seulement entre certaines fractions des armées belligérantes et dans un rayon déterminé.

Article 38.

L'armistice doit être notifié officiellement et en temps utile aux autorités compétentes et aux troupes. Les hostilités sont suspendues immédiatement après la notification ou au terme fixé.

Article 39.

Il dépend des parties contractantes de fixer, dans les clauses de l'armistice, les rapports qui pourraient avoir lieu, sur le théâtre de la guerre, avec les populations et entre elles.

Article 40.

Toute violation grave de l'armistice, par l'une des parties, donne à l'autre le droit de le dénoncer et même, en cas d'urgence, de reprendre immédiatement les hostilités.

Article 41.

La violation des clauses de l'armistice, par des particuliers agissant de leur propre initiative, donne droit seulement à réclamer la punition des coupables et, s'il y a lieu, une indemnité pour les pertes éprouvées.

SECTION III. — DE L'AUTORITÉ MILITAIRE SUR
LE TERRITOIRE DE L'ÉTAT ENNEMI.

Article 42.

Un territoire est considéré comme occupé lorsqu'il se trouve placé de fait sous l'autorité de l'armée ennemie.

L'occupation ne s'étend qu'aux territoires où cette autorité est établie et en mesure de s'exercer.

Article 43.

L'autorité du pouvoir légal ayant passé de fait entre les mains de l'occupant, celui-ci prendra toutes les mesures qui dépendent de lui en vue de rétablir et d'assurer, autant qu'il est possible, l'ordre et la vie publics en respectant, sauf empêchement absolu, les lois en vigueur dans le pays.

Article 44.

Il est interdit de forcer la population d'un territoire occupé à prendre part aux opérations militaires contre son propre pays.

Article 45.

Il est interdit de contraindre la population d'un territoire occupé à prêter serment à la puissance ennemie.

Article 46.

L'honneur et les droits de la famille, la vie des individus et la propriété privée, ainsi que les convictions religieuses et l'exercice des cultes, doivent être respectés.

La propriété privée ne peut pas être confisquée.

Article 47.

Le pillage est formellement interdit.

Article 48.

Si l'occupant prélève, dans le territoire occupé, les impôts, droits et péages établis au profit de l'Etat, il le fera, autant que possible, d'après les règles de l'assiette et de la répartition en vigueur, et il en résultera pour lui l'obligation de pourvoir aux frais de l'administration du territoire occupé dans la mesure où le Gouvernement légal y était tenu.

Article 49.

Si, en dehors des impôts visés à l'article précédent, l'occupant prélève d'autres contributions en argent dans le territoire occupé, ce ne pourra être que pour les besoins de l'armée ou de l'administration de ce territoire.

Article 50.

Aucune peine collective, pécuniaire ou autre, ne pourra être édictée contre les populations à raison de faits individuels dont elles ne pourraient être considérées comme solidairement responsables.

Article 51.

Aucune contribution ne sera perçue qu'en vertu d'un ordre écrit et sous la responsabilité d'un général en chef.

Il ne sera procédé, autant que possible, à cette perception que d'après les règles de l'assiette et de la répartition des impôts en vigueur.

Pour toute contribution un reçu sera délivré aux contribuables.

Article 52.

Des réquisitions en nature et des services ne pourront être réclamés des communes ou des habitants, que pour les besoins de l'armée d'occupation. Ils seront en rapport avec les ressources du pays et de telle nature qu'ils n'impliquent pas pour les populations l'obligation de prendre part aux opérations de la guerre contre leur patrie.

Ces réquisitions et ces services ne seront réclamés qu'avec l'autorisation du commandant dans la localité occupée.

Les prestations en nature seront, autant que possible, payées au comptant ; sinon, elles seront constatées par des reçus.

Article 53.

L'armée qui occupe un territoire ne pourra saisir que le numéraire, les fonds et les valeurs exigibles appartenant en propre à l'Etat, les dépôts d'armes, moyens de transport, magasins et approvisionnements et, en général, toute propriété mobilière de l'Etat de nature à servir aux opérations de la guerre.

Le matériel des chemins de fer, les télégraphes de terre, les téléphones, les bateaux à vapeur et autres navires, en dehors des cas régis par la loi maritime, de même que les dépôts d'armes et en général toute espèce de munitions de guerre, même appartenant à des sociétés ou à des personnes privées, sont également des moyens de nature à servir aux opérations de la guerre, mais devront être restitués, et les indemnités seront réglées à la paix.

Article 54.

Le matériel des chemins de fer provenant d'Etats

neutres, qu'il appartienne à ces Etats ou à des Sociétés ou personnes privées, leur sera renvoyé aussitôt que possible.

Article 55.

L'Etat occupant ne se considérera que comme administrateur et usufruitier des édifices publics, immeubles, forêts et exploitations agricoles appartenant à l'Etat ennemi et se trouvant dans le pays occupé. Il devra sauvegarder le fond de ces propriétés et les administrer conformément aux règles de l'usufruit.

Article 56.

Les biens des communes, ceux des établissements consacrés aux cultes, à la charité et à l'instruction, aux arts et aux sciences, même appartenant à l'Etat, seront traités comme la propriété privée.

Toute saisie, destruction ou dégradation intentionnelle de semblables établissements, de monuments historiques, d'œuvres d'art et de science, est interdite et doit être poursuivie.

SECTION IV. --- DES BELLIGÉRANTS INTERNES ET DES BLESSÉS SOIGNÉS CHEZ LES NEUTRES.

Article 57.

L'Etat neutre qui reçoit sur son territoire des troupes appartenant aux armées belligérantes, les internera, autant que possible, loin du théâtre de la guerre.

Il pourra les garder dans des camps, et même les enfermer dans des forteresses ou dans des lieux appropriés à cet effet.

Il décidera si les officiers peuvent être laissés libres en prenant l'engagement sur parole de ne pas quitter le territoire neutre sans autorisation.

Article 58.

A défaut de convention spéciale, l'Etat neutre fournira aux internés les vivres, les habillements et les secours commandés par l'humanité.

Bonification sera faite, à la paix, des frais occasionnés par l'internement.

Article 59.

L'Etat neutre pourra autoriser le passage sur son territoire des blessés ou malades appartenant aux armées belligérantes, sous la réserve que les trains qui les amèneront ne transporteront ni personnel ni matériel de guerre. En pareil cas, l'Etat neutre est tenu de prendre les mesures de sûreté et de contrôle nécessaires à cet effet.

Les blessés ou malades amenés dans ces conditions sur le territoire neutre par un des belligérants, et qui appartiendraient à la partie adverse, devront être gardés par l'Etat neutre, de manière qu'ils ne puissent de nouveau prendre part aux opérations de la guerre. Celui-ci aura les mêmes devoirs quant aux blessés ou malades de l'autre armée qui lui seraient confiés.

Article 60.

La Convention de Genève s'applique aux malades et aux blessés internés sur territoire neutre.

II.

WIJ WILHELMINA, BIJ DE GRATIE GODS, KONINGIN
DER NEDERLANDEN, PRINSES VAN ORANJE-NASSAU, ENZ.,
ENZ., ENZ.

Allen, die deze zullen zien of hooren lezen, saluut!
doen te weten:

Alzoo Wij in overweging genomen hebben, dat de
op 29 Juli 1899 mede door Nederland onderteekende
overeenkomst betreffende de toepassing op den zeeoor-
log van de beginselen van de Conventie van Genève
van 22 Augustus 1864 wettelijke rechten betreft en
aan het Rijk geldelijke verplichtingen oplegt;

Gelet op het tweede lid van art. 59 der Grondwet;

Zoo is het, dat Wij, den Raad van State gehoord, en
met gemeen overleg der Staten-Generaal, hebben goed-
gevonden en verstaan, gelijk Wij goedvinden en verstaan
bij deze:

Artikel 1.

Wordt goedgekeurd de hiernevens in kopie gevoegde
op 29 Juli 1899 te 's Gravenhage tusschen Duitschland,
Oostenrijk-Hongarije, België, China, Deneimarken, Spanje,
de Vereenigde Staten van Amerika, de Vereenigde Mexi-
caansche Staten, Frankrijk, Groot-Britannië en Ierland,
Griekenland, Italië, Japan, Luxemburg, Montenegro,
Nederland, Perzië, Portugal, Rumenië, Rusland, Servië,
Siam, Zweden en Noorwegen, Zwitserland, Turkije en
Bulgarije gesloten overeenkomst betreffende de toepas-
sing op den zeeoorlog van de beginselen van de Con-
ventie van Genève van 22 Augustus 1864.

Artikel 2.

Wij behouden Ons de bevoegdheid voor artikel 10 der in het vorige artikel genoemde overeenkomst van de bekrachtiging uit te sluiten

Lasten en bevelen, dat deze in het *Staatsblad* zal worden geplaatst, en dat alle Ministerieele Departementen, Autoriteiten, Colleges en Ambtenaren, wie zulks aangaat, aan de nauwkeurige uitvoering de hand zullen houden.

Gegeven te Soestdijk, den 9den Juli 1900.

WILHELMINA.

De Minister van Buitenlandsche Zaken,

W. H. DE BEAUFORT.

De Minister van Justitie,

CORT V. D. LINDEN.

De Minister van Binnenlandsche Zaken,

H. GOEMAN BORGESIUS.

De Minister van Marine,

RÖELL.

De Minister van Financiën,

PIERSON.

De Minister van Oorlog,

ELAND.

De Minister van Waterstaat,

Handel en Nijverheid,

C. LELY.

De Minister van Koloniën,

CREMER.

Uitgegeven den zevenden September 1900.

De Minister van Justitie

CORT V. D. LINDEN.

CONVENTION pour l'adaptation à la guerre maritime
des principes de la convention de Genève du 22
août 1864.

Sa Majesté l'Empereur d'Allemagne, Roi de Prusse ;
Sa Majesté l'Empereur d'Autriche, Roi de Bohême etc.
et Roi Apostolique de Hongrie ; Sa Majesté le Roi des
Belges ; Sa Majesté l'Empereur de Chine ; Sa Majesté
le Roi de Danemark ; Sa Majesté le Roi d'Espagne et
en Son Nom Sa Majesté la Reine-Régente du Royaume ;
le Président des Etats-Unis d'Amérique ; le Président
des Etats-Unis Mexicains ; le Président de la République
Française ; Sa Majesté la Reine du Royaume-Uni de la
Grande Bretagne et d'Irlande, Impératrice des Indes ;
Sa Majesté le Roi des Hellènes ; Sa Majesté le Roi
d'Italie ; Sa Majesté l'Empereur du Japon ; Son Altesse
Royale le Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau ;
Son Altesse le Prince de Monténégro ; Sa Majesté la
Reine des Pays-Bas ; Sa Majesté Impériale le Schah de
Perse ; Sa Majesté le Roi de Portugal et des Algarves
etc. ; Sa Majesté le Roi de Roumanie ; Sa Majesté l'Empe-
reur de Toutes les Russies ; Sa Majesté le Roi de Serbie ;
Sa Majesté le Roi de Siam ; Sa Majesté le Roi de Suède
et de Norvège ; le Conseil Fédéral Suisse ; Sa Majesté
l'Empereur des Ottomans et Son Altesse Royale le Prince
de Bulgarie,

Egalement animés du désir de diminuer autant qu'il
dépend d'eux les maux inséparables de la guerre et

1901.

No. 1.

voulant dans ce but adapter à la guerre maritime les principes de la Convention de Genève du 22 août 1864, ont résolu de conclure une Convention à cet effet ;

Ils ont en conséquence nommé pour Leurs Plénipotentiaires, savoir :

Sa Majesté l'Empereur d'Allemagne, Roi de Prusse :

Son Excellence le Comte de MÜNSTER, Prince de Derneburg, Son Ambassadeur à Paris.

Sa Majesté l'Empereur d'Autriche, Roi de Bohême etc., et Roi Apostolique de Hongrie :

Son Excellence le Comte R. DE WELSERSHEIMB, Son Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire.

M. ALEXANDRE OKOLICSANYI D'OKOLICSNA, Son Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire à la Haye.

Sa Majesté le Roi des Belges :

Son Excellence M. AUGUSTE BEERNAERT, Son Ministre d'État, Président de la Chambre des Représentants.

M. le Comte DE GRELLE ROGIER, Son Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire à la Haye.

M. le Chevalier DESCAMPS, Sénateur.

Sa Majesté l'Empereur de Chine :

M. YANG Yü, Son Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire à St. Pétersbourg.

Sa Majesté le Roi de Danemark :

Son Chambellan FR. E. DE BILLE, Son Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire à Londres.

1901.

No. 1.

Sa Majesté le Roi d'Espagne et en Son Nom, Sa Majesté la Reine-Régente du Royaume :

Son Excellence le Duc DE TETUAN, Ancien Ministre des Affaires Etrangères.

M. W. RAMIREZ DE VILLA URRUTIA, Son Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire à Bruxelles.

M. ARTHUR DE BAGUER, Son Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire à la Haye.

Le Président des Etats-Unis d'Amérique :

M. STANFORD NEWEL, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire à la Haye.

Le Président des États-Unis Mexicains :

M. DE MIER, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire à Paris.

M. ZENIL, Ministre-Résident à Bruxelles.

Le Président de la République Française :

M. LÉON BOURGEOIS, Ancien Président du Conseil, Ancien Ministre des Affaires Etrangères, Membre de la Chambre des Députés.

M. GEORGES BIHOURD, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire à la Haye.

M. le Baron D'ESTOURNELLES DE CONSTANT, Ministre plénipotentiaire, Membre de la Chambre des Députés.

Sa Majesté la Reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Impératrice des Indes :

Sir HENRY HOWARD, Son Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire à la Haye.

Sa Majesté le Roi des Hellènes :

M. N. DELYANNI, Ancien Président du Conseil, Ancien

1901.

No. 1.

Ministre des Affaires Etrangères, Son Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire à Paris.

Sa Majesté le Roi d'Italie :

Son Excellence le Comte NIGRA, Son Ambassadeur à Vienne, Sénateur du Royaume.

M. le Comte A. ZANNINI, Son Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire à la Haye.

M. le Commandeur GUIDO POMPILI, Député au Parlement Italien.

Sa Majesté l'Empereur du Japon :

M. I. MOTONO, Son Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire à Bruxelles.

Son Altesse Royale le Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau :

Son Excellence M. EYSCHEN, Son Ministre d'Etat, Président du Gouvernement Grand-Ducal.

Son Altesse le Prince de Monténégro :

Son Excellence M. le Conseiller Privé Actuel DE STAAL, Ambassadeur de Russie à Londres.

Sa Majesté la Reine des Pays-Bas :

M. le Jonkheer A. P. C. VAN KARNEBEEK, Ancien Ministre des Affaires Etrangères, Membre de la Seconde Chambre des Etats-Généraux.

M. le Général J. C. C. DEN BEER POORTUGAEL, Ancien Ministre de la Guerre, Membre du Conseil d'Etat.

M. F. M. C. ASSER, Membre du Conseil d'Etat.

M. E. N. RAHUSEN, Membre de la Première Chambre des Etats- Généraux.

Sa Majesté Impériale le Schah de Perse :

Son Aide de Camp Général MIRZA RIZA KHAN, arfaud-dovleh, Son Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire à St. Pétersbourg et à Stockholm.

Sa Majesté le Roi de Portugal et des Algarves, etc. :

M. le Comte DE MACEDO, Pair du Royaume, Ancien Ministre de la Marine et des Colonies, Son Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire à Madrid.

M. D'ORNELLAS et VASCONCELLOS, Pair du Royaume, Son Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire à St. Pétersbourg.

M. le Comte DE SELIR, Son Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire à la Haye.

Sa Majesté le Roi de Roumanie :

M. ALEXANDRE BELDIMAN, Son Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire à Berlin.

M. JEAN N. PAPINU, Son Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire à la Haye.

Sa Majesté l'Empereur de Toutes les Russies :

Son Excellence M. le Conseiller Privé Actuel DE STAAL, Son Ambassadeur à Londres.

M. DE MARTENS, Membre Permanent du Conseil du Ministère Impérial des Affaires Etrangères, Son Conseiller Privé.

Son Conseiller d'Etat Actuel DE BASILY, Chambellan, Directeur du Premier Département du Ministère Impérial des Affaires Etrangères.

1901.

No. 1.

Sa Majesté le Roi de Serbie :

M. MIYATOVITCH, Son Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire à Londres et à la Haye.

Sa Majesté le Roi de Siam :

M. PHYA SURIYA NUWAT, Son Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire à St. Pétersbourg et à Paris.

M. PHYA VISSUDHA SURIYASAKTI, Son Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire à la Haye et à Londres.

Sa Majesté le Roi de Suède et de Norvège :

M. le Baron DE BILDT, Son Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire à Rome.

Le Conseil Fédéral Suisse :

M. le Dr. ARNOLD ROTH, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire à Berlin.

Sa Majesté l'Empereur des Ottomans :

Son Excellence TURKHAN PACHA, Ancien Ministre des Affaires Etrangères, Membre de Son Conseil d'Etat.

NOURY BEY, Secrétaire-Général au Ministère des Affaires Etrangères.

Son Altesse Royale le Prince de Bulgarie :

M. le Dr. DIMITRI STANGIEFF, Agent Diplomatique à St. Pétersbourg.

M. le Major CHRISTO HESSAPTCHIEFF, Attaché Militaire à Belgrade.

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

Article 1.

Les bâtiments-hôpitaux militaires, c'est-à-dire les bâtiments construits ou aménagés par les Etats spécialement et uniquement en vue de porter secours aux blessés, malades et naufragés, et dont les noms auront été communiqués, à l'ouverture ou au cours des hostilités, en tout cas avant toute mise en usage, aux Puissances belligérantes, sont respectés et ne peuvent être capturés pendant la durée des hostilités.

Ces bâtiments ne sont pas non plus assimilés aux navires de guerre au point de vue de leur séjour dans un port neutre.

Article 2.

Les bâtiments hospitaliers, équipés en totalité ou en partie aux frais des particuliers ou des sociétés de secours officiellement reconnues, sont également respectés et exempts de capture, si la Puissance belligérante dont ils dépendent, leur a donné une commission officielle et en a notifié les noms à la Puissance adverse à l'ouverture ou au cours des hostilités, en tout cas avant toute mise en usage.

Ces navires doivent être porteurs d'un document de l'autorité compétente déclarant qu'ils ont été soumis à son contrôle pendant leur armement et à leur départ final.

Article 3.

Les bâtiments hospitaliers, équipés en totalité ou en partie aux frais des particuliers ou des sociétés officiellement reconnues de pays neutres, sont respectés et

exempts de capture, si la Puissance neutre dont ils dépendent leur a donné une commission officielle et en a notifié les noms aux Puissances belligérantes à l'ouverture ou au cours des hostilités, en tout cas avant toute mise en usage.

Article 4.

Les bâtiments qui sont mentionnés dans les articles 1, 2 et 3, porteront secours et assistance aux blessés, malades et naufragés des belligérants sans distinction de nationalité.

Les Gouvernements s'engagent à n'utiliser ces bâtiments pour aucun but militaire.

Ces bâtiments ne devront gêner en aucune manière les mouvements des combattants.

Pendant et après le combat, ils agiront à leurs risques et périls.

Les belligérants auront sur eux le droit de contrôle et de visite; ils pourront refuser leur concours, leur enjoindre de s'éloigner, leur imposer une direction déterminée et mettre à bord un commissaire, même les detenir, si la gravité des circonstances l'exigeait.

Autant que possible, les belligérants inscriront sur le journal de bord des bâtiments hospitaliers les ordres qu'ils leur donneront.

Article 5.

Les bâtiments-hôpitaux militaires seront distingués par une peinture extérieure blanche avec une bande horizontale verte d'un mètre et demi de largeur environ.

Les bâtiments qui sont mentionnés dans les articles 2 et 3, seront distingués par une peinture extérieure blanche avec une bande horizontale rouge d'un mètre et demi de largeur environ.

Les embarcations des bâtiments qui viennent d'être mentionnés, comme les petits bâtiments qui pourront être affectés au service hospitalier, se distingueront par une peinture analogue.

Tous les bâtiments hospitaliers se feront reconnaître en hissant, avec leur pavillon national, le pavillon blanc à croix rouge prévu par la Convention de Genève.

Article 6.

Les bâtiments de commerce, yachts ou embarcations neutres, portant ou recueillant des blessés, des malades ou des naufragés des belligérants, ne peuvent être capturés pour le fait de ce transport, mais ils restent exposés à la capture pour les violations de neutralité qu'ils pourraient avoir commises.

Article 7.

Le personnel religieux, médical et hospitalier de tout bâtiment capturé est inviolable et ne peut être fait prisonnier de guerre. Il emporte, en quittant le navire, les objets et les instruments de chirurgie qui sont sa propriété particulière.

Ce personnel continuera à remplir ses fonctions tant que cela sera nécessaire et il pourra ensuite se retirer lorsque le commandant en chef le jugera possible.

Les belligérants doivent assurer à ce personnel tombé entre leurs mains la jouissance intégrale de son traitement.

Article 8.

Les marins et les militaires embarqués blessés ou malades, à quelque nation qu'ils appartiennent, seront protégés et soignés par les capteurs.

Article 9.

Sont prisonniers de guerre les naufragés, blessés ou malades, d'un belligérant qui tombent au pouvoir de l'autre. Il appartient à celui-ci de décider, suivant les circonstances, s'il convient de les garder, de les diriger sur un port de sa nation, sur un port neutre ou même sur un port de l'adversaire. Dans ce dernier cas, les prisonniers ainsi rendus à leur pays ne pourront servir pendant la durée de la guerre.

Article 10.

Les naufragés, blessés ou malades, qui sont débarqués dans un port neutre, du consentement de l'autorité locale, devront, à moins d'un arrangement contraire de l'Etat neutre avec les Etats belligérants, être gardés par l'Etat neutre de manière qu'ils ne puissent pas de nouveau prendre part aux opérations de la guerre.

Les frais d'hospitalisation et d'internement seront supportés par l'Etat dont relèvent les naufragés, blessés ou malades.

Article 11.

Les règles contenues dans les articles ci-dessus ne sont obligatoires que pour les Puissances contractantes, en cas de guerre entre deux ou plusieurs d'entre elles.

Les dites règles cesseront d'être obligatoires du moment où, dans une guerre entre des Puissances contractantes, une Puissance non contractante se joindrait à l'un des belligérants.

Article 12.

La présente Convention sera ratifiée dans le plus bref délai possible.

Les ratifications seront déposées à la Haye.

Il sera dressé du dépôt de chaque ratification un procès-verbal, dont une copie, certifiée conforme, sera remise par la voie diplomatique à toutes les Puissances contractantes.

Article 13.

Les Puissances non signataires, qui auront accepté la Convention de Genève du 22 août 1864, sont admises à adhérer à la présente Convention.

Elles auront, à cet effet, à faire connaître leur adhésion aux Puissances contractantes, au moyen d'une notification écrite, adressée au Gouvernement des Pays-Bas et communiquée par celui-ci à toutes les autres Puissances contractantes.

Article 14.

S'il arrivait qu'une des Hautes Parties contractantes dénonçât la présente Convention, cette dénonciation ne produirait ses effets qu'un an après la notification faite par écrit au Gouvernement des Pays-Bas et communiquée immédiatement par celui-ci à toutes les autres Puissances contractantes.

1901.

No. 1.

Cette dénonciation ne produira ses effets qu'à l'égard de la Puissance qui l'aura notifiée.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires ont signé la présente Convention et l'ont revêtue de leurs cachets.

Fait à la Haye, le vingt-neuf juillet mil huit cent quatre-vingt dix-neuf, en un seul exemplaire qui restera déposé dans les archives du Gouvernement des Pays-Bas et dont des copies, certifiées conformes, seront remises par la voie diplomatique aux Puissances contractantes.

Pour l'Allemagne :

(l. s.) MÜNSTER DERNEBURG { Sous réserve
de l'article X.

Pour l'Autriche-Hongrie :

(l. s.) WELSERSHEIMB.

(l. s.) OKOLICSANYI.

Pour la Belgique :

(l. s.) A. BEERNAERT.

(l. s.) C^{te}. DE GRELLE ROGIER.

(l. s.) CH^r. DESCAMPS.

Pour la Chine :

(l. s.) YANG Yü.

Pour le Danemark :

(l. s.) F. BILLE.

Pour l'Espagne :

(l. s.) El Duque DE TETUAN.

(l. s.) W. R. DE VILLA URRUTIA.

(l. s.) ARTURO DE BAGUER.

Pour les Etats-Unis d'Amérique :

(l. s.) STANFORD NEWEL } Sous réserve
de l'article X.

Pour les Etats-Unis Mexicains :

(l. s.) A. DE MIER.

(l. s.) J. ZENIL.

Pour la France :

(l. s.) LEON BOURGEOIS.

(l. s.) G. BHOUD.

(l. s.) D'ESTOURNELLES DE CONSTANT.

Pour la Grande Bretagne et l'Irlande :

(l. s.) HENRY HOWARD. } Sous réserve
de l'article X.

Pour la Grèce :

(l. s.) N. DELYANNI.

Pour l'Italie :

(l. s.) NIGRA.

(l. s.) A. ZANNINI.

(l. s.) G. POMPILI.

Pour le Japon :

(l. s.) I. MOTONO.

Pour le Luxembourg :

(l. s.) EYSCHEN.

Pour le Monténégro :

(l. s.) STAAL.

Pour les Pays-Bas :

- (l. s.) V. KARNEBEEK.
(l. s.) DEN BEER POORTUGAEL.
(l. s.) T. M. C. ASSER.
(l. s.) E. N. RAHUSEN.

Pour la Perse :

- (l. s.) MIRZA RIZA KHAN Arfa-ud-Dovleh.

Pour la Portugal :

- (l. s.) Conde DE MACEDO.
(l. s.) AGOSTINHO D'ORNELLAS DE VASCONCELLOS.
(l. s.) Conde DE SELIR.

Pour la Roumanie :

- (l. s.) A. BELDIMAN.
(l. s.) J. N. PAPINIU.

Pour la Russie :

- (l. s.) STAAL.
(l. s.) MARTENS.
(l. s.) A. BASILY.

Pour la Serbie :

- (l. s.) CHEDO MIYATOVITCH.

Pour le Siam :

- (l. s.) PHYA SURYA NUWAT.
(l. s.) VISUDDHA.

Pour les Royaumes Unis de Suède et de Norvège :

- (l. s.) BILDT.

Pour la Suisse :

(l. s.) ROTH.

Pour la Turquie :

(l. s.) TURKHAN.	} Sous réserve de l'article X.
(l. s.) MEHEMED NOURY.	

Pour la Bulgarie :

(l. s.) D. STANCIOFF.

(l. s.) Major HESSAPTCHIEFF.

Heeft de opneming daarvan in het *Gouvernementsblad* bevolen.

Gedaan te Paramaribo, den 10^{den} December 1900.

TONCKENS.

De Gouvernements-Secretaris,
C. F. SCHOCH.

Uitgegeven den 1^{sten} Januari 1901.
De Gouvernements-Secretaris,
C. F. SCHOCH.

1881

1881

1881

1881

1881

1881

1881

1881

1881

1881

1881

1881

1881

1881

1881

1881

1881

1881

1881

1881

1881

1881

1881

1881

1881

1881

1881

1881

1881

1881

1881

1881

1881

1901.

No. 2.

G O U V E R N E M E N T S B L A D

VAN DE

K O L O N I E S U R I N A M E.

RESOLUTIE van 10 December 1900

La. B No. 8880 *bepalende de plaatsing in het Gouvernementsblad van eenige tractaten, den 29 Juli 1899 onderteekeend op de Internationale Vredesconferentie, van het verdrag van Genève (Staatsblad 1865 No. 85) en van de verklaring van St. Petersburg (Staatsblad 1869 No. 16).*

DE GOUVERNEUR VAN SURINAME,

Nader voorgenomen de missive van den Minister van Koloniën van den 11^{den} October 1900 Lett. A¹ No. 9/315, waarbij o. m. ter afkondiging en uitvoering zijn ontvangen de volgende zeven verdragen en verklaringen :

- 1°. het op 29 Juli 1899 ter Internationale Vredesconferentie te 's Gravenhage onderteekeende en bij de wet van 9 Juli 1900 (Staatsblad 1900 N°. 126, Gouvernementsblad 1901 N°. 1) goedgekeurde verdrag betreffende de wetten en gebruiken van den oorlog te land, van welk verdrag de akten van bekrachtiging van Nederland en een aantal andere staten zijn nedergelegd te 's Gravenhage op 4 September 1900 ;

1901.

No. 2.

- 2°. de op 22 Augustus 1864 tusschen Nederland en een aantal andere staten te Genève gesloten overeenkomst tot verbetering van het lot der gewonden bij de legers te velde in oorlogstijd, van welke overeenkomst de akten van bekrachtiging zijn uitgewisseld te Bern op 22 December 1864 en 22 Juni 1865 (Staatsblad 1865 N°. 85);
- 3°. het op 29 Juli 1899 ter Internationale Vredesconferentie te 's Gravenhage onderteekende en bij de wet van 9 Juli 1900 (Staatsblad 1900 N°. 125, Gouvernementsblad 1901 N°. 4) goedgekeurde verdrag betreffende de toepassing op den zeeoorlog van de beginselen van de conventie van Genève van 22 Augustus 1864, van welk verdrag de akten van bekrachtiging van Nederland en een aantal andere staten — behoudens wat betreft artikel 10 van het verdrag dat, ingevolge onderling goedvinden der betrokken staten, door geen hunner wordt bekrachtigd — zijn nedergelegd te 's Gravenhage op 4 September 1900;
- 4°. de door de Internationale militaire commissie op den ^{29n November}_{11n Decembar} 1868 te St. Petersburg geteekende verklaring nopens de afschaffing van het gebruik te velde enz. der ontplofbare kogels (Staatsblad 1869 N°. 16);
- 5°. } de op 29 Juli 1899 ter Internationale Vredes-
6°. } conferentie te 's Gravenhage onderteekende ver-
7°. } klaringen (Staatsblad 1900 N°. 163), houdende:

verbod van het werpen van projectielen of ontplofbare stoffen uit ballons of op dergelijke nieuwe wijzen ;

verbod tot beziging van projectielen met het eenige doel verstikkende of vergiftige gassen te verspreiden, en

verbod tot beziging van kogels, die zich in het menschelijk lichaam gemakkelijk uitzetten of vervormen, zooals kogels met harden mantel, waarvan de mantel niet geheel de kern dekt of van inkervingen voorzien is,

van welke verklaringen de akten van bekrachtiging van Nederland en een aantal andere staten zijn nedergelegd te 's Gravenhage op 4 September 1900 ;

BESLUIT :

Te bepalen dat genoemde verdragen en verklaringen zullen worden afgekondigd door plaatsing van deze resolutie met de daaraan gehechte afdrukken van de verdragen en verklaringen en van de vertaling daarvan in het *Gouvernementsblad*.

Paramaribo, den 10^{den} December 1900.

TONCKENS.

Uitgegeven den 1^{sten} Januari 1901.

De Gouvernements-Secretaris,

C. F. SCHUCH.

CONVENTION concernant les lois et coutumes de la guerre sur terre.

Sa Majesté l'Empereur d'Allemagne, Roi de Prusse ;
Sa Majesté l'Empereur d'Autriche, Roi de Bohême etc.
et Roi Apostolique de Hongrie ; Sa Majesté le Roi des
Belges ; Sa Majesté le Roi de Danemark ; Sa Majesté le
Roi d'Espagne et en Son Nom Sa Majesté la Reine-
Régente du Royaume ; le Président des Etats-Unis
d'Amérique ; le Président des Etats-Unis Mexicains ; le
Président de la République Française ; Sa Majesté la
Reine du Royaume-Uni de la Grande Bretagne et
d'Irlande, Impératrice des Indes ; Sa Majesté le Roi des
Hellènes ; Sa Majesté le Roi d'Italie ; Sa Majesté l'Empe-
reur du Japon ; Son Altesse Royale le Grand-Duc de
Luxembourg, Duc de Nassau ; Son Altesse le Prince de
Monténégro ; Sa Majesté la Reine des Pays-Bas ; Sa
Majesté Impériale le Schah de Perse ; Sa Majesté le Roi
de Portugal et des Algarves etc. ; Sa Majesté le Roi de
Roumanie ; Sa Majesté l'Empereur de Toutes les Russies ;
Sa Majesté le Roi de Serbie ; Sa Majesté le Roi de Siam ;
Sa Majesté le Roi de Suède et de Norvège ; Sa Majesté
l'Empereur des Ottomans et Son Altesse Royale le Prince
de Bulgarie,

Considérant que, tout en recherchant les moyens de
sauvegarder la paix et de prévenir les conflits armés
entre les nations, il importe de se préoccuper également

du cas où l'appel aux armes serait amené par des événements que Leur sollicitude n'aurait pu détourner ;

Animés du désir de servir encore dans cette hypothèse extrême, les intérêts de l'humanité et les exigences toujours progressives de la civilisation ;

Estimant qu'il importe, à cette fin, de reviser les lois et coutumes générales de la guerre, soit dans le but de les définir avec plus de précision, soit afin d'y tracer certaines limites destinées à en restreindre autant que possible les rigueurs ;

S'inspirant de ces vues recommandées aujourd'hui, comme il y a vingt-cinq ans, lors de la Conférence de Bruxelles de 1874, par une sage et généreuse prévoyance ;

Ont, dans cet esprit, adopté un grand nombre de dispositions qui ont pour objet de définir et de régler les usages de la guerre sur terre.

Selon les vues des Hautes Parties Contractantes, ces dispositions, dont la rédaction a été inspirée par le désir de diminuer les maux de la guerre, autant que les nécessités militaires le permettent, sont destinées à servir de règle générale de conduite aux belligérants, dans leurs rapports entre eux et avec les populations.

Il n'a pas été possible toutefois de concerter dès maintenant des stipulations s'étendant à toutes les circonstances qui se présentent dans la pratique.

D'autre part, il ne pouvait entrer dans les intentions des Hautes Parties Contractantes que les cas non prévus fussent, faute de stipulation écrite, laissées à l'appréciation arbitraire de ceux qui dirigent les armées.

En attendant qu'un code plus complet des lois de la

1901.

No. 2.

guerre puisse être édicté, les Hautes Parties Contractantes jugent opportun de constater que, dans les cas non compris dans les dispositions réglementaires adoptées par Elles, les populations et les belligérants restent sous la sauvegarde et sous l'empire des principes du droit des gens, tels qu'ils résultent des usages établis entre nations civilisées, des lois de l'humanité et des exigences de la conscience publique.

Elles déclarent que c'est dans ce sens que doivent s'entendre notamment les articles un et deux du Règlement adopté ;

Les Hautes Parties Contractantes désirant conclure une Convention à cet effet ont nommé pour Leurs plénipotentiaires, savoir :

Sa Majesté l'Empereur d'Allemagne, Roi de Prusse :

Son Excellence le Comte DE MÜNSTER, Prince de Derneburg, Son Ambassadeur à Paris.

Sa Majesté l'Empereur d'Autriche, Roi de Bohême etc., et Roi Apostolique de Hongrie :

Son Excellence le Comte R. DE WELSERSHEIMB, Son Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire.

M. ALEXANDRE OKOLICSANYI D'OKOLICSNA, Son Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire à la Haye.

Sa Majesté le Roi des Belges :

Son Excellence M. AUGUSTE BEERNAERT, Son Ministre d'Etat, Président de la Chambre des Représentants.

M. le Comte DE GRELLE ROGIER, Son Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire à la Haye.

M. le Chevalier DESCAMPS, Sénateur.

Sa Majesté le Roi de Danemark :

Son Chambellan FR. E. DE BILLE, Son Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire à Londres.

*Sa Majesté le Roi d'Espagne et en Son nom,
Sa Majesté la Reine-Régente du Royaume.*

Son Excellence le Duc de TETUAN, Ancien Ministre des Affaires Etrangères.

M. W. RAMIREZ DE VILLA URRUTIA, Son Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire à Bruxelles.

M. ARTHUR DE BAGUER, Son Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire à la Haye.

Le Président des Etats-Unis d'Amérique :

M. STANFORD NEWEL, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire à la Haye.

Le Président des Etats-Unis Mexicains :

M. DE MIER, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire à Paris.

M. ZENIL, Ministre-Résident à Bruxelles.

Le Président de la République Française :

M. LÉON BOURGEOIS, Ancien Président du Conseil, Ancien Ministre des Affaires Etrangères, Membre de la Chambre des Députés.

M. GEORGES BHOUD, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire à la Haye.

M. le Baron d'ESTOURNELLES DE CONSTANT, Ministre plénipotentiaire, Membre de la Chambre des Députés.

*Sa Majesté la Reine du Royaume-Uni de la Grande
Bretagne et d'Irlande, Impératrice des Indes :*

Son Excellence le Très Honorable Baron PAUNCEFOTE

1901.

No. 2.

de Preston, Membre du Conseil Privé de Sa Majesté, Son Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire à Washington.

Sir HENRY HOWARD, Son Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire à la Haye.

Sa Majesté le Roi des Hellènes :

M. N. DELYANNI, Ancien Président du Conseil, Ancien Ministre des Affaires Etrangères, Son Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire à Paris.

Sa Majesté le Roi d'Italie :

Son Excellence le Comte NIGRA, Son Ambassadeur à Vienne, Sénateur du Royaume.

M. le Comte A. ZANNINI, Son Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire à la Haye.

M. le Commandeur GUIDO POMPEI, Député au Parlement Italien.

Sa Majesté l'Empereur du Japon :

M. I. MORONO, Son Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire à Bruxelles.

*Son Altesse Royale le Grand-Duc de Luxembourg,
Duc de Nassau :*

Son Excellence M. EYSCHEN, Son Ministre d'Etat, Président du Gouvernement Grand-Ducal,

Son Altesse le Prince de Monténégro :

Son Excellence M. le Conseiller Privé Actuel DE STAAL, Ambassadeur de Russie à Londres.

Sa Majesté la Reine des Pays-Bas :

M. le jonkheer A. P. C. VAN KARNEBEEK, Ancien Mi-

nistre des Affaires Etrangères, Membre de la Seconde Chambre des Etats-Généraux.

M. le Général J. C. C. DEN BEER POORTUGAEL, Ancien Ministre de la Guerre, Membre du Conseil d'Etat.

M. T. M. C. ASSER, Membre du Conseil d'Etat.

M. E. N. RAHUSEN, Membre de la Première Chambre des Etats-Généraux.

Sa Majesté Impériale le Schah de Perse :

Son Aide de Camp Général MIRZA RIZA KHAN, arfaud-dovleh, Son Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire à St. Pétersbourg et à Stockholm.

Sa Majesté le Roi de Portugal et des Algarves, etc. :

M. le Comte DE MACEDO, Pair du Royaume, Ancien Ministre de la Marine et des Colonies, Son Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire à Madrid.

M. D'ORNELLAS et VASCONCELLOS, Pair du Royaume, Son Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire à St. Pétersbourg.

M. le Comte DE SELIB, Son Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire à la Haye.

Sa Majesté le Roi de Roumanie :

M. ALEXANDRE BELDIMAN, Son Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire à Berlin.

M. JEAN N. PAPINU, Son Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire à la Haye.

Sa Majesté l'Empereur de Toutes les Russies :

Son Excellence M. le Conseiller Privé Actuel DE STAAL, Son Ambassadeur à Londres.

M. DE MARTENS, Membre Permanent du Conseil du

1901.

No. 2.

Ministère Impérial des Affaires Etrangères, Son Conseiller Privé.

Son Conseiller d'Etat Actuel DE BASILY, Chambellan, Directeur du Premier Département du Ministère Impérial des Affaires Etrangères.

Sa Majesté le Roi de Serbie :

M. MIVATOVITCH, Son Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire à Londres et à la Haye.

Sa Majesté le Roi de Siam :

M. PHYA SURIYA NUWAT, Son Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire à St. Pétersbourg et à Paris.

M. PHYA VISUDDHA SURIYASAKTY, Son Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire à la Haye et à Londres.

Sa Majesté le Roi de Suède et de Norvège :

M. le Baron DE BILDT, Son Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire à Rome.

Sa Majesté l'Empereur des Ottomans :

Son Excellence TURKHAN PACHA, Ancien Ministre des Affaires Etrangères, Membre de Son Conseil d'Etat.

NOURY BEY, Secrétaire-Général au Ministère des Affaires Etrangères.

Son Altesse Royale le Prince de Bulgarie :

M. le dr. DIMITRI STANC OFF, Agent Diplomatique à St. Pétersbourg.

M. le Major CHRISTO HESSAPTECHIEFF, Attaché Militaire à Belgrade.

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus de ce qui suit :

Article 1.

Les Hautes Parties contractantes donneront à leurs forces armées de terre des instructions qui seront conformes au *Règlement concernant les lois et coutumes de la guerre sur terre*, annexé à la présente Convention.

Article 2.

Les dispositions contenues dans le Règlement visé à l'article premier ne sont obligatoires que pour les Puissances contractantes, en cas de guerre entre deux ou plusieurs d'entre elles.

Ces dispositions cesseront d'être obligatoires du moment où, dans une guerre entre des Puissances contractantes, une Puissance non contractante se joindrait à l'un des belligérants.

Article 3.

La présente Convention sera ratifiée dans le plus bref délai possible.

Les ratifications seront déposées à la Haye.

Il sera dressé du dépôt de chaque ratification un procès-verbal, dont une copie, certifiée conforme, sera remise par la voie diplomatique à toutes les Puissances contractantes.

Article 4.

Les Puissances non signataires sont admises à adhérer à la présente Convention.

Elles auront, à cet effet, à faire connaître leur adhésion aux Puissances contractantes, au moyen d'une notification écrite, adressée au Gouvernement des Pays-Bas et communiquée par celui-ci à toutes les autres Puissances contractantes.

Article 5.

S'il arrivait qu'une des Hautes Parties contractantes dénonçât la présente Convention, cette dénonciation ne produirait ses effets qu'un an après la notification faite par écrit au Gouvernement des Pays-Bas et communiquée immédiatement par celui-ci à toutes les autres Puissances contractantes.

Cette dénonciation ne produira ses effets qu'à l'égard de la Puissance qui l'aura notifiée.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires ont signé la présente Convention et l'ont revêtue de leur cachets.

Fait à la Haye, le vingt neuf juillet mil huit cent quatre-vingt dix-neuf, en un seul exemplaire qui restera déposé dans les archives du Gouvernement des Pays-Bas et dont des copies, certifiées conformes, seront remises par la voie diplomatique aux Puissances contractantes.

Pour l'Allemagne :

(l. s.) MÜNSTER DERNEBURG.

Pour l'Autriche-Hongrie :

(l. s.) WELSERSHEIMB.

(l. s.) OKOLICSANYI.

Pour la Belgique :

(l. s.) A. BEERNAERT.

(l. s.) C^{te}. DE GRELLE ROGIER.

(l. s.) CH^r. DESCAMPS.

Pour le Danemark :

(l. s.) F. BILLE.

Pour l'Espagne :

(l. s.) EL DUQUE DE TETUAN.

(l. s.) W. R. DE VILLA URRUTIA.

(l. s.) ARTURO DE BAGUER.

Pour les Etats-Unis d'Amérique :

(l. s.) STANFORD NEWEL.

Pour les Etats-Unis Mexicains :

(l. s.) A. DE MIER.

(l. s.) J. ZENIL.

Pour la France :

(l. s.) LÉON BOURGEOIS.

(l. s.) G. BIHOURD.

(l. s.) D'ESTOURNELLES DE CONSTANT.

*Pour la Grande-Bretagne et l'Irlande :**(l. s.)* PAUNCEFOTE.*(l. s.)* HENRY HOWARD.*Pour la Grèce :**(l. s.)* N. DELYANNI.*Pour l'Italie :**(l. s.)* NIGRA.*(l. s.)* A. ZANNINI.*(l. s.)* POMPILI.*Pour le Japon :**(l. s.)* I. MOTONO.*Pour le Luxembourg :**(l. s.)* EYSCHEN.*Pour le Monténégro :**(l. s.)* STAAL.*Pour les Pays-Bas :**(l. s.)* V. KARNEBEEK.*(l. s.)* DEN BEER POORTUGAEL.*(l. s.)* T. M. C. ASSER.*(l. s.)* E. N. RAHUSEN.

Pour la Perse :

(l. s.) MIRZA RIZA KHAN, Arfa-ud-Dovleh.

Pour le Portugal :

(l. s.) Conde DE MACEDO.

(l. s.) AGOSTINHO D'ORNELLAS VASCONCELLOS.

(l. s.) Conde DE SELIR.

Pour la Roumanie :

(l. s.) A. BELDIMAN.

(l. s.) J. N. PAPINIE.

Pour la Russie :

(l. s.) STAAL.

(l. s.) MARTENS.

(l. s.) A. BASILY.

Pour la Serbie :

(l. s.) CHEDO MIYATOVITCH.

Pour le Siam :

(l. s.) PHYA SURIA NUWATR.

((l. s.) VISSUDHA.

Pour les Royaumes Unis de Suède et de Norvège :

(l. s.) BILDT.

*Pour la Turquie :**(l. s.)* TURKHAN.*(l. s.)* MEHEMED NOURY.*Pour la Bulgarie :**(l. s.)* D. STANCIOFF.*(l. s.)* Major HESSAPTCHIEFF.

Annexe.

Règlement concernant les lois et coutumes de la guerre sur terre.

SECTION I. — DES BELLIGÉRANTS.

CHAPITRE I. — De la qualité de belligérant.

Article 1.

Les lois, les droits et les devoirs de la guerre ne s'appliquent pas seulement à l'armée, mais encore aux milices et aux corps de volontaires réunissant les conditions suivantes :

- 1°. d'avoir à leur tête une personne responsable pour ses subordonnés ;
- 2°. d'avoir un signe distinctif fixe et reconnaissable à distance ;
- 3°. de porter les armes ouvertement et
- 4°. de se conformer dans leurs opérations aux lois et coutumes de la guerre.

Dans les pays où les milices ou des corps de volontaires constituent l'armée ou en font partie, ils sont compris sous la dénomination *d'armée*.

Article 2.

La population d'un territoire non occupé qui, à l'approche de l'ennemi, prend spontanément les armes pour

combattre les troupes d'invasion sans avoir eu le temps de s'organiser conformément à l'article premier, sera considérée comme belligérante si elle respecte les lois et coutumes de la guerre.

Article 3.

Les forces armées des parties belligérantes peuvent se composer de combattants et de non-combattants. En cas de capture par l'ennemi, les uns et les autres ont droit au traitement des prisonniers de guerre.

CHAPITRE II — Des prisonniers de guerre.

Article 4.

Les prisonniers de guerre sont au pouvoir du Gouvernement ennemi, mais non des individus ou des corps qui les ont capturés.

Ils doivent être traités avec humanité.

Tout ce qui leur appartient personnellement, excepté les armes, les chevaux et les papiers militaires, reste leur propriété.

Article 5.

Les prisonniers de guerre peuvent être assujettis à l'internement dans une ville, forteresse, camp ou localité quelconque, avec obligation de ne pas s'en éloigner au delà de certaines limites déterminées; mais ils ne peuvent être enfermés que par mesure de sûreté indispensable.

Article 6.

L'Etat peut employer, comme travailleurs, les prisonniers de guerre, selon leur grade et leurs aptitudes. Ces

travaux ne seront pas excessifs et n'auront aucun rapport avec les opérations de la guerre

Les prisonniers peuvent être autorisés à travailler pour le compte d'administrations publiques ou de particuliers, ou pour leur propre compte.

Les travaux faits pour l'Etat sont payés d'après les tarifs en vigueur pour les militaires de l'armée nationale exécutant les mêmes travaux.

Lorsque les travaux ont lieu pour le compte d'autres administrations publiques ou pour des particuliers, les conditions en sont réglées d'accord avec l'autorité militaire.

Le salaire des prisonniers contribuera à adoucir leur position, et le surplus leur sera compté au moment de leur libération, sauf défalcation des frais d'entretien.

Article 7.

Le Gouvernement au pouvoir duquel se trouvent les prisonniers de guerre est chargé de leur entretien.

A défaut d'une entente spéciale entre les belligérants, les prisonniers de guerre seront traités, pour la nourriture, le couchage et l'habillement, sur le même pied que les troupes du Gouvernement qui les aura capturés.

Article 8.

Les prisonniers de guerre seront soumis aux lois, règlements, et ordres en vigueur dans l'armée de l'Etat au pouvoir duquel ils se trouvent. Tout acte d'insubordination autorise, à leur égard, les mesures de rigueur nécessaires.

Les prisonniers évadés, qui seraient repris avant d'avoir pu rejoindre leur armée ou avant de quitter le terri-

toire occupé par l'armée qui les aura capturés, sont passibles de peines disciplinaires.

Les prisonniers qui, après avoir réussi à s'évader, sont de nouveau faits prisonniers, ne sont passibles d'aucune peine pour la fuite antérieure.

Article 9.

Chaque prisonnier de guerre est tenu de déclarer, s'il est interrogé à ce sujet, ses véritables noms et grade et, dans le cas où il enfreindrait cette règle, il s'exposerait à une restriction des avantages accordés aux prisonniers de guerre de sa catégorie.

Article 10.

Les prisonniers de guerre peuvent être mis en liberté sur parole, si les lois de leur pays les y autorisent, et, en pareil ils sont obligés, sous la garantie de leur honneur personnel, de remplir scrupuleusement, tant vis-à-vis de leur propre Gouvernement que vis-à-vis de celui qui les a faits prisonniers, les engagements qu'ils auraient contractés.

Dans le même cas, leur propre Gouvernement est tenu de n'exiger ni accepter d'eux aucun service contraire à la parole donnée.

Article 11.

Un prisonnier de guerre ne peut être contraint d'accepter sa liberté sur parole; de même le Gouvernement ennemi n'est pas obligé d'accéder à la demande du prisonnier réclamant sa mise en liberté sur parole.

Article 12.

Tout prisonnier de guerre, libéré sur parole et repris portant les armes contre le Gouvernement envers lequel ils s'étaient engagé d'honneur, ou contre les alliés de celui-ci, perd le droit au traitement des prisonniers de guerre et peut être traduit devant les tribunaux.

Article 13.

Les individus qui suivent une armée sans en faire directement partie, tels que les correspondants et les reporters de journaux, les vivandiers, les fournisseurs, qui tombent au pouvoir de l'ennemi et que celui-ci juge utile de détenir, ont droit au traitement des prisonniers de guerre, à condition qu'ils soient munis d'une légitimation de l'autorité militaire de l'armée qu'ils accompagnaient.

Article 14.

Il est constitué, dès le début des hostilités, dans chacun des Etats belligérants et, le cas échéant, dans les pays neutres qui auront recueilli des belligérants sur leur territoire, un Bureau de renseignements sur les prisonniers de guerre. Ce bureau, chargé de répondre à toutes les demandes qui les concernent, reçoit des divers services compétants toutes les indications nécessaires pour lui permettre d'établir une fiche individuelle pour chaque prisonnier de guerre. Il est tenu au courant des internements et des mutations, ainsi que des entrées dans les hôpitaux et des décès.

Le Bureau de renseignements est également chargé

de recueillir et de centraliser tous les objets d'un usage personnel, valeurs, lettres, etc., qui seront trouvés sur les champs de bataille ou délaissés par des prisonniers décédés dans les hôpitaux et ambulances, et de les transmettre aux intéressés.

Article 15.

Les sociétés de secours pour les prisonniers de guerre, régulièrement constituées selon la loi de leur pays et ayant pour objet d'être les intermédiaires de l'action charitable, recevront, de la part des belligérants, pour elles et pour leur agents dûment accrédités, toute facilité, dans les limites tracées par les nécessités militaires et les règles administratives, pour accomplir efficacement leur tâche d'humanité. Les délégués de ces sociétés pourront être admis à distribuer des secours dans les dépôts d'internement, ainsi qu'aux lieux d'étape de prisonniers rapatriés, moyennant une permission personnelle délivrée par l'autorité militaire, et en prenant l'engagement par écrit de se soumettre à toutes les mesures d'ordre et de police que celle-ci prescrirait.

Article 16.

Les Bureaux de renseignements jouissent de la franchise de port. Les lettres, mandats et articles d'argent, ainsi que les colis postaux destinés aux prisonniers de guerre ou expédiés par eux, seront affranchis de toutes taxes postales, aussi bien dans les pays d'origine et de destination que dans les pays intermédiaires.

Les dons et secours en nature destinés aux prisonniers

de guerre seront admis en franchise de tous droits d'entrée et autres, ainsi que des taxes de transport sur les chemins de fer exploités par l'Etat.

Article 17.

Les officiers prisonniers pourront recevoir le complément, s'il y a lieu, de la solde qui leur est attribuée dans cette situation par les règlements de leur pays, à charge de remboursement par leur Gouvernement.

Article 18.

Toute latitude est laissée aux prisonniers de guerre pour l'exercice de leur religion, y compris l'assistance aux offices de leur culte, à la seule condition de se conformer aux mesures d'ordre et de police prescrites par l'autorité militaire.

Article 19.

Les testaments des prisonniers de guerre sont reçus ou dressés dans les mêmes conditions que pour les militaires de l'armée nationale.

On suivra également les mêmes règles en ce qui concerne les pièces relatives à la constatation des décès, ainsi que pour l'inhumation des prisonniers de guerre, en tenant compte de leur grade et de leur rang.

Article 20.

Après la conclusion de la paix, la rapatriement des prisonniers de guerre s'effectuera dans le plus bref délai possible.

CHAPITRE III. — Des malades et des blessés.**Article 21.**

Les obligations des belligérants concernant le service des malades et des blessés sont régies par la Convention de Genève du 22 août 1864, sauf les modifications dont celle-ci pourra être l'objet.

SECTION II. — DES HOSTILITÉS.**CHAPITRE I — Des moyens de nuire à l'ennemi
des sièges et des bombardements.****Article 22.**

Les belligérants n'ont pas un droit illimité quant au choix des moyens de nuire à l'ennemi.

Article 23.

Outre les prohibitions établies par des conventions spéciales, il est notamment *interdit* :

- a.* d'employer du poison ou des armes empoisonnées ;
- b.* de tuer ou de blesser par trahison des individus appartenant à la nation ou à l'armée ennemie ;
- c.* de tuer ou de blesser un ennemi qui, ayant mis bas les armes ou n'ayant plus les moyens de se défendre, s'est rendu à discrétion ;
- d.* de déclarer qu'il ne sera pas fait de quartier ;
- e.* d'employer des armes, des projectiles ou des matières propres à causer des maux superflus ;
- f.* d'user indûment du pavillon parlementaire, du

pavillon national ou des insignes militaires et de l'uniforme de l'ennemi, ainsi que des signes distinctifs de la Convention de Genève ;

- g. de détruire ou de saisir des propriétés ennemies, sauf les cas où ces destructions ou ces saisies seraient impérieusement commandées par les nécessités de la guerre.

Article 24.

Les ruses de guerre et l'emploi des moyens nécessaires pour se procurer des renseignements sur l'ennemi et sur le terrain sont considérés comme *licites*.

Article 25.

Il est interdit d'attaquer ou de bombarder des villes, villages, habitations ou bâtiments qui ne sont pas défendus.

Article 26.

Le commandant des troupes assaillantes, avant d'entreprendre le bombardement, et sauf le cas d'attaque de vive force, devra faire tout ce qui dépend de lui pour en avertir les autorités.

Article 27.

Dans les sièges et bombardements, toutes les mesures nécessaires doivent être prises pour épargner, autant que possible, les édifices consacrés aux cultes, aux arts, aux sciences et à la bienfaisance, les hôpitaux et les lieux de rassemblement de malades et de blessés, à condition

qu'ils ne soient pas employés en même temps à un but militaire.

Le devoir des assiégés est de désigner ces édifices ou lieux de rassemblement par des signes visibles spéciaux qui seront notifiés d'avance à l'assiégeant.

Article 28.

Il est interdit de livrer au pillage même une ville ou localité prise d'assaut.

CHAPITRE II. — Des espions.

Article 29.

Ne peut être considéré comme espion que l'individu qui, agissant clandestinement ou sous de faux prétextes, recueille ou cherche à recueillir des informations dans la zone d'opérations d'un belligérant, avec l'intention de les communiquer à la partie adverse.

Ainsi les militaires non déguisés qui ont pénétré dans la zone d'opérations de l'armée ennemie, à l'effet de recueillir des informations, ne sont pas considérés comme espions. De même, ne sont pas considérés comme espions : les militaires et les non-militaires, accomplissant ouvertement leur mission, chargés de transmettre des dépêches destinées soit à leur propre armée, soit à l'armée ennemie. A cette catégorie appartiennent également les individus envoyés en ballon pour transmettre les dépêches, et, en général, pour entretenir les communications entre les diverses parties d'une armée ou d'un territoire.

Article 30.

L'espion pris sur le fait ne pourra être puni sans jugement préalable.

Article 31.

L'espion qui, ayant rejoint l'armée à laquelle il appartient, et capturé plus tard par l'ennemi, est traité comme prisonnier de guerre et n'encourt aucune responsabilité pour ses actes d'espionnage antérieurs.

CHAPITRE III. — Des parlementaires

Article 32.

Est considéré comme parlementaire l'individu autorisé par l'un des belligérants à entrer en pourparlers avec l'autre et se présentant avec le drapeau blanc. Il a droit à l'inviolabilité ainsi que le trompette, clairon ou tambour, le porte-drapeau et l'interprète qui l'accompagneraient.

Article 33.

Le Chef auquel un parlementaire est expédié n'est pas obligé de le recevoir en toutes circonstances.

Il peut prendre toutes les mesures nécessaires afin d'empêcher le parlementaire de profiter de sa mission pour se renseigner.

Il a le droit, en cas d'abus, de retenir temporairement le parlementaire.

Article 34.

Le parlementaire perd ses droits d'inviolabilité, s'il est prouvé, d'une manière positive et irrécusable, qu'il a profité de sa position privilégiée pour provoquer ou commettre un acte de trahison.

CHAPITRE IV. — Des capitulations.

Article 35.

Les capitulations arrêtées entre les parties contractantes doivent tenir compte des règles de l'honneur militaire.

Une fois fixées, elles doivent être scrupuleusement observées par les deux parties.

CHAPITRE V. — De l'armistice.

Article 36.

L'armistice suspend les opérations de guerre par un accord mutuel des parties belligérantes. Si la durée n'en est pas déterminée, les parties belligérantes peuvent reprendre en tout temps les opérations, pourvu toutefois que l'ennemi soit averti en temps convenu, conformément aux conditions de l'armistice.

Article 37.

L'armistice peut être général ou local. Le premier suspend partout les opérations de guerre des Etats belligérants; le second, seulement entre certaines fractions des armées belligérantes et dans un rayon déterminé.

Article 38.

L'armistice doit être notifié officiellement et en temps utile aux autorités compétentes et aux troupes. Les hostilités sont suspendues immédiatement après la notification ou au terme fixé.

Article 39.

Il dépend des parties contractantes de fixer, dans les clauses de l'armistice, les rapports qui pourraient avoir lieu, sur le théâtre de la guerre, avec les populations et entre elles.

Article 40.

Toute violation grave de l'armistice, par l'une des parties, donne à l'autre le droit de le dénoncer et même, en cas d'urgence, de reprendre immédiatement les hostilités.

Article 41.

La violation des clauses de l'armistice, par des particuliers agissant de leur propre initiative, donne droit seulement à réclamer la punition des coupables et, s'il y a lieu, une indemnité pour les pertes éprouvées.

SECTION III. -- DE L'AUTORITÉ MILITAIRE SUR
LE TERRITOIRE DE L'ÉTAT ENNEMI

Article 42.

Un territoire est considéré comme occupé lorsqu'il se trouve placé de fait sous l'autorité de l'armée ennemie.

L'occupation ne s'étend qu'aux territoires où cette autorité est établie et en mesure de s'exercer.

Article 43.

L'autorité du pouvoir légal ayant passé de fait entre les mains de l'occupant, celui-ci prendra toutes les mesures qui dépendent de lui en vue de rétablir et d'assurer, autant qu'il est possible, l'ordre et la vie publics en respectant, sauf empêchement absolu, les lois en vigueur dans le pays.

Article 44.

Il est interdit de forcer la population d'un territoire occupé à prendre part aux opérations militaires contre son propre pays.

Article 45.

Il est interdit de contraindre la population d'un territoire occupé à prêter serment à la puissance ennemie.

Article 46.

L'honneur et les droits de la famille, la vie des individus et la propriété privée, ainsi que les convictions religieuses et l'exercice des cultes, doivent être respectés. La propriété privée ne peut pas être confisquée.

Article 47.

Le pillage est formellement interdit.

Article 48.

Si l'occupant prélève, dans le territoire occupé, les impôts, droits et péages établis au profit de l'Etat, il le fera, autant que possible, d'après les règles de l'assiette et de la répartition en vigueur, et il en résultera pour lui l'obligation de pourvoir aux frais de l'administration du territoire occupé dans la mesure où le Gouvernement légal y était tenu.

Article 49.

Si, en dehors des impôts visés à l'article précédent, l'occupant prélève d'autres contributions en argent dans le territoire occupé, ce ne pourra être que pour les besoins de l'armée ou de l'administration de ce territoire.

Article 50.

Aucune peine collective, pécuniaire ou autre, ne pourra être édictée contre les populations à raison de faits individuels dont elles ne pourraient être considérées comme solidairement responsables.

Article 51.

Aucune contribution ne sera perçue qu'en vertu d'un ordre écrit et sous la responsabilité d'un général en chef.

Il ne sera procédé, autant que possible, à cette perception que d'après les règles de l'assiette et de la répartition des impôts en vigueur.

Pour toute contribution un reçu sera délivré aux contribuables.

Article 52.

Des réquisitions en nature et des services ne pourront être réclamés des communes ou des habitants, que pour les besoins de l'armée d'occupation. Ils seront en rapport avec les ressources du pays et de telle nature qu'ils n'impliquent pas pour les populations l'obligation de prendre part aux opérations de la guerre contre leur patrie.

Ces réquisitions et ces services ne seront réclamés qu'avec l'autorisation du commandant dans la localité occupée.

Les prestations en nature seront, autant que possible, payées au comptant ; sinon, elles seront constatées par des reçus.

Article 53.

L'armée qui occupe un territoire ne pourra saisir que le numéraire, les fonds et les valeurs exigibles appartenant en propre à l'Etat, les dépôts d'armes, moyens de transport, magasins et approvisionnements et, en général, toute propriété mobilière de l'Etat de nature à servir aux opérations de la guerre.

Le matériel des chemins de fer, les télégraphes de terre, les téléphones, les bateaux à vapeur et autres navires, en dehors des cas régis par la loi maritime, de même que les dépôts d'armes et en général toute espèce de munitions de guerre, même appartenant à des sociétés ou à des personnes privées, sont également des moyens de nature à servir aux opérations de la guerre, mais devront être restitués, et les indemnités seront réglées à la paix.

Article 54.

Le matériel des chemins de fer provenant d'Etats

neutres, qu'il appartienne à ces Etats ou à des Sociétés ou personnes privées, leur sera renvoyé aussitôt que possible.

Article 55.

L'Etat occupant ne se considérera que comme administrateur et usufruitier des édifices publics, immeubles, forêts et exploitations agricoles appartenant à l'Etat ennemi et se trouvant dans le pays occupé. Il devra sauvegarder le fond de ces propriétés et les administrer conformément aux règles de l'usufruit.

Article 56

Les biens des communes, ceux des établissements consacrés aux cultes, à la charité et à l'instruction, aux arts et aux sciences, même appartenant à l'Etat, seront traités comme la propriété privée.

Toute saisie, destruction ou dégradation intentionnelle de semblables établissements, de monuments historiques, d'œuvres d'art et de science, est interdite et doit être poursuivie.

SECTION IV. - DES BELLIGÉRANTS INTERNÉS ET
DES BLESSÉS SOIGNÉS CHEZ LES NEUTRES.

Article 57.

L'Etat neutre qui reçoit sur son territoire des troupes appartenant aux armées belligérantes, les internera, autant que possible, loin du théâtre de la guerre.

Il pourra les garder dans des camps, et même les enfermer dans des forteresses ou dans des lieux appropriés à cet effet.

Il décidera si les officiers peuvent être laissés libres en prenant l'engagement sur parole de ne pas quitter le territoire neutre sans autorisation.

Article 58.

A défaut de convention spéciale, l'Etat neutre fournira aux internés les vivres, les habillements et les secours commandés par l'humanité.

Bonification sera faite, à la paix, des frais occasionnés par l'internement.

Article 59.

L'Etat neutre pourra autoriser le passage sur son territoire des blessés ou malades appartenant aux armées belligérantes, sous la réserve que les trains qui les amèneront ne transporteront ni personnel ni matériel de guerre. En pareil cas, l'Etat neutre est tenu de prendre les mesures de sûreté et de contrôle nécessaires à cet effet.

Les blessés ou malades amenés dans ces conditions sur le territoire neutre par un des belligérants, et qui appartiendraient à la partie adverse, devront être gardés par l'Etat neutre, de manière qu'ils ne puissent de nouveau prendre part aux opérations de la guerre. Celui-ci aura les mêmes devoirs quant aux blessés ou malades de l'autre armée qui lui seraient confiés.

Article 60.

La Convention de Genève s'applique aux malades et aux blessés internés sur territoire neutre.

VERTALING.

VERDRAG betreffende de wetten en gebruiken
van den oorlog te land.

Zijne Majesteit de Keizer van Duitschland, Koning van Pruisen; Zijne Majesteit de Keizer van Oostenrijk, Koning van Bohemen enz. en Apostolisch Koning van Hongarije; Zijne Majesteit de Koning der Belgen; Zijne Majesteit de Koning van Denemarken; Zijne Majesteit de Koning van Spanje en in HoogstDeszelfs Naam, Hare Majesteit de Koningin-Regentes van het Koninkrijk; de President der Vereenigde Staten van Amerika; de President der Vereenigde Mexicaansche Staten; de President van de Fransche Republiek; Hare Majesteit de Koningin van het Vereenigd Koninkrijk van Groot-Britannië en Ierland, Keizerin van Indië; Zijne Majesteit de Koning der Hellenen; Zijne Majesteit de Koning van Italië; Zijne Majesteit de Keizer van Japan; Zijne Koninklijke Hoogheid de Groothertog van Luxemburg, Hertog van Nassau; Zijne Hoogheid de Vorst van Montenegro; Hare Majesteit de Koningin der Nederlanden; Zijne Keizerlijke Majesteit de Schah van Perzië; Zijne Majesteit de Koning van Portugal en der Algarven, enz.; Zijne Majesteit de Koning van Rumenië; Zijne Majesteit de Keizer Aller Russen; Zijne Majesteit de Koning van Servië; Zijne Majesteit de Koning van Siam; Zijne Majesteit de Koning van Zweden en Noorwegen; Zijne Majesteit de Keizer

der Ottomanen en Zijne Koninklijke Hoogheid de Vorst van Bulgarije,

Overwegende dat, hoezeer ook naar de middelen gezocht wordt om den vrede te waarborgen en strijd met de wapenen tusschen de volken te voorkomen, toch ook het geval behoort te worden voorzien, dat gebeurtenissen, die hunne zorg niet mocht hebben kunnen afwenden, het beroep op de wapenen zouden te weeg brengen ;

Bezielde met het verlangen, ook in dit uiterste geval, de belangen der menschheid en de steeds voortschrijdende eischen der beschaving te dienen ;

Urdeelende, dat het te dien einde noodig is de algemeene wetten en gebruiken van den oorlog te herzien, hetzij met het doel deze nauwkeuriger te omschrijven, hetzij om daarin zekere grenzen te stellen, bestemd om de hardheid er van zooveel mogelijk te beperken ;

Geleid door deze overwegingen, welke thans, evenals vijf en twintig jaren geleden, bij gelegenheid der Conferentie van Brussel van 1874, door eene wijze en edelmoedige voorzorg worden aanbevolen ;

Hebben, in dezen gedachtengang, een groot aantal voorschriften aangenomen, die ten doel hebben de gebruiken van den oorlog te land te omschrijven en te regelen.

Volgens de opvatting der Hooge Contracteerende Partijen, zijn deze voorschriften, bij welke vaststelling de wensch heeft voorgezetten de rampen van den oorlog te verminderen, voor zoover de militaire noodzakelijkheid zulks toelaat, bestemd om tot algemeene gedragsregel

te strekken voor de oorlogvoerenden in hunne betrekkingen tot elkander en tot de bevolkingen.

Het is evenwel niet mogelijk geweest reeds thans voorschriften te beramen, toepasselijk op alle omstandigheden, welke zich in de werkelijkheid voordoen.

Intusschen kon het niet in de bedoeling der Hooge Contracteerende Partijen liggen, dat de niet voorziene gevallen, bij gebreke van eene geschrevene bepaling, zouden zijn overgelaten aan de willekeurige beoordeeling van hen, die de legers aanvoeren.

In afwachting dat een meer volledig wetboek van de wetten van den oorlog kan worden uitgevaardigd, achten de Hooge Contracteerende Partijen het nuttig te verklaren, dat in de gevallen, welke niet begrepen zijn in de door Haar aangenomen reglementaire bepalingen, de bevolkingen en de oorlogvoerenden verblijven onder de bescherming en de heerschappij der beginselen van het volkenrecht, zooals die voortvloeien uit de tusschen beschaafde volken gevestigde gebruiken, de wetten der menscheijkheid en de eischen van het openbare rechtsbewustzijn.

Zij verklaren, dat met name de artikelen één en twee van het door Haar aangenomen Reglement in dien zin moeten worden opgevat.

De Hooge Contracteerende Partijen wenschende te dien einde een Verdrag te sluiten, hebben tot Hare gevolmachtigden benoemd, te weten :

[Zie de namen der gevolmachtigden in den tekst van het Verdrag.]

die, na aan elkander hunne volmachten te hebben mede-

gedee'd, welke in goeden en behoortijken vorm zijn bevonden, omtrent het volgende zijn overeengekomen :

Artikel 1.

De Hooge Contracteerende Partijen zullen aan hunne krijgsmachten te land voorschriften verstrekken, die overeenkomen zullen met het bij dit verdrag gevoegde *Reglement betreffende de wetten en gebruiken van den oorlog te land*.

Artikel 2.

De voorschriften, vervat in het bij artikel een bedoelde Reglement, zijn slechts verbindend voor de contracteerende Mogendheden in geval van oorlog tusschen twee of meer van Haar.

Deze voorschriften zullen ophouden verbindend te zijn van het oogenblik af, waarop in een oorlog tusschen contracteerende Mogendheden, eene niet-contracteerende Mogendheid zich bij eenen der oorlogvoerenden mocht voegen.

Artikel 3.

Het tegenwoordig Verdrag zal zoo spoedig mogelijk worden bekrachtigd.

De akten van bekrachtiging zullen te 's Gravenhage nedergelegd worden.

Van het nederleggen van iedere akte van bekrachtiging zal een proces-verbaal worden opgemaakt, waarvan een voor eensluidend gewaarmerkte afdruk langs diplomatieken weg zal worden overgemaakt aan alle contracteerende Mogendheden.

Artikel 4.

De Mogendheden, die niet onderteekend hebben, kunnen tot het tegenwoordig Verdrag toetreden.

Zij zullen te dien einde hare toetreding moeten te kennen geven aan de contracteerende Mogendheden, door middel van eene schriftelijke kennisgeving, gericht tot de Nederlandsche Regeering en door deze aan alle andere contracteerende Mogendheden medegedeeld.

Artikel 5.

Mocht het gebeuren, dat eene der Hooge Contracteerende Partijen het tegenwoordig Verdrag opzegde, dan zou deze opzegging eerst van kracht worden één jaar na de schriftelijke kennisgeving tot de Nederlandsche Regeering gericht en door deze onmiddellijk aan alle andere contracteerende Mogendheden medegedeeld.

Die opzegging zal slechts van kracht zijn ten aanzien der Mogendheid, die daarvan kennis zal hebben gegeven.

Ter oorkonde waarvan de Gevolmachtigden het tegenwoordige Verdrag hebben onderteekend en van hunne zegels voorzien.

Gedaan te 's-Gravenhage, den negen en twintigsten Juli achttienhonderd negen en negentig, in een enkel exemplaar, hetwelk nedergelegd zal blijven in het archief der Nederlandsche Regeering en waarvan voor eensluidend gewaarmerkte afdrukken langs diplomatieken weg aan de contracteerende Mogendheden zullen worden overgemaakt.

[Zie de onderrekeningen onder den tekst van het Verdrag.]

REGLEMENT betreffende de wetten en gebruiken
van den oorlog te land.

AFDEELING I.

Van de oorlogvoerenden.

HOOFDSTUK I.

Van de hoedanigheid van oorlogvoerende.

Artikel 1.

De wetten, de rechten en de verplichtingen van den oorlog zijn niet alleen toepasselijk op het leger maar ook op de militiën en op de vrijwilligers-korpsen, die aan de volgende voorwaarden voldoen :

- 1°. aan hun hoofd te hebben een persoon, die verantwoordelijk is voor zijne ondergeschikten ;
- 2°. een vast en op eenigen afstand herkenbaar onderscheidingsteeken te hebben ;
- 3°. de wapenen openlijk te dragen ;
- 4°. zich in hunne handelingen te gedragen naar de wetten en gebruiken van den oorlog.

In de landen, waar het leger geheel of ten deele uit militiën of uit vrijwilligers-korpsen is samengesteld, zijn deze onder de benaming van *leger* begrepen.

Artikel 2.

De bevolking van een niet-bezet gebied, die bij de nadering van den vijand uit eigen beweging de wapenen opneemt om de invallende troepen te bestrijden, zonder den tijd te hebben zich te organiseeren overeenkomstig artikel 1, zal als oorlogvoerende worden beschouwd indien zij de wetten en de gebruiken van den oorlog eerbiedigt.

Artikel 3.

De gewapende machten der oorlogvoerende partijen kunnen bestaan uit strijders en niet-strijders. Ingeval zij door den vijand worden gevangen genomen hebben beiden recht op de behandeling als krijgsgevangenen.

HOOFDSTUK II.

Van de krijgsgevangenen.

Artikel 4.

De krijgsgevangenen zijn in de macht van de vijandelijke Regeering, maar niet van de personen of legerafdeelingen, die hen gevangen hebben genomen.

Zij moeten met menschlievendheid worden behandeld.

Alles wat hun persoonlijk toebehoort, uitgezonderd wapenen, paarden en militaire papieren, blijft hun eigendom.

Artikel 5.

De krijgsgevangenen kunnen worden onderworpen aan interneering in eene stad, vesting, kamp of welke andere

plaats ook, onder gehoudenheid zich vandaar niet buiten zekere vastgestelde grenzen te verwijderen; maar zij mogen niet worden opgesloten dan bij wege van onvermijdelijken veiligheidsmaatregel.

Artikel 6.

De Staat kan de krijgsgevangenen tot het verrichten van arbeid bezigen overeenkomstig hun rang of graad en hunne geschiktheid. Deze arbeid zal niet overmatig zijn, en geenerlei verband houden met de krijgsverrichtingen.

De krijgsgevangenen kunnen worden gemachtigd om te arbeiden voor rekening van openbare besturen of van particulieren, of voor hunne eigene rekening.

De arbeid, voor den Staat verricht, wordt betaald volgens de tarieven geldig voor militairen van het eigen leger, wanneer deze denzelfden arbeid verrichten.

Wanneer de arbeid plaats heeft voor rekening van andere openbare besturen of voor particulieren, zullen de voorwaarden daarvan worden geregeld in overleg met het militair gezag.

Het arbeidsloon der krijgsgevangenen moet dienen om hun lot te verzachten, en het overschot zal hun worden uitbetaald op het oogenblik van hunne invrijheidstelling, behoudens aftrek van de kosten van onderhoud.

Artikel 7.

De Regeering, in wier macht de krijgsgevangenen zich bevinden, is belast met hun onderhoud.

Bij gebreke van eene bijzondere schikking tusschen de oorlogvoerenden, zullen de krijgsgevangenen, wat

voeding, ligging en kleeding betreft, op denzelfden voet behandeld worden als de troepen van de Regeering, die hen gevangen genomen heeft.

Artikel 8.

De krijgsgevangenen zijn onderworpen aan de wetten, reglementen en orders geldende voor het leger van den Staat, in wiens macht zij zich bevinden. Elke daad van insubordinatie wettigt te hunnen opzichte de vereischte dwangmaatregelen.

De ontvluchte krijgsgevangenen, die weder worden gevat, alvorens zij hun eigen leger hebben kunnen bereiken of het gebied, bezet door het leger dat hen heeft gevangen genomen, hebben kunnen verlaten, kunnen disciplinair gestraft worden.

Krijgsgevangenen die, nadat het hun gelukt is te ontkomen, opnieuw krijgsgevangen worden gemaakt, zijn wegens hun vroegere vlucht niet strafbaar.

Artikel 9.

Ieder krijgsgevangene is gehouden, indien hij daaromtrent wordt ondervraagd, zijne ware namen en zijn waren rang of graad op te geven, en ingeval hij in strijd met dezen regel mocht handelen, stelt hij zich bloot aan eene beperking der voorrechten, welke aan de krijgsggevangenen van de categorie waartoe hij behoort, zijn toegestaan.

Artikel 10.

De krijgsgevangenen kunnen op hun eerewoord worden in vrijheid gesteld, indien de wetten van hun land

hun zulks veroorloven, en, in zoodanig geval, zijn zij gehouden onder verband van hunne persoonlijke eer, met de meeste nauwgezetheid, zoo tegenover hunne eigene Regeering, als tegenover de Regeering, die hen heeft gevangen genomen, de verplichtingen te vervullen, die zij op zich mochten hebben genomen.

Hunne eigene Regeering is alsdan gehouden van hen geenerlei dienst te vorderen of aan te nemen, strijdig met het gegeven woord.

Artikel 11.

Een krijgsgevangene kan niet gedwongen worden zijne vrijheid op eerewoord aan te nemen; evenzoo is de vijandelijke Regeering niet verplicht het verzoek in te willigen van den gevangene, die zijne invrijheidstelling op eerewoord verlangt.

Artikel 12.

Ieder krijgsgevangene, op eerewoord in vrijheid gesteld, die weder wordt gevat terwijl hij de wapens draagt tegen de Regeering, jegens welke hij zich op zijne eer verbonden had, of tegen haar bondgenooten, verliest het recht op de behandeling als krijgsgevangene en kan gerechtelijk vervolgd worden.

Artikel 13.

De personen die een leger volgen, zonder daarvan rechtstreeks deel uit te maken, zooals correspondenten en berichtgevers van dagbladen, marketentsters, leveranciers, hebben, indien zij in de macht vallen van den vijand en deze het nuttig oordeelt hen aan te houden, het

recht om als krijgsgevangenen te worden behandeld, op voorwaarde, dat zij voorzien zijn van een legitimatiebewijs van de militaire autoriteit van het leger, dat zij vergezelden.

Artikel 14.

Dadelijk bij den aanvang der vijandelikheden wordt in ieder der oorlogvoerende Staten, en in de neutrale landen, bijaldien deze oorlogvoerenden op hun gebied zullen hebben toegelaten, een Bureau van inlichtingen nopens de krijgsgevangenen ingesteld. Dit bureau, belast met de beantwoording van alle navragen hen betreffende, ontvangt van de verschillende bevoegde takken van dienst alle noodige aanwijzingen om het in staat te stellen eene persoonlijke kaart voor elk krijgsgévangene op te maken. Het wordt op de hoogte gehouden van de interneeringen en mutatiën alsmede van de opneming in hospitalen, en van de sterfgevallen.

Het Bureau van inlichtingen is mede belast met het bewaren, bijeenverzamelen en aan de belanghebbenden opzenden van alle voorwerpen van persoonlijk gebruik, geldswaarden, brieven, enz., die op de slagvelden gevonden of door de in de hospitalen en ambulances overleden krijgsgevangenen nagelaten worden.

Artikel 15.

De vereenigingen tot het verstrekken van hulp aan de krijgsgévangenen, welke volgens de wet van hun land regelmatig zijn ingesteld en ten doel hebben de tusschenpersonen te zijn voor het weldadigheidsbetoon, zullen binnen de perken door de militaire

noodzakelijkheid en de administratieve regelen gesteld, van de oorlogvoerenden voor zich zelf en voor hunne behoorlijk gemachtigde agenten alle medewerking ontvangen om hunne menschlievende taak doeltreffend te kunnen volbrengen. De afgevaardigden van die vereenigingen zullen kunnen worden toegelaten tot het verstreken van hulp in de depots van interneering, alsmede op de étape-plaatsen der gevangenen, die naar hun vaderland terugkeeren, krachtens eene persoonlijke vergunning, afgegeven door de militaire autoriteit, en mits zij zich schriftelijk verbinden zich te onderwerpen aan alle maatregelen van orde en politie welke deze mocht voorschrijven.

Artikel 16.

De Bureaux van inlichtingen genieten vrijdom van port. De brieven, postwissels en geldswaarden, alsmede de postpakketten, bestemd voor de krijgsgevangenen of door hen verzonden, zullen vrijgesteld zijn van alle postheffingen zoowel in de landen van afzending en van bestemming als in de tusschengelegen landen.

De giften en ondersteuning in natura, voor de krijgsgevangenen bestemd, zullen worden toegelaten vrij van alle invoer- en andere rechten, alsmede van de vrachtkosten op de door den Staat geëxploiteerde spoorwegen.

Artikel 17

De krijgsgevangen officieren kunnen, indien deze verstrekt wordt, den toeslag op hun traktement ontvangen

die hun in dien toestand door de reglementen van hun land wordt toegekend onder gehoudenheid van terugbetaling door hunne Regeering.

Artikel 18.

Alle vrijheid wordt aan de krijgsgevangenen gelaten voor de uitoefening van hunne godsdienstplichten, daaronder begrepen het bijwonen der godsdienstoefeningen van hunne gezindte, op voorwaarde alleen, dat zij zich gedragen naar de maatregelen van orde en politie door de militaire autoriteit voorgeschreven.

Artikel 19.

De testamenten der krijgsgevangenen worden in bewaring genomen of verleden op dezelfde wijze als voor de militairen van het eigen leger.

Men zal evenzeer dezelfde regelen volgen ten aanzien der stukken betreffende het bewijs van overlijden, alsmede ten aanzien van de ter aardebestelling van de krijgsgevangenen, waarbij met hunnen graad en hunnen rang rekening zal worden gehouden.

Artikel 20.

Na het sluiten van den vrede, zal de terugkeer van de krijgsgevangenen naar hun vaderland binnen den kortst mogelijken tijd moeten geschieden.

HOOFDSTUK III.

Van de zieken en de gewonden.

Artikel 21.

De verplichtingen der oorlogvoerenden betreffende de

zorg voor de zieken en gewonden worden beheerscht door het Verdrag van Genève van 22 Augustus 1864, behoudens de wijzigingen die dit Verdrag zal kunnen ondergaan.

AFDEELING II.

Van de vijandelijkheden.

HOOFDSTUK I.

Van de middelen om den vijand te benadeelen, van de belegeringen en bombardementen.

Artikel 22.

De oorlogvoerenden hebben geen onbegrensde recht ten aanzien van de keuze der middelen om den vijand te benadeelen.

Artikel 23.

Behalve de verbodsbepalingen door bijzondere verdragen vastgesteld, is het met name *ontzegd* :

- a. vergift of vergiftigde wapenen te bezigen ;
- b. personen behoorende tot het vijandelijk volk of leger verraderlijk te dooden of te verwonden ;
- c. een vijand te dooden of te verwonden die, de wapenen nedergelegd of geen middelen tot verdediging meer hebbende, zich op genade of ongenade heeft overgegeven ;
- d. te verklaren dat geen kwartier zal worden verleend ;

- e. wapenen, projectielen of stoffen te bezigen, die noodelooze smarten kunnen veroorzaken ;
- f. onrechtmatig gebruik te maken van de parlementaire vlag, de nationale vlag of de militaire onderscheidingsteekenen en de uniform van den vijand, alsmede van de onderscheidingsteekenen van het Verdrag van Genève ;
- g. vijandelijke eigendommen te vernielen of in beslag te nemen, behalve in geval dat vernielen of in beslag nemen door oorlogsnoodzaak gebiedend wordt gevorderd.

Artikel 24.

De krijgslisten en het bezigen van de middelen, noodig om zich inlichtingen te verschaffen nopens den vijand en het terrein worden beschouwd als *geoorloofd*.

Artikel 25.

Het is verboden steden, dorpen, woningen of gebouwen die niet verdedigd worden, aan te vallen of te bombardeeren.

Artikel 26.

De bevelhebber der aanvallende troepen zal, alvorens tot het bombardement over te gaan, en behoudens het geval van een aanval stormenderhand, alles moeten doen, wat van hem afhangt, om de autoriteiten daarvan te verwittigen.

Artikel 27.

Bij de belegeringen en bombardementen moeten alle

nooddige maatregelen genomen worden om de gebouwen gewijd aan de eerediensten, aan de kunsten, de wetenschappen en aan de weldadigheid, de hospitalen en de plaatsen, waar zieken en gewonden bijeengebracht zijn, zooveel mogelijk te sparen, op voorwaarde, dat zij niet gelijktijdig voor een militair doeleinde worden gebruikt.

Het is de plicht der belegerden die gebouwen of plaatsen van verzameling aan te duiden door bijzondere, goed zichtbare teekenen, die vooraf ter kennis van den belegeraar zullen worden gebracht.

Artikel 28.

Het is verboden zelfs eene stormenderhand genomen stad of plaats aan plundering over te leveren.

HOOFDSTUK II.

Van de spionnen.

Artikel 29.

Als spion kan alleen beschouwd worden de persoon die, heimelijk of onder valsche voorwendsels, in den kring der kriegsverrichtingen van eenen oorlogvoerende inlichtingen inwint of tracht in te winnen, met het oogmerk die aan de tegenpartij mede te deelen.

Alzoo worden de niet vermomde militairen, die in het gebied der kriegsverrichtingen van het vijandelijk leger zijn binnen gedrongen, ten einde inlichtingen in te winnen, niet als spionnen beschouwd. Evenmin worden als spionnen beschouwd: de militairen en de niet-mili-

tairen, die, belast met het overbrengen van berichten, welke bestemd zijn hetzij voor hun eigen leger hetzij voor het vijandelijk leger, openlijk hunne opdracht vervullen. Tot deze categorie behooren eveneens zij, die in luchtballons zijn uitgezonden ten einde berichten over te brengen, en, in het algemeen, de gemeenschap tusschen de verschillende deelen van een leger of van een gebied te onderhouden.

Artikel 30.

De op heeterdaad betrapte spion zal niet zonder voorafgaande rechterlijke uitspraak kunnen worden gestraft.

Artikel 31.

De spion die, nadat hij het leger waartoe hij behoort weder heeft bereikt, later door den vijand wordt gevat, wordt als krijgsgevangene behandeld en kan voor zijn vroegere daden van spionage niet meer ter verantwoording worden geroepen.

HOOFDSTUK III.

Van de parlementairen.

Artikel 32.

Als parlementair wordt beschouwd de persoon, die door een der oorlogvoerenden is gemachtigd om met den anderen in onderhandeling te treden en die zich met de witte vlag vertoont. Hij heeft recht op onschendbaar-

heid evenals de trompetter, hoornblazer of tamboer, de vaandeldrager en de tolk, die hem mochten vergezellen.

Artikel 33.

De bevelhebber, aan wien een parlementair is afgezonden, is niet verplicht dezen onder alle omstandigheden te ontvangen.

Hij kan alle maatregelen nemen noodig om te beletten dat de parlementair van zijne zending gebruik maakt om zich inlichtingen te verschaffen.

Hij heeft het recht, in geval van misbruik, den parlementair tijdelijk aan te houden.

Artikel 34.

De parlementair verliest zijn recht op onschendbaarheid, indien het stellig en onwederlegbaar bewezen is, dat hij van zijnen bevoorrechten toestand gebruik gemaakt heeft om eene daad van verraad nit te lokken of te plegen.

HOOFDSTUK IV.

Van de capitulatiën.

Artikel 35.

De capitulatiën, welke tusschen de contracteerende partijen worden gesloten, moeten rekening houden met de regelen van de krijgseer.

Zijn zij eenmaal vastgesteld, dan moeten zij door beide partijen nauwgezet worden nageleefd.

HOOFDSTUK V.

Van den wapenstilstand.

Artikel 36.

De wapenstilstand schorst de krijgsverrichtingen door eene wederkeerige overeenkomst tusschen de oorlogvoerende partijen. Indien de duur van den wapenstilstand niet bepaald is, kunnen de oorlogvoerende partijen ten allen tijde de krijgsverrichtingen hervatten, mits de vijand, overeenkomstig de bepalingen van den wapenstilstand, binnen den algesproken tijd vooruit gewaarschuwd zij.

Artikel 37.

De wapenstilstand kan algemeen of plaatselijk zijn. De eerste schorst de krijgsverrichtingen der oorlogvoerende Staten overal; de tweede slechts tusschen bepaalde gedeelten der oorlogvoerende legers en binnen een bepaalden kring.

Artikel 38.

De wapenstilstand moet officieel en tijdig aan de bevoegde autoriteiten en aan de troepen worden bekend gemaakt. De vijandelijkheden worden onmiddellijk na de bekendmaking of op het bepaalde tijdstip geschorst.

Artikel 39.

Het hangt van de contracteerende partijen af om in de bepalingen van den wapenstilstand, het verkeer vast

te stellen, dat op het oorlogstooneel zal mogen plaats hebben met de bevolkingen en tusschen hen onderling.

Artikel 40.

Elke ernstige schennis van den wapenstilstand door eene der partijen geeft aan de andere het recht dien op te zeggen en zelfs, in een dringend geval, de vijandelijkheden onmiddellijk te hervatten.

Artikel 41.

De schennis van de bepalingen van den wapenstilstand door particulieren, die uit eigen beweging handelen, geeft slechts recht om de bestraffing der schuldigen, en, zoo daartoe aanleiding bestaat, schadevergoeding voor de geleden verliezen te vorderen.

AFDEELING III.

**Van het militair gezag op het grondgebied
van den vijandelijken staat.**

Artikel 42.

Een grondgebied wordt als bezet beschouwd, wanneer het zich feitelijk bevindt onder het gezag van het vijandelijk leger.

De bezetting strekt zich slechts uit over die deelen van het grondgebied waar dit gezag gevestigd en in staat is zich te doen gelden.

Artikel 43.

Wanneer het gezag van de wettelijke overheid feitelijk is overgegaan in handen van dengene, die het gebied

heeft bezet, zal deze alle maatregelen nemen, die in zijn vermogen staan, ten einde voor zooveel mogelijk de openbare orde en het openbaar leven te herstellen en te verzekeren en zulks, behoudens volstrekte verhindering, met eerbiediging van de in het land geldende wetten.

Artikel 44.

Het is verboden de bevolking van een bezet gebied te dwingen deel te nemen aan de krijgsv verrichtingen tegen haar eigen land.

Artikel 45.

Het is verboden de bevolking van een bezet gebied te noodzaken trouw te zweren aan de vijandelijke mogendheid.

Artikel 46.

De eer en de rechten van het gezin, het leven der personen en de bijzondere eigendom, alsmede de godsdienstige overtuigingen en de uitoefening van de eerediensten moeten worden geeerbiedigd.

De bijzondere eigendom kan niet worden verbeurd verklaard.

Artikel 47.

Plundering is uitdrukkelijk verboden.

Artikel 48.

Indien de bezetter in het bezet grondgebied de belastingen, rechten en tolln heft, ten bate van den Staat

vastgesteld, zal hij dit, zooveel mogelijk, doen volgens de geldende regelen voor de grondslagen en de verdeeling en zal daaruit voor hem de verplichting voortvloeien om te voorzien in de kosten van het bestuur van het bezette gebied in dezelfde mate, als de wettelijke Regeering daartoe verplicht was.

Artikel 49.

Indien, buiten en behalve de belastingen in het vorig artikel bedoeld, de bezetter, in het bezette grondgebied andere heffingen in geld doet, zal dit slechts kunnen geschieden ter voorziening in de behoeften van het leger of van het bestuur van dat grondgebied.

Artikel 50.

Geenerlei gemeenschappelijke straf, in geld of van anderen aard, zal mogen worden uitgevaardigd tegen de bevolkingen op grond van persoonlijke handelingen, waarvoor zij in haar geheel niet als hoofdelijk aansprakelijk zouden kunnen worden beschouwd.

Artikel 51.

Geene heffing zal geschieden dan krachtens een schriftelijk bevel en onder verantwoordelijkheid van een bevelvoerenden generaal.

De heffing zal, voor zooveel mogelijk, geschieden naar de regels geldende voor de grondslagen en de verdeeling der bestaande belastingen.

Voor elke betaling zal een ontvangbewijs aan de belastingplichtigen worden uitgereikt.

Artikel 52.

Requisitiën in natura en persoonlijke diensten zullen van de gemeenten of van de bewoners niet kunnen worden geëischt dan ter voorziening in de behoeften van het bezettingsleger. Zij moeten in verhouding staan tot de hulpmiddelen van het land en van dien aard zijn, dat zij voor de bevolkingen niet de verplichting medebrengen om aan de krijgsverrichtingen tegen haar vaderland deel te nemen.

Deze requisitiën en deze diensten zullen slechts met machtiging van den bevelhebber in de bezette plaats worden gevorderd.

De leveringen in natura zullen, voor zooveel mogelijk, dadelijk worden betaald; kan dat niet geschieden, dan zullen zij door ontvangbewijzen gestaafd worden.

Artikel 53.

Het leger, dat een gebied bezet, zal slechts in bezit kunnen nemen het gereede geld, de fondsen en de invorderbare waarden, die aan den Staat toebehooren, de wapendepôts, vervoermiddelen, magazijnen en voorraden, en, in het algemeen, alle roerende eigendommen van den Staat, die van zoodanigen aard zijn, dat zij voor de krijgsverrichtingen kunnen dienen.

Het spoorwegmaterieel, de landtelegraphen en de telefonen, de stoombooten en andere vaartuigen, behalve die, waarop het zeerecht van toepassing is, evenals de wapendepôts en in het algemeen elk soort van oorlogsmunitie, zelfs toebehoorende aan partikuliere verenigingen of personen, zijn eveneens middelen, die ten

dienste van de krigsverrichtingen kunnen strekken, maar zullen moeten worden teruggegeven en de vergoedingen zullen bij den vrede worden geregeld.

Artikel 54.

Het spoorwegmaterieel herkomstig van neutrale Staten, hetzij dit aan die Staten of aan particuliere maatschappijen of personen toebehoort, zal aan dezen zoodra mogelijk worden teruggezonden.

Artikel 55.

De Staat, die een gebied bezet heeft, zal zich slechts beschouwen als beheerder en vruchtgebruiker der openbare gebouwen, onroerende eigendommen, bosschen en landbouwondernemingen, welke aan den vijandelijken Staat behooren en zich in de bezette landstreek bevinden. Hij moet het grondkapitaal dier eigendommen in zijn geheel laten en die overeenkomstig de regelen van het vruchtgebruik beheeren.

Artikel 56.

De eigendommen der gemeenten, die der inrichtingen gewijd aan openbare eerediensten, aan weldadigheid en aan het onderwijs, aan de kunsten en wetenschappen, ook al behooren deze aan den Staat, zullen worden behandeld op gelijken voet als het particuliere eigendom.

Alle inbeslagneming, opzettelijke vernieling of beschadiging van dergelijke inrichtingen, van geschiedkundige monumenten, van werken van kunst of wetenschap is verboden en moet worden vervolgd.

AFDEELING IV.

Van de bij neutralen geïnterneerde oorlogvoerenden en verpleegde gewonden.

Artikel 57.

De neutrale Staat, die op zijn grondgebied troepen toelaat, tot de oorlogvoerende legers behorende, zal deze, voor zooveel mogelijk, ver van het oorlogstooneel verwijderd interneeren.

Hij zal hen kunnen doen bewaken in kampen en zelfs hen opsluiten in vestingen of in daarvoor geschikte plaatsen.

Hij zal beslissen of de officieren vrijgelaten kunnen worden, mits zich op hun eerewoord verbindende het neutrale grondgebied niet zonder verlof te verlaten.

Artikel 58.

Bij gebreke van eene bijzondere overeenkomst, zal de neutrale Staat aan de geïnterneerden de levensmiddelen, de kleeding en de hulp verschaffen door de menschlievendheid geboden.

Bij den vrede zullen de door de interneering veroorzaakte kosten worden vergoed.

Artikel 59.

De neutrale Staat kan den doortocht van gewonden en zieken, tot de oorlogvoerende legers behorende, over zijn gebied toestaan onder voorbehoud, dat de treinen,

die hen zullen aanbrengen, noch oorlogspersoneel noch oorlogsmaterieel zullen vervoeren. In zoodanig geval is de neutrale Staat verplicht de ter zake vereischte maatregelen van veiligheid en toezicht te nemen.

De gewonden of zieken die onder deze voorwaarden door eenen der oorlogvoerenden op het neutrale grondgebied zijn gebracht en tot de tegenpartij mochten behooren zullen door den neutralen Staat moeten onder bewaring worden gesteld, zóó dat zij niet opnieuw kunnen deelnemen aan de krijgsverrichtingen. Deze zal dezelfde plichten hebben ten aanzien van de gewonden of zieken van het andere leger, die hem toevertrouwd mochten zijn.

Artikel 60.

Het Verdrag van Genève is toepasselijk op de zieken en gewonden, die op neutraal grondgebied zijn geïnterneerd.

CONVENTION pour l'amélioration du sort des militaires blessés dans les armées en campagne.

Sa Majesté le Roi des Pays-Bas, Son Altesse Royale le Grand-Duc de Bade, Sa Majesté le Roi des Belges, Sa Majesté le Roi de Danemark, Sa Majesté la Reine d'Espagne, Sa Majesté l'Empereur des Français, Son Altesse Royale le Grand-Duc de Hesse, Sa Majesté le Roi d'Italie, Sa Majesté le Roi de Portugal et des Algarves, Sa Majesté le Roi de Prusse, la Confédération Suisse, Sa Majesté le Roi de Wurtemberg, également animés du désir d'adoucir, autant qu'il dépend d'eux, les maux insupportables de la guerre, de supprimer les rigueurs inutiles et d'améliorer le sort des militaires blessés sur les champs de bataille, ont résolu de conclure une convention à cet effet et ont nommé pour leurs plénipotentiaires, savoir :

Sa Majesté le Roi des Pays-Bas :

le sieur BERNARD ORTUINUS THÉODORE HENRI WESTENBERG, officier de Son ordre de la Couronne de Chêne, chevalier des ordres de Charles III d'Espagne, de la Couronne de Prusse, d'Adolphe de Nassau, docteur en droit, Son secrétaire de légation à Francfort ;

Son Altesse Royale le Grand-Duc de Bade :

le sieur ROBERT VOLZ, chevalier de l'ordre du Lion de Zaehringen, docteur en médecine, conseiller médical à la direction des affaires médicales, et

le sieur ADOLPHE STEINER, chevalier de l'ordre du Lion de Zaehringen, médecin major ;

Sa Majesté le Roi des Belges :

le sieur AUGUSTE VISSCHERS, officier de l'ordre de Léopold, conseiller au conseil des mines ;

Sa Majesté le Roi de Danemark :

le sieur CHARLES EMILE TENGE^r, commandeur de l'ordre de Danebrog, décoré de la croix d'argent du même ordre, grand' croix de l'ordre de Léopold de Belgique, etc., etc., Son conseiller d'état ;

Sa Majesté la Reine d'Espagne :

le sieur DON JOSÉ HERIBERTO GARCIA DE QUEVEDO, gentilhomme de Sa chambre avec exercice, chevalier grand'croix d'Isabelle la Catholique, commandeur numéraire de l'ordre de Charles III, chevalier de première classe de l'ordre Royal et militaire de Saint Ferdinand, officier de la Légion d'Honneur de France, Son ministre résident auprès la Confédération Suisse ;

Sa Majesté l'Empereur des Français :

le sieur GEORGE CHARLES JAGERSCHMIDT, officier de l'ordre Impérial de la Légion d'Honneur, officier de l'ordre de Léopold de Belgique, Chevalier de l'ordre de l'Aigle Rouge de Prusse de troisième classe, etc., sous-directeur au Ministère des Affaires Étrangères,

le sieur HENRI EUGÈNE SÉGUINEAU DE PRÉVAL, chevalier de l'ordre Impérial du Medjidié de quatrième classe, chevalier de l'ordre des Saints Maurice et Lazare d'Italie, etc., etc., sous-intendant militaire de première classe, et

1901.

No. 2.

le sieur MARTIN FRANÇOIS BOUPIER, officier de l'ordre Impérial de la Légion d'Honneur, décoré de l'ordre Impérial du Méjidié de quatrième classe, décoré de la médaille de la valeur militaire d'Italie, etc., etc., médecin principal de deuxième classe ;

Son Altesse Royal le Grand-Duc de Hesse :

le sieur CHARLES AUGUSTE BRODRUCK, chevalier de l'ordre de Philippe le Magnanime, de l'ordre de St. Michel de Bavière, officier de l'ordre Royal du St. Sauveur, etc., chef de bataillon d'état major ;

Sa Majesté le Roi d'Italie :

le sieur JEAN CAPFELLO, chevalier de l'ordre des Saints Maurice et Lazare, Son consul-général en Suisse, et

le sieur FELIX BAROFFIO, chevalier de l'ordre des Saints Maurice et Lazare, médecin de division ;

Sa Majesté le Roi de Portugal et des Algarves :

le sieur JOSÉ ANTONIO MARQUES, chevalier de l'ordre du Christ, de Notre Dame de la Conception de Villa-Viçosa, de Saint Benoît d'Aviz, de Léopold de Belgique, etc., docteur en médecine et chirurgie, chirurgien de brigade, sous chef du département de santé au Ministère de la Guerre ;

Sa Majesté le Roi de Prusse :

le sieur CHARLES ALBERT DE KAMPTZ, chevalier de l'ordre de l'Aigle Rouge de seconde classe, etc., etc., Son envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire près la Confédération Suisse, conseiller intime de légation,

le sieur GODEFROI FÉDÉRIC FRANÇOIS LOEFFLER, chevalier de l'ordre de l'Aigle Rouge de troisième classe,

etc., etc., docteur en médecine, médecin-général du quatrième corps d'armée, et

le sieur GEORGE HERMANN JULES RITTER, chevalier de l'ordre de la Couronne de troisième classe, etc., etc., conseiller intime au Ministère de la Guerre ;

La Confédération Suisse :

le sieur GUILLUME HENRI DUFOUR, grand-officier de l'ordre Impérial de la Légion d'Honneur, général en chef de l'armée fédérale, membre du conseil des états,

le sieur GUSTAVE MOYNIER, président du comité international de secours pour les militaires blessés et de la société Gènevoise d'utilité publique, et

le sieur SAMUEL LEHMANN, colonel fédéral, médecin en chef de l'armée fédérale, membre du conseil national ;

Sa Majesté le Roi de Wurtemberg :

le sieur CHRISTOPHE ULRIC HAHN, chevalier de l'ordre des Saints Maurice et Lazare, etc., docteur en philosophie et théologie, membre de la direction centrale et Royale pour les établissements de bienfaisance ;

lesquels, après avoir échangé leurs pouvoirs, trouvés en bonne et due forme sont convenus des articles suivants :

Art. 1.

Les ambulances et les hôpitaux militaires seront reconnus neutres et, comme tels, protégés et respectés par les belligérants au-si longtemps qu'il s'y trouvera des malades ou des blessés.

La neutralité cesserait, si ces ambulances ou ces hôpitaux étaient gardés par une force militaire.

Art. 2.

Le personnel des hôpitaux et des ambulances, comprenant l'intendance, les services de santé, d'administration, de transport des blessés, ainsi que les aumôniers, participera au bénéfice de la neutralité lorsqu'il fonctionnera, et tant qu'il restera des blessés à relever ou à secourir.

Art. 3.

Les personnes désignées dans l'article précédent pouront, même après l'occupation par l'ennemi, continuer à remplir leurs fonctions dans l'hôpital ou l'ambulance qu'elles desservent, ou se retirer pour rejoindre le corps auquel elles appartiennent.

Dans ces circonstances, lorsque ces personnes cesseront leurs fonctions, elles seront remises aux avant-postes ennemis par les soins de l'armée occupante.

Art. 4.

Le matériel des hôpitaux militaires demeurant soumis aux lois de la guerre, les personnes attachées à ces hôpitaux ne pourront, en se retirant, emporter que les objets qui sont leur propriété particulière.

Dans les mêmes circonstances au contraire, l'ambulance conservera son matériel.

Art. 5.

Les habitants du pays, qui porteront secours au blessés, seront respectés et demeureront libres.

Les généraux des puissances belligérantes auront pour mission de prévenir les habitants de l'appel fait à leur humanité et de la neutralité, qui en sera la conséquence.

Tout blessé recueilli et soigné dans une maison y servira de sauvegarde. L'habitant, qui aura recueilli chez lui des blessés, sera dispensé du logement des troupes, ainsi que d'une partie des contributions de guerre qui seraient imposées.

Art 6.

Les militaires blessés ou malades seront recueillis et soignés à quelque nation qu'ils appartiendront. Les commandants en chef auront la faculté de remettre immédiatement aux avant-postes ennemis les militaires blessés pendant le combat, lorsque les circonstances et permettront et du consentement des deux parties.

Seront renvoyés dans leur pays ceux qui, après guérison, seront reconnus incapables de service.

Les autres pourront être également renvoyés, à la condition de ne pas reprendre les armes pendant la durée de la guerre.

Des évacuations, avec le personnel qui les dirige, seront couvertes par une neutralité absolue.

Art. 7.

Un drapeau distinctif et uniforme sera adopté pour les hôpitaux, les ambulances et les évacuations.

Il devra être, en toute circonstance, accompagné du drapeau national.

Un brassard sera également admis pour le personnel

1901.

No. 2.

neutralisé, mais la délivrance en sera laissée à l'autorité militaire.

Le drapeau et le brassard porteront croix rouge sur fond blanc.

Art. 8.

Les détails d'exécution de la présente convention seront réglés par les commandants en chef des armées belligérantes, d'après les instructions de leurs Gouvernements respectifs, et conformément au principes généraux énoncés dans cette convention.

Art. 9.

Les Hautes Puissances contractantes sont convenues de communiquer la présente convention aux Gouvernements, qui n'ont pu envoyer des plénipotentiaires à la conférence internationale de Genève, en les invitant à y accéder ; le protocole est à cet effet laissé ouvert.

Art. 10.

La présente convention sera ratifiée, et les ratifications en seront échangées à Berne dans l'espace de quatre mois, ou plus tôt si faire se peut.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs l'ont signée et y ont apposé le cachet de leurs armes.

Fait à Genève, le vingt-deuxième jour du mois d'Août de l'an mille huit cent soixante-quatre.

L.S. signé WESTENBERG.

" " DR. ROBERT VOLZ.

	<i>L.S.</i>	<i>signé</i>	STEINER.
"	"	"	VISSCHERS.
"	"	"	TENGER.
"	"	"	J. HERIBERTO GARCIA DE QUEVEDO.
"	"	"	CH. JAGERSCHMIDT.
"	"	"	S. DE PRÉVAL.
"	"	"	BOUDIER.
"	"	"	C. BRODRUCK.
"	"	"	CAPELLO.
"	"	"	F. BAROFFIO.
"	"	"	JOSÉ ANTONIO MARQUES.
"	"	"	DE KAMPTZ.
"	"	"	LOEFFLER.
"	"	"	RITTER.
"	"	"	GEN. G. H. DUFOUR.
"	"	"	G. MOYNIER.
"	"	"	S. LEHMANN.
"	"	"	DR. HAHN.

VERTALING.

OVEREENKOMST voor de verbetering van het lot
der gewonde krijgslieden in de legers te velde.

Zijne Majesteit de Koning der Nederlanden, Zijne Koninklijke Hoogheid de Groot-Hertog van Baden, Zijne Majesteit de Koning der Belgen, Zijne Majesteit de Koning van Denemarken, Hare Majesteit de Koningin van Spanje, Zijne Majesteit de Keizer der Franschen, Zijne Koninklijke Hoogheid de Groot-Hertog van Hessen, Zijne Majesteit de Koning van Italië, Zijne Majesteit de Koning van Portugal en der Algarven, Zijne Majesteit de Koning van Pruisen, het Zwitsersche Bondgenootschap, Zijne Majesteit de Koning van Wurtemberg, gelijkelijk bezielde met den wensch om, zooveel van hen afhangt, de onafscheidelijk aan den oorlog verbonden rampen te verzachten, wat onnoodig gestreng is weg te nemen en het lot der op het slagveld gewonde krijgslieden te verbeteren, hebben besloten te dien einde een overeenkomst te sluiten en hebben tot hunne gevolmachtigden benoemd, te weten:

Zijne Majesteit de Koning der Nederlanden:

den heer BERNARD ORTUINUS THEODOOR HENDRIK WESTENBERG, officier Zijner orde der Eikenkroon, ridder der orden van Karel III van Spanje, van de Kroon van Pruisen en van Adolf van Nassau, doctor in de regten, Hoogstdezelfs gezantschapssecretaris te Frankfort;

1901.

No. 2.

Zijne Koninklijke Hoogheid de Groot-Hertog van Baden :

den heer ROBERT VOLZ, ridder der orde van den Zaehringer Leeuw, doctor in de medicijnen, medisch adviseur bij het bestuur der geneeskundige zaken, en

den heer ADOLF STEINER, ridder der orde van den Zaehringer Leeuw, chirurgijn-majoor ;

Zijne Majesteit de Koning der Belgen :

den heer AUGUST VISSCHERS, officier der Leopoldsorde adviseur bij den raad van het mijnwezen ;

Zijne Majesteit de Koning van Denemarken :

den heer KAREL EMILE TENDER, kommandeur der Danebrogsorde, versierd met het zilveren kruis der orde, grootkruis der Leopoldsorde van België, enz., enz., Hoogstesdzelv's staatsraad ;

Hare Majesteit de Koningin van Spanje :

don JOSÉ HERIBERTO GARCIA DE QUEVEDO, Hoogstderzelver kamerjonker in gewone dienst, ridder grootkruis der orde van Isabella la Católica, kommandeur del numero der orde van Karel III, ridder der eerste klasse van de Koninklijke en militaire orde van St. Ferdinand, officier van het Legioen van Eer van Frankrijk, Hoogstderzelver minister resident bij het Zwitsersch Bondgenootschap ;

Zijne Majesteit de Keizer der Franschen :

den heer GEORGE KAREL JAGERSCHMIDT, officier der Keizerlijke orde van het Legioen van Eer, officier der Leopoldsorde van België, ridder derde klasse der orde van den Rooden Adelaar van Pruissen, enz., onder-directeur aan het Ministerie van Buitenlandsche Zaken ;

den heer HENDRIK EUGENIUS SÉGUINEAU DE PRÉVAL, ridder der keizerlijke orde van het Legioen van Eer, versierd met de Keizerlijke orde van Medjidié vierde klasse, ridder der orde van de Heiligen Mauritius en Lazarus van Italie, enz., enz., militair onder-intendant der eerste klasse, en

den heer MARTYN FRANS BOUDIER, officier der keizerlijke orde van het Legioen van Eer, versierd met de Keizerlijke orde van Medjidié vierde klasse, versierd met de medaille van krijgsmoed van Italie, enz., enz., hoofd-officier van gezondheid der tweede klasse ;

Zijne Koninklijke Hoogheid de Groothertog van Hessen :

den heer KAREL AUGUST BRODRUCK, ridder der orde van Philip den Grootmoedige, der St. Michielsorde van Beijeren, officier der Koninklijke orde van den Verlosser, enz., bataillons-kommandant bij den staf ;

Zijne Majesteit de Koning van Italie :

den heer JAN CAPELLO, ridder der orde van de Heiligen Mauritius en Lazarus, Hoogstdezelfs consul-generaal in Zwitserland, en

den heer FELIX BAROFFIO, ridder der orde van de Heiligen Mauritius en Lazarus, divisie-officier van gezondheid ;

Zijne Majesteit de Koning van Portugal en der Algarven :

den heer JOSÉ ANTONIO MARQUES, ridder der orde van Christus, van Onze Lieve Vrouw der Ontvangenis van Villa-Viçosa, van den Heiligen Benedictus van Aviz, der Leopoldsorde van Belgie, enz., doctor in de medicijnen en de chirurgie, brigade-chirurgijn, onder-directeur van het departement van het geneeskundig toezicht aan het Ministerie van Oorlog ;

Zijne Majesteit de Koning van Pruissen :

den heer KAREL ALBERT VON KAMPTZ, ridder tweede klasse der orde van den Rooden Adelaar, enz., enz., Hoogstdezelfs buitengewoon gezant en gevolmachtigd Minister bij het Zwitsersche Bondgenootschap, geheimraad van legatie,

den heer GODFRIED FREDERIK FRANS LOEFFLER, ridder derde klasse der orde van den Rooden Adelaar, enz., enz., doctor in de medicijnen, hoofdofficier van gezondheid bij het vierde legerkorps, en

den heer GEORGE HERMAN JULES RITTER, ridder derde klasse der orde van de Kroon, enz., enz., geheimraad bij het Ministerie van Oorlog ;

het Zwitsersch Bondgenootschap :

den heer WILLEM HENDRIK DUFOUR, grootofficier der Keizerlijke orde van het Legioen van Eer, opperbevelhebber van het bondsleger lid van den Raad van State,

den heer GUSTAAF MOYNIER, president van het internationale comité voor hulpverstrekking aan gewonde krijgslieden en van het genootschap van openbaar nut te Genève, en

den heer SAMUEL LEHMANN, bondskolonel, hoofdofficier van gezondheid bij het bondsleger, lid van den nationalen raad ;

Zijne Majesteit de Koning van Wurtemberg :

den heer CHRISTOFFEL ULRICH HAHN, ridder der orde van de Heiligen Mauritius en Lazarus, enz., doctor in de wijsbegeerte en godgeleerdheid lid van het centraal Koninklijk bestuur der instellingen van weldadigheid ;

welke, na uitwisseling hunner wederzijdsche volmagten, die in goede en behoorlijke orde zijn bevonden, omtrent de volgende artikelen zijn overeengekomen :

Art. 1.

De ambulances en militaire hospitalen zullen als onzijdig erkend worden en als zoodanig door de oorlogvoerenden worden beschermd en geëerbiedigd, zoolang zich daarin zieken of gewonden bevinden.

De onzijdigheid zou ophouden, indien die ambulances of hospitalen door eene krijgsmagt wierden bewaakt.

Art. 2.

Het personeel der hospitalen en ambulances, waaronder begrepen zijn de intendance, de geneeskundige dienst, de administratie en de dienst voor het vervoer der gewonden, alsmede de aalmoezeniers, zal in het genot der onzijdigheid deelen, wanneer het in de uitoefening zijner bediening is en zoolang er gewonden weg te dragen of te helpen zullen zijn.

Art. 3.

De personen, bedoeld bij het vorig artikel zullen zelfs na de bezetting door den vijand kunnen voortgaan hunne dienst te doen in het hospitaal of de ambulance waarbij zij aangesteld zijn, of zich kunnen verwijderen, om zich bij het corps te voegen waartoe zij behooren.

In die omstandigheden, wanneer die personen hunne dienstverrigtingen zullen staken, zullen zij aan de vijandelijke voorposten overgegeven worden door de zorgen van het bezettingsleger.

Art. 4.

Het materieel der militaire hospitalen aan de wetten van den oorlog onderworpen blijvende, zoo zullen de personen aan die hospitalen verbonden, wanneer zij zich verwijderen, slechts die voorwerpen mogen medenemen, die hun bijzonder eigendom zijn.

Daarentegen zal de ambulance, in dezelfde omstandigheden verkeerende, haar materieel behouden.

Art. 5.

De inwoners van het land, die hulp aan gewonden zullen verstrekken, zullen worden geëerbiedigd en vrij blijven.

De generaals der oorlogvoerende mogendheden zullen in last hebben de inwoners te verwittigen van het beroep, 't welk op hunne menschevriendheid wordt gedaan, en van de onzijdigheid, die er het gevolg van zal zijn.

Ieder gewonde, in eene woning opgenomen en verpleegd, zal dan deze tot vrijwaring strekken. De bewoner, die gewonden bij zich zal hebben opgenomen, zal worden vrijgesteld van de huisvesting van troepen, alsmede van een deel der oorlogslasten, die mogten worden opgelegd.

Art. 6.

De gewonde of zieke militairen zullen worden opgenomen en verpleegd, zonder onderscheid van nationaliteit. De opperbevelhebbers zullen de bevoegdheid hebben om de krijgslieden, die gedurende den strijd gewond zijn, terstond aan de vijandelijke voorposten over te geven,

wanneer de omstandigheden dit toelaten, en behoudens de toestemming der beide partijen.

Zij, die na hunne genezing ongeschikt voor de dienst zullen bevo. den worden, zullen naar hun land worden teruggezonden

De anderen zullen eveneens kunnen teruggezonden worden, op voorwaarde van de wapens gedurende den oorlog niet weder op te vatten.

De ontruiming en het personeel, daarmede belast, zullen door eene volstrekte onzijdigheid worden gedekt.

Art. 7.

Een gelijkvormige vlag zal ter onderscheiding worden aangenomen voor de hospitalen, ambulances en ontruiming.

Deze zal in elk geval van de nationale vlag moeten vergezeld zijn.

Eveneens zal eene armpaat voor het onzijdig verklaarde personeel worden aangenomen, waarvan evenwel de uitreiking aan de militaire overheid zal worden overgelaten.

De vlag en de armpaat zullen een roodkruis vertoonen op een witten grond.

Art. 8.

De bijzonderheden van uitvoering dezer overeenkomst zullen door de opperbevelhebbers der oorlogvoerende legers worden geregeld naar de voorschriften hunner respectieve Regeeringen, overeenkomstig de algemeene beginselen in deze overeenkomst uitgedrukt.

Art. 9.

De Hooge contracteerende Partijen zijn overeengekomen

1901.

No. 2.

deze overeenkomst ter kennis te brengen van de Regeeringen, die geene gevolmagtigden hebben kunnen zenden naar de internationale conferentie te Genève, met verzoek om daaraan toe te treden; te dien einde is het protocol opengelaten.

Art. 10.

De tegenwoordige overeenkomst zal worden bekrachtigd en de akten van bekrachtiging zullen worden uitgewisseld te Bern, binnen vier maanden of zoo mogelijk vroeger.

Ter oorkonde waarvan de respectieve gevolmagtigden deze onderteekend en met hun zegel voorzien hebben.

Gedaan te Genève, den 22sten Augustus van het jaar duizend achthonderd en vier en zestig.

L.S. (was geteekend) WESTENBERG.

"	"	DR. ROBERT VOLZ.
"	"	STEINER.
"	"	VISSCHERS.
"	"	TENGER.
"	"	J. HERIBERTO GARCIA DE
"	"	QUEVEDO.
"	"	CH. JAGERSCHMIDT.
"	"	S. DE PRÉVAL.
"	"	BOUDIER.
"	"	C. BRODRUCK.
"	"	CAPELLO.
"	"	F. BAROFFIO.
"	"	JOSÉ ANTONIO MARQUES.

1901.

No. 2.

L.S. (was geteekend) DE KAMPTZ.

" " LOEFFLER.

" " RITTER.

" " GEN. G. H. DUFOUR.

" " G. MOYNIER.

" " S. LEHMANN.

" " DR. HAHN.

CONVENTION pour l'adaptation à la guerre maritime
des principes de la convention de Genève du 22
août 1864.

Sa Majesté l'Empereur d'Allemagne, Roi de Prusse ;
Sa Majesté l'Empereur d'Autriche, Roi de Bohême etc.
et Roi Apostolique de Hongrie ; Sa Majesté le Roi des
Belges ; Sa Majesté l'Empereur de Chine ; Sa Majesté
le Roi de Danemark ; Sa Majesté le Roi d'Espagne et
en Son Nom Sa Majesté la Reine-Régente du Royaume ;
le Président des Etats-Unis d'Amérique ; le Président
des Etats-Unis Mexicains ; le Président de la République
Française ; Sa Majesté la Reine du Royaume-Uni de la
Grande Bretagne et d'Irlande, Impératrice des Indes ;
Sa Majesté le Roi des Hellènes ; Sa Majesté le Roi
d'Italie ; Sa Majesté l'Empereur du Japon ; Son Altesse
Royale le Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau ;
Son Altesse le Prince de Monténégro ; Sa Majesté la
Reine des Pays-Bas ; Sa Majesté Impériale le Schah de
Perse ; Sa Majesté le Roi de Portugal et des Algarves
etc. ; Sa Majesté le Roi de Roumanie ; Sa Majesté l'Empe-
reur de Toutes les Russies ; Sa Majesté le Roi de Serbie ;
Sa Majesté le Roi de Siam ; Sa Majesté le Roi de Suède
et de Norvège ; le Conseil Fédéral Suisse ; Sa Majesté
l'Empereur des Ottomans et Son Altesse Royale le Prince
de Bulgarie

Egalement animés du désir de diminuer autant qu'il
dépend d'eux les maux inséparables de la guerre et

1901.

No. 2.

voulant dans ce but adapter à la guerre maritime les principes de la Convention de Genève du 22 août 1864, ont résolu de conclure une Convention à cet effet ;

Ils ont en conséquence nommé pour Leurs Plénipotentiaires, savoir :

Sa Majesté l'Empereur d'Allemagne, Roi de Prusse :

Son Excellence le Comte de MÜNSTER, Prince de Derneburg, Son Ambassadeur à Paris.

*Sa Majesté l'Empereur d'Autriche, Roi de Bohême etc.,
et Roi Apostolique de Hongrie :*

Son Excellence le Comte R. DE WELSERSHEIMB, Son Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire.

M. ALEXANDRE OKOLICSANYI D'OKOLICSNA, Son Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire à la Haye.

Sa Majesté le Roi des Belges :

Son Excellence M. AUGUSTE BEERNAERT, Son Ministre d'État, Président de la Chambre des Représentants.

M. le Comte DE GRELLE ROGIER, Son Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire à la Haye.

M. le Chevalier DESCAMPS, Sénateur.

Sa Majesté l'Empereur de Chine :

M. YANG YÜ, Son Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire à St. Pétersbourg.

Sa Majesté le Roi de Danemark :

Son Chambellan FR. E. DE BILLE, Son Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire à Londres.

1901.

No. 2.

Sa Majesté le Roi d'Espagne et en Son Nom, Sa Majesté la Reine-Régente du Royaume :

Son Excellence le Duc DE TETUAN, Ancien Ministre des Affaires Etrangères.

M. W. RAMIREZ DE VILLA URRUTIA, Son Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire à Bruxelles.

M. ARTHUR DE BAGUER, Son Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire à la Haye.

Le Président des Etats-Unis d'Amérique :

M. STANFORD NEWEL, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire à la Haye.

Le Président des États-Unis Mexicains :

M. DE MIER, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire à Paris.

M. ZENIL, Ministre-Résident à Bruxelles.

Le Président de la République Française :

M. LÉON BOURGEOIS, Ancien Président du Conseil, Ancien Ministre des Affaires Etrangères, Membre de la Chambre des Députés.

M. GEORGES BIHOURD, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire à la Haye.

M. le Baron D'ESTOURNELLES DE CONSTANT, Ministre plénipotentiaire, Membre de la Chambre des Députés.

Sa Majesté la Reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Impératrice des Indes :

Sir HENRY HOWARD, Son Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire à la Haye.

Sa Majesté le Roi des Hellènes :

M. N. DELYANNI, Ancien Président du Conseil, Ancien

1901.

No. 2.

Ministre des Affaires Etrangères, Son Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire à Paris.

Sa Majesté le Roi d'Italie :

Son Excellence le Comte NIGRA, Son Ambassadeur à Vienne, Sénateur du Royaume.

M. le Comte A. ZANNINI, Son Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire à la Haye.

M. le Commandeur GUIDO POMPILI, Député au Parlement Italien.

Sa Majesté l'Empereur du Japon :

M. I. MORONO, Son Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire à Bruxelles.

Son Altesse Royale le Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau :

Son Excellence M. EYSCHEN, Son Ministre d'Etat, Président du Gouvernement Grand-Ducal.

Son Altesse le Prince de Monténégro :

Son Excellence M. le Conseiller Privé Actuel DE STAAL, Ambassadeur de Russie à Londres.

Sa Majesté la Reine des Pays-Bas :

M. le Jonkheer A. P. C. VAN KARNEBEEK, Ancien Ministre des Affaires Etrangères, Membre de la Seconde Chambre des Etats-Généraux.

M. le Général J. C. C. DEN BEER POORTUGAEL, Ancien Ministre de la Guerre, Membre du Conseil d'Etat.

M. T. M. C. ASSER, Membre du Conseil d'Etat.

M. E. N. RAHUSEN, Membre de la Première Chambre des Etats- Généraux.

Sa Majesté Impériale le Schah de Perse :

Son Aide de Camp Général MIRZA RIZA KHAN, arfa-ud-dovleh, Son Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire à St. Pétersbourg et à Stockholm.

Sa Majesté le Roi de Portugal et des Algarves, etc. :

M. le Comte DE MACEDO, Pair du Royaume, Ancien Ministre de la Marine et des Colonies, Son Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire à Madrid.

M. D'ORNELLAS et VASCONCELLOS, Pair du Royaume, Son Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire à St. Pétersbourg.

M. le Comte DE SELIR, Son Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire à la Haye.

Sa Majesté le Roi de Roumanie :

M. ALEXANDRE BELDIMAN, Son Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire à Berlin.

M. JEAN N. PAPINIU, Son Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire à la Haye.

Sa Majesté l'Empereur de Toutes les Russies :

Son Excellence M. le Conseiller Privé Actuel DE STAAL, Son Ambassadeur à Londres.

M. DE MARTENS, Membre Permanent du Conseil du Ministère Impérial des Affaires Etrangères, Son Conseiller Privé.

Son Conseiller d'Etat Actuel DE GASILY, Chambellan, Directeur du Premier Département du Ministère Impérial des Affaires Etrangères.

1901.

No. 2

Sa Majesté le Roi de Serbie :

M. MIYATOVITCH, Son Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire à Londres et à la Haye.

Sa Majesté le Roi de Siam :

M. PHYA SURIYA NUWAT, Son Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire à St. Pétersbourg et à Paris.

M. PHYA VISSUDHA SURIYASAKTI, Son Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire à la Haye et à Londres.

Sa Majesté le Roi de Suède et de Norvège :

M. le Baron DE BILDT, Son Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire à Rome.

Le Conseil Fédéral Suisse :

M. le Dr. ARNOLD ROTH, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire à Berlin.

Sa Majesté l'Empereur des Ottomans :

Son Excellence TURKHAN PACHA, Ancien Ministre des Affaires Etrangères, Membre de Son Conseil d'Etat.

NOURY BEY, Secrétaire-Général au Ministère des Affaires Etrangères.

Son Altesse Royale le Prince de Bulgarie :

M. le Dr. DIMITRI STANCIOFF, Agent Diplomatique à St. Pétersbourg.

M. le Major CHRISTO HESSAPTCHIEFF, Attaché Militaire à Belgrade.

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

Article 1.

Les bâtiments-hôpitaux militaires, c'est-à-dire les bâtiments construits ou aménagés par les Etats spécialement et uniquement en vue de porter secours aux blessés, malades et naufragés, et dont les noms auront été communiqués, à l'ouverture ou au cours des hostilités, en tout cas avant toute mise en usage, aux Puissances bellicérantes, sont respectés et ne peuvent être capturés pendant la durée des hostilités.

Ces bâtiments ne sont pas non plus assimilés aux navires de guerre au point de vue de leur séjour dans un port neutre.

Article 2.

Les bâtiments hospitaliers, équipés en totalité ou en partie aux frais des particuliers ou des sociétés de secours officiellement reconnues, sont également respectés et exempts de capture, si la Puissance belligérante dont ils dépendent, leur a donné une commission officielle et en a notifié les noms à la Puissance adverse à l'ouverture ou au cours des hostilités, en tout cas avant toute mise en usage.

Ces navires doivent être porteurs d'un document de l'autorité compétente déclarant qu'ils ont été soumis à son contrôle pendant leur armement et à leur départ final.

Article 3.

Les bâtiments hospitaliers, équipés en totalité ou en partie aux frais des particuliers ou des sociétés officiellement reconnues de pays neutres, sont respectés et

exempts de capture, si la Puissance neutre dont ils dépendent leur a donné une commission officielle et en a notifié les noms aux Puissances belligérantes à l'ouverture ou au cours des hostilités, en tout cas avant toute mise en usage.

Article 4.

Les bâtiments qui sont mentionnés dans les articles 1, 2 et 3, porteront secours et assistance aux blessés, malades et naufragés des belligérants sans distinction de nationalité.

Les Gouvernements s'engagent à n'utiliser ces bâtiments pour aucun but militaire.

Ces bâtiments ne devront gêner en aucune manière les mouvements des combattants.

Pendant et après le combat, ils agiront à leurs risques et périls.

Les belligérants auront sur eux le droit de contrôle et de visite; ils pourront refuser leur concours, leur enjoindre de s'éloigner, leur imposer une direction déterminée et mettre à bord un commissaire, même les détenir, si la gravité des circonstances l'exigeait.

Autant que possible, les belligérants inscriront sur le journal de bord des bâtiments hospitaliers les ordres qu'ils leur donneront.

Article 5.

Les bâtiments-hôpitaux militaires seront distingués par une peinture extérieure blanche avec une bande horizontale verte d'un mètre et demi de largeur environ.

Les bâtiments qui sont mentionnés dans les articles 2 en 3, seront distingués par une peinture extérieure blanche avec une bande horizontale rouge d'un mètre et demi de largeur environ.

Les embarcations des bâtiments qui viennent d'être mentionnés, comme les petits bâtiments qui pourront être affectés au service hospitalier, se distingueront par une peinture analogue.

Tous les bâtiments hospitaliers se feront reconnaître en hissant, avec leur pavillon national, le pavillon blanc à croix rouge prévu par la Convention de Genève.

Article 6.

Les bâtiments de commerce, yachts ou embarcations neutres, portant ou recueillant des blessés, des malades ou des naufragés des belligérants, ne peuvent être capturés pour le fait de ce transport, mais ils restent exposés à la capture pour les violations de neutralité qu'ils pourraient avoir commises.

Article 7.

Le personnel religieux, médical et hospitalier de tout bâtiment capturé est inviolable et ne peut être fait prisonnier de guerre. Il emporte, en quittant le navire, les objets et les instruments de chirurgie qui sont sa propriété particulière.

Ce personnel continuera à remplir ses fonctions tant que cela sera nécessaire et il pourra ensuite se retirer lorsque le commandant en chef le jugera possible.

Les belligérants doivent assurer à ce personnel tombé entre leurs mains la jouissance intégrale de son traitement.

Article 8.

Les marins et les militaires embarqués blessés ou malades, à quelque nation qu'ils appartiennent, seront protégés et soignés par les capteurs.

Article 9.

Sont prisonniers de guerre les naufragés, blessés ou malades, d'un belligérant qui tombent au pouvoir de l'autre. Il appartient à celui-ci de décider, suivant les circonstances, s'il convient de les garder, de les diriger sur un port de sa nation, sur un port neutre ou même sur un port de l'adversaire. Dans ce dernier cas, les prisonniers ainsi rendus à leur pays ne pourront servir pendant la durée de la guerre.

Article 10. *)

Les naufragés, blessés ou malades, qui sont débarqués dans un port neutre, du consentement de l'autorité locale, devront, à moins d'un arrangement contraire de l'Etat neutre avec les Etats belligérants, être gardés par l'Etat neutre de manière qu'ils ne puissent pas de nouveau prendre part aux opérations de la guerre.

Les frais d'hospitalisation et d'internement seront supportés par l'Etat dont relèvent les naufragés, blessés ou malades.

Article 11.

Les règles contenues dans les articles ci-dessus ne sont obligatoires que pour les Puissances contractantes, en cas de guerre entre deux ou plusieurs d'entre elles.

*) Bovenstaand artikel 10 is met onderling goedvinden der betrokken Staten door geen hunner bekrachtigd.

Les dites règles cesseront d'être obligatoires du moment où, dans une guerre entre des Puissances contractantes, une Puissance non contractante se joindrait à l'un des belligérants.

Article 12.

La présente Convention sera ratifiée dans le plus bref délai possible.

Les ratifications seront déposées à la Haye.

Il sera dressé du dépôt de chaque ratification un procès-verbal, dont une copie, certifiée conforme, sera remise par la voie diplomatique à toutes les Puissances contractantes.

Article 13.

Les Puissances non signataires, qui auront accepté la Convention de Genève du 22 août 1864, sont admises à adhérer à la présente Convention.

Elles auront, à cet effet, à faire connaître leur adhésion aux Puissances contractantes, au moyen d'une notification écrite, adressée au Gouvernement des Pays-Bas et communiquée par celui-ci à toutes les autres Puissances contractantes.

Article 14.

S'il arrivait qu'une des Hautes Parties contractantes dénonçât la présente Convention, cette dénonciation ne produirait ses effets qu'un an après la notification faite par écrit au Gouvernement des Pays-Bas et communiquée immédiatement par celui-ci à toutes les autres Puissances contractantes.

1901.

No. 2.

Cette dénonciation ne produira ses effets qu'à l'égard de la Puissance qui l'aura notifiée.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires ont signé la présente Convention et l'ont revêtue de leurs cachets.

Fait à la Haye, le vingt-neuf juillet mil huit cent quatre-vingt dix-neuf, en un seul exemplaire qui restera déposé dans les archives du Gouvernement des Pays-Bas et dont des copies, certifiées conformes, seront remises par la voie diplomatique aux Puissances contractantes.

Pour l'Allemagne :

(l. s.) MÜNSTER DERNEBURG { Sous réserve
de l'article X.

Pour l'Autriche-Hongrie :

(l. s.) WELSERSHEIMB.

(l. s.) OKOLICSANYI.

Pour la Belgique :

(l. s.) A. BEERNAERT.

(l. s.) C^{te}. DE GRELLE ROGIER.

(l. s.) CH^r. DESCAMPS.

Pour la Chine :

(l. s.) YANG YÜ.

Pour le Danemark :

(l. s.) F. BILLE.

Pour l'Espagne :

(l. s.) El Duque DE TETUAN.

(l. s.) W. R. DE VILLA URRUTIA.

(l. s.) ARTURO DE BAGUER.

1901.

No. 2.

Pour les Etats-Unis d'Amérique :

(l. s.) STANFORD NEWEL } Sous réserve
de l'article X.

Pour les Etats-Unis Mexicains :

(l. s.) A. DE MIER.

(l. s.) J. ZENIL.

Pour la France :

(l. s.) LEON BOURGEOIS.

(l. s.) G. BIHOUD.

(l. s.) D'ESTOURNELLES DE CONSTANT.

Pour la Grande Bretagne et l'Irlande :

(l. s.) HENRY HOWARD. } Sous réserve
de l'article X.

Pour la Grèce :

(l. s.) N. DELYANNI.

Pour l'Italie :

(l. s.) NIGRA.

(l. s.) A. ZANNINI.

(l. s.) G. POMPILJ.

Pour le Japon :

(l. s.) I. MOTONO.

Pour le Luxembourg :

(l. s.) EYSCHEN

Pour le Monténégro :

(l. s.) STAAL.

Pour les Pays-Bas :

- (l. s.) V. KARNEBEEK.
(l. s.) DEN BEER POORTUGAEL.
(l. s.) T. M. C. ASSER.
(l. s.) E. N. RAHUSEN.

Pour la Perse :

- (l. s.) MIRZA RIZA KHAN Arfa-ud-Dovleh.

Pour la Portugal :

- (l. s.) Conde DE MACEDO.
(l. s.) AGOSTINHO D'ORNELLAS DE VASCONCELLOS.
(l. s.) Conde DE SELIR.

Pour la Roumanie :

- (l. s.) A. BELDIMAN.
(l. s.) J. N. PAPINIU.

Pour la Russie :

- (l. s.) STAAL.
(l. s.) MARTENS.
(l. s.) A. BASILY.

Pour la Serbie :

- (l. s.) CHEDO MIYATOVITCH.

Pour le Siam :

- (l. s.) PHYA SURYA NUW..TR.
(l. s.) VISUDDHA.

Pour les Royaumes Unis de Suède et de Norvège :

- (l. s.) BILDT.

1901.

No. 2.

Pour la Suisse :

(l. s.) ROTH.

Pour la Turquie :

(l. s.) TURKHAN.

(l. s.) MEHEMED NOURY.

} Sous réserve
} de l'article X.*Pour la Bulgarie :*

(l. s.) D. STANCIOFF.

(l. s.) Major HESSAPTCHIEFF.

VERTALING.

VERDRAG nopens de toepassing op den zeeoorlog
van de beginselen der Conventie van Genève
van 22 Augustus 1864.

Zijne Majesteit de Keizer van Duitschland, Koning van Pruisen; Zijne Majesteit de Keizer van Oostenrijk, Koning van Bohemen enz. en Apostolisch Koning van Hongarije; Zijne Majesteit de Koning der Belgen; Zijne Majesteit de Keizer van China; Zijne Majesteit de Koning van Denemarken; Zijne Majesteit de Koning van Spanje en in HoogstDeszelfs Naam, Hare Majesteit de Koningin-Regentes van het Koninkrijk; de President der Vereenigde Staten van Amerika; de President der Vereenigde Mexicaansche Staten; de President van de Fransche Republiek; Hare Majesteit de Koningin van het Vereenigd Koninkrijk van Groot-Britannië en Ierland, Keizerin van Indië; Zijne Majesteit de Koning der Hellenen; Zijne Majesteit de Koning van Italië; Zijne Majesteit de Keizer van Japan; Zijne Koninklijke Hoogheid de Groothertog van Luxemburg, Hertog van Nassau; Zijne Hoogheid de Vorst van Montenegro; Hare Majesteit de Koningin der Nederlanden; Zijne Keizerlijke Majesteit de Schah van Perzië; Zijne Majesteit de Koning van Portugal en der Algarven, enz.; Zijne Majesteit de Koning van Rumenië; Zijne Majesteit de Keizer aller Russen; Zijne Majesteit de Koning van Servië; Zijne Majesteit de Koning van

Siam ; Zijne Majesteit de Koning van Zweden en Noorwegen ; de Zwitserse Bondsraad ; Zijne Majesteit de Keizer der Ottomanen en Zijne Koninklijke Hoogheid de Vorst van Bulgarije,

Gelijkelijk beziel met den wensch om, voor zoover van hen afhangt, de van den oorlog onafscheidelijke rampen te verminderen en met dat doel de beginselen der Conventie van Genève van 22 Augustus 1864 op den zeeoorlog willende toepassen, hebben besloten te dien einde een Verdrag te sluiten ;

Hebben Zij derhalve tot Hunne Gevolmachtigden benoemd, te weten :

*[Zie de namen der gevolmachtigden in
den tekst van het Verdrag.]*

die, na aan elkander hunne volmachten te hebben medegedeeld, welke in goeden en behoorlijken vorm zijn bevonden, omtrent de volgende bepalingen zijn overeengekomen :

Artikel 1.

De militaire hospitaal-schepen, waaronder te verstaan de schepen door de Staten gebouwd of ingericht in 't bijzonder en uitsluitend met het doel om hulp te verleenen aan de gewonden, zieken en schipbreukelingen, en waarvan de namen aan de oorlogvoerende mogendheden zullen zijn medegedeeld bij den aanvang of in den loop der vijandelijkheden, in ieder geval vóór eenige ingebruikstelling, worden geëerbiedigd en kunnen gedurende de vijandelijkheden niet worden prijs gemaakt.

Evenmin worden die schepen, met betrekking tot hun verblijf in eene neutrale haven, gelijkgesteld met oorlogsschepen.

Artikel 2.

De hospitaal-schepen, geheel of ten deele uitgerust op kosten van partikulieren of van officieel erkende vereenigingen tot hulpbetoon, worden eveneens geëerbiedigd en zijn niet onderhevig aan prijsmaking, indien de oorlogvoerende Mogendheid, waartoe zij behooren, hun eenen officieelen lastbrief heeft verstrekt en hunne namen ter kennis heeft gebracht van de tegenpartij bij den aanvang of in den loop der vijandelijkheden, in ieder geval vóór eenige ingebruikstelling.

Die schepen moeten voorzien zijn van een stuk, afkomstig van de bevoegde overheid, verklarende dat zij gedurende hunne uitrusting en bij hun eindvertrek aan haar toezicht onderworpen zijn geweest.

Artikel 3.

De hospitaal-schepen, geheel of ten deele uitgerust op kosten van partikulieren of van officieel erkende vereenigingen van neutrale landen, worden geëerbiedigd en zijn niet onderhevig aan prijsmaking, indien de neutrale Mogendheid, waartoe zij behooren, hun eenen officieelen lastbrief heeft verstrekt en hunne namen ter kennis heeft gebracht van de oorlogvoerende Mogendheden bij den aanvang of in den loop der vijandelijkheden, in ieder geval vóór elke ingebruikstelling.

Artikel 4.

De schepen, die vermeld zijn in de artikelen 1, 2 en

3 zullen hulp en bijstand verleen en aan de gewonden, zieken en schipbreukelingen der oorlogvoerenden zonder onderscheid van nationaliteit.

De Regeeringen verbinden zich om die schepen voor geenerlei oorlogsdoeleinde te gebruiken.

Die schepen mogen de bewegingen der strijdenden op geenerlei wijze belemmeren.

Gedurende en na den strijd zullen zij op eigen risico en gevaar handelen.

De oorlogvoerenden zullen te hunnen opzichte het recht hebben van toezicht en van doorzoeking; zij zullen hunne medewerking kunnen weigeren, hun kunnen gebieden zich te verwijderen, hun een bepaalden koers kunnen voorschrijven en eenen commissaris aan boord kunnen plaatsen, zelfs hen kunnen aanhouden, indien de ernst der omstandigheden het mocht vorderen.

De oorlogvoerenden zullen, zooveel mogelijk, in het scheepsjournaal der hospitaal-schepen de bevelen inschrijven welke zij hun zullen geven.

Artikel 5.

De militaire hospitaal-schepen zullen worden onderscheiden door eene witte buitenbeschildering met eenen horizontalen groenen gang van ongeveer anderhalven meter breedte.

De schepen, die vermeld zijn in de artikelen 2 en 3, zullen worden onderscheiden door eene witte buitenbeschildering met eenen horizontalen rooden gang van ongeveer anderhalven meter breedte.

De sloepen der zoo even vermelde schepen, evenals kleine vaartuigen voor den hospitaaldienst bestemd, zul-

len zich onderscheiden door eene dergelijke beschrijving.

Alle hospitaal-schepen zullen zich kenbaar maken door, behalve hunne nationale vlag, de witte vlag met rood kruis, voorgeschreven door de Conventie van Genève, te hijschen.

Artikel 6.

De neutrale koopvaardischepen, jachten of sloepen, welke gewonden, zieken of schipbreukelingen der oorlogvoerenden aan boord hebben of bezig zijn die aan boord te nemen, kunnen niet prijs gemaakt worden wegens het feit van dit vervoer, maar zij blijven onderhevig aan prijsmaking wegens eenigerlei schending der onzijdigheid, waaraan zij zich schuldig gemaakt mochten hebben.

Artikel 7.

Het geestelijk, geneeskundig en hospitaal-personeel van ieder prijs gemaakt schip is onschendbaar en kan niet krijgsgevangen gemaakt worden. Bij het verlaten van het schip neemt dit personeel de voorwerpen en heilkundige instrumenten, welke zijn bijzonder eigendom zijn, mede.

Dat personeel zal voortgaan zijne functiën waar te nemen zoolang zulks noodig zal zijn en het zal zich vervolgens kunnen verwijderen, wanneer de opperbevelhebber het mogelijk zal oordeelen.

De oorlogvoerenden moeten aan dat in hunne handen

gevallen personeel het volle genot van zijn traktement verzekeren.

Artikel 8.

De zich aan boord bevindende gewonde of zieke zeelieden en militairen, onverschillig tot welke natie zij behooren, zullen door de nemers beschermd en verzorgd worden.

Artikel 9.

De schipbreukelingen, gewonden of zieken van eenen oorlogvoerende, welke in de handen vallen van den ander, zijn krijgsgevangenen. Aan dezen laatste staat het vrij, naar gelang der omstandigheden, te beslissen, of hij hen wil houden, hen zenden naar eene haven van zijnen Staat, naar eene neutrale haven of zelfs naar eene haven van de tegenpartij. In het laatste geval mogen de aldus aan hun land teruggegeven gevangenen gedurende den oorlog niet dienen.

Artikel 10. *)

De schipbreukelingen, gewonden of zieken, die, met toestemming van de plaatselijke overheid, in eene neutrale haven worden ontscheept, moeten, behoudens eene schikking in tegenovergestelden zin van den neutralen Staat met de oorlogvoerende Staten, op zoodanige wijze door den neutralen Staat bewaakt worden, dat zij niet op nieuw deel kunnen nemen aan de krijgsv verrichtingen.

*) Bovenstaand artikel 10 is met onderling goetvinden over betrokken Staten door geen hunner bekrachtigd.

De hospitaalkosten en die voor de interneering zullen gedragen worden door den Staat, tot welken de schipbreukelingen, gewonden of zieken behooren.

Artikel 11.

De voorschriften, vervat in de vorenstaande artikelen, zijn slechts verbindend voor de contracteerende Mogendheden, ingeval van oorlog tusschen twee of meer van Haar.

Die voorschriften zullen ophouden verbindend te zijn van het oogenblik af, waarop in een oorlog tusschen contracteerende Mogendheden, eene niet-contracteerende Mogendheid zich bij eenen der oorlogvoerenden mocht voegen.

Artikel 12.

Het tegenwoordig Verdrag zal zoo spoedig mogelijk worden bekrachtigd.

De akten van bekrachtiging zullen te 's-Gravenhage nedergelegd worden.

Van het nederleggen van iedere akte van bekrachtiging zal een proces-verbaal worden opgemaakt, waarvan een voor eensluidend gewaarmerkte afdruk langs diplomatieken weg zal worden overgemaakt aan alle contracteerende Mogendheden.

Artikel 13.

De Mogendheden, die niet onderteekend hebben, en de Conventie van Genève van 22 Augustus 1864 aangenomen zullen hebben, kunnen tot het tegenwoordig Verdrag toetreden.

Zij zullen te dien einde hare toetreding moeten te kennen geven aan de contracteerende Mogendheden, door middel van eene schriftelijke kennisgeving, gericht tot de Nederlandsche Regeering en door deze aan alle andere contracteerende Mogendheden medegedeeld.

Artikel 14.

Mocht het gebeuren, dat eene der Hooge contracteerende Partijen het tegenwoordig Verdrag zoude opzeggen, dan zou deze opzegging eerst van kracht worden één jaar na de schriftelijke kennisgeving tot de Nederlandsche Regeering gericht en door deze onmiddellijk aan alle andere contracteerende Mogendheden medegedeeld.

Die opzegging zal slechts van kracht zijn ten aanzien van de Mogendheid, die haar heeft gedaan.

Ter oirkeronde waarvan de Gevolmachtigden het tegenwoordig Verdrag hebben onderteekeud en van hunne zegels voorzien.

Gedaan te 's-Gravenhage den negen en twintigsten Juli achttienhonderd negen en negentig, in een enkel exemplaar, hetwelk nedergelegd zal blijven in het archief der Nederlandsche Regeering en waarvan voor eensluitend gewaarmerkte afdrukken langs diplomatieken weg aan de contracteerende Mogendheden zullen worden overgemaakt.

[Zie de onderteekeningen onder den tekst van het Verdrag.]

DÉCLARATION.

Sur la proposition du Cabinet Impérial de Russie, une commission militaire internationale ayant été réunie à St. Pétersbourg, afin d'examiner la convenance d'interdire l'usage de certains projectiles en temps de guerre entre les nations civilisées, et cette commission ayant fixé, d'un commun accord, les limites techniques où les nécessités de la guerre doivent s'arrêter devant les exigences de l'humanité, les soussignés sont autorisés par les ordres de leurs Gouvernements à déclarer ce qui suit :

Considérant,

que les progrès de la civilisation doivent avoir pour effet d'atténuer autant que possible les calamités de la guerre ;

que le seul but légitime que les Etats doivent se proposer durant la guerre est l'affaiblissement des forces militaires de l'ennemi ;

qu'à cet effet, il suffit de mettre hors de combat le plus grand nombre d'hommes possible ;

que ce but serait dépassé par l'emploi d'armes qui aggraveraient inutilement les souffrances des hommes mis hors de combat, ou rendraient leur mort inévitable ;

que l'emploi de pareilles armes serait des lors contraire aux lois de l'humanité ;

1901.

No. 2.

les parties contractantes s'engagent à renoncer mutuellement, en cas de guerre entr'elles, à l'emploi par leurs troupes de terre ou de mer de tout projectile d'un poids inférieur à 400 grammes, qui serait ou explosible, ou chargé de matières fulminantes ou inflammables.

Elles inviteront tous les Etats qui n'ont pas participé par l'envoi de délégués aux délibérations de la commission militaire internationale, réunie à St. Pétersbourg, à accéder au présent engagement.

Cet engagement n'est obligatoire que pour les parties contractantes ou accédantes, en cas de guerre entre deux ou plusieurs d'entre elles; il n'est pas applicable vis à vis de parties non contractantes ou qui n'auraient pas accédé.

Il cesserait également d'être obligatoire du moment où, dans une guerre entre parties contractantes ou accédantes, une partie non contractante ou qui n'aurait pas accédé, se joindrait à l'un des belligérants.

Les parties contractantes ou accédantes se réservent de s'entendre ultérieurement toutes les fois qu'une proposition précise serait formulée en vue des perfectionnements à venir, que la science pourrait apporter dans l'armement des troupes, afin de maintenir les principes, qu'elles ont posés et de concilier les nécessités de la guerre avec les lois de l'humanité.

Fait à St. Pétersbourg, le ^{29 Novembre}_{11 Décembre} mil huit cent soixante-huit.

(signé) VESTSERA

" C^{te}. TAUFFKIRCHEN.

" C^{te}. ERREMBULT DE

DUDZEELE.

(signé) MIRZA ASSEDULLAH

KHAN.

" RILAS.

1901.

No. 2.

(signé) E. VIND.*signé* H. VII v. REUSS,

" TALLEYRAND.

pour la Prusse et pour la Con-
fédération de l'Allemagne du
Nord.

" ANDREW BUCHANAN.

" S. A. MÉTAXA.

" GORTSCHAKOW.

" BELLA CARACCILO.

" O. M. BJÖRNSTJÉRNA.

" BON GEVEES.

" AD. GLINZ.

" CARATHÉODORY.

" G. v. ABÉLÉ.

VERTALING.

VERKLARING.

Op voorstel van het Keizerlijk Russische Kabinet is eene militaire internationale commissie te St. Petersburg bijeengekomen, ten einde een onderzoek in te stellen naar de wenschelijkheid, het gebruik van sommige projectielen in tijd van oorlog tusschen de beschaafde natiën te verbieden.

De commissie met onderling goedvinden de technische grenzen afgebakend hebbende, binnen welke de eischen van den oorlog moeten beperkt worden door hetgeen de menschelijkheid vordert, zijn de ondergeteekenden door de bevelen hunner Regeering gemagtigd de volgende verklaring al te leggen:

Overwegende,

dat de vooruitgang der beschaving tengevolge moet hebben het onheil van den oorlog zooveel mogelijk te verminderen;

dat het eenige regtmatige doel, dat de Staten gedurende den oorlog zich voor moeten stellen, de verzwakking der strijdkrachten van den vijand is;

dat het te dien einde voldoende is het grootst mogelijk aantal manschappen buiten gevecht te stellen;

dat dit doel zou voorbijgestreefd worden door het gebruik van wapens, welke het lijden der buiten gevecht gestelde manschappen onnoodig zou vermeederen, of hunnen dood onvermijdelijk zou maken;

dat het gebruik van zoodanige wapens derhalve met de wetten der menschelijkheid zoude strijdig zijn;

zoo verbinden de contracteerende partijen zich onderling, in geval van oorlog tusschen haar, afstand te doen van het gebruik door hare land- of zeemagt van elk projectiel, minder wegende dan 400 wigtjes, dat hetzij ontplofbaar, hetzij geladen is met ontplofbare of brandbare stoffen.

Zij zullen alle Staten, die niet, door het zenden van afgevaardigden, deel genomen hebben aan de beraadslagingen der militaire internationale commissie, te St. Petersburg vergaderd, uitnoodigen tot de tegenwoordige overeenkomst toe te treden.

Deze overeenkomst is voor de contracteerende of toetredende partijen slechts verbindend, ingeval van oorlog tusschen twee of meer van haar; zij is niet van toepassing jegens partijen, die niet gecontracteerd hebben of niet toegetreden zijn.

Zij houdt eveneens op verbindend te zijn van het oogenblik dat, in een oorlog tusschen contracteerende of toetredende partijen, eene partij die niet gecontracteerd heeft of niet toegetreden is, zich voegt bij een der oorlogvoerenden.

De contracteerende of toetredende partijen behouden zich voor, zich later, zoo dikwerf als een bepaald voorstel zal gedaan worden, met het oog op toekomstige verbeteringen, die de wetenschap in de bewapening der

1901.

No. 2.

troepen zou kunnen aanbrengen, te verstaan, ten einde de beginselen te handhaven, welke zij vastgesteld hebben, en de eischen van den oorlog overeen te brengen met hetgeen de menschelijkheid vordert.

Gedaan te St. Petersburg, den $\frac{29 \text{ November}}{11 \text{ December}}$ achttien honderd acht en zestig.

(get.) VESTSERA.

(get.) MIRZA ASSEDULLAH

" C^{te} TAUFFKIRCHEN.

KHAN.

" C^{te} ERREMBULT DE

" RILVAS.

DUDZEELE.

" H. VII v. REUSS,

" E. VIND.

pour la Prusse et pour la Confédération de l'Allemagne du Nord.

" TALLEYRAND.

" ANDREW BUCHANAN.

" GORTSCHAKOW.

" S. A. MÉTAXA.

" O. M. BJÖRNSTJERNA.

" BELLA CARACCILO.

" AD. GLINZ.

" BON GEVERS.

" CARATHÉODORY.

" G. v. ABÉLÉ.



DÉCLARATION.

Les soussignés, Plénipotentiaires des Puissances représentées à la Conférence Internationale de la Paix à la Haye, dûment autorisés à cet effet par leurs Gouvernements, s'inspirant des sentiments qui ont trouvé leur expression dans la Déclaration de St. Pétersbourg du ^{29 Novembre}_{11 Décembre} 1868,

Déclarent :

Les Puissances contractantes consentent, pour une durée de cinq ans, à l'interdiction de lancer des projectiles et des explosifs du haut de ballons ou par d'autres modes analogues nouveaux.

La présente Déclaration n'est obligatoire que pour les Puissances contractantes, en cas de guerre entre deux ou plusieurs d'entre elles.

Elle cessera d'être obligatoire du moment où dans une guerre entre des Puissances contractantes, une Puissance non contractante se joindrait à l'un des belligérants.

La présente Déclaration sera ratifiée dans le plus bref délai possible.

Les ratifications seront déposées à la Haye.

Il sera dressé du dépôt de chaque ratification un procès-verbal, dont une copie, certifiée conforme, sera remise par la voie diplomatique à toutes les Puissances contractantes.

Les Puissances non signataires pourront adhérer à la présente Déclaration. Elles auront, à cet effet, à faire connaître leur adhésion aux Puissances contractantes, au moyen d'une notification écrite, adressée au Gouvernement des Pays-Bas et communiquée par celui-ci à toutes les autres Puissances contractantes.

S'il arrivait qu'une des Hautes Parties Contractantes dénonçât la présente Déclaration, cette dénonciation ne produirait ses effets qu'un an après la notification faite par écrit au Gouvernement des Pays-Bas et communiquée immédiatement par celui-ci à toutes les autres Puissances contractantes.

Cette dénonciation ne produira ses effets qu'à l'égard de la Puissance qui l'aura notifiée.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires ont signé la présente Déclaration et l'ont revêtue de leurs cachets.

Fait à la Haye, le vingt-neuf juillet mil huit cent quatre-vingt dix-neuf, en un seul exemplaire qui restera déposé dans les archives du Gouvernement des Pays-Bas et dont des copies, certifiées conformes, seront remises par la voie diplomatique aux Puissances contractantes.

Pour l'Allemagne :

MÜNSTER DERNEBURG.

Pour l'Autriche-Hongrie :

WELSERHEIMB.

OKOLICSANYI.

Pour la Belgique :

A. BEERNAERT.

Cte DE GRELLE ROGIER.

Chr. DESCAMPS.

Pour la Chine :

YANG YÜ.

Pour le Danemark :

F. BILLE.

Pour l'Espagne :

El Duque DE TETUAN.

W. R. DE VILLA URRUTIA.

ARTURO DE BAGUER.

Pour les Etats-Unis d'Amerique :

ANDREW D. WHITE.

SETH LOW.

STANFORD NEWEL.

A. T. MAHAN.

WILLIAM CROZIER.

Pour les Etats-Unis Mexicains :

A. DE MIER.

J. ZENIL.

Pour la France :

LEON BOURGEOIS.

G. BIHOUD.

D'ESTOURNELLES DE CONSTANT.

Pour la Grèce :

N. DELYANNI.

Pour l'Italie :

NIGRA.

A. ZANNINI.

POMPILJ.

Pour le Japon :

I. MOTONO.

Pour le Luxembourg :

EYSCHEN.

Pour le Monténégro :

STAAL.

Pour les Pays-Bas :

V. KARNEBEEK.

DEN BEER POORTUGAEL.

T. M. C. ASSER.

E. N. RAHUSEN.

Pour la Perse :

MIRZA RIZA KHAN, ARFA-UD-DOVLEH.

Pour le Portugal :

Conde DE MACEDO.

AGOSTINHO D'ORNELLAS V.^o SCONCELLOS.

Conde DE SELIR.

Pour la Roumanie :

A. BELDIMAN.

J. N. PAPINIU.

Pour la Russie :

STAAL.

MARTENS.

A. BASILY.

Pour la Serbie :

CHEDO MIYATOVITCH.

Pour le Siam :

PHYA SURIYA NUVAT.

VISUDDHA.

*Pour les Royaumes-Unis de Suède
et de Norvège :*

BILDT.

Pour la Suisse :

ROTH.

Pour la Turquie :

TURKHAN.

M. NOURY.

ABDULLAH.

R. MEHEMMED.

Pour la Bulgarie :

D. STANCIOFF.

Major HESSAPTCHIEFF.

VERTALING.

VERKLARING.

De ondergeteekenden, Gevolmachtigden der Mogendheden vertegenwoordigd op de Internationale Vredesconferentie te 's Gravenhage, te dien einde door hunne Regeeringen behoorlijk gemachtigd,

geleid door de gevoelens, welke hunne uiting hebben gevonden in de verklaring van St. Peter burg van ^{29 November}_{11 December} 1868,

Verklaren :

De contracteerende Mogendheden stemmen, voor een tijdperk van vijf jaren, toe in het verbod om, uit ballons of op andere dergelijke nieuwe wijzen, projectielen en ontplofbare stoffen te werpen.

Deze verklaring is slechts verbindend voor de contracteerende Staten, in geval van oorlog tusschen twee of meer hunner.

Zij houdt op verbindend te zijn, zoodra in een oorlog, tusschen contracteerende Mogendheden, eene niet contracteerende Mogendheid zich mocht aansluiten aan een der oorlogvoerenden.

Deze verklaring zal zoo spoedig doenlijk worden bekrachtigd.

De akten van bekrachtiging zullen worden nedergelegd te 's Gravenhage.

Van de nederlegging van iedere akte van bekrachtiging zal een proces-verbaal worden opgemaakt, waarvan een gewaarmerkte afdruk langs diplomatieken weg zal worden overgemaakt aan alle contracteerende Mogendheden.

De Mogendheden, die niet onderteekend hebben, kunnen tot deze Verklaring toetreden. Zij hebben, te dien einde, hunne toetreding kenbaar te maken aan de contracteerende Mogendheden, door middel eener geschreven kenni geving, gericht aan de Regeering der Nederlanden en door deze medegedeeld aan al de andere contracteerende Mogendheden.

Bijaldien eene der Hooge Contracteerende Partijen deze Verklaring mocht opzeggen, zal die opzegging eerst werken één jaar na de schriftelijke kennisgeving aan de Regeering der Nederlanden, welke door deze onmiddellijk wordt medegedeeld aan al de andere contracteerende Mogendheden.

Die opzegging werkt slechts ten opzichte van de Mogendheid, welke haar heeft gedaan.

Ter oorkonde waarvan, de Gevo'machtigden deze verklaring hebben geteekend en van huine zegels voorzien.

Gedaan te 's Gravenhage den 29 Juli 1899, in enkelvoudig exemplaar, dat nedergelegd zal blijven in de archieven der Nederlandsche Regeering en waarvan gewaarmerkte afdrukken langs diplomatieken weg zullen worden toegezonden aan de contracteerende Mogendheden.

(Zie de ondertekeningen onder den tekst der verklaring).

DÉCLARATION.

Les soussignés, Plénipotentiaires des Puissances représentées à la Conférence Internationale de la Paix à la Haye, dûment autorisés à cet effet par leurs Gouvernements, s'inspirant des sentiments qui ont trouvé leur expression dans la Déclaration de St. Pétersbourg du ^{29 Novembre}_{11 Décembre} 1868,

Déclarent :

Les Puissances contractantes s'interdisent l'emploi de projectiles qui ont pour but unique de répandre des gaz asphyxiants ou délétères.

La présente Déclaration n'est obligatoire que pour les Puissances contractantes, en cas de guerre entre deux ou plusieurs d'entre elles.

Elle cessera d'être obligatoire du moment où dans une guerre entre des Puissances contractantes, une Puissance non contractante se joindrait à l'un des belligérants.

La présente Déclaration sera ratifiée dans le plus bref délai possible.

Les ratifications seront déposées à la Haye.

Il sera dressé du dépôt de chaque ratification un proces-verbal, dont une copie, certifiée conforme, sera

1901.

No. 2.

remise par la voie diplomatique à toutes les Puissances contractantes.

Les Puissances non signataires pourront adhérer à la présente Déclaration. Elles auront, à cet effet, à faire connaître leur adhésion aux Puissances contractantes, au moyen d'une notification écrite, adressée au Gouvernement des Pays-Bas et communiquée par celui-ci à toutes les autres Puissances contractantes.

S'il arrivait qu'une des Hautes Parties Contractantes dénonçât la présente Déclaration, cette dénonciation ne produirait ses effets qu'un an après la notification faite par écrit au Gouvernement des Pays-Bas et communiquée immédiatement par celui-ci à toutes les autres Puissances contractantes.

Cette dénonciation ne produira ses effets qu'à l'égard de la Puissance qui l'aura notifiée.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires ont signé la présente Déclaration et l'ont revêtue de leurs cachets.

Fait à la Haye, le vingt-neuf juillet mil huit cent quatre-vingt dix-neuf, en un seul exemplaire qui restera déposé dans les archives du Gouvernement des Pays-Bas et dont des copies, certifiées conformes, seront remises par la voie diplomatique aux Puissances contractantes.

Pour l'Allemagne :

MÜNSTER DERNEBURG.

Pour l'Autriche-Hongrie :

WELSERSHEIMB.

OKOLICSANYI

Pour la Belgique :

A. BEERNAERT.

C^{te} DE GRELLE ROGIER.

Chr. DESCAMPS.

Pour la Chine :

YANG YÜ.

Pour le Danemark :

F. BILLE.

Pour l'Espagne :

El Duque DE TETUAN.

W. R. DE VILLA URRUTIA.

ARTURO DE BAGUER.

Pour les États-Unis Mexicains :

A. DE MIER.

J. ZENIL.

Pour la France :

LEON BOURGEOIS.

G. BIHOURD.

D'ESTOURNELLES DE CONSTANT.

Pour la Grèce :

N. DELYANNI.

Pour l'Italie :

NIGRA.

A. ZANNINI.

POMPIJ.

Pour le Japon :

I. MOTONO.

Pour le Luxembourg :

EYSCHEN

Pour le Monténégro :

STAAL.

Pour les Pays-Bas :

V. KARNEBEEK.

DEN BEER POORTUGAEL.

T. M. C. ASSER.

E. N. RAHUSEN.

Pour la Perse :

MIRZA RIZA KHAN ARFA-UD-DOVLEH.

Pour le Portugal :

Conde DE MACEDO

AGOSTINHO D'ORNELLAS DE VASCONCELLOS.

Conde DE SELIR.

Pour la Roumanie :

A. BELDIMAN.

J. N. PAPINIU.

Pour la Russie :

STAAL.

MAÏ TENS.

A. BASILY.

Pour la Serbie :

CHÉDO MIYATOVITCH.

Pour le Siam :

PHYA SURYA NUVAÏTR.

VISUDDHA.

*Pour les Royaumes-Unis de Suède
et de Norvège:*

BILDT.

Pour la Suisse:

ROTH.

Pour la Turquie:

TURKHAN.

M. NOURY.

ABDULLAH.

R. MEHEMMED.

Pour la Bulgarie:

D. STANCIOFF.

Major HESSAPTCHIEFF.

VERTALING.

VERKLARING.

De ondergeteekenden, Gevolmachtigden der Mogendheden vertegenwoordigd op de Internationale Vredesconferentie te 's Gravenhage, te dien einde door hunne Regeeringen behoorlijk gemachtigd,

geleid door de gevoelens, welke hunne unting hebben gevonden in de verklaring van St. Petersburg van ^{29 November}_{11 December} 1868,

Verklaren :

De contracteerende Mogendheden ontzeggen zich het bezigen van projectielen, welke uitsluitend strekken tot het verspreiden van verstikkende of vergiftige gassen.

Deze verklaring is slechts verbindend voor de contracteerende Staten, in geval van oorlog tusschen twee of meer hunner.

Zij houdt op verbindend te zijn, zoodra in een oorlog tusschen contracteerende Mogendheden, eene niet contracteerende Mogendheid zich mocht aansluiten aan een der oorlogvoerenden.

Deze verklaring zal zoo spoedig doenlijk worden bekrachtigd.

De akten van bekrachtiging zullen worden nedergelegd te 's Gravenhage.

Van de nederlegging van iedere akte van bekrachtiging zal een proces-verbaal worden opgemaakt, waarvan een gewaarmerkte afdruk langs diplomatieken weg zal worden overgemaakt aan alle contracteerende Mogendheden.

De Mogendheden, die niet onderteekend hebben, kunnen tot deze Verklaring toetreden. Zij hebben, te dien einde, hunne toetreding kenbaar te maken aan de contracteerende Mogendheden, door middel eener geschreeven kennisgeving, gericht aan de Regeering der Nederlanden en door deze medegedeeld aan al de andere contracteerende Mogendheden.

Bijddien eene der Hooge Contracteerende Partijen deze Verklaring mocht opzeggen, zal die opzegging eerst werken één jaar na de schriftelijke kennisgeving aan de Regeering der Nederlanden, welke door deze onmiddellijk wordt medegedeeld aan al de andere contracteerende Mogendheden.

Die opzegging werkt slechts ten opzichte van de Mogendheid, welke haar heeft gedaan.

Ter oorkonde waarvan, de Gevolmachtigden deze verklaring hebben geteekend en van hunne zegels voorzien.

Gedaan te 's Gravenhage den 29 Juli 1899, in enkelvoudig exemplaar, dat nedergelegd zal blijven in de archieven der Nederlandsche Regeering en waarvan gewaarmerkte afdrukken langs diplomatieken weg zullen worden toegezonden aan de contracteerende Mogendheden.

(Zie de onderteekeningen onder den tekst der verklaring).

DÉCLARATION.

Les soussignés, Plénipotentiaires des Puissances représentées à la Conférence Internationale de la Paix à la Haye, dûment autorisés à cet effet par leurs Gouvernements, s'inspirant des sentiments qui ont trouvé leur expression dans la Déclaration de St. Pétersbourg du ^{29 Novembre}_{11 Décembre} 1868,

Déclarent :

Les Puissances contractantes s'interdisent l'emploi de balles qui s'épanouissent ou s'aplatissent facilement dans le corps humain, telles que les balles à enveloppe dure dont l'enveloppe ne couvrirait pas entièrement le noyau ou serait pourvue d'incisions.

La présente Déclaration n'est obligatoire que pour les Puissances contractantes, en cas de guerre entre deux ou plusieurs d'entre elles.

Elle cessera d'être obligatoire du moment où dans une guerre entre des Puissances contractantes, une Puissance non contractante se joindrait à l'un des belligérants.

La présente Déclaration sera ratifiée dans le plus bref délai possible.

Les ratifications seront déposées à la Haye.

Il sera dressé du dépôt de chaque ratification un procès-verbal, dont une copie, certifiée conforme, sera remise

par la voie diplomatique à toutes les Puissances contractantes.

Les Puissances non signataires pourront adhérer à la présente Déclaration. Elles auront, à cet effet, à faire connaître leur adhésion aux Puissances contractantes, au moyen d'une notification écrite, adressée au Gouvernement des Pays-Bas et communiquée par celui-ci à toutes les autres Puissances contractantes.

S'il arrivait qu'une des Hautes Parties Contractantes dénonçât la présente Déclaration, cette dénonciation ne produirait ses effets qu'un an après la notification faite par écrit au Gouvernement des Pays-Bas et communiquée immédiatement par celui-ci à toutes les autres Puissances contractantes.

Cette dénonciation ne produira ses effets qu'à l'égard de la Puissance qui l'aura notifiée.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires ont signé la présente Déclaration et l'ont revêtue de leurs cachets.

Fait à la Haye, le vingt-neuf juillet mil huit cent quatre-vingt dix-neuf, en un seul exemplaire qui restera déposé dans les archives du Gouvernement des Pays-Bas et dont des copies, certifiées conformes, seront remises par la voie diplomatique aux Puissances contractantes.

Pour l'Allemagne :

MÜNSTER DERNEBURG.

Pour l'Autriche-Hongrie :

WELSERSHEIMB.

OKOLICSANYI.

Pour la Belgique :

A. BEERNAERT.

Cte DE GRELLE ROGIER.

Chr. DESCAMPS.

Pour la Chine :

YANG YU.

Pour le Danemark :

F. BILLE.

Pour l'Espagne :

El Duque DE TETUAN.

W. R. DE VILLA URRUTIA.

ARTURO DE BAGUER.

Pour les Etats-Unis Mexicains :

A. DE MIER.

J. ZENIL.

Pour la France :

LEON BOURGEOIS.

G. BIHOUD.

D'ESTOURNELLES DE CONSTANT.

Pour la Grèce :

N. DELYANNI.

Pour l'Italie :

NIGRA.

A. ZANNINI.

POMPILJ.

Pour le Japon :

I. MOTONO.

Pour le Luxembourg :

EYSCHEN.

Pour le Monténégro :

STAAL.

Pour les Pays-Bas :

V. KARNEBEEK.

DEN BEER POORTUGAEL.

T. M. C. ASSER.

E. N. RAHUSEN.

Pour la Perse :

MRZA RIZA KHAN, ARFA-UD-DOVLEH.

Pour la Roumanie :

A. BELDIMAN.

J. N. PAPINIU.

Pour la Russie :

STAAL.

MARTENS.

A. BASILY.

Pour la Serbie :

CHEDJ MIYATOVITCH.

Pour le Siam :

PHYA SURIYA NUVAÏR.

VISUDDHA.

*Pour les Royaumes-Unis de Suède
et de Norvège :*

BILDT.

Pour la Suisse :

ROTH.

Pour la Turquie :

TURKHAN.

M. NOURY.

ABDULLAH.

R. MEHEMMED.

Pour la Bulgarie :

D. STANCIOFF.

Major HESSAPTCHIEFF.

VERTALING.

VERKLARING.

De ondergeteekenden, Gevolmachtigden der Mogendheden vertegenwoordigd op de Internationale Vredesconferentie te 's Gravenhage, te dien einde door hunne Regeeringen behoorlijk gemachtigd,

geleid door de gevoelens, welke hunne uiting hebbengevonden in de verklaring van St. Petersburg van ^{29 November} 1868, _{11 December}

Verklaren :

De contracteerende Mogendheden ontzeggen zich het bezigen van kogels, die in het menschelijke lichaam gemakkelijk zich uitzetten of plat worden, zooals kogels met harten mantel, waarvan de mantel de kern niet geheel dekt of van insnijdingen voorzien is.

Deze verklaring is slechts verbindend voor de contracteerende Staten, in geval van oorlog tusschen twee of meer hunner.

Zij houdt op verbindend te zijn, zoodra in een oorlog tusschen contracteerende Mogendheden, eene niet contracteerende Mogendheid zich mocht aansluiten aan een der oorlogvoerenden.

Deze verklaring zal zoo spoedig doenlijk worden bekrachtigd.

De akten van bekrachtiging zullen worden nedergelegd te 's Gravenhage.

Van de nederlegging van iedere akte van bekrachtiging zal een proces-verbaal worden opgemaakt, waarvan een gewaarmerkte afdruk langs diplomatieken weg zal worden overgemaakt aan alle contracteerende Mogendheden.

De Mogendheden, die niet onderteekend hebben, kunnen tot deze Verklaring toetreden. Zij hebben, te dien einde, hunne toetreding kenbaar te maken aan de con-

tracteerende Mogendheden, door middel eener geschreven kennisgeving, gericht aan de Regeering der Nederlanden en door deze medegedeeld aan al de andere contracteerende Mogendheden.

Bijaldien eene der Hooge Contracteerende Partijen deze Verklaring mocht opzeggen, zal die opzegging eerst werken één jaar na de schriftelijke kennisgeving aan de Regeering der Nederlanden, welke door deze onmiddellijk wordt medegedeeld aan al de andere contracteerende Mogendheden.

Die opzegging werkt slechts ten opzichte van de Mogendheid, welke haar heeft gedaan.

Ter oorkonde waarvan, de Gevolmachtigden deze verklaring hebben geteekend en van hunne zegels voorzien.

Gedaan te 's Gravenhage den 29 Juli 1899, in enkelvoudig exemplaar, dat nedergelegd zal blijven in de archieven der Nederlandsche Regeering en waarvan gewaarmerkte afdrukken langs diplomatieken weg zullen worden toegezonden aan de contracteerende Mogendheden.

(Zie de onderteekeningen onder den tekst der verklaring).

Behoort bij de resolutie van 10 December 1900 L. B. No. 8880 (G. B. 1901 No. 2).

De Gouvernements-Secretaris,
G. F. SCHOCH,

...the ... of the ...
...the ... of the ...
...the ... of the ...

...the ... of the ...
...the ... of the ...
...the ... of the ...

...the ... of the ...
...the ... of the ...
...the ... of the ...

...the ... of the ...
...the ... of the ...
...the ... of the ...
...the ... of the ...
...the ... of the ...

...the ... of the ...
...the ... of the ...
...the ... of the ...

...the ... of the ...
...the ... of the ...
...the ... of the ...

...the ... of the ...
...the ... of the ...
...the ... of the ...

...the ... of the ...
...the ... of the ...
...the ... of the ...

...the ... of the ...
...the ... of the ...
...the ... of the ...

1901.

No. 3.

G O U V E R N E M E N T S B L A D

VAN DE

K O L O N I E S U R I N A M E.

PUBLICATIE van 1 Februari 1901,
*waarbij wordt afgekondigd de wet van den 31^{sten}
December 1900 (Staatsblad No. 227), houdende wijzi-
ging van de koloniale huishoudelijke begrooting van
Suriname voor het dienstjaar 1899.*

IN NAAM DER KONINGIN!

DE GOUVERNEUR VAN *SURINAME*,

Van wege de Koningin den last ontvangen
hebbende tot afkondiging van onderstaande
wet:

WIJ WILHELMINA, BIJ DE GRATIE GODS, KONINGIN
DER NEDERLANDEN, PRINSES VAN ORANJE-NASSAU, ENZ.,
ENZ., ENZ.

Allen, die deze zullen zien of hooren lezen, saluut!
doen te weten:

Alzoo Wij in overweging genomen hebben, dat het
noodig is de koloniale huishoudelijke begrooting van

1901.

No. 3.

Suriname voor het dienstjaar 1899, definitief vastgesteld bij de wet van den 8sten Februari 1899 (*Staatsblad* n°. 66), te wijzigen ;

Zoo is het, dat Wij, den Raad van State gehoord, en met gemeen overleg der Staten-Generaal, hebben goedgevonden en verstaan, gelijk Wij goedvinden en verstaan bij deze :

Artikel i.

De navolgende artikelen van de koloniale huishoudelijke begrooting van *Suriname* voor het dienstjaar 1899 worden *verhoogd* met en mitsdien gebracht op de bedragen daarbij vermeld :

wordt ver- en mitsdien
hoogd met : gebracht op :

Art. 56. Premiën aan gewezen immigranten aan wie domeingrond is afgestaan... f 15100,00 f 19100,00

Art. 79. Kosten van verpleging en geneesmiddelen, enz. van burgerlijke personen in en buiten het militair hospitaal en in de districten en in de yawsinrichting op het station Groningen (Saramacca) 6690,31 56690,31

Art. 80. Geneeskundige behandeling van en opzicht over de krankzinnigen 7,75 10872,75

Art. 84. Uitgaren ten behoeve der verpleegden en ver-

wordt ver- en mitsdien
hoogd met : gebracht op :

der personeel, alsmede kosten
verbonden aan de keu-
ring van levensmiddelen en
voor het toezicht op de ver-
zending daarvan f 9471,31⁵ f 32621,31⁵

Art. 93. Onderhoud van
land- en waterwegen en daar-
mede in verband staande wer-
ken te Paramaribo en in de
districten, benevens kosten van
besproeiing van de straten en
wegen van Paramaribo in den
drogen tijd 8970,53⁵ 57970,53⁵

Art. 94. Onderhoud en aan-
leg van centrale vestigings-
plaatsen en andere vestigin-
gen van kleine landbouwers. 3734,07⁵ 16734,07⁵

Art. 97. Nieuwe werken
en aankoop van onroerende
goederen 15359,49 29359,49

Art. 101. Materialen, ar-
beidsloonen, werktuigen, ge-
reedschappen, en verdere uit-
gaven voor gewoon en buiten-
gewoon onderhoud van het ma-
terieel der koloniale vaartui-
gen, aanschaffing en vernieu-
wing van vaartuigen alsmede
steenkolen 26107,42 137707,42

Art. 102. Huur en sub-
sidie van vaartuigen ten be-
hoeve van den rivier- en
zeedienst en voor reizen van
hoofdamttenaren en commis-
siën 3787,00 14087,00

1901.

No. 3.

wordt ver- en mitsdien
hoogd met: gebracht op:

Art. 103. Traktementen
of verloftraktementen, gages,
toelagen en tateigelden van
de gezagvoerders en het ver-
der personeel der koloniale
vaartuigen f 841,20⁵ f 91601,20⁵

Art. 110. Onderhoud van
het lichtschip en voor olie enz.
voor de lichttoestellen en voor
het havenvuur aan den mond
der Nickerie, voor het licht
aan den mond van de Suriname
en voor den vuurtoren aan de
Marowijne, mitsgaders aan-
koop en onderhoud van
kettingen, ankers en tonne-
boeien 4382,60 7182,60

Art. 114. Materieel voor de
brandweer en huur van ver-
trekken voor de brandwacht te
Paramaribo in dendrogentijd 3399,72⁵ 4979,72⁵

Artikel 2.

Het navolgend artikel der genoemde begrooting wordt
verminderd met en mitsdien gebracht op het bedrag
daarbij vermeld:

wordt ver- en mitsdien
minderd met: gebracht op:

Art. 98. Uitgaven voor
buitengewone productieve
werken f 125444,81⁵ f 142860,72

Artikel 3.

Het eijndijfer van de voormelde begrooting wordt ten gevolge van de in de artikelen 1 en 2 dezer wet vermelde wijzigingen *verminderd* met f 27593,39 (*zeven en twintig duizend vijfhonderd drie en negentig gulden negen en dertig cent*) en mitsdien gebracht op f 2 323 499,33⁶ (*twee millioen driehonderd drie en twintig duizend vierhonderd negen en negentig gulden drie en dertig en een halve cent*).

Lasten en bevelen, dat deze in het *Staatsblad* zal worden geplaatst, en dat alle Ministerieele Departementen, Autoriteiten, Colleges en Ambtenaren, wie zulks aangaat, aan de nauwkeurige uitvoering de hand zullen houden.

Gegeven te 's Gravenhage, den 31sten December 1900.

WILHELMINA.

De Minister van Koloniën,

CREMER.

Uitgegeven den twaalfden Januari 1901.

De Minister van Justitie,

CORT V. D. LINDEN.

1901.

No. 3.

Heeft de opneming daarvan in het *Gouvernementsblad* bevolen.

Gedaan te Paramaribo, den 1^{sten} Februari 1901.

TONCKENS.

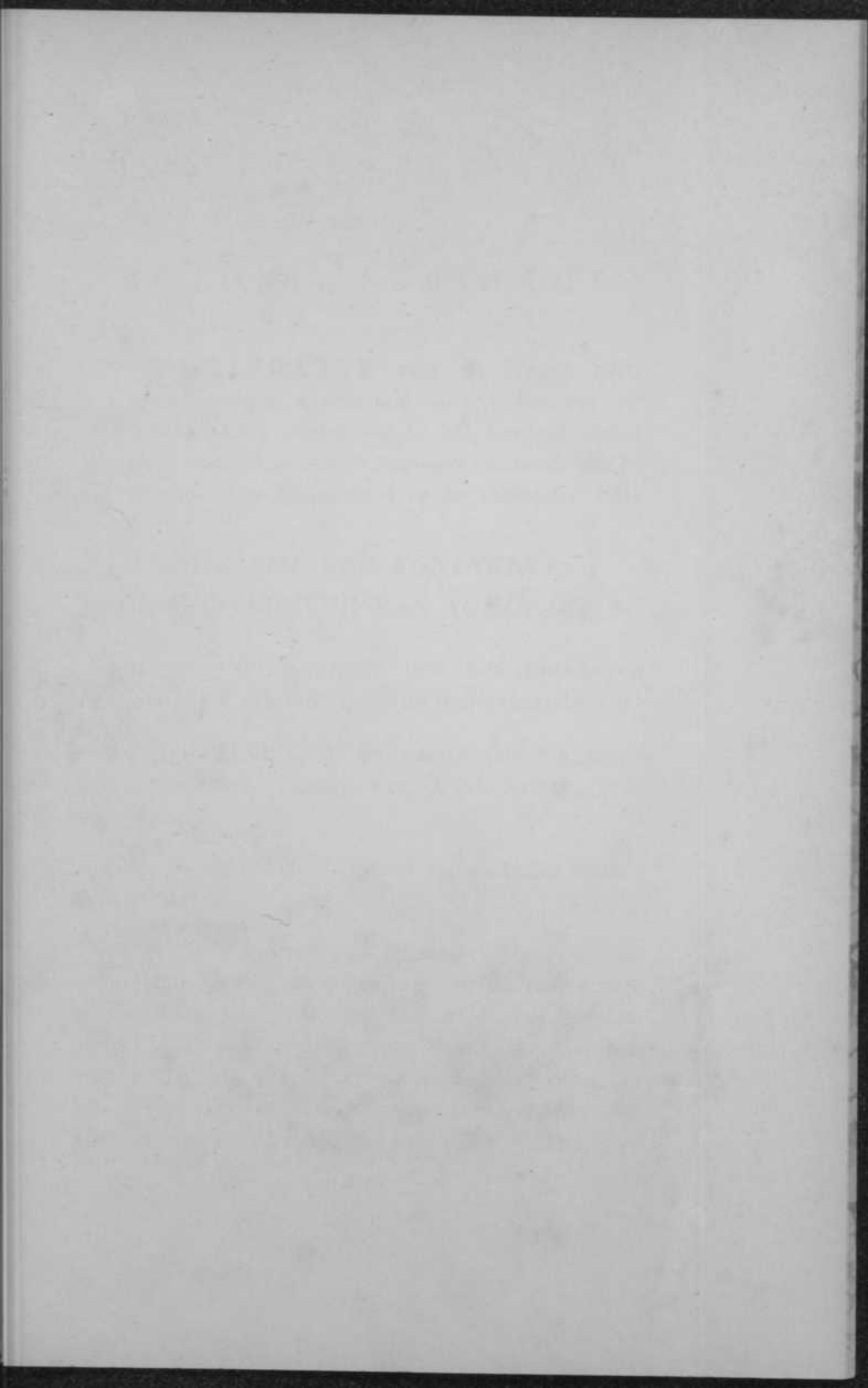
De Gouvernements-Secretaris,

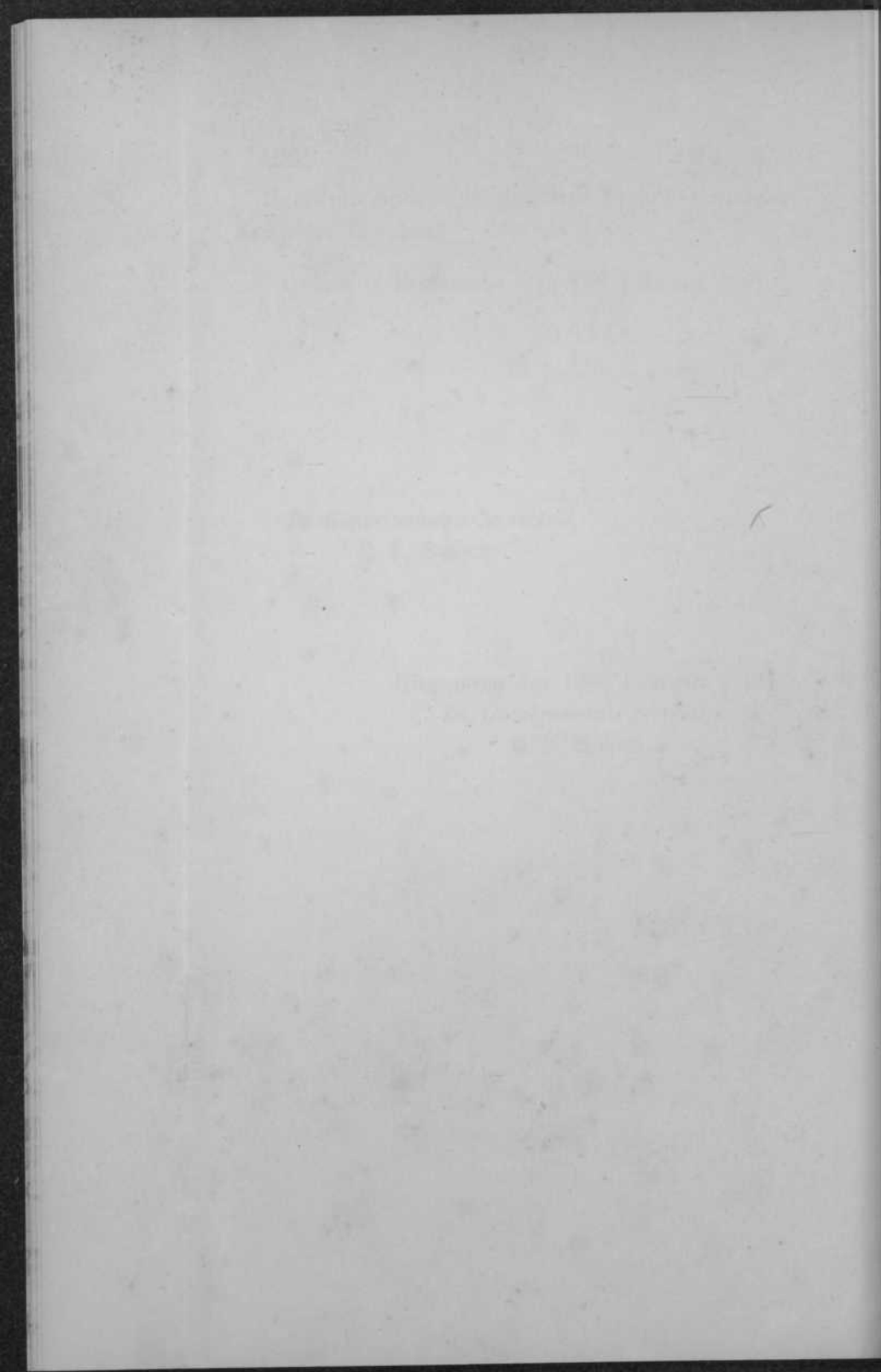
C. F. SCHOCH.

Uitgegeven den 12^{den} Februari 1901.

De Gouvernements-Secretaris,

C. F. SCHOCH.





1901.

No. 4.

G O U V E R N E M E N T S B L A D

VAN DE

K O L O N I E S U R I N A M E.

PUBLICATIE van 4 Maart 1901,
*waarbij wordt afgekondigd de wet van den 2den
Februari 1901 (Staatsblad No. 52), houdende definitieve
vaststelling van de koloniale huishoudelijke be-
grooting van Suriname voor het dienstjaar 1901.*

IN NAAM DER KONINGIN!

DE GOUVERNEUR VAN *SURINAME*,

Van wege de Koningin den last ontvangen
hebbende tot afkondiging van onderstaande wet :

WIJ WILHELMINA, BIJ DE GRATIE GODS, KONINGIN
DER NEDERLANDEN, PRINSES VAN ORANJE-NASSAU, ENZ.,
ENZ., ENZ.

Allen, die deze zullen zien of hooren lezen, saluut !
doen te weten :

Alzoo Wij in overweging genomen hebben, dat de
koloniale huishoudelijke begrooting van *Suriname* voor
het dienstjaar 1901 definitief behoort te worden vast-
gesteld bij de wet, omdat de omstandigheid zich voordoet,
voorzien bij art. 112, sub 1^o, van het Reglement op
het beleid der Regeering in de kolonie *Suriname*,
vastgesteld bij de wet van 31 Mei 1865 (*Staatsblad* n^o. 55) ;

1901.

No. 4.

Zoo is het, dat Wij, den Raad van State gehoord, en met gemeen overleg der Staten-Generaal, hebben goedgevonden en verstaan, gelijk Wij goedvinden en verstaan bij deze :

ARTIKEL I.

De koloniale huishoudelijke begrooting van *Suriname* voor het dienstjaar 1901 wordt, voor zooveel de uitgaven betreft, definitief vastgesteld als volgt :

Iste AFDEELING.

Gouvernements-Secretarie, Koloniale Staten en algemeene dienst.

Gouvernements-secre-
tarie en algemeene dienst.

Art. 1. Traktementen of verloftraktementen en toelagen van den gouvernements-secretaris en de verdere ambtenaren en bedienden en toelagen aan de ambtenaren van den burgerlijken stand belast met het voltrekken van huwelijken f 31647,50

Art. 2. Meubilair, bureelbehoefden, bindloon, abonnement op couranten en andere uitgaven ten behoeve van de gouvernements-secretarie, van den burgerlijken stand en van den raad van bestuur, kosten van vergaderingen van gouvernements - commissiën, reis- en teerkosten van den ijker en onderhoud van ge-

reedschappen voor het ijkwezen, alsmede boek- en drukwerken, frankeergelden, advertentiekosten, telegrammen, schrijffloonen en andere uitgaven voor den algemeenen dienst f 15500,00

Art. 3. Traktement of verloftraktement en toelage voor de bewaking en het schoonmaken van het gebouw voor de Koloniale Staten en van de daarin en op het erf gevestigde bureelen 625,00

Koloniale Staten.

Art. 4. Traktementen of verloftraktementen van den griffier, den commies ter griffie, den surnumerair, alsmede den huisbewaarder en bode 7000,00

Art. 5. Bureel-, lokaal- en andere huishoudelijke behoeften, drukwerken en aankoop van boeken 4400,00

Districts-bestuur.

Art. 6. Traktementen of verloftraktementen en fouragegeld van de districts-commissarissen, secretarissen en klerken, en abonnement voor bureelkosten van commissarissen en burgerkapiteins, alsmede toelage voor huisvesting, benevens meubilair aan ieder der districts-commissarissen, ten behoeve van hunne bureelen en van de zittingplaatsen der rechters 57800,00

Art. 7. Loon en kleeding

1901.

No. 4.

der roeiers van de vaartui-
gen ten dienste van de dis-
tricts-commissarissen f 900,00

**Toezielt op de Bosch-
negers en Indianen.**

Art. 8. Traktementen van
de opperhoofden van de Bosch-
negers en Indianen, toelage aan
den vertegenwoordiger van het
opperhoofd van den stam der
Aucaners, alsmede toelage en
reiskosten voor den burger-
officier in Boven-Saramacca. 2600,00

Art. 9. Transportkosten,
loonen en geschenken ter ver-
gelding van kleine diensten en
begraveniskosten van Bosch-
negers en Indianen 2100,00

**Transportkosten van
ambtenaren en gepen-
sionneerden.**

Art. 10. Uit- en terugzen-
ding van burgerlijke ambtena-
ren, benevens transport van
met verlof gaande of van ver-
lof terugkeerende en gepen-
sionneerde ambtenaren met
hunne gezinnen 20000,00

Art. 11. Vergoeding wegens
reis- en verblijfkosten in Ne-
derland tot het ondergaan van
een geneeskundig onderzoek
door aan den dienst in Suri-
name verbonden of daarvoor
bestemd personeel 100,00

Art. 12. Reis- en teerkos-
ten, alsmede verhuizingskos-
ten en rijtuighuren binnen de

1901.

No. 4.

kolonie van ambtenaren, beambten en andere personen in kolonialen dienst, voor zoover daartoe geen afzonderlijke gelden bij andere artikelen der begrooting zijn toegestaan.. f 4000,00

Volksfeesten.

Art. 13. Uitgaven ter viering van den verjaardag van Hare Majesteit de Koningin.. 1250,00

Subsidie aan eene militaire sociëteit.

Art. 14. Subsidie aan eene militaire sociëteit of dergelijke inrichting buiten de kazerne..... 2000,00

f 14992,50

IIde AFDEELING.

Justitie en Politie.

Hof van Justitie en parket van den Procureur-Generaal.

Art. 15. Traktementen of verloftraktementen en toelagen van den president, de leden, den procureur-generaal, den advocaat-generaal, den griffier, den substituut-griffier, en de verdere ambtenaren en surnumerairs of geëmployeerden ter griffie en op het parket, alsmede den boden van het hof van justitie f 67747,50

Art. 16. Meubilair, bureelkosten en andere huishoude-

1901.

No. 4.

lijke uitgaven voor het hof van
justitie en het parket van den
procureur-generaal f 2770,00

**Kantongerecht te Para-
maribo en rechterlijke
macht in de districten.**

Art. 17. Traktementen of
verloftraktementen van den
kantonrechter te Paramaribo,
den griffier, de ambtenaren en
de geëmployeerden ter griffie
van het kantongerecht te Para-
maribo, van de kantonrech-
ters van Nickerie en Coronie
en hunne griffiers en van de
ommevarende rechters en hun-
ne griffiers 40200,00

Art. 18. Meubilair voor het
kantongerecht te Paramaribo
en abonnement voor den grif-
fier voor bureelkosten en an-
dere huishoudelijke uitgaven,
alsmede toelagen voor bu-
reelkosten aan den griffier
en aan de ambtenaren van het
openbaar ministerie bij de
kantongerechten in Nickerie
en in Coronie en aan de grif-
fiers van de ommevarende rech-
ters, benevens abonnement
voor reiskosten 1680,00

Art. 19. Huisvesting van
ambtenaren bij de rechterlijke
macht 2730,00

Gevangeniszen.

Art. 20. Bewaking van
veroordeelden en gedetineer-
den en toelage aan den per-

soon belast met de zorg voor het opslaan en de geregelde verzending der goederen voor de gestraften in de districten en abonnement voor reiskosten, schrijfbehoeften en schrijfloonen voor de commissiën van administratie f 14062,00

Art. 21. Voeding, kleeding, ligging, bewassching, geneesen heekkundige verpleging en verschillende andere uitgaven voor gedetineerden en veroordeelden, alsmede gereedschappen, werktuigen, verlichting en andere huishoudelijke behoeften van de gevangenen en arresthuizen 27500,00

Rechterlijke Politie.

Art. 22. Traktementen of verloftraktementen van het politiepersoneel, toelagen voor bovenkleeding en schoei, vergoeding van tekort op de algemeene kleedingrekening der politie en toelage aan den persoon belast met de zorg voor het opslaan, het verzenden en het verrekenen der goederen voor de beambten van politie, gestationneerd in de goudvelden en andere afgelegene plaatsen... .. 151240,00

Art. 23. Andere uitgaven ten dienste van de politie en huur van politiestations.... 26912,50

Art. 24. Kosten van uitlevering en uitzetting..... 3800,00

1901.

No. 4.

Art. 25. Toezicht op het
terrein tusschen de Lawa en
de Tapanahony f 1605 00

Art. 26. Toelagen aan de
wijkmeesters te Paramaribo. 625.00

Algemeene kosten.

Art. 27. Toelage aan den
landspraktizijn 1500,00

Art. 28. Vervolgingen en
procedures, waarvan de kos-
ten geheel of gedeeltelijk ten
laste van de koloniale kas
komen 12000,00

————— f 354372,00

IIIde AFDEELING.

Schutterij te Paramaribo.

Art. 29. Traktementen en
toelagen van den kapitein-
kwartiermeester, den chirur-
gijn-majoor, den auditeur, den
kapelmeester en van het ver-
dere personeel der schutterij
te Paramaribo f 3350,00

Art. 30. Aankoop van four-
nitures, maakloon van unifor-
men, kosten der muziek en
der schietoefeningen, alsmede
schrijfbehoeften en diverse be-
noodigdheden 3400,00

————— f 6750,00

IVde AFDEELING.

**Administratie van
Financiën.**

**Centrale administratie
en domeinen.**

Art. 31. Traktementen

of verloftraktementen, toelagen en daggelden van den administrateur van financiën, de ambtenaren en bedienden van zijn bureel, van den gouvernements-landmeter en verdere ambtenaren op het bureel der domeinen f 29832,50

Art. 32. Toelagen voor het houden van toezicht op in pachten kosteloos gebruik uitgegeven perceelen land en op de gouvernements stalweiden 2640,00

Art. 33. Voorschotten aan kleine landbouwers (Creolen) 5000,00

Art. 34. Traktementen of verloftraktementen, toelagen en daggelden van den controleur der belastingen, den kolonialen ontvanger en betaalmeester en de verdere ambtenaren van 's lands middelen 90028,75

Art. 35. Huur van woningen van ambtenaren der belastingen bij de stijlerijen en toelagen voor huishuur aan de ambtenaren der belastingen in Nickerie 3400,00

Art. 36. Tafelgelden, victualie en andere kosten van het personeel aan boord van het zeilvaartuig voor het toezicht op den in- en uitvoerte water 1906,75

Art. 37. Uitgaven voor den dienst der accijnzen, de invoerrechten en de goudbelasting, onderhoud en vernieuwing van werktuigen, gereedschappen,

balansen, maten en gewichten, hondepenningen, licht en andere behoeften voor den dienst der belastingen, onderhoud van en materialen voor het vaartuig voor het toezicht te water, mitsgaders aandeelen van ambtenaren en anderen in ontvangen boeten, alsmede kosten van vervolging en proceskosten in zake belastingen en inkomsten van onderscheiden aard f 4200,00

Art. 38. Toelagen voor den secretaris der commissie voor de inkomstenbelastingen abonnement voor schrijfbepoeften en schrijfloonen, en voor den scriba der commissie tot de patenten 700,00

Posterij, telefoon en telegraaf.

Art. 39. Traktementen of verloftraktementen en toelagen van het personeel bij de posterij 9682,50

Art. 40. Uitkeering aan de Nederlandsche postadministratie van het aandeel van Suriname in de kosten wegens het vervoer van brieven en pakketten, alsmede voor de uit Suriname verzonden en in Nederland en andere landen betaald wordende postwissels, betalingen aan de naburige koloniën en Staten wegens de stuksgewijze van Suriname verzonden correspondentie enz. aan het

Internationaal Bureel der Algemeene Postvereeniging te Bern, en kosten van den binnenlandschen postdienst.... f 7400,00

Art. 41. Toelage voor den ambtenaar belast met het beheer over het telefoonwezen en voor het verder personeel bij het telefoonwezen werkzaam 4259,50

Art. 42. Onderhoud van de telefoon, aanschaffing van reserve materieel, vernieuwing van telefoonpalen, kosten van aanschaffing van materieel voor het maken van aansluitingen voor particulieren aan gouvernements-telefoonlijnen, welke kosten worden terugbetaald, en meubilair en bureelbehoefte 3500,00

Art. 43. Subsidie voor de telegraphische verbinding der kolonie met de naburige koloniën en Staten en met Europa. 24000,00

Hypotheekkantoor.

Art. 44. Traktementen of verloftraktementen van den hypotheekbewaarder en de ambtenaren van zijn kantoor. 7520,00

Art. 45. Meubilair, bureelbehoefte en andere uitgaven voor het hypotheekkantoor. 500,00

Algemeene kosten.

Art. 46. Meubilair, schrijfbehoefte, papier en bindloon, abonnement op couranten, briefporten, drukkosten en an-

1901.

No. 4.

dere uitgaven voor het bureau van den administrateur van financiën, voor het bureau der domeinen, voordens controleur der belastingen, voor de kantoren der ontvangers en voor de kantoren der post-
terij f 9850,00

Art. 47. Reis- en teer-
kosten 2000,00

Rente en aflossing van leeningen.

Art. 48. Rente en aflossing van de geldleening van 1874 tot bevordering van de immigratie, ten laste der kolonie Suriname, benevens kosten daarop vallende 42600,00

Art. 49. Renten en aflossing van de geldleening van 1895 ten behoeve van het Immigratiefonds van de kolonie Suriname, benevens kosten vallende op de uitgifte, loting, enz. 30670,00

Art. 50. Renten en aflossing van de geldleening ten behoeve der buitengewone productieve werken, benevens kosten vallende op de uitgifte, loting, enz. 27910,00

————— f 307600,00

Vde AFDEELING.

Immigratie en kolonisatie.

Immigratie-departement.

Art. 51. Traktementen of verloftraktementen en toela-

gen van het personeel bij het departement in de kolonie . f 28685,00

Art. 52. Toelagen aan tolken voor huisvesting..... 1260,00

Art. 53. Reis- en teerkosten van de ambtenaren bij het departement in de kolonie 500,00

Art. 54. Meubilair, kantoor- en schrijfbehoeften, bindloon, drukkosten, abonnement op couranten, briefport, telegrammen en andere uitgaven voor het departement in de kolonie, mitsgaders kosten van schoonmaken en verlichting en andere huishoudelijke kosten van het koeliedepôt te Paramaribo..... 1440,00

Kolonisatie.

Art. 55. Voorschotten aan kolonisten..... 7000,00

Art. 56. Terugvoerkosten van gewezen immigranten aan wie domeingrond is afgestaan. 1500,00

Art. 57. Premiën aan gewezen immigranten aan wie domeingrond is afgestaan en die afzien van het recht op vrije terugreis..... 4000,00

Art. 58. Premiën uit te loven op de in 1901 te houden tentoonstelling van landbouw en veeteelt..... 1500,00

Art. 59. Kosten van de in 1901 te houden tentoonstelling van landbouw en veeteelt 3000,00

f 48885,00

1901.

No. 4.

Vide AFDEELING.

Eeredienst, onderwijs, armenzorg en burgerlijke geneeskundige dienst.**Eeredienst.**

Art. 60. Traktementen of verloftraktementen en toelagen voor huishuur van de predikanten der Hervormde en Luthersche gemeenten te Paramaribo, van den predikant te Nickerie, van de geestelijken der Roomsche-Katholieke gemeente en van twee godsdienstleraars der Nederlandschen Nederlandsch-Portugeesch Israëlitische gemeenten f 40300,00

Art. 61. Subsidiën voor den eeredienst..... 7000,00

Onderwijs.

Art. 62. Traktementen of verloftraktementen en toelagen van den inspecteur voor het onderwijs en van diens klerk, alsmede den bode, en abonnement voor den secretaris der commissie van onderwijs voor bureelbehoeften en schrijffloos 7700,00

Art. 63. Meubilair, bureelbehoeften, drukkosten, reis- en teerkosten van den inspecteur voor het onderwijs en kosten van examens 1700,00

Art. 64. Traktementen of verloftraktementen en toe-

lagen van onderwijzers en onderwijzeressen en verder bij de scholen werkzaam personeel f 122198,75

Art. 65. Huur van gebouwen of lokalen, schoolmeubelen en schoolbehoeften.... 10500,00

Art. 66. Subsidiën voor het onderwijs..... 54100,00

Art. 67. Traktement van den custos van het koloniaal museum en van de bibliotheek 480,00

Art. 68. Kosten van wetenschappelijke verzamelingen en inrichtingen 10028,00

Art. 69. Subsidiën voor onderzoekingsreizen..... 21300,00

Armenzorg.

Art. 70. Traktementen of verloftraktementen en dag-gelden van het personeel en abonnement aan de commissie van regenten van het gesticht Boniface 4452,00

Art. 71. Uitgaven ten behoeve der ouden, gebrekkigen en onvermogenen binnen en buiten het gesticht Boniface 20700,00

Art. 72. Subsidie aan kerkgenootschappen voor weezen, verpleging en alimentatie van weezen van immigranten ... 34800,00

Burgerlijke geneeskundige dienst.

Art. 73. Traktementen of verloftraktementen en toe-

lagen van den geneeskundigen inspecteur en van diens klerk, van de geneeskundigen belast met de stadsarmenpraktijk en van den secretaris en den bode van de geneeskundige commissie, van officieren van gezondheid en apothekers in het militair hospitaal, van geadmitteerde vroedvrouwen en van den veearts..... f 16380,00

Art. 74. Toelagen aan de leeraren aan de school tot opleiding van jongelieden tot districts-geneesheer 6800,00

Art. 75. Behoeften voor de school tot opleiding van jongelieden tot districts-geneesheer 800,00

Art. 76. Personeel van het abattoir 1220,00

Art. 77. Onderhoud van het abattoir, brandstoffen, enz. en bureelbehoeften 660,00

Art 78. Kosten verbonden aan de keuring van levensmiddelen, enz. op de venduën, kosten ter verkrijging van animale koepokstof en kosten van quarantaine-maatregelen 1050,00

Art. 79. Meubilair, bureelbehoeften, drukkosten en reizen teerkosten van den geneeskundigen inspecteur en kosten van examens 1550,00

Art 80. Traktementen of verloftraktementen en toelagen van, alsmede huuren toe-

lagen voor huishuur aan districtsgeneesheeren en toelagen aan officieren van gezondheid, die bij het uitoefenen van den burgerlijken geneeskundigen dienst behulpzaam zijn f 45400,00

Art. 81. Vergoeding voor het gebruik van vaartuigen, fouragegelden en restitutie van uitgaven voor de bemanning der vaartuigen van de districts-geneesheeren 9915,00

Art. 82. Kosten van verpleging en geneesmiddelen, enz. van burgerlijke personen in en buiten het militair hospitaal en in de districten en in de yaws-inrichting op station Groningen (Saramacca) . . 55000,00

Art. 83. Geneeskundige behandeling van en opzicht over de krankzinnigen 14382,50

Art. 84. Onderhoud der krankzinnigen 13000,00

Art. 85. Kosten van kantoorbehoefden, aankoop van boeken en reparatie van instrumenten ten behoeve van de inrichting ter verpleging van krankzinnigen 150,00

Inrichting voor melaatschen op Chatillon.

Art. 86. Traktementen of verloftraktementen, abonnement en daggelden van den directeur-geneesheer, den onder-directeur, den ziekenoppasser en verder personeel.. 11097,75

Art. 87. Uitgaven ten behoeve der verpleegden en verder personeel, alsmede kosten verbonden aan de keuring van levensmiddelen en voor het toezicht op de verzending daarvan f 37775,00

Art. 88. Subsidie aan inrichtingen tot isoleering en verpleging van lepralijders.. 4000,00

Begravenissen en kerkhoven.

Art. 89. Traktement van den bedienaar der begravenissen..... 300,00

Art. 90. Onderhoud der begraafplaatsen, draagbaren, kleeden, gereedschappen en andere behoeften, alsmede begravenissen van onvermogen- den 6500,00

f 561239,00

VIIde AFDEELING.

Bouwdepartement.

Het departement.

Art. 91. Traktementen of verloftraktementen van den chef van het bouwdepartement, van de ambtenaren van zijn bureel, alsmede daggeld van den bode f 17165,00

Art. 92. Meubilair, bureelbehoefte, drukkosten en reisen teerkosten..... 1050,00

Landsgebouwen en publieke werken.

Art. 93. Onderhoud van de landsgebouwen met hun toebehooren, onderhoud en vernieuwing van de voer- en werktuigen en gereedschappen	f 82800,00
Art. 94. Bezoldiging van den molenbaas, den machinist en het verder personeel van den baggermolen	10000,00
Art. 95. Onderhoud van den baggermolen, scheepsbehoeften, en steenkolen en werkpremiën	5716,00
Art. 96. Onderhoud van land- en waterwegen en daarmee in verband staande werken te Paramaribo en in de districten, benevens kosten van besproeiing van de straten en wegen van Paramaribo in den drogen tijd	53500,00
Art. 97. Onderhoud en aanleg van centrale vestigingsplaatsen en andere vestigingen van kleine landbouwers.	23000,00
Art. 98. Kosten van de openbare verlichting te Paramaribo	9200,00
Art. 99. Onderhoud van fortificatiën	Memorie.
Art. 100. Nieuwe werken	6000,00
Art. 101. Uitgaven voor buitengewone productieve werken	258494,81 ⁵
	f 467525,81 ⁵

VIIIste AFDEELING.

**Koloniale vaartui-
gen, betonning, beba-
kening, seinwezen en
brandweer.****Algemeen beheer.**

Art. 102. Traktementen of
verloftraktementen en toela-
gen van den beheerder en
diens klerk, van den hoofd-
machinist der koloniale vaar-
tuigen en van beampten in
algemeenen dienst..... f 10980,00

Art. 103. Meubilair, bureel-
kosten, drukkosten, briefporten
en andere kleine uitgaven, be-
nevens kosten voor het visee-
ren van de gezondheidspassen
der mailvaartuigen 8478,00

**Onderhoud, aanschaf-
fing en vernieuwing van
het materieel der koloni-
ale vaartuigen, alsmede
steenkolen voor de stoom-
vaart en de smederij.**

Art. 104. Materialen, ar-
beidsloozen, werktuigen, ge-
reedschappen, en verdere uit-
gaven voor gewoon en buiten-
gewoon onderhoud van het ma-
terieel der koloniale vaartui-
gen, aanschaffing en vernieu-
wing van kleine vaartuigen
alsmede steenkolen..... 156250,00

Art. 105. Aanschaffing
van een stoomschip 200000,00

Art. 106. Huur en sub-
sidie van vaartuigen ten be-

1901.

No. 4.

hoeve van den rivier- en
zeedienst en voor reizen van
hoofdamptenaren en commis-
siën f 10300,00

**Personeel der koloniale
vaartuigen.**

Art. 107. Traktementen
of verloftraktementen, gages,
toelagen en tafelgelden van
de gezagvoerders en het ver-
der personeel der koloniale
vaartuigen 101587,00

Art. 108. Loon van naar
behoefte aan te huren beman-
ning 1200,00

Art. 109. Victualie voor de
equipages en voor den waker
van het terrein 36618,60

Art. 110. Vergoeding van
tekort op de algemeene klee-
dingrekening van het perso-
neel der koloniale vaartuigen
Memorie.

Art. 111. Cursus bij het
departement der koloniale
vaartuigen tot opleiding van
machinist-leerlingen 1600,00

Betonning en bebakening.

Art. 112. Traktement en
gages van het personeel van
het lichtschip en van het ge-
leidelicht aan den mond van
de Suriname en toelage aan het
personeel van den vuurtoren
aan de Marowijne 3760,00

Art. 113. Victualie, licht en
andere benodigdheden voor de
equipage van het lichtschip

1901.

en het licht aan den mond
van de Suriname, benevens
transport van levensmiddelen
voor het personeel van den
vuurtoren aan de Marowijne. f 2323,00

Art. 114. Onderhoud van
het lichtschip en voor olie, enz.
voor de lichttoestellen en voor
het havenvuur aan den mond
van de Nickerie, voor het licht
aan den mond van de Suriname
en voor den vuurtoren aan de
Marowijne, mitsgaders aan-
koop en onderhoud van
kettingen, ankers en tonne-
boeien 3050,00

Seinwezen.

Art. 115. Toelage aan den
seinwachter 91,25

Art. 116. Vlaggen en an-
dere benodigdheden van het
seinwezen 200,00

Brandweer.

Art. 117. Traktementen en
toelagen van het personeel
der brandweer 5720,00

Art. 118. Materieel van de
brandweer 1800,00

 f 543957,85
IXde AFDEELING.**Pensioenen, wacht-
geld, onderstanden
en toelagen.**

Art. 119. Pensioenen van
burgerlijke landsdienaren .. 118869,00

1901.

No. 4.

Art. 120. Pensioenen van weduwen en kinderen van overleden burgerlijke lands- dienaren	f 93842,09 ^s
Art. 121. Wachtgelden ..	700,00
Art. 122. Onderstanden ..	1455,00
Art. 123. Toelage aan een broeder der orde van den Nederlandschen Leeuw.....	200,00
	f 215066,09 ^s

Xde AFDEELING.

Onvoorziene uitgaven.

Art. 124. Onvoorziene uit- gaven.....	56000,00
	f 2705318,26

*Twee millioen zevenhonderd vijf duizend driehonderd
achtien gulden, zes en twintig cent.*

ARTIKEL II.

Wanneer het bedrag, uitgetrokken bij een der artikelen 2, 5, 7, 9, 10, 11, 12, 16, 18, 21, 23, 24, 25, 28, 30, 33, 35, 36, 37, 40, 42, 45, 46, 47, 48, 49, 50, 52, 53, 54, 55, 56, 57, 59, 63, 65, 68, 71, 72, 75, 77, 78, 79, 81, 82, 84, 85, 87, 88, 90, 92, 93, 95, 96, 97, 98, 100, 103, 104, 105, 106, 108, 109, 111, 113, 114, 116, 118, 119, 120, 121 en 122 van de bij deze wet vastgestelde begrooting ontoereikend wordt bevonden, kan het, evenals de posten bij artikelen 99 en

1901.

No. 4.

110 voor *Memorie* uitgetrokken, door overschrijving uit *artikel* 124 dier begrooting worden aangevuld.

Uit dat artikel (onvoorziene uitgaven) worden de toelagen voor de waarneming van tijdelijk opengevallen betrekkingen betaald, voor zoover het niet mogelijk is die aan te wijzen op de artikelen waarin de traktementen voor die betrekkingen zijn omschreven.

ARTIKEL III.

Op *artikel* 124 van de bij deze wet vastgestelde begrooting worden aangewezen de tot het dienstjaar 1901 behorende uitgaven, die hare omschrijving niet vinden in een der andere artikelen van die begrooting.

Die uitgaven worden, voor elke soort afzonderlijk, in rekening gebracht en omschreven, en moeten dienen ter voorziening in behoeften, die in den loop van het dienstjaar onverwacht opkomen.

ARTIKEL IV.

Ter goedmaking van de uitgaven, begrepen in de koloniale huishoudelijke begrooting van *Suriname* voor het dienstjaar 1901, worden over dat jaar gebezigd de na te noemen middelen en inkomsten, te weten :

A. Directe en indirecte belastingen.

- a. inkomstenbelasting ;
- b. patentrecht ;
- c. belasting op de huurwaarde van huizen te Paramaribo en op die van huizen, gebouwen en erven te Nieuw-Nickerie ;

- d.* paardengeld ;
- e.* accijns op het binnenlandsch gedistilleerd ;
- f.* invoerrechten ;
- g.* belasting op goud ;
- h.* weeg-, rooi- en bergloonen en entrepôt-rechten ;
- i.* zegelrechten ;
- k.* geneeskundige belasting ;
- l.* successie- en overgangsrechten ;
- m.* begrafenisrechten ;
- n.* recht op verlotingen ;
- o.* opbrengst van de gouvernementsschool voor uitgebreid lager onderwijs ;
- p.* opbrengst van de tweede gouvernementsschool voor uitgebreid lager onderwijs (van Sypsteijnschool) ;
- q.* hondenbelasting .

B. Inkomsten van onderscheiden aard.

- a.* passagegelden ;
- b.* opbrengst der posterij ;
- c.* opbrengst van de telephoon ;
- d.* opbrengst van het abattoir ;
- e.* opbrengst van huren, erfpachten, verkooping van domeinen en afkoop van zakelijke rechten ;
- f.* concessierecht tot het ontginnen van balata op domeingrond ;
- g.* concessierecht tot het ontginnen van delfstoffen op domeingrond ;
- h.* landtaxen of akkergelden ;
- i.* inhoudingen (korting en storting) voor pensioen ;
- k.* renten van de kapitalen afkomstig van het opgeheven West-Indisch pensioenfonds ;

- l.* terugbetaling van voorschotten;
- m.* restitutie van kosten van materieel, enz. bij het tot stand brengen van aansluitingen van particulieren aan gouvernements telefoonlijnen;
- n.* boeten, opbrengst van verbeurdverklaringen en terugbetaling van voorloopig betaalde justitie- en proceskosten;
- o.* griffierechten, te verantwoorden aan de koloniale kas;
- p.* salarissen van den hypotheekbewaarder, te verantwoorden aan de koloniale kas;
- q.* leges, te heffen ter gouvernements-secretarie;
- r.* ontvangsten van den secretaris der geneeskundige commissie;
- s.* justearloonen van den ijker;
- t.* opbrengst van scheepvaart-formulieren;
- u.* restitutie der kosten voor het gebruik en het verhuren van gereedschappen, werktuigen en verbruikte materialen van het departement der koloniale vaartuigen ten behoeve van anderen, particulieren, mitsgaders ontvangen gelden wegens verkochte materialen en steenkolen en voor toegangskaartjes tot den kolonialen afvaartsteiger;
- v.* sleeploon van vaartuigen door de stoomschepen van het departement der koloniale vaartuigen;
- w.* de helft van het werkloon der gevangenen;
- x.* agio op verkochte gouvernementswissels;
- ij.* eindtaxes van de Compagnie française des cables télégraphiques;
- z.* opbrengst van port d'armes;
- aa.* opbrengst van marktvergunningen;

1901.

No. 4.

- bb.* aandeel der eigenaren van plantages in het district Beneden-Commewijne in de kosten van onderhoud van den rijweg van fort Nieuw-Amsterdam naar Spieringshoek ;
- cc.* ophrengst van de leening voor productieve werken ;
- dd.* realiseering, ten behoeve van de productieve werken, van het overschot van de op de Grootboeken van de Nederlandsche Werkelijke Schuld uitgezette kapitalen afkomstig van het opgeheven West-Indische pensioenfonds ;
- ee.* overschrijving van een bedrag van f 30944,81⁵ in 1899 door leening ontvangen, doch niet besteed voor productieve werken ;
- ff.* verschillende ontvangsten.

C. Bijdrage uit 's Rijks schatkist tot aanvulling van de koloniale geldmiddelen.

Lasten en bevelen, dat deze in het *Staatsblad* zal worden geplaatst, en dat alle Ministerieele Departementen, Autoriteiten, Colleges en Ambtenaren, wie zulks aangaat, aan de nauwkeurige uitvoering de hand zullen houden.

Gegeven te 's Gravenhage, den 2 Februari 1901.

(get.) WILHELMINA.

De Minister van Koloniën,

(get.) CREMER.

Voor eensluidend afschrift,
De Secretaris-Generaal
bij het Departement van Koloniën,
 A. E. ELIAS.

1901.

No. 4.

Heeft de opneming daarvan in het *Gouvernementsblad* bevolen.

Gedaan te Paramaribo, den 4^{den} Maart 1901.

TONCKENS.

De Gouvernements-Secretaris,

C. F. SCHUCH.

Uitgegeven den 4^{den} Maart 1901.

De Gouvernements-Secretaris,

C. F. SCHUCH.

1901.

No. 4.

**Raming der middelen en inkomsten van de
kolonie Suriname, dienst 1901.**

MIDDELEN EN INKOMSTEN.		Gesamd bedrag.
A.	Directe en indirecte belastingen.	
a.	Inkomstenbelasting	f 62000,—
b.	Patentrecht	» 24000,—
c.	Belasting op de huurwaarde van huizen te Paramaribo en op die van huizen, gebouwen en erven te Nieuw-Nickerie.....	» 38500,—
d.	Paardengeld	» 1200,—
e.	Accijns op het binnenlandsch gedistilleerd	» 200000,—
f.	Invoerrechten	» 1100000,—
g.	Belasting op goud.....	» 63000,—
h.	Weeg-, rooi- en bergloon en entrepôt-rechten	» 8000,—
i.	Zegelrechten	» 48000,—
k.	Geneeskundige belasting	» 50000,—
l.	Successie- en overgangsrechten	» 10000,—
m.	Begravenisrechten	» 1700,—
n.	Recht op verlotingen	» 100,—
o.	Opbrengst van de gouvernementsschool voor uitgebreid lager onderwijs	» 27000,—
p.	Opbrengst van de tweede gouver- nementsschool voor uitgebreid lager onderwijs (van Sypesteijn- school).....	» 1600,—
q.	Hondenbelasting	» 2500,—
B.	Inkomsten van onderscheiden aard.	
a.	Passagegelden	» 90600,—
b.	Opbrengst der posten	» 32000,—
c.	Opbrengst van de telefoon ...	» 6500,—
d.	Opbrengst van het abattoir	» 3900,—
e.	Opbrengst van huren, erfpachten, verkoopingen van domeinen en afkoop van zakelijke rechten	23000,—

MIDDELEN EN INKOMSTEN.		Geraamd bedrag.
<i>f.</i>	Concessierecht tot het ontginnen van balata op domeingrond .	f 10000,—
<i>g.</i>	Concessierecht tot het ontginnen van delfstoffen op domeingrond .	» 110000,—
<i>h.</i>	Landtaxen of akkergelden	» 10000,—
<i>i.</i>	Inhoudingen (kortingen storting) voor pensioen	» 87000,—
<i>k.</i>	Renten van de kapitalen afkomstig van het opgeheven West-Indisch pensioenfonds	» 410,—
<i>l.</i>	Terugbetaling van voorschotten .	» 12000,—
<i>m.</i>	Restitutie van kosten van materieel, enz. bij het tot stand brengen van aansluitingen van particulieren aan gouvernements-telefoonlijnen	» 2000,—
<i>n.</i>	Boeten, opbrengst van verbeurdverklaringen en terugbetaling van voorloopig betaalde justitie- en proceskosten	» 9000,—
<i>o.</i>	Griffierechten, te verantwoorden aan de koloniale kas	» 1300,—
<i>p.</i>	Salarissen van den hypotheekbevaarder, te verantwoorden aan de koloniale kas	» 1800,—
<i>q.</i>	Leges, te heffen ter gouvernements-secretarie	» 4100,—
<i>r.</i>	Ontvangsten van den secretaris der Geneeskundige Commissie .	» 300,—
<i>s.</i>	Justeerloonen van den ijker . .	» 150,—
<i>t.</i>	Opbrengst van scheepvaart-formulieren	» 300,—
<i>u.</i>	Restitutie der kosten voor het gebruik en het verhuren van gereedschappen, werktuigen en verbruikte materialen van het departement der Koloniale vaar-	

MIDDELEN EN INKOMSTEN.		Geraamd bedrag.
	tuigen ten behoeve van anderen, mitsgaders ontvangen gelden wegens verkochte materialen en steenkolen en voor toegangskaartjes tot den kolonialen afvaartsteiger	f 4950,—
v.	Sleeploon van vaartuigen door de stoomschepen van het departement der koloniale vaartuigen ..	» 600,—
w.	De helft van het werkloon der gevangenen	» 200,—
x.	Agio op verkochte gouvernements-wissels	» 1000,—
ij.	Eindtaxes van de Compagnie française des cables télégraphiques ..	» 550,—
z.	Opbrengst van port d'armes	» 1800,—
aa.	Opbrengst van marktvergunningen ..	» 5800,—
bb.	Aandeel der eigenaren van plantages in het district Beneden Commewijne in de kosten van onderhoud van den rijweg van fort Nieuw-Amsterdam naar Spieringshoek	» 2000,—
cc.	Opbrengst van de leening voor productieve werken	» 94750,—
dd.	Realiseering ten behoeve van de productieve werken van het overschot van de op de Grootboeken van de Nederlandsche Werkelijke Schuld uitgezette kapitalen, afkomstig van het opgeheven West-Indisch pensioenfonds	» 132800,—
ee.	Overschrijving van een bedrag van f 30944,81 ⁵ , in 1890 door leening ontvangen doch niet besteed voor productieve werken ..	» 30944,81 ⁵

1901.

No. 4.

MIDDELEN EN INKOMSTEN.		Geraamd bedrag.
C.	//.	Verschillende ontvangsten f 7150,—
		bijdrage uit 's Rijks schatkist tot aan- vulling van de koloniale geld- middelen. „ 381413,44 ⁵
		<u>f 2705318,26</u>

1901.

Rekening van hooft
No. 5.
G O U V E R N E M E N T S B L A D

VAN DE

KOLONIE SURINAME.

VERORDENING van 5 Maart 1901,
*houdende bijzondere voorschriften tot voorkoming
en beteugeling van pest.*

IN NAAM DER KONINGIN!

DE GOUVERNEUR VAN SURINAME,

In overweging genomen hebbende: dat het noodzakelijk is bijzondere voorschriften vast te stellen tot voorkoming en beteugeling van pest;

Heeft, den Raad van Bestuur gehoord, na verkregen goedkeuring der Koloniale Staten,

En gelet op het tweede lid van art. 50 van het regeeringsreglement dezer kolonie,

vastgesteld onderstaande verordening:

§ 1.

Voorschriften betreffende pest in de kolonie.

Art. 1.

Tot voorziening tegen pest in de kolonie gelden de volgende voorschriften.

Art. 2.

Ieder geneesheer geeft, wanneer een geval van pest door hem wordt geconstateerd, daarvan onmiddellijk kennis te *Paramaribo* aan den Geneeskundigen-Inspecteur en in de districten aan den Districts-Commissaris.

Art. 3.

Wanneer de Geneeskundige-Inspecteur of een Districts-Commissaris bericht ontvangt van het voorkomen van een of meer gevallen van pest respectievelijk te *Paramaribo* of in zijn district doet hij daarvan onmiddellijk mededeeling aan den Gouverneur.

Deze mededeeling moet tevens vermelden de plaats of plaatsen waar en den datum, waarop zich het eerste geval of de eerste gevallen van pest hebben voorgedaan benevens het aantal zieken en sterfgevallen; bovendien of alleen personen, die van elders kwamen, door die ziekte zijn aangetast, dan wel of ook pest is waargenomen bij personen, die in den loop der tien laatste dagen niet afwezig zijn geweest.

Art. 4.

Na de eerste mededeeling, bedoeld bij art. 3, doet de Geneeskundige Inspecteur of de Districts-Commissaris ten minste eenmaal per week den Gouverneur rapporten toekomen behelzende: het aantal zieken en sterfgevallen, de mededeeling (indien niet in het eerste rapport geschied) wanneer het eerste geval of de eerste gevallen van pest zijn waargenomen bij personen, die in den loop der tien laatste dagen niet afwezig zijn geweest;

verder zoo volledig mogelijk de maatregelen, genomen om uitbreiding der ziekte tegen te gaan, alsmede de voorzorgsmaatregelen met betrekking tot geneeskundig onderzoek, afzondering en ontsmetting.

De Geneeskundige-Inspecteur of de Districts-Commissaris doet onmiddellijk mededeeling aan den Gouverneur wanneer gedurende tien dagen na het genezen of het overlijden van den laatsten pestlijder zich geen nieuw geval van pest heeft voorgedaan.

Art. 5.

De kolonie of eenig gedeelte daarvan wordt door den Gouverneur wegens pest besmet verklaard, wanneer de ziekte aldaar officieel is geconstateerd bij een of meer personen, die in den loop der tien laatste dagen niet afwezig zijn geweest.

Dezelfde verplichting rust mede op de Districts-Commissarissen van *Nickerie*, van *Coronie* en van *Marowijne* voor zooveel hun district betreft.

De besmetverklaring wordt door den Gouverneur of den Districts-Commissaris opgeheven, zoodra officieel is geconstateerd dat gedurende tien dagen na het genezen of het overlijden van den laatsten pestlijder zich geen nieuw geval van pest heeft voorgedaan.

De Districts-Commissarissen van *Nickerie*, van *Coronie* en van *Marowijne* geven van hunne besmetverklaringen en opheffingen daarvan onmiddellijk kennis aan den Gouverneur.

Alle besmetverklaringen en opheffingen daarvan worden door den Gouverneur, en de van hen uitgegane door

de Districts-Commissarissen ter kennis van het publiek gebracht.

Art. 6.

De Gouverneur geeft van de mededeelingen, bedoeld bij de artt. 3 en 4, alsmede van de besmetverklaringen en opheffingen daarvan, bedoeld bij art. 5, kennis aan de Consulaire vertegenwoordigers van vreemde Staten te *Paramaribo*.

Deze kennisgeving geschiedt eveneens, voor zooveel de pest in zijn district betreft, door den Districts-Commissaris van *Marcwijnje* zoo spoedig mogelijk aan het hoofd van het plaatselijk bestuur te *St. Laurent*.

Aan de bij de Sanitaire Conventie van *Venetië* betrokken Staten, die geen Consulaires vertegenwoordiger hebben te *Paramaribo* geschieden deze kennisgevingen door tusschenkomst van het Ministerie van Koloniën, waaraan de mededeeling bedoeld bij art. 3 en de besmetverklaringen en opheffingen daarvan bedoeld bij art. 5 telegraphisch, en de overige mededeelingen schriftelijk worden overgebracht.

Art. 7.

De door den Gouverneur voor te schrijven voorzorgsmaatregelen treden in werking van het oogenblik af dat een of meer gevallen van pest officieel zijn geconstateerd, en worden opgeheven zoodra officieel is geconstateerd dat gedurende tien dagen na het genezen of het overlijden van den laatsten pestlijder zich geen nieuw geval van pest heeft voorgedaan.

Gedurende den bovenbedoelden termijn kan de procureur-generaal besmette of van besmetting verdachte

voorwerpen doen ontsmetten of na voorafgaande onteigening doen vernietigen.

In het te nemen onteigeningsbesluit zullen de goederen, die onteigend moeten worden, met opneming van de namen der eigenaren worden opgenomen en melding worden gemaakt van de schriftelijke verklaring van den geneesheer, waaruit de noodzakelijkheid der onteigening blijkt.

De in het onteigeningsbesluit aangewezen goederen worden door de politie onmiddellijk in beslag genomen.

Tot de vernietiging zal niet worden overgegaan alvorens het bedrag der schadeloosstelling is vastgesteld en betaald of geconsigneerd.

De wijze waarop het bedrag van de schadeloosstelling, bij gebreke van minnelijke schikking wordt vastgesteld, wordt door den Gouverneur bepaald.

In de districten hebben de districts-commissarissen gelijke bevoegdheid als bij dit artikel aan den procureur-generaal is toegekend.

Art. 8.

Wanneer de kolonie of eenig gedeelte daarvan wegens pest is besmet verklaard mogen de hierna te noemen goederen noch van daar worden uitgevoerd, noch aldaar worden doorgevoerd of overgescheept, noch van daar in eenig ander deel van de kolonie worden ingevoerd :

- a. Lijfgoederen, oude en gedragen kleederen (reisbehoeften), tapijten, gedragen borduursels en gebruikt beddegoed.

Indien deze goederen worden vervoerd als bagage of tengevolge van verandering van woonplaats (als verhuisgoed), mogen zij worden uit- of doorgevoerd of overgescheept na te zijn ontsmet, overeenkomstig de door den Gouverneur vast te stellen regelen

Pakketten door soldaten en matrozen nagelaten en na hun overlijden naar hun vaderland teruggezonden, worden gelijkgesteld met de goederen genoemd onder *a*.

- b.* vodden en lompen, de vodden onder waterdruk samengeperst en als koopwaar in balen vervoerd daarvan niet uitgezonderd;
- c.* gebruikte zakken;
- d.* onbereide huiden, ongelooide en verse vellen, met inbegrip van huiden, die gezouten of met arsenicum behandeld zijn;
- e.* verse afval van dieren, horens, hoeven, haren ook van staarten en manen, ruwe zijde en wol;
- f.* menschenhaar.

De doorvoer of de overscheeping van de genoemde goederen wordt toegestaan, indien zij zoodanig verpakt zijn dat bij dien doorvoer of die overscheeping geen besmetting kan plaats vinden. De invoer uit een besmet verklaard gedeelte in eenig ander deel der kolonie wordt toegestaan indien ten genoegen van de hoogste autoriteit in dit deel wordt aangetoond dat zij op dezelfde wijze zijn doorgevoerd door of overgescheept in het besmet verklaarde gedeelte, of het ten minste vijf dagen vóór het eerste geval van pest hebben verlaten.

Art. 9.

Wanneer de kolonie of eenig gedeelte daarvan wegens pest is besmet verklaard, mogen van daar geene personen worden vervoerd of zich begeven naar eenige plaats binnen of buiten de kolonie gelegen, wanneer zij niet vooraf geneeskundig onderzocht en vrij bevonden zijn van verschijnselen van pest.

Het geneeskundig onderzoek geschiedt :

- a. voorzoover betreft vervoer over zee op aanvraag van den gezagvoerder, reeder of agent van het vaartuig ;
- b. voorzoover betreft vervoer te water binnen de kolonie op aanvraag van den vervoerder ;
- e. voorzoover betreft vervoer te land op aanvraag van de belanghebbenden.

Het heeft plaats over dag aan den wal zoo kort mogelijk vóór het vertrek.

De te onderzoeken personen moeten allen aanwezig zijn op de plaats en het uur door den Gouverneur of den betrokken Districts-Commissaris op te geven aan den aanvrager van het onderzoek.

Het onderzoek wordt verricht te *Paramaribo* door eene daartoe door den Geneeskundigen Inspecteur aan te wijzen geneeskundige en in de betrokken districten door den ter plaatse fungeerenden districts-geneesheer.

Aan den geneeskundige die het onderzoek zal verrichten wordt voor ieder door hem te onderzoeken persoon eene vergoeding betaald van één gulden.

In het geval bedoeld sub *a* kunnen de consulaire

vertegenwoordigers van het land, waartoe het vaartuig behoort, en van het land, waarheen het de reis onderneemt, bij het onderzoek tegenwoordig zijn.

De goederen onder de mede te nemen bagage of koopwaar, waarvan de alsboven aangewezen geneeskundige of de districts-geneesheer vermoedt dat zij besmetting kunnen overbrengen — onder bagage zal daartoe speciaal worden gelet op vuil linnengoed, kleederen en voorwerpen, die deel uitmaken van reisgoederen of inboedels (verhuisgoed) —, moeten vóór de inlading aan den wal, onder toezicht van een geneesheer worden ontsmet, overeenkomstig de door den Gouverneur vast te stellen regelen.

Art. 10.

De kosten van de ontsmetting en van het geneeskundig onderzoek, bedoeld in de artikelen 8 en 9, worden geïnd in het geval sub *a* van den gezagvoerder, in het geval sub *b* van den vervoerder en in het geval sub *c* van de belanghebbenden zelf.

Brieven en correspondentie, drukwerken, boeken, dagbladen, dienststukken, enz. (postpakketten niet hieronder begrepen), worden aan geen enkele beperking of ontsmetting onderworpen.

§ 2.

Voorschriften betreffende pest buiten de kolonie.

Art. 11.

Tot voorziening tegen pest buiten de kolonie gelden, — nevens de bepalingen der Verordening van 23 April

1886 (G. B. No. 26) houdende bepalingen tot wering van besmetting door scheepvaart, voor zoover die met na te melden voorschriften zijn overeen te brengen, — de volgende bijzondere voorschriften.

Art. 12.

Een plaats, streek of land buiten de kolonie kan door den Gouverneur wegens pest worden besmet verklaard wanneer de ziekte aldaar officieel is geconstateerd bij een of meer personen, die in den loop der tien laatste dagen niet afwezig zijn geweest.

Dezelfde bevoegdheid behoudens nadere goedkeuring van den Gouverneur, berust bij den Districts-Commissaris van *Nickerie*, voor zooveel *Engelsch-Guyana*, en bij den Districts-Commissaris van *Marowijne* voor zoover *Fransch-Guyana* betreft.

De besmetverklaring moet beperkt worden tot den besmetten kring (waaronder verstaan wordt een gedeelte van het grondgebied, dat onder een wel omschreven administratieve overheid is geplaatst, zooals een provincie, een eiland, een stad, een haven) indien de regeering van het besmette land de noodige maatregelen neemt om den uitvoer uit dien kring te verhinderen van voorwerpen, die besmetting kunnen overbrengen.

Zij wordt door den Gouverneur of den Districts-Commissaris opgeheven, zoodra officieel is geconstateerd dat gedurende tien dagen na het genezen of het overlijden van den laatsten pestlijder zich geen nieuw geval van pest heeft voorgedaan en mits de noodige ontsmettingsmaatregelen zijn uitgevoerd.

De Districts-Commissaris geeft van zijn besmetverklaringen en opheffingen daarvan onmiddellijk kennis aan den Gouverneur.

Alle besmetverklaringen en opheffingen daarvan worden door den Gouverneur, en de van hen uitgegane door de Districts-Commissarissen ter kennis van het publiek gebracht.

Art. 13.

De Gouverneur geeft van de besmetverklaring en de opheffing daarvan kennis aan den Consulairen vertegenwoordiger van het besmette land te *Paramaribo*, of, bij gebreke van zoodanigen vertegenwoordiger aan de regeering zelve van dat land.

Deze kennisgeving geschiedt eveneens aan de consulaire vertegenwoordigers van andere vreemde Staten te *Paramaribo*, alsmede aan de bij de Sanitaire Conventie van *Venetië* betrokken Staten, die geen Consulairen vertegenwoordiger hebben te *Paramaribo*.

De Districts-Commissaris van *Marowijne* geeft van de van hem uitgegane besmetverklaringen en opheffingen daarvan zoo spoedig mogelijk kennis aan het hoofd van het plaatselijk bestuur te *St. Laurent*.

Art. 14.

De Gouverneur of de Districts-Commissarissen van *Nickerie* en van *Marowijne* zijn bevoegd om, ook indien de regeering van het besmette land de noodige maatregelen genomen heeft om den uitvoer uit den besmetverklaarden kring te verhinderen van voorwerpen, die

besmetting kunnen overbrengen de tegen herkomsten van dien besmetverklaarden kring ingevolge deze verordening geldende maatregelen uit te strekken tot vaartuigen — met hun opvarenden en lading — die buiten de kolonie personen of goederen hebben overgenomen uit een van dien kring komend vaartuig, indien die overneming heeft plaats gehad vóórdat sedert het vertrek van het oorspronkelijk vaartuig uit dien kring, dan wel indien na dat vertrek aan boord pest is voorgekomen, sedert den afloop van het laatste pestgeval aan boord, tien dagen zijn verlopen.

Maakt de Districts-Commissaris van deze bevoegdheid gebruik, dan geeft hij daarvan terstond kennis aan den Gouverneur. Van elke gebruikmaking van die bevoegdheid geeft de Gouverneur terstond kennis aan den Consulairen vertegenwoordiger van het besmette land te *Paramaribo*, of, bij gebreke van zoodanigen vertegenwoordiger aan de regeering zelve van dat land.

De maatregel wordt tevens door den Gouverneur en de van hem uitgegane door den Districts-Commissaris ter kennis van het publiek gebracht.

Art. 15.

Geen maatregelen treden in werking vóór de besmetverklaring of blijven in werking na de opheffing daarvan.

Art. 16.

Wanneer een plaats, streek of land wegens pest is besmet verklaard, mogen de in art. 8 genoemde goederen, die van daar uitgevoerd of aldaar doorgevoerd of

overgescheept zijn, in de kolonie noch ingevoerd noch doorgevoerd of overgescheept worden.

Indien de goederen genoemd in art. 8 sub *a* worden vervoerd als bagage of tengevolge van verandering van woonplaats (als verhuisgoed), mogen zij worden in- of doorgevoerd of overgescheept na te zijn ontsmet overeenkomstig de door den Gouverneur vast te stellen regelen.

De in- of doorvoer of de overscheeping wordt toegestaan, indien ten genoegen van den Gouverneur of den Districts-Commissaris wordt aangetoond dat de goederen den besmetverklaarden kring ten minste vijf dagen vóór het eerste geval van pest hebben verlaten, of bij doorvoer of overscheeping aldaar zoodanig verpakt waren, dat bij dien doorvoer of die overscheeping geen besmetting heeft kunnen plaats vinden.

Art. 17.

Als besmet wordt beschouwd een vaartuig dat pest aan boord heeft of aan boord waarvan gedurende de twaalf laatste dagen een nieuw geval van pest is voorgekomen.

Als verdacht wordt beschouwd een vaartuig, dat geen pest aan boord heeft, doch aan boord waarvan op het oogenblik van vertrek of gedurende den overtocht een geval van pest is voorgekomen, evenwel geen nieuw geval gedurende de twaalf laatste dagen.

Als onbesmet wordt beschouwd een vaartuig dat, hoewel uit een besmetverklaarden kring komende, geen sterf- of ziektegeval van pest aan boord gehad heeft, noch vóór het vertrek, noch gedurende den overtocht, noch op het oogenblik van aankomst.

Art. 18.

Besmette vaartuigen worden aan de volgende maatregelen onderworpen.

- 1°. Het vaartuig begeeft zich naar de quarantaine-plaats, waar de zieken zoo mogelijk dadelijk ontscheept en in elk geval afgezonderd worden ;
- 2°. De gezonde personen aan boord worden eveneens zoo mogelijk ontscheept en in elk geval aan een observatie-quarantaine van tien dagen onderworpen, te rekenen van de genezing of den dood van den laatsten pestlijder.
Indien zich gedurende dien tijd onder hen een geval van pest voordoet, wordt die termijn verlengd tot tien dagen na de overbrenging van den aangetasten naar de verblijfplaats der zieken ;
- 3°. Lijfgoederen, gedragen kleederen, enz. worden voor zooveel de quarantaine-geneesheer dat noodig oordeelt, ontsmet ;
- 4°. Het kiel- of tuimelwater wordt na ontsmetting verwijderd op de door den quarantaine-geneesheer aan te geven wijze en het aanwezige drinkwater door versch water vervangen ;
- 5°. Alle gedeelten van het vaartuig, die door pestlijders bewoond waren, worden ontsmet. Een volledige of meer uitgebreide ontsmetting van vaartuig of lading of beide kan door den quarantaine-geneesheer worden gelast.

Art. 19.

Verdachte vaartuigen begeven zich naar de quarantaine-plaats, waar de opvarenden zoo mogelijk ontscheept worden en in elk geval aan een observatie-quarantaine van tien dagen worden onderworpen.

Die vaartuigen worden voorts onderworpen aan de maatregelen genoemd in art. 18 sub 3°, 4° en 5°.

Art. 20.

Onbemette vaartuigen worden indien sedert het vertrek uit den besmetverklaarden kring ten minste tien dagen zijn verlopen, terstond na door den quarantaine-geneesheer onbesmet bevonden te zijn, tot het vrije verkeer toegelaten.

De genoemde geneeskundige kan te hunnen aanzien:

- 1°. de opvarenden kosteloos geneeskundig onderzoeken;
- 2°. voor zooveel noodig de lijfgoederen, gedragen kleederen enz. doen ontsmetten;
- 3°. gelasten dat het kiel- of tuimelwater na ontsmetting worde verwijderd en het aanwezige drinkwater door versch water vervangen.

Zijn er sedert het vertrek uit den besmetverklaarden kring geen tien dagen verlopen, dan wordt het vaartuig behandeld als verdacht vaartuig, met dien verstande dat de observatie-quarantaine ophoudt zoodra die tien dagen verlopen zijn.

Dit artikel geldt niet voor vaartuigen die den besmetverklaarden kring ten minste vijf dagen vóór het eerste geval van pest hebben verlaten.

Art. 21.

De kosten van de ontsmetting, bedoeld in de artt. 16, 18, 19 en 20 komen ten laste van het vaartuig.

Het tweede lid van art. 10 is toepasselijk.

Art. 22.

De geneesheer bedoeld in de artt. 18, 19 en 20 kan van den scheepsgeneesheer of, bij diens ontstentenis, van den gezagvoerder een beëdigd certificaat eischen, de verklaring inhoudende dat geen geval van pest aan boord is voorgekomen, of wanneer het laatste geval zich heeft voorgedaan en welke gedeelten van het vaartuig door pestlijders bewoond waren.

Art. 23.

De Gouverneur kan bijzondere maatregelen voorschrijven ten opzichte van vaartuigen met emigranten aan boord of van vaartuigen, die zich in ongunstige hygiënische omstandigheden bevinden.

Art. 24.

Ieder vaartuig, dat zich niet aan de bij deze verordening gestelde maatregelen wenscht te onderwerpen, zal vrij zijn weder zee te kiezen, of wanneer het een vaartuig betreft voor *Nieuw-Nickerie* of voor *Albina* bestemd en, respectievelijk, van den Engelschen oever van de *Corantijn* of van den Franschen oever van de *Marowijne* afkomstig om naar de plaats van vertrek terug te keeren.

De Gouverneur of de Districts-Commissarissen van *Nickerie* en van *Marowijne* kunnen in bijzondere gevallen, met inachtneming van de maatregelen bij de artt. 16, 18, 19 en 20 voor personen en goederen gesteld en onder de voorwaarden, die zij verder noodig oordeelen, vergunning verleenen dat van een dergelijk vaartuig opvarenden of goederen worden ontscheept.

Het tweede lid van art. 10 is toepasselijk.

§ 3.

Slot- en Strafbepalingen.

Art. 25.

Bij verschil van meening over de toepassing van een of ander dezer artikelen beslist de Gouverneur, met uitzondering van de districten *Nickerie*, *Coronie* en *Marowijne* waar die beslissing bij den Districts-Commissaris berust.

Art. 26.

Overtreding van art. 2 wordt gestraft met een boete van f 10.— tot f 100.—

Art. 27.

Overtreding van eenige verbodsbepaling in de artt. 8 en 16 voorkomende wordt gestraft met gevangenisstraf van 14 dagen tot zes maanden en boete van f 25.— tot f 300.— gezamenlijk of afzonderlijk.

De vernietiging van de in strijd met de verbodsbepaling uit-, door- of ingevoerde dan wel overgescheepte

goederen kan in het vonnis, ook bij vrijspraak, worden gelast.

Art. 28.

De gezagvoerder of vervoerder, die toelaat dat passagiers worden ingescheept, manschappen worden aangenomen of goederen ingeladen in strijd met art. 9, wordt gestraft met eene boete van f 10.— tot f 300.— voor iederen aldus ingescheepten passagier of lid der bemanning en met eene boete van f 10.— tot f 25.— voor ieder aldus ingeladen stuk goed.

Bij vervoer te land wordt het niet aanvragen van geneeskundig onderzoek of het weigeren om zich daaraan te onderwerpen gestraft met eene boete van f 10.— tot f 100.—

Art. 29.

Overtreding van of verzet tegen eenige bepaling voorkomende in de artikelen 18, 19 en 20 en het niet voldoende gevolg geven aan den eisch bedoeld in art. 22 wordt gestraft met gevangenisstraf van 14 dagen tot zes maanden gevangenisstraf en een boete van f 25.— tot f 300.— gezamenlijk of afzonderlijk, onverminderd de straffen tegen rebellie in het Wetboek van Strafrecht bedreigd.

Art. 30.

De scheepsgeneesheer of de gezagvoerder die, ook al is van hem geen beëdigd certificaat geëischt, de verklaringen bedoeld in art. 22 opzettelijk in strijd met de waarheid aflegt, wordt gestraft met gevangenisstraf

van één tot zes maanden en boete van f 100.— tot f 300.— gezamenlijk of afzonderlijk.

Art. 31.

Overtreding van eenigen maatregel voorgeschreven krachtens art. 23 of van eenige voorwaarde gesteld krachtens art. 24 wordt gestraft met de straffen genoemd in art. 29.

Art. 32.

De overtredingen in deze verordening bedoeld, worden vervolgd en berecht overeenkomstig de voorschriften der Herzienne Strafverordening van 1874 (G. B. 1879 No. 12).

Art. 33.

Bij het in werking treden dezer verordening vervalt de Verordening van 30 Juni 1900 (G. B. No. 19).

Art. 34.

Deze verordening kan worden aangehaald onder den titel van »pest-verordening« en treedt in werking op den dag harer afkondiging.

Gegeven te Paramaribo, den 5^{den} Maart 1901.

TONCKENS.

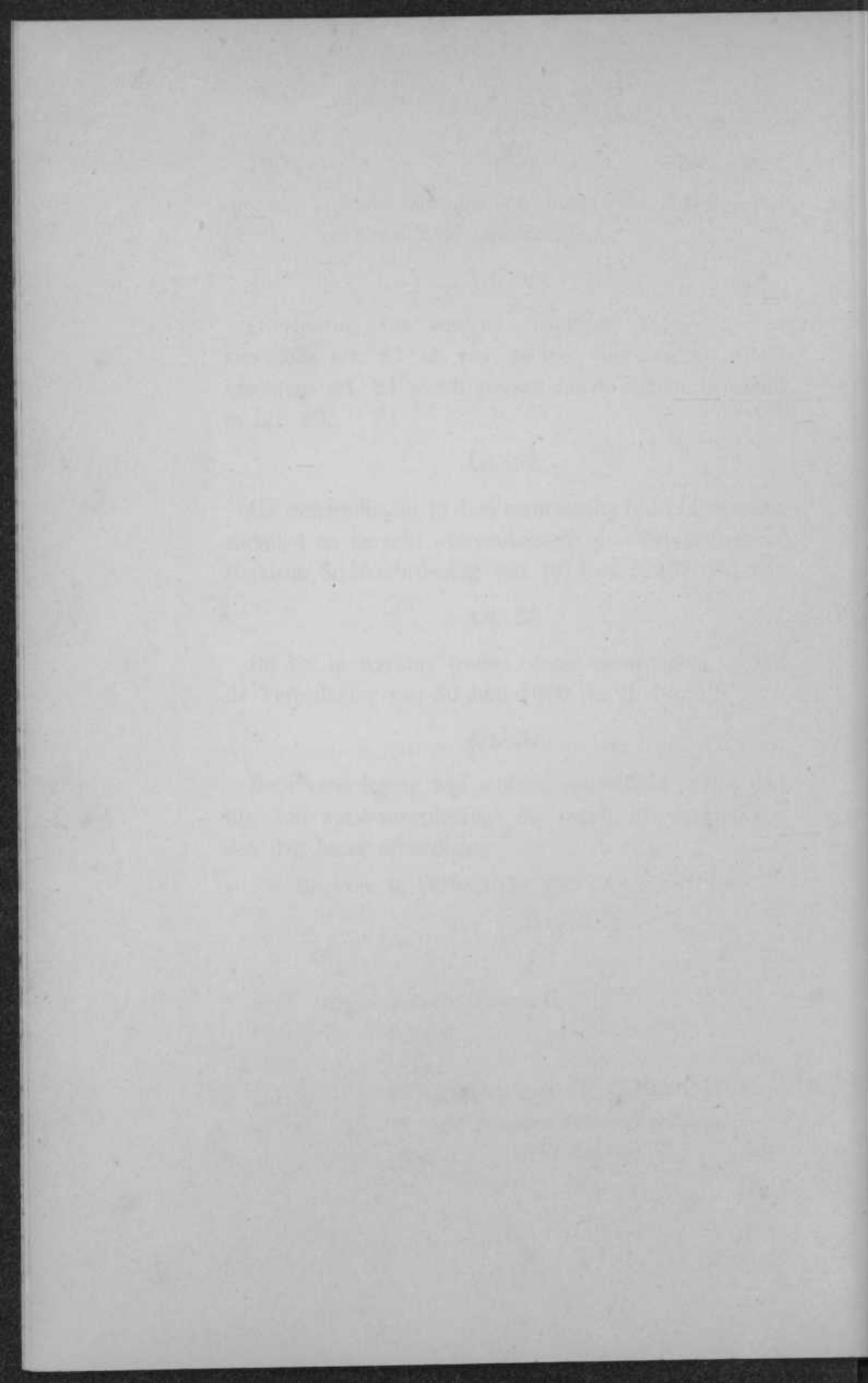
De Gouvernements-Secretaris,

C. F. SCHOCH.

Uitgegeven den 11^{den} Maart 1901.

De Gouvernements-Secretaris,

C. F. SCHOCH.



1901.

No. 6.

G O U V E R N E M E N T S B L A D

VAN DE

K O L O N I E S U R I N A M E.

RESOLUTIE van 11 Maart 1901
La. A No. 2136 *bepalende de plaatsing in het
Gouvernementsblad van het Koninklijk besluit van
den 6den Februari 1901, waarbij aan Zijne Hoogheid
HENDRIK WLADIMIR ALBRECHT ERNST, Hertog van
Mecklenburg, Vorst van Wenden, Schwerin en
Ratzeburg, Graaf van Schwerin, Heer van de landen
Rostock en Stargard, enz., enz., wordt verleend de
titel van Prins der Nederlanden, met het praedicaat :
Zijne Koninklijke Hoogheid.*

DE GOUVERNEUR VAN SURINAME,

Gelezen de missive van den Minister van Koloniën
van 8 Februari 1901 Kabinet La. C^s No. 3, waarbij ter
afkondiging in het Gouvernementsblad is ontvangen het
Koninklijk besluit van den 6den Februari 1901, waarbij
aan Zijne Hoogheid HENDRIK WLADIMIR ALBRECHT ERNST,
Hertog van Mecklenburg, Vorst van Wenden, Schwerin
en Ratzeburg, Graaf van Schwerin, Heer van de landen
Rostock en Stargard, enz., enz., wordt verleend de titel
van Prins der Nederlanden, met het praedicaat : Zijne
Koninklijke Hoogheid :

1901.

No. 6.

BESLUIT:

Te bepalen dat voormeld Koninklijk besluit nevens deze resolutie in het Gouvernementsblad zal worden geplaatst.

Paramaribo, 11 Maart 1901.

TONCKENS.

Uitgegeven, 11 Maart 1901.

1^e Gouvernements-Secretaris,

C. F. SCHOCH.

WIJ WILHELMINA, BIJ DE GRATIE GODS, KONINGIN
DER NEDERLANDEN, PRINSES VAN ORANJE-NASSAU, ENZ.,
ENZ., ENZ.

Gelet op artikel 65 der Grondwet;

Hebben goedgevonden en verstaan:

na de voltrekking van Ons huwelijk aan Zijne Hoogheid HENDRIK WLADIMIR ALBRECHT ERNST, Hertog van *Mecklenburg*, Vorst van *Wenden Schwerin* en *Ratzeburg*, Graaf van *Schwerin*, Heer van de landen *Rostock* en *Stargard* enz., enz., te verleenen den titel van Prins der Nederlanden, met het praedicaat: Zijne Koninklijke Hoogheid.

Onze Minister van Justitie is belast met de uitvoering van dit besluit, dat in de *Staatscourant* en in het *Staatsblad* zal worden geplaatst en waarvan afschrift zal worden gezonden aan den Raad van State.

's Gravenhage, den 6den Februari 1901.

WILHELMINA.

De Minister van Justitie,

CORT V. D. LINDEN.

Uitgegeven den zevenden Februari 1901.

De Minister van Justitie,

CORT V. D. LINDEN.

Behoort bij de resolutie van 11 Maart 1901
La. A No. 2136.

De Gouvernements-Secretaris,

C. F. SCHUCH.

1901.

No. 7.

G O U V E R N E M E N T S B L A D

VAN DE

K O L O N I E S U R I N A M E.

PUBLICATIE van **11 Maart 1901**,
*waarbij wordt afgekondigd het Koninklijk besluit
van 26 November 1900 No. 17, houdende open-
stelling van de gelegenheid tot verzending van
pakketten met aangegeven waarde in het buiten-
landsch postverkeer der Nederlandsche koloniën in
West-Indië.*

IN NAAM DER KONINGIN!

DE GOUVERNEUR VAN SURINAME,

Van wege de Koningin den last ontvangen
hebbende tot afkondiging van onderstaand
Koninklijk besluit:

WIJ WILHELMINA, BIJ DE GRATIE GODS, KONINGIN DER
NEDERLANDEN, PRINSES VAN ORANJE-NASSAU, ENZ., ENZ., ENZ.

Op de voordracht van Onzen Minister van Koloniën
van 10 October 1900, Litt. A³ N^o. 75;

Den Raad van State gehoord (advies van 13 November
1900, N^o. 12);

Gezien het nader rapport van Onzen voornoemden
Minister van 21 November 1900, Litt. A³, N^o. 19;

1901.

No. 7.

En lettende op het Verdrag van *Washington* van 15 Juni 1897 (*Staatsblad* 1898 N^o. 102, *Gouvernementsblad* 1898 N^o. 30, *Publicatieblad* 1898 N^o. 24), betreffende de uitwisseling van postpakketten;

Hebben goedgevonden en verstaan:

met uitbreiding van het Koninklijk besluit van 10 Januari 1894 N^o. 12 (*Gouvernementsblad* N^o. 5, *Publicatieblad* N^o. 8), laatstelijk gewijzigd bij O.1.s besluit van 29 November 1898 N^o. 32 (*Gouvernementsblad* N^o. 51, *Publicatieblad* N^o. 34), te bepalen als volgt:

Artikel 1.

In het verkeer der koloniën *Suriname* en *Curaçao* met de landen of koloniën, wier postadministratiën zich bereid hebben verklaard om zich met de behandeling daarvan te belasten, zijn pakketten met aangegeven waarde, tot een bedrag van ten hoogste 500 franken toegelaten.

Het recht van verzekering — dat bij vooruitbetaling is te voldoen — bedraagt voor elk bedrag van 300 franken of gedeelte van 300 franken aangegeven waarde:

- a. 5 cent in het verkeer over land met de aangrenzende landen of koloniën;
- b. 10 cent in het verkeer met landen of koloniën, rechtstreeks over zee;
- c. $12\frac{1}{2}$ cent in het overige verkeer, verhoogd met 5 cent in het geval daarbij vervoer over zee te pas komt.

1901.

No. 7.

Artikel 2.

Dit besluit treedt in de koloniën *Suriname* en *Curaçao* in werking op den dag, door de Gouverneurs van *Suriname* en van *Curaçao* respectievelijk vast te stellen.

Onze Minister van Koloniën is belast met de uitvoering van dit besluit, waarvan afschrift zal worden gezonden aan Onzen Minister van Waterstaat, Handel en Nijverheid en aan den Raad van State.

's Gravenhage, den 26 November 1900.

(get.) WILHELMINA.

De Minister van Koloniën,

(get.) CREMER.

Accordeert met het origineel,

De Secretaris-Generaal

vij het Departement van Koloniën.

(get.) A. E. ELIAS.

Voor eensluidend afschrift,

De Secretaris-Generaal,

A. E. ELIAS.

1901.

No. 7.

Heeft de opneming daarvan in het *Gouvernementsblad* bevolen.

Gedaan te Paramaribo, den 11^{den} Maart 1901.

TONCKENS.

De Gouvernements-Secretaris,

C. F. SCHOCH.

Uitgegeven den 13^{den} Maart 1901.

De Gouvernements-Secretaris,

C. F. SCHOCH.

1901,

No. 8.

G O U V E R N E M E N T S B L A D

VAN DE

K O L O N I E S U R I N A M E.

B E S L U I T van 16 Maart 1901,
*tot nadere aanvulling van het Besluit van 28
Mei 1894 (G. B. No. 18), houdende bepalingen
betreffende de verzending van pakketten in het
buitenlandsch postverkeer der kolonie Suriname.*

IN NAAM DER KONINGIN!

DE GOUVERNEUR VAN SURINAME,

Overwegende, dat, ter uitvoering van het Koninklijk besluit van 26 November 1900 No. 17 (G. B. 1901 No. 7), houdende openstelling van de gelegenheid tot verzending van pakketten met aangegeven waarde in het buitenlandsch postverkeer der Nederlandsche koloniën in West-Indië, het noodig is, het navolgende vast te stellen;

Heeft, den Raad van Bestuur gehoord, besloten :

Art 1.

Aan art. 3 van het Besluit van 28 Mei 1894 (G. B. No. 18), houdende bepalingen betreffende de verzending van pakketten in het buitenlandsch postverkeer der kolonie Suriname, zooals dat artikel is gewijzigd en aangevuld bij Besluiten van 11 Juni 1898 (G. B. No. 23) en van 15 Maart 1899 (G. B. No. 20), wordt een nieuw lid toegevoegd, luidende :

1901.

No. 8.

„De verzending met de pakketpost van pakketten,
„inhoudende bewerkt en onbewerkt goud en zilver en
„andere kostbaarheden, en bestemd voor landen, welke
„aangifte van waarde toelaten, kan alleen geschieden
„met aangifte van waarde.”

Art. 2.

Dit Besluit en het hooger vermelde Koninklijk besluit
van 26 November 1900 No. 17 (G. B. 1901 No. 7)
treden in werking op den 1^{sten} April 1901.

Gegeven te Paramaribo, den 16^{den} Maart 1901.

TONCKENS.

De Gouvernements-Secretaris,

C. F. SCHOCH.

Uitgegeven den 16^{den} Maart 1901.

De Gouvernements-Secretaris,

C. F. SCHOCH.

1901.

No. 9. / 10

G O U V E R N E M E N T S B L A D

V A N D E

K O L O N I E S U R I N A M E.

RESOLUTIE van 23 Maart 1901
La. A No. 2498, houdende *nadere wijziging
en aanulling van de Instructie voor de postambte-
naren belast met den buitenlandschen pakketpostdienst.*

DE GOUVERNEUR VAN SURINAME,

Nader voorgenomen (enz.)

B E S L U I T :

A. In de „Instructie voor de postambtenaren, belast
„met den buitenlandschen pakketpostdienst,” vastgesteld
bij Resolutie van 24 October 1895 La. A No. 7447
(waarvan extract is opgenomen in G. B. 1895 No. 45)
en gewijzigd bij Resolutie van 16 Maart 1899 La. A
No. 1919 (waarvan extract is opgenomen in G. B. 1899
No. 21), worden de navolgende wijzigingen gebracht :

I. Artikel 1, 3^o en vervolg wordt gelezen als volgt :

3^o. het Besluit van 28 Mei 1894 (G. B. No. 48),
gewijzigd en aangevuld bij de Besluiten van
11 Juni 1898 (G. B. No. 23), van 16 Maart 1899

(G. B. N°. 20) en van 16 Maart 1901 (G. B. N°. 8);

4°. het Koninklijk besluit van 14 Juli 1894 N°. 27 (G. B. N°. 27);

5°. het Koninklijk besluit van 26 November 1900 N°. 17 (G. B. 1901 N°. 7);

alles behoudens inachtneming van de bepalingen betreffende de verzending van goud naar het buitenland met de pakketpost, gemaakt bij het Besluit van 30 Mei 1895 (G. B. N°. 17).

II. Aan artikel 2 wordt, met verandering van de punt aan het slot van het artikel in eene komma-punt, een nieuw onderdeel „k” toegevoegd, luidende:

„de landen, welke aangifte van waarde der pakketten toelaten en het voor die aangifte langs de verschillende verzendingswegen te heffen recht”.

III. Artikel 4, 1° lid wordt gelezen als volgt:

„Het port voor het vervoer der pakketten, het recht voor het bewijs van ter postbezorging, voor het bericht van ontvang en voor de aangifte van waarde der pakketten, worden steeds door frankeerzegels gekwetten”.

IV. Na art. 4 en vóór het hoofd „Aanneming, inschrijving en verzending der pakketten” wordt een nieuw artikel 4bis tusschengevoegd, luidende:

„Bij de bepaling van het te heffen recht van verzekering voor pakketten met aangegeven

„waarde, zooals is voorgeschreven bij het Koninklijk besluit van 26 November 1900 N°. 17 (G. B. 1901 N°. 7), wordt onder „verkeer „rechtstreeks over zee” (art. 1, 2^{de} lid *b* van „dat Koninklijk besluit) verstaan het verkeer, „waarbij voor het vervoer van een pakket slechts „twee administratiën betrokken zijn”.

V. Artikel 7 wordt gelezen als volgt.

„In artikel 3 van het Besluit van 28 Mei 1894 „(G. B. N°. 18), zooals dat artikel is gewijzigd „en aangevuld bij de Besluiten van 11 Juni 1898 „(G. B. N°. 23), van 16 Maart 1899 (G. B. N°. 20) „en van 16 Maart 1901 (G. B. N°. 8) is aange- „geven welke voorwerpen van de verzending met „de pakketpost zijn uitgesloten.
„De sub *e* van dat artikel bedoelde goederen „worden in de artikel 2 bedoelde tabel achter „elk land vermeld.”

VI. In artikel 8 vervallen de woorden :

„pakketten met aangegeven waarde (valeur déclarée)”

VII. Artikel 9, 3^e lid wordt gelezen als volgt :

„Het recht voor een bewijs van ter postbezor- „ging wordt op het bewijs zelf en dat voor een „bericht van ontvang of voor aangifte van waar- „de op de adreskaart verantwoord door frankeer- „zegels”.

VIII. Het 2^e lid van artikel 11 wordt gelezen als volgt :

„Wanneer het eene zending betreft van niet

„meer dan drie gewone pakketten van denzelfden
 „afzender aan denzelfden geadresseerde, kan met
 „ééne adreskaart worden volstaan. Deze bepaling
 „is niet van toepassing op pakketten met aan-
 „gegeven waarde, welke elk van eene afzonder-
 „lijke adreskaart vergezeld moeten zijn”.

IX. Artikel 27, 1^o lid, wordt gelezen als volgt :

„Blijkt bij de ontvangst van pakketten uit het
 „buitenland, dat de verzending heeft plaats ge-
 „had in strijd met artikel 3 van het Besluit van
 „28 Mei 1894 (G. B. N^o. 18), zooals dat artikel is
 „gewijzigd en aangevuld bij de Besluiten van
 „11 Juni 1898 (G. B. N^o. 23), van 16 Maart 1899
 „(G. B. N^o. 20) en van 16 Maart 1901 (G. B.
 „N^o. 8), dan worden zij aan het kantoor van uit-
 „wisseling teruggezonden, voor zooverre het pak-
 „ket niet bevat voorwerpen, zelfstandigheden of
 „stoffen, bedoeld in litt. *a*, *c* en in het slot-
 „lid van genoemd artikel; in het onder litt. *a*
 „bedoelde geval wordt het pakket bezwaard met
 „een port ten laste van den geadresseerde, ge-
 „lijkstaande aan het port, verschuldigd voor een
 „ongefrankeerden brief van hetzelfde gewicht als
 „de in het pakket gevonden papieren die het
 „kenmerk eener briefwisseling bezitten; in het
 „bij litt. *c* bedoelde geval beslist de Administra-
 „teur van Financiën hoe met het pakket gehandeld
 „zal worden, en in het geval, bedoeld in het slotlid,
 „wordt het pakket verder behandeld als een
 „pakket met aangegeven waarde, terwijl de uit-
 „reiking aan den geadresseerde slechts kan ge-

1901.

No. 9.

„schieden tegen betaling van het voor de aangifte
„der waarde van dat pakket verschuldigde recht.”

BB. Te bepalen, dat extract van deze resolutie in het
Gouvernementsblad zal worden geplaatst.

Paramaribo, den 23^{sten} Maart 1901.

TONCKENS.

Uitgegeven, den 27^{sten} Maart 1901.

De Gouvernements-Secretaris,

C. F. SCHOCH.

1894

Received of the Treasurer of the
Board of Education the sum of
\$100.00 for the year ending
June 30, 1894.

Wm. H. H. H. H.

1894

Received of the Treasurer of the
Board of Education the sum of
\$100.00 for the year ending
June 30, 1894.

1894

Received of the Treasurer of the
Board of Education the sum of
\$100.00 for the year ending
June 30, 1894.

Received of the Treasurer of the
Board of Education the sum of
\$100.00 for the year ending
June 30, 1894.

Received of the Treasurer of the
Board of Education the sum of
\$100.00 for the year ending
June 30, 1894.

Received of the Treasurer of the
Board of Education the sum of
\$100.00 for the year ending
June 30, 1894.

Received of the Treasurer of the
Board of Education the sum of
\$100.00 for the year ending
June 30, 1894.

1901.

No. 10.

G O U V E R N E M E N T S B L A D

VAN DE

K O L O N I E S U R I N A M E.

RESOLUTIE van **23 Maart 1901** La. B
No. 2551, houdende bekendmaking van de toetreding van den Koning van Zweden en Noorwegen voor Zweden tot het sanitair tractaat van Venetië.

DE GOUVERNEUR VAN SURINAME,

Gelezen de missive van den Minister van Koloniën van 14 Februari 1901 Lett. A¹ N°. 17/44, waaruit blijkt dat krachtens artikel III van het op 19 Maart 1897 te Venetië gesloten sanitair tractaat (Nederlandsch Staatsblad 1900 N°. 33, Gouvernementsblad 1900 N°. 23) de Koning van Zweden en Noorwegen bij akte van 9 December 1900 voor Zweden is toegetreden tot dat tractaat, zooals het gewijzigd is bij de op 24 Januari 1900 te Rome geteekende verklaring (Nederlandsch Staatsblad 1900 N°. 158, Gouvernementsblad 1900 No. 29);

B E S L U I T :

- 1°. Van het vorenstaande aantekening te houden.

1901.

No. 10.

2°. Te bepalen dat deze resolutie in het *Gouvernementsblad* zal worden opgenomen.

Paramaribo, den 23^{sten} Maart 1901.

TONCKENS.

Uitgegeven den 27^{sten} Maart 1901.

De Gouvernements-Secretaris,

C. F. SCHOCH.

1901

N^o. 11.

G O U V E R N E M E N T S B L A D

VAN DE

K O L O N I E S U R I N A M E.

B E S L U I T van 28 Maart 1901,
tot nadere wijziging van het Besluit van 10 Mei 1894 (G. B. N^o. 15), waarbij een reglement omtrent de door de kolonie aangelegde of geëxploiteerde telephoonlijnen is vastgesteld.

IN NAAM DER KONINGIN!

DE GOUVERNEUR VAN SURINAME.

Overwegende dat ter uitvoering van het tweede lid van art. 9 van de verordening van 17 Januari 1888 (G. B. N^o. 3) *betreffende telegrafen en telephonen* het noodig is het navolgende vast te stellen;

Heeft, den Raad van Bestuur gehoord, besloten:

Art. 1.

Het vierde lid van art. 3 van het bij Besluit van 10 Mei 1894 (G. B. N^o. 15) vastgestelde *Reglement omtrent de door de kolonie aangelegde of geëxploiteerde telephoonlijnen*, zooals dat lid luidt ingevolge art. 1 van het Besluit van 29 Maart 1899 (G. B. N^o. 23), wordt gelezen als volgt:

„Wanneer particuliere berichten aangenomen of verbindingen gegeven worden buiten den tijd waarop de

1901.

No. 11.

„bureaux geopend zijn, wordt per bericht of verbinding
 „50 cent extra betaald; op werkdagen des namiddags
 „tusschen 6 en 8 uur is daarvoor echter slechts f0.25
 „verschuldigd, terwijl laatstgenoemd bedrag eveneens
 „in rekening wordt gebracht des Zondags tusschen des
 „voormiddags 6 uur en des namiddags 8 uur voor de
 „verzending van berichten en het geven van verbindingen
 „wanneer daarbij geen ander telefoonbureau betrokken
 „is dan dat te Paramaribo. De opbrengst van deze
 „gelden komt ten bate van de telephonisten, naar de
 „door den Gouverneur hieromtrent te maken bepalingen.”

Art. 2.

Dit Beshuit treedt in werking op den dag zijner
 afkondiging.

Gegeven te Paramaribo, den 28^{sten} Maart 1901.

TONCKENS.

De Gouvernements-Secretaris,

C. F. SCHOCH.

Uitgegeven den 28^{sten} Maart 1901.

De Gouvernements-Secretaris,

C. F. SCHOCH.

1901

Beheer van land
No. 12.

G O U V E R N E M E N T S B L A D

V A N D E

K O L O N I E S U R I N A M E.

B E S L U I T van 2 April 1901,
*tot vaststelling van regelen voor ontsmetting, ter
uitvoering van de artikelen 8, 9 en 16 van de
verordening van 5 Maart 1901 (G. B. No. 5),
houdende bijzondere voorschriften tot voorkoming
en beteugeling van pest.*

I N N A A M D E R K O N I N G I N !

D E G O U V E R N E U R V A N S U R I N A M E ,

Overwegende dat ter uitvoering van de artikelen 8,
9 en 16 van de verordening van 5 Maart 1901 (G. B.
No. 5), houdende bijzondere voorschriften tot voorkoming
en beteugeling van pest, het noodig is het navolgende
vast te stellen ;

Heeft, den Raad van Bestuur gehoord, besloten :

Art. 1.

Lompen, oude voddën, besmette verbanden, papieren
zonder waarde en andere voorwerpen van dien aard
worden door vuur vernietigd.

Art. 2.

Linnengoed, beddengoed, kleederen, matrassen, tapijten
enz., die besmet of verdacht zijn, worden ontsmet in

ovens onder werking van eene normale drukking of van eene drukking van $1\frac{1}{2}$ à 2 atmosfeeren, al of niet met doorvoer van verzadigden stoom.

Om als doeltreffende ontsmettingswerktuigen beschouwd te worden, moeten die ovens vooraf onderworpen zijn aan beproevingen waarbij door middel van een signaalthermometer het oogenblik wordt aangegeven, waarop binnen in een matras de temperatuur gestegen is tot ten minste 100° Celsius.

Om zeker te zijn van de doeltreffendheid der bewerking moet die temperatuur gedurende 10 à 15 minuten behouden worden.

Indien geen ontsmettingsoven aanwezig is, kunnen linnengoed en kleederen worden behandeld overeenkomstig de voorschriften van art. 4; terwijl bedden, matrassen en tapijten in dat geval moeten worden verbrand.

Art. 3.

Als ontsmettende oplossingen kunnen worden gebezigd :

- a. Sublimaatoplossing van 1 op 1000, waaraan 10 gram chloornatrium toegevoegd is.

Deze oplossing wordt gekleurd met aniline- of indigo blauw. Zij mag niet in metalen vaatwerk gedaan worden.

- b. Oplossing van zuiver gekristalliseerd phenylzuur ter sterkte van 5 pct. of van ruw, ongezuiverd phenylzuur, zooals het in den handel is ter sterkte van 5 pct. in eene warme oplossing van groene zeep ;

- c. Versch bereide kalkmelk van ongeveer 20 op 100 ; deze wordt verkregen door kalk van goede hoe-

danigheid te blusschen door begieting bij kleine hoeveelheden tegelijk, met haar halve gewicht aan water, de kalk na afloop van de blussching in een goed gesloten vat op eene droge plaats te bewaren, en vóór het gebruik met 200% water te verdunnen.

Art. 4.

Bij het gebruik van ontsmettende oplossingen moet het volgende worden in acht genomen :

Linnengoed, kleederen en door uitwerpselen der zieken bevulde voorwerpen worden in sublimaat oplossing gedompeld. Zuivere phenyloplösungen en ruwe phenyl in eene warme oplossing van groene zeep kunnen voor hetzelfde doel worden gebezigd. De voorwerpen moeten ten minste 6 uren in de oplossing blijven.

Voorwerpen, die zonder te bederven de temperatuur van den oven (100°) niet kunnen doorstaan, voorwerpen van leder, gelijmd hout, vilt, fluweel, zijde enz. worden met sublimaatoplossing gewasschen ; geldstukken worden met ruwe phenyl in eene warme oplossing van groene zeep ontsmet.

De personen, die de zieken verplegen, moeten zich de handen en het gelaat met een sublimaat- of phenyl-oplossing wasschen.

De phenyloplösungen moeten vooral gebruikt worden om de voorwerpen te ontsmetten, die noch de temperatuur van 100°C. noch sublimaat kunnen verdragen, zooals metalen, instrumenten, enz.

Kalkmelk moet in het bijzonder gebruikt worden voor de ontsmetting van uitwerpselen en van braaksel.

1901.

No. 12.

Fluimen en etterstoffen moeten door vuur vernietigd worden.

De ontsmetting zal op zoodanige wijze moeten plaats hebben dat de voorwerpen zoo weinig mogelijk beschadigd worden.

Art. 5.

Dit Besluit treedt in werking op den dag van zijne afkondiging.

Gegeven te Paramaribo, den 2^{den} April 1901.

TONCKENS.

De Gouvernements-Secretaris.

C. F. SCHON.

Uitgegeven den 3^{den} April 1901.

De Gouvernements-Secretaris,

C. F. SCHON.

1901.

No. 13.

G O U V E R N E M E N T S B L A D

VAN DE

K O L O N I E S U R I N A M E.

B E S L U I T van 2 April 1901.
*tot wijziging van het Besluit van 19 November 1886
(G. B. No. 38), houdende bepalingen omtrent
ontsmetting, ter uitvoering van artikel 10 tweede
lid en van artikel 18 der verordening van 23
April 1886 (G. B. No. 26), houdende bepalingen
tot wering van besmetting door scheepvaart.*

IN NAAM DER KONINGIN!

DE GOUVERNEUR VAN SURINAME,

Overwegende dat ter uitvoering van artikel 10 tweede lid en van artikel 18 der verordening van 23 April 1886 (G. B. No. 26), *houdende bepalingen tot wering van besmetting door scheepvaart*, het noodig is, het navolgende vast te stellen ;

Heeft, den Raad van Bestuur gehoord, besloten :

Art. 1.

Art. 2 van het Besluit van 19 November 1886 (G. B. No. 38) wordt gelezen als volgt :

„Bij ontslag uit quarantaine heeft de ontsmetting van „het schip, indien en voorzoover die nuttig geoordeeld „wordt door den met het gezondheidsonderzoek belasten „geneeskundige, op de volgende wijze plaats :

„De hut of de hutten en al de gedeelten van het

„vaartuig waarin zieken of verdachten verblijf gehouden hebben, moeten worden ontruimd; alle voorwerpen moeten worden ontsmet overeenkomstig het in art. 3 bepaalde.

„De beschotten worden ontsmet door middel van „sublimaatoplossing, waaraan 10 pct. alcohol is toegevoegd. De besprenkeling geschiedt te beginnen bij „het bovengedeelte van het beschot, eene horizontale lijn „vormende en vervolgens afdalende, zoodat de geheele „oppervlakte bedekt wordt met een laag vloeistof in „fijne druppeltjes.

„De vloeren worden met dezelfde oplossing gewasschen. „Twee uren later moeten de beschotten, vloeren en „zolders met water geboend en afgespoeld worden.

„Om het ruim van het schip te ontsmetten wordt „eerst eene voldoende hoeveelheid ijzersulfaat daarin „gespoten. Het kiel- of tuimelwater wordt buitengaats „verwijderd en het ruim met zeewater gewasschen. „Daarna wordt eene voldoende hoeveelheid sublimaat- „oplossing in het ruim gespoten.”

Art. 2.

Art. 3 van het in art. 1 bedoeld Besluit wordt gelezen als volgt :

„Bij ontslag uit quarantaine worden lading en passagiersgoederen, indien en voorzover de met het gezondheidsonderzoek belaste geneeskundige die besmet acht „of indien en voorzover die bestaan uit goederen welker „invoer kan worden verboden, ontsmet zooveel mogelijk „op de volgende wijze :

„Linnengoed, beddengoed, kleederen, matrassen, tapij-
 „ten enz., die besmet of verdacht zijn worden ontsmet-
 „in ovens onder werking van eene normale drukking of
 „van eene drukking van $1\frac{1}{2}$ à 2 atmosfeeren, al of niet
 „met doorvoer van verzadigden stoom.

„Om als doeltreffende ontsmettingswerktuigen be-
 „schouwd te worden, moeten die ovens vooraf onder-
 „worpen zijn aan beproevingen waarbij door middel
 „van een signaalthermometer het oogenblik wordt
 „aangegeven, waarop binnen in een matras de tempe-
 „ratuur gestegen is tot ten minste 100° Celsius.

„Om zeker te zijn van de doeltreffendheid der
 „bewerking moet die temperatuur gedurende 10 à 15
 „minuten behouden worden.

„Indien geen ontsmettingsoven aanwezig is, kunnen
 „linnengoed en kleederen worden behandeld met ont-
 „smettende oplossingen als hieronder aangegeven; ter-
 „wijl bedden, matrassen en tapijten in dat geval moeten
 „worden verbrand.

„Als ontsmettende oplossingen kunnen worden gebezigd :

a. „sublimaatoplossing van 1 op 1000, waaraan 10
 „gram chloornatrium toegevoegd is.

„Deze oplossing wordt gekleurd met aniline- of
 „indigoblauw. Zij mag niet in metalen vaatwerk gedaan
 „worden.

b. „oplossing van zuiver gekristalliseerd phenylzuur
 „ter sterkte van 5 pct. of van ruw, ongezuiverd phenyl-
 „zuur, zooals het in den handel is, ter sterkte van 5 pct.
 „in eene warme oplossing van groene zeep.

c. „versch bereide kalkmelk van ongeveer 20 op
 „100; deze wordt verkregen door kalk van goede hoe-

„danigheid te blusschen door begieting bij kleine hoeveelheden tegelijk, met haar halve gewicht aan water, „de kalk na afloop van de blussching in een goed gesloten vat op eene droge plaats te bewaren en vóór „het gebruik met 200% water te verdunnen.

„Bij het gebruik van ontsmettende oplossingen moet „het volgende worden in acht genomen:

„Linnengoed, kleederen en door uitwerpselen der „zieken bevuilde voorwerpen worden in sublimaat- „oplossing gedompeld.

„Zuivere phenyloplösungen en ruwe phenyl in eene „warme oplossing van groene zeep kunnen voor hetzelfde „doel worden gebezigd. De voorwerpen moeten ten „minste 6 uren in de oplossing blijven.

„Voorwerpen, die zonder te bederven de temperatuur van den oven (100°) niet kunnen doorstaan, „voorwerpen van leder, gelijmd hout, vilt, fluweel, „zijde, enz. worden met sublimaatoplossing gewaschen; geldstukken worden met phenyl in eene „warme oplossing van zeep ontsmet.

„De personen die de zieken verplegen moeten zich „de handen en het gelaat met een sublimaat- of „phenyloplösung wasschen.

„De phenyloplösungen moeten vooral gebruikt „worden om de voorwerpen te ontsmetten, die noch „de temperatuur van 100° C. noch sublimaat kunnen „verdragen, zooals metalen, instrumenten enz.

„Kalkmelk moet in het bijzonder gebruikt worden „voor de ontsmetting van uitwerpselen en van braaksel.

„Fluimen en etterstoffen moeten door vuur vernietigd worden.

„De ontsmetting zal op zoodanige wijze moeten „plaats hebben dat de voorwerpen zoo weinig moge- „lijk beschadigd worden.

„Ten opzichte van levende have worden de voor- „schriften gevolgd, in elk bijzonder geval door den „met het gezondheidsonderzoek belasten geneeskundige „gegeven.”

Art. 3.

Het tweede lid van art. 4 van het in art. 1 bedoeld Besluit vervalt.

Art. 4.

Art. 7 van het in art. 1 bedoeld Besluit wordt ge- lezen als volgt:

„Brieven en correspondentie, drukwerken, boeken, „dagbladen, dienststukken enz. (postpakketten en mon- „sters van koopwaren niet hieronder begrepen) wor- „den aan geen enkele beperking of ontsmetting „onderworpen.”

Art. 5.

Art. 8 van het in art. 1 bedoeld Besluit wordt ge- lezen, als volgt:

„Nadat de voorgeschreven ontsmettingsmaatregelen „genomen zijn, wordt, indien de schipper het mocht „verlangen, door den geneeskundige eene gedagtee- „kende verklaring afgegeven, inhoudende dat het „schip (of schip en lading) behoorlijk is ontsmet en „tot het vrije verkeer kan worden toegelaten”.

1901.

No. 13.

Art. 6.

Dit Besluit treedt in werking op den dag van zijne afkondiging.

Gegeven te Paramaribo, den 2^{den} April 1901.

TONCKENS.

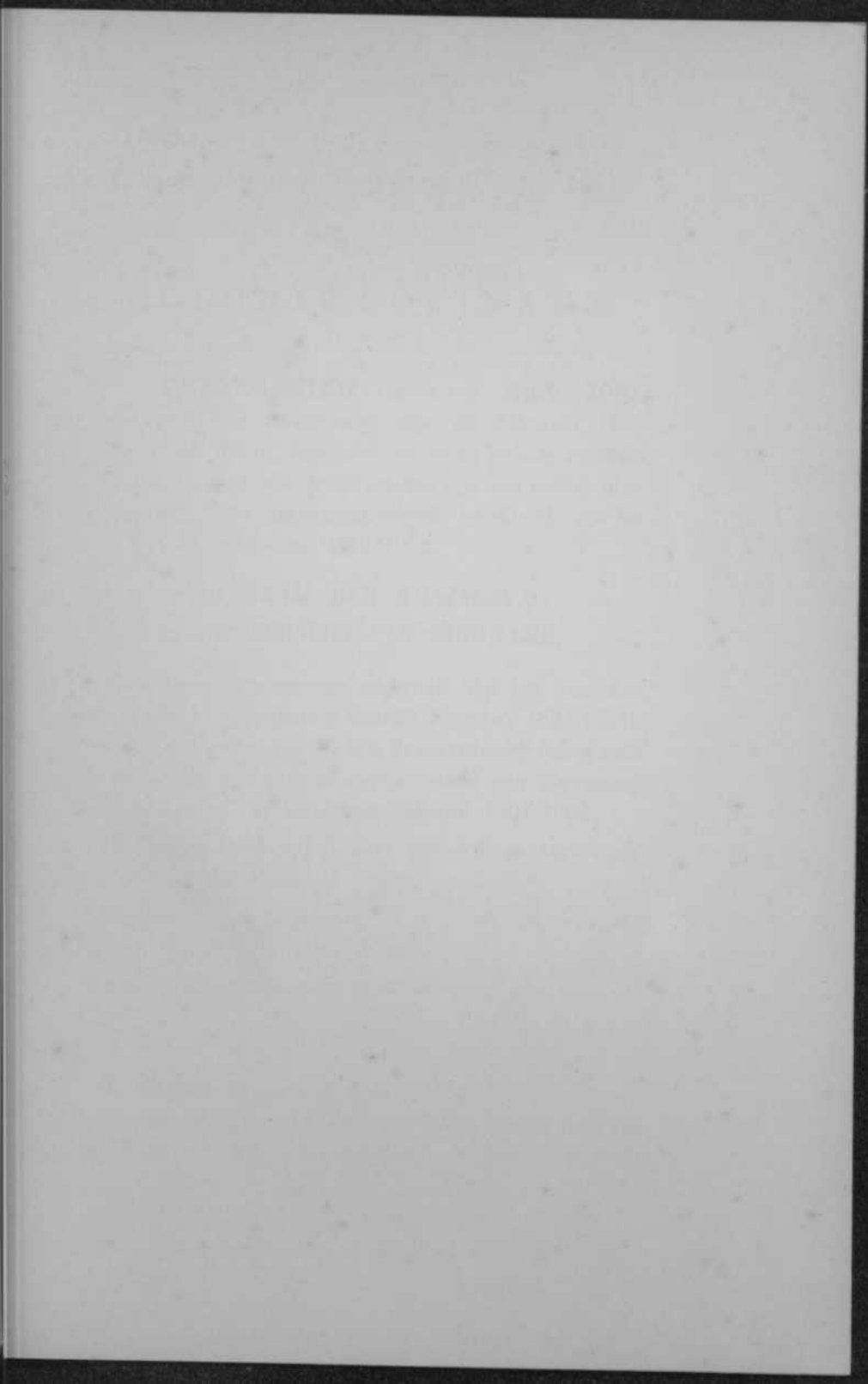
De Gouvernements-Secretaris,

C. F. СНОСН.

Uitgegeven den 4^{den} April 1901.

De Gouvernements-Secretaris,

C. F. СНОСН.





1901.

No. 14.

G O U V E R N E M E N T S B L A D

VAN DE

K O L O N I E S U R I N A M E.

VERORDENING van 3 April 1901,
waarbij de verordening van 28 Februari 1883 (G. B. No. 5), houdende wijziging van de verordening betreffende de oprichting van een immigratiefonds, van toepassing wordt verklaard op het verschepingsseizoen 1901/1902.

IN NAAM DER KONINGIN!

DE GOUVERNEUR VAN SURINAME,

In overweging genomen hebbende: dat het wenschelijk is om de verordening van 28 Februari 1883 (G. B. No. 5) *houdende wijziging van de verordening betreffende de oprichting van een immigratiefonds* van toepassing te verklaren op het verschepingsseizoen 1901/1902;

Heeft, den Raad van Bestuur gehoord, na verkregen goedkeuring der Koloniale Staten,

En gelet op het tweede lid van art. 50 van het Regeeringsreglement dezer kolonie,

vastgesteld onderstaande verordening:

Art. 1.

De verordening van 28 Februari 1883 (G. B. No. 5) *houdende wijziging van de verordening betreffende de oprichting van een immigratiefonds* is van toepassing

1901.

14.

op de bestellingen voor het verschepingsseizoen 1901/1902, hare uitvoering ter plaatse van inscheeping, de toewijzing en toedeeling der arbeiders en de daaruit tegenover het immigratiefonds voortvloeiende verplichtingen der aanvragers.

Art. 2.

Deze verordening treedt in werking op den dag harer afkondiging.

Gegeven te Paramaribo den 3^{den} April 1901.

TONCKENS.

De Gouvernements-Secretaris,

C. F. SCHOCH.

Uitgegeven den 4^{den} April 1901.

De Gouvernements-Secretaris

C. F. SCHOCH.

1901.

No. 15.

G O U V E R N E M E N T S B L A D

VAN DE

K O L O N I E S U R I N A M E.

RESOLUTIE van 11 April 1901 La. A
No. 3081, *bepalende de plaatsing in het Gouver-
nementsblad van :*

- 1°. *het reglement voor het kiezen van leden van de
Commissie voor de Orelanakreek, bedoeld in art. 2
van de verordening van 8 Maart 1900 (G. B.
No. 17) en*
- 2°. *de regeling voor de toepassing van art. 3 van
evengemelde verordening.*

DE GOUVERNEUR VAN SURINAME,

Gelezen (enz.)

BESLUIT:

A. Vast te stellen :

- 1°. *het bij deze resolutie gevoegd reglement voor
het kiezen van leden van de Commissie voor
de Orelanakreek, bedoeld in art. 2 van de
verordening van 8 Maart 1900 (G. B. No. 17) ;*
- 2°. *de bij deze resolutie gevoegde regeling voor
de toepassing van art. 3 van de verordening
van 8 Maart 1900 (G. B. No. 17) ;*

B. (enz.).

1901.

No. 15.

- C. Te bepalen dat het reglement en de regeling, bedoeld sub A 1^o en 2^o, nevens extract van deze resolutie in het *Gouvernementsblad* zullen worden geplaatst.

Paramaribo, 14 April 1901.

TONCKENS.

Uitgegeven, den 11^{den} April 1901.

De Gouvernements-Secretaris,

C. F. SCHOCH.

REGLEMENT voor het kiezen van leden van de
Commissie voor de Orelanakreek (art. 2 van
de verordening van 8 Maart 1900 G. B. No. 17).

Artikel 1.

De door belanghebbenden bij de gronden langs de Orelanakreek te kiezen leden van de Commissie bedoeld in het 1e lid van artikel 2 van de verordening van 8 Maart 1900 G. B. No. 17 houdende *reglen tot verzekering van de gemeenschappelijke belangen van de belanghebbenden bij de aan de Orelanakreek gelegen gronden* worden gekozen voor den tijd van 3 jaren uit de personen voorkomende op de laatste door den Gouverneur vastgestelde lijst van belanghebbenden.

De aftredende leden zijn herkiesbaar.

De termijn van 3 jaren vangt aan op den 1sten Januari van het jaar volgende op dat waarin de verkiezing heeft plaats gehad.

Hij die ter vervulling van eene tusschentijds opengevallen plaats gekozen is, treedt al op het tijdstip, waarop degene, in wiens plaats hij verkozen is, moest aftreden.

Artikel 2.

Ieder belanghebbende voorkomende op de in het vorige artikel bedoelde lijst, brengt voor elk der vier te vervullen plaatsen ééne stem uit.

Artikel 3.

De gewone verkiezing voor door periodieke aftreding van leden open te vallen plaatsen heeft in de maand November plaats.

Ter vervulling van tusschentijds ontstane vacatures, zal binnen vier weken na het ontstaan van de vacature, eene verkiezing plaats hebben, op de wijze als voor de gewone verkiezing is bepaald.

De stemming geschiedt schriftelijk of mondeling.

Tot het opnemen der stemmen houdt de Districts-Commissaris van *Beneden Commewijne* zitting op een der gronden in de Orelanakreek. Dag, uur en plaats dier zitting worden opgegeven aan de belanghebbenden ten minste 8 dagen te voren.

De Districts-Commissaris zendt een door hem geparapheerd blanco stembiljet aan ieder der belanghebbenden en zorgt ook voor de afhaling van die biljetten.

Wanneer het stembiljet op den bepaalden dag van afnaling niet gereed ligt, zal de betrokkene beschouwd worden zich van de stemming te onthouden, tenzij hij tijdig in persoon ter plaatse waar de Districts-Commissaris tot het opnemen der stemmen zitting houdt, verschijnt om mondeling zijne stem uit te brengen.

Hij die zijn stembiljet verloren of er geen ontvangen heeft, kan op eene desbetreffende aanvraag, ingediend vóór den dag der stemming, een ander stembiljet van den Districts-Commissaris bekomen.

Artikel 4.

Van onwaarde zijn de biljetten die de paraphe van

den Districts-Commissaris van *Beneden Commewijne* missen, die onderteekend zijn, geen persoon duidelijk aanwijzen of niet ingevuld zijn.

Artikel 5.

De Districts-Commissaris beslist over de waarde van het stembiljet waarvan de geldigheid wordt betwijfeld.

Artikel 6.

De biljetten, die meer of minder namen inhouden dan er personen te kiezen zijn, gelden.

De na het voor de keuze vereischt getal in een biljet vermelde namen komen niet in aanmerking.

Artikel 7.

Bij eene eerste stemming wordt niemand gekozen, dan met volstrekte meerderheid van stemmen.

Indien meer dan het aantal te verkiezen personen de volstrekte meerderheid bekomen, zijn zij gekozen, die de meeste stemmen hebben verkregen.

Bij herstemming, noodzakelijk wanneer de volstrekte meerderheid bij de eerste stemming niet is verkregen, zijn zij gekozen, die de meeste stemmen verkrijgen.

Indien de stemmen staken is de oudste in jaren de gekozone.

In geval van gelijken ouderdom beslist het lot.

Artikel 8.

Wanneer bij eene eerste stemming geen volstrekte meerderheid voor een of meer der te vervullen plaatsen is verkregen, wordt onmiddellijk door den Districts-Commissaris van *Beneden Commewijne* staande de vergadering eene lijst opgemaakt, bevattende tweemaal zooveel namen als er personen te kiezen zijn. Op de lijst worden gebracht zij, die bij de eerste stemming de meeste stemmen hebben gehad.

Mocht het ter verkrijging van het vereischte getal namen noodig zijn, ten slotte iemand op de lijst te brengen, die evenveel stemmen heeft verkregen als een ander, dan zal van deze beide de oudste in jaren op de lijst worden gebracht.

Ingeval van gelijken ouderdom beslist het lot.

De herstemming vindt plaats uiterlijk veertien dagen na de eerste stemming.

Artikel 9.

Zij die gekozen zijn, ontvangen daarvan schriftelijk kennis van den Districts-Commissaris van *Beneden Commewijne*, indien zij niet bij de stemming tegenwoordig zijn.

De gekozene verklaart binnen acht dagen schriftelijk of mondeling, of hij zich de keuze al dan niet laat welgevallen. Laat hij dien termijn verstrijken zonder zoodanige verklaring aan den Districts-Commissaris te hebben gezonden, dat wordt hij geacht het lidmaatschap van de Commissie niet te hebben aangenomen.

Indien de gekozene zich de keuze niet laat welgevallen of den termijn bovenbedoeld laat voorbijgaan zonder

1901.

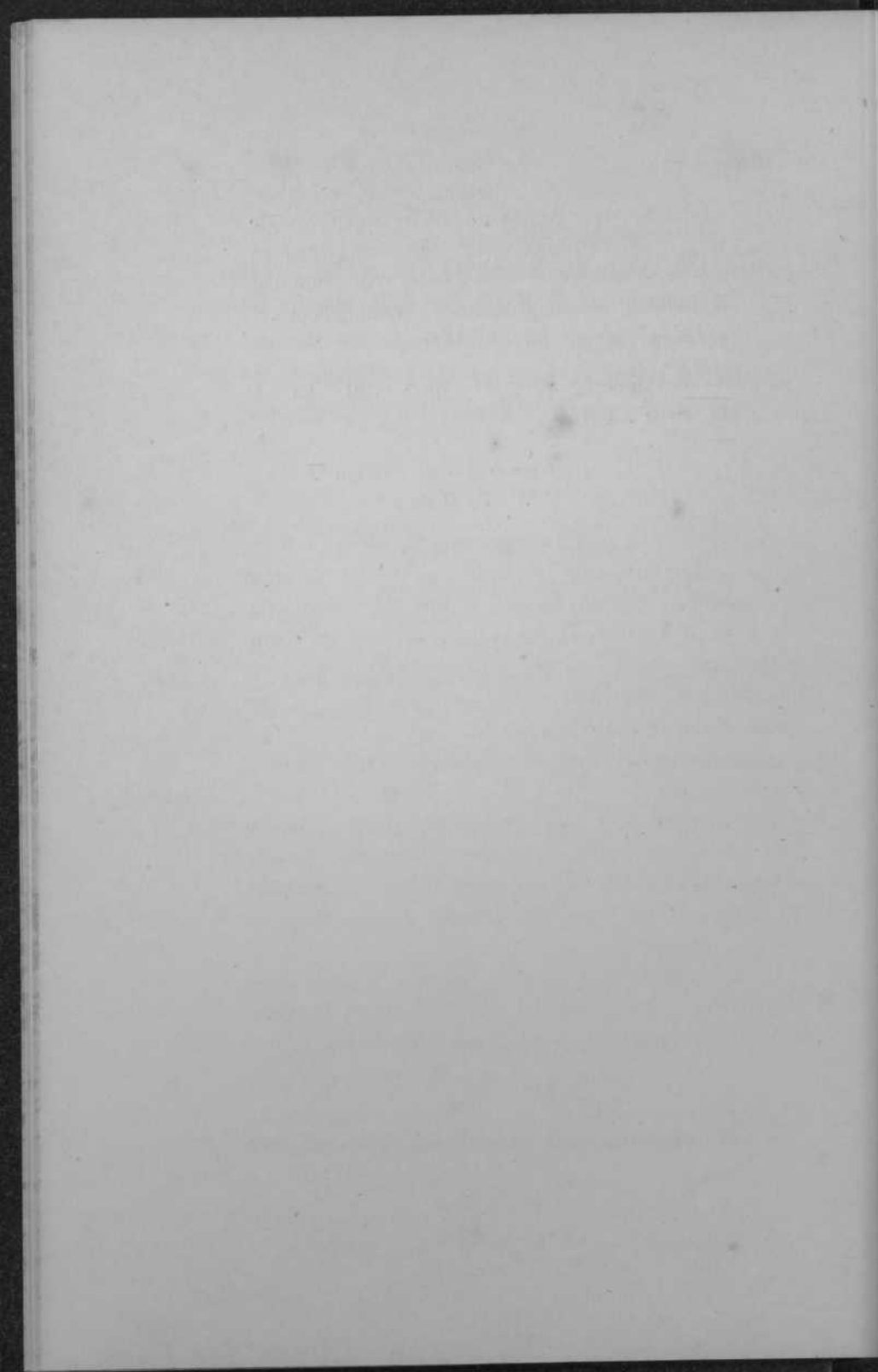
No. 15.

zich te verklaren, heeft binnen veertien dagen na de kennisgeving of na het verstrijken van meerbedoelden termijn zonder kennisgeving eene nieuwe vrije stemming plaats, op de wijze als voor de eerste stemming bepaald.

Behoort bij resolutie van 11 April 1901 La. A No. 3081 (G. B. No. 15).

De Gouvernements-Secretaris,

C. F. SCHOCH.



REGELING voor de toepassing van artikel 3 der verordening van 8 Maart 1900 Gouv. Blad No. 17, houdende regelen tot verzekering van de gemeenschappelijke belangen van de belanghebbenden bij de aan de Orelanakreek gelegen gronden.

Artikel 1.

Jaarlijks zoo mogelijk onmiddellijk na afloop van de in de maand November te houden verkiezing van leden der Commissie bedoeld in art. 2 van de verordening van 8 Maart 1900 G. B. No. 17, wordt door de Commissie eene vergadering gehouden met belanghebbenden bij de aan de *Orelanakreek* gelegen gronden, ter bespreking van de maatregelen of werken, die in het gemeenschappelijk belang der belanghebbenden noodig geacht worden.

Tusschentijds kan eene vergadering voor hetzelfde doel ook belegd worden, wanneer ten minste *twintig* belanghebbenden daartoe het verzoek doen of wanneer de Districts-Commissaris van *Beneden Commewijne* dit noodig oordeelt.

De belanghebbenden worden tot die vergaderingen bij circulaire opgeroepen, ten minste 8 dagen te voren, onder vermelding van het doel der vergadering.

Artikel 2.

Is het aantal op eene vergadering bijeengekomen

belanghebbenden minder dan de helft der op de laatste door den Gouverneur vastgestelde lijst voorkomende personen, dan wordt er geene beslissing genomen. Belanghebbenden worden dan binnen zes weken voor eene tweede vergadering opgeroepen op de wijze als in art. 1 bepaald.

In deze vergadering wordt overgegaan tot het nemen van eene beslissing onafhankelijk van het aantal verschenen belanghebbenden, met inachtneming van de bepaling van het 1ste lid van art. 3 der verordening, dat een maatregel of werk beschouwd wordt als te zijn in het gemeenschappelijk belang der belanghebbenden, wanneer blijkt dat $\frac{4}{5}$ van hen, die hunne meening hebben te kennen gegeven, zich verklaren voor de uitvoering.

Artikel 3.

Belanghebbenden worden door hoofdelijke stemming in de gelegenheid gesteld zich omtrent de wenschelijkheid van een maatregel of van een werk te verklaren.

Artikel 4.

Acht de Districts-Commissaris het om de eene of andere reden niet noodig eene vergadering te beleggen om de meening van belanghebbenden te leeren kennen over het gemeenschappelijk belang van een maatregel of werk, dan kan hij bij circulaire die meening vragen.

Belanghebbenden kunnen in dat geval schriftelijk aangeven of zij voor dan wel tegen de uitvoering van den voorgestelden maatregel of van het voorgestelde werk zijn, of wel daarvan mondeling mededeeling doen

1901.

No. 15.

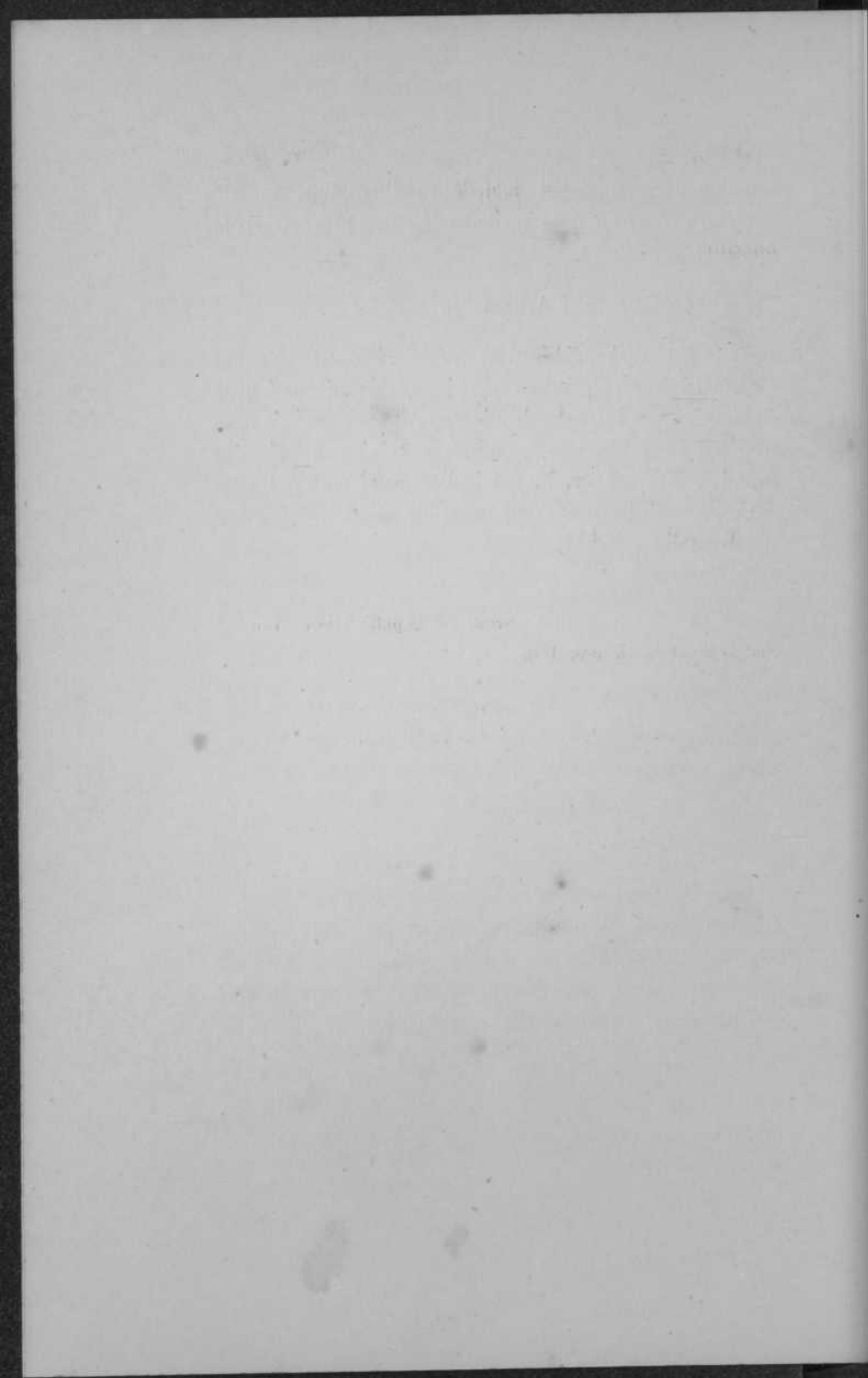
aan den persoon belast met de rondbrenging van de circulaire, die van deze mededeeling dan proces-verbaal opmaakt.

Artikel 5.

Van het verhandelde ter vergadering en van het resultaat van een op andere wijze ingesteld onderzoek naar de meening van belanghebbenden, wordt zoo spoedig mogelijk door den Districts-Commissaris verslag uitgebracht aan den Gouverneur, in het laatste geval onder mededeeling van de motieven, waarom geen vergadering werd noodig geacht.

Behoort bij resolutie van 11 April 1901 La. A No. 3081 (G. B. No. 15).

De Gouvernements-Secretaris,
C. F. SCHOCH.



1901.

No. 16.

G O U V E R N E M E N T S B L A D

VAN DE

K O L O N I E S U R I N A M E.

PUBLICATIE van 2 April 1901,
*waarbij wordt afgekondigd de wet van den 2^{den}
Februari 1901 (Staatsblad No. 55), houdende wijzi-
ging van het Regeeringsreglement voor Suriname.*

IN NAAM DER KONINGIN!

DE GOUVERNEUR VAN SURINAME,

Van wege de Koningin den last ontvangen
hebbende tot afkondiging van onderstaande wet:

WIJ WILHELMINA, BIJ DE GRATIE GODS, KONINGIN DER
NEDERLANDEN, PRINSES VAN ORANJE-NASSAU, ENZ., ENZ., ENZ.

Allen, die deze zullen zien of hooren lezen, saluut!
doen te weten:

Alzoo Wij in overweging genomen hebben dat het
wenschelijk is sommige bepalingen der wet van 31
Mei 1865 (*Staatsblad* n^o. 55), houdende vaststelling van
het Reglement op het beleid der regeering in de kolonie
Suriname, te herzien;

Zoo is het, dat Wij, den Raad van State gehoord, en
met gemeen overleg der Staten-Generaal, hebben goed-
gevonden en verstaan, gelijk Wij goedvinden en ver-
staan bij deze:

Artikel 1.

De hieronder vermelde artikelen der wet van 31 Mei 1865 (*Staatsblad* n°. 55), houdende vaststelling van het Reglement op het beleid der Regeering in de kolonie *Suriname*, worden gewijzigd als bij de volgende artikelen dezer wet is vermeld.

Artikel 2.

In artikel 2, in litera *c* en in den eersten zin van litera *d* van artikel 22, in artikel 123, 1ste lid, en in artikel 143 wordt voor „algemeene verordeningen” gelezen: „wettelijke regelingen”.

Artikel 3.

Artikel 3 wordt gelezen als volgt:

„De wettelijke regelingen, in de kolonie geldig, zijn:

„1°. de verdragen met vreemde Mogendheden door den Staat aangegaan, voor zooverre zij in de kolonie van toepassing zijn;

„2°. de algemeene verordeningen, waaronder worden verstaan:

„*a.* de wetten, die, volgens de bepalingen der Grondwet van het Koninkrijk, voor de kolonie gemaakt of voor haar toepasselijk verklaard zijn;

„*b.* de besluiten des Konings, genomen in den vorm, bij de Grondwet van het Koninkrijk voorgeschreven voor algemeene maatregelen van bestuur;

„*c.* de koloniale verordeningen, vastgesteld door den Gouverneur, met goedkeuring van de Koloniale Staten;

„3°. de besluiten, houdende algemeene maatregelen, door den Gouverneur, den Raad van Bestuur gehoord, binnen de grenzen zijner bevoegdheid uitgevaardigd;

„4°. de keuren en reglementen door de in art. 115 genoemde besturen binnen de grenzen hunner bevoegdheid uitgevaardigd.”

Artikel 4.

In artikel 7 wordt voor „Nederlanders, in den zin der wet bedoeld in art. 7 der Grondwet van het Koninkrijk”, gelezen: „Nederlanders volgens de wet op het Nederlandschap en het ingezetenschap”.

Artikel 5.

Het eerste lid van artikel 18 wordt gelezen als volgt:

„Hij mag geen handel drijven en geen deel hebben, regstreeks of zijdelings, in dien van anderen, noch in eenige concessie of onderneming van welken aard ook op de kolonie betrekking hebbende of daarbinnen gevestigd.”

Artikel 6.

Het eerste lid van artikel 19 wordt gelezen als volgt:

„Bloedverwantschap of zwagerschap, tot den derden graad ingesloten, mag niet bestaan tussehen den Gouverneur eenerzijds en den ondervoorzitter of de leden van den Raad van Bestuur, den gouvernements-secretaris, den procureur-generaal, of een der hoofdambtenaren met het beleid eener bijzondere afdeeling van algemeen bestuur door den Koning belast, anderzijds.”

Artikel 7.

Artikel 20 wordt gelezen als volgt :

„Wanneer er vermoeden bestaat, dat de Gouverneur krankzinnig is, belegt de ondervoorzitter van den Raad van Bestuur eene vergadering van dien Raad, opdat de gegrondheid van het vermoeden onderzocht worde.

„De Raad van Bestuur, oordeelende dat daartoe termen bestaan, beveelt het instellen van een geneeskundig onderzoek aan eene commissie, te zamen gesteld uit de twee hoogst in rang aanwezige officieren van gezondheid der zee- of landmagt en twee burgerlijke geneesheeren.

„Deze commissie is bevoegd den gewonen geneesheer des Gouverneurs in haar midden te roepen en dient den Raad van Bestuur van berigt.

„Van het in den Raad van Bestuur verhandelde worden naauwkeurige processen-verbaal in dubbel opgemaakt en door den ondervoorzitter, de leden en den secretaris onderteekend.

„Als de Raad van Bestuur oordeelt, dat het berigt der commissie het bestaande vermoeden bevestigt, wordt onverwijld een der dubbelen van de processen-verbaal gezonden aan den Koning, en belegt de ondervoorzitter van den Raad van Bestuur eene zitting van de Koloniale Staten.

„De zitting wordt gehouden met gesloten deuren. De vergadering verklaart, na de personen, die inlichtingen geven kunnen, onder eede gehoord te hebben, en bij volstrekte meerderheid van stemmen der aanwezige leden, of er termen bestaan om den Gouverneur tot de uitoefening zijner waardigheid niet in staat te achten.

„De verklaring, dat zoodanige termen bestaan, ontheft, zoolang zij niet, na gelijk onderzoek, op gelijke wijze is ingetrokken en in afwachting van de beslissing des Konings, den Gouverneur van de uitoefening zijner waardigheid.

„Van het in de Koloniale Staten verhandelde wordt een naauwkeurig proces-verbaal in dubbel opgemaakt en door al de leden en den griffier onderteekend.

„Een der dubbelen wordt onverwijld gezonden aan den Koning.

„Wanneer de Gouverneur door een plotselingen ziekte-toestand buiten staat is geraakt om zijne waardigheid uit te oefenen en om overeenkomstig art. 28bis het dagelijksch beleid van zaken aan een ander op te dragen, worden de in dit artikel opgenomen bepalingen eveneens toegepast, met dien verstande echter, dat de Gouverneur, nadat hij voldoende hersteld is, het bestuur weder op zich neemt en daarvan bij proclamatie aan de ingezetenen kennis geeft.”

Artikel 8.

In de artikelen 21 en 25 wordt voor „art. 159 der Grondwet” gelezen: „art. 164 der Grondwet.”

Artikel 9.

De beide laatste leden van artikel 22 worden vervangen door de volgende bepalingen:

„De feiten in dit artikel vermeld worden beschouwd als misdrijven.

„De feiten vermeld onder litt. *a*, *b*, *c* en *d* worden gestraft met de straf genoemd in art. 355, en het feit, vermeld onder litt. *e*, met de straf genoemd in artikel 356 van het Nederlandsch Wetboek van Strafrecht.”

Artikel 10.

Artikel 26 wordt gelezen als volgt:

„Wanneer de Gouverneur overeenkomstig art. 20 tijdelijk van de uitoefening zijner waardigheid is ontheven, of wanneer hij buiten staat geraakt om haar uit te oefenen zonder in de gelegenheid te zijn om het dagelijksch beleid van zaken, overeenkomstig artikel 28*bis*, aan den daar bedoelden persoon op te dragen, treedt als waarnemend Gouverneur op de persoon, van 's Konings wege daartoe aangewezen, of, bij gebreke van zoodanige aanwijzing, gelijk mede wanneer en zoolang de aangewezen persoon niet kan optreden, de ondervoorzitter van den Raad van Bestuur.

„Hetzelfde geschiedt wanneer de Gouverneur overlijdt, verlof erlangt of zijne betrekking nederlegt en zijn opvolger nog niet is aangewezen of nog niet kan optreden.”

Artikel 11.

Artikel 27 wordt gelezen als volgt:

„Al wat in deze wet bepaald is omtrent den Gouverneur is toepasselijk op den waarnemenden Gouverneur, met uitzondering der voorschriften in de artikelen 12, 13, 15 en 19, en met dien verstande, dat de verbodsbepalingen van artikel 18 niet gelden voor het deel dat

de waarnemende Gouverneur in de daa**bij** bedoelde ondernemingen had vóór dat hij het bestuur aanvaardde."

Artikel 12.

De aanhef van artikel 28 wordt gelezen als volgt :

„De waarnemende Gouverneur brengt zijne aanvaarding van het bestuur bij proclamatie ter kennis van de ingezetenen, en legt, zoo spoedig mogelijk, in eene daartoe te houden en zoo noodig buitengewoon bijeen te roepen vergadering der Koloniale Staten, in handen van den voorzitter der vergadering, den eed (of de beiofte) af : „Ik zweer" enz.

Artikel 13.

In de artikelen 42, 47, 49 en 54 vervalt het woord „inwendig".

Artikel 14.

Aan het slot van artikel 47 wordt, met verandering van de punt in eene komma, toegevoegd : „tenzij daartoe bij zoodanige wet of zoodanig besluit vrijheid is gelaten".

Artikel 15.

Artikel 48 wordt gelezen als volgt :

„Behoudens de regelingen, bedoeld in het tweede lid van artikel 114 en in de artikelen 148 en 151, kan elk onderwerp, waarin volgens dit reglement bij koloniale verordening is of kan worden voorzien, worden geregeld bij Koninklijk besluit, genomen in den vorm, bij de

Grondwet van het Koninkrijk voorgeschreven voor algemeene maatregelen van bestuur.

„De koloniale verordening in wier onderwerp wordt voorzien bij de wet of bij een Koninklijk besluit als bedoeld in het eerste lid van dit artikel, vervalt op het oogenblik dat zoodanige wet of zoodanig Koninklijk besluit in de kolonie begint te werken.”

Artikel 16.

Artikel 53 wordt gelezen als volgt :

„Ten aanzien van de werking der afgekondigde verordening geldt het bepaalde bij artikel 45.”

Artikel 17.

Artikel 58 wordt gelezen als volgt :

„De Raad van Bestuur bestaat uit den Gouverneur als voorzitter, den ondervoorzitter en drie leden.

„De ondervoorzitter en de leden worden door den Koning benoemd, geschorst en ontslagen.

„De rang der leden regelt zich naar den ouderdom van benoeming.”

Artikel 18.

In artikel 60 wordt voor „De door den Koning benoemde leden en buitengewone leden” gelezen : „De ondervoorzitter, leden en buitengewone leden”.

In het eedsformulier in dit artikel wordt voor „lid (buitengewoon lid)” gelezen : „ondervoorzitter (lid, buitengewoon lid)”.

Artikel 19.

Artikel 68 wordt gelezen als volgt:

„De leden der Koloniale Staten worden door de kiezers regstreeks gekozen in verhouding van één op twee honderd kiezers, doch nimmer minder dan dertien of meer dan vijf en twintig.”

Artikel 20.

In artikel 69 wordt in 1°. *a* voor „Nederlanders in den zin der wet, bedoeld in art. 7 der Grondwet van het Koninkrijk” gelezen: „Nederlanders volgens de wet op het Nederlanderschap en het ingezetenschap” en wordt 1°. *b* gelezen: „Vreemdelingen, wanneer zij gedurende de laatste vijf jaren, voorafgegaan aan 1 Januarij van het jaar, waarin de kiezerslijst wordt vastgesteld, in de kolonie zijn gevestigd geweest”.

De laatste zin van artikel 69 wordt gelezen als volgt:

„4°. of het betalen van belasting over een jaarlijksch inkomen van f 1400 of meer,

of het betalen in de gezamenlijke directe belastingen eener som, waarvan het juiste bedrag, mits niet beneden dat van f 20 noch boven dat van f 100, bij het kiesreglement wordt bepaald.”

Artikel 21.

Artikel 72 wordt gelezen als volgt:

„Uitgesloten zijn de Gouverneur, de ondervoorzitter en de leden van den Raad van Bestuur, de gouverne-

ments-secretaris en de krijgslieden van den Staat in werkelijke dienst."

Artikel 22.

Artikel 74 wordt gelezen als volgt:

„De leden hebben zitting gedurende zes jaren.

„Om de twee jaren treedt een derde hunner af, met dien verstande dat, wanneer het getal der leden niet door drie deelbaar is, bij de eerste, of bij de eerste en tweede aftreding één lid meer aftreedt dan bij de volgende.

„De uitvallenden zijn dadelijk weder herkiesbaar.

„Na de eerste benoeming, evenals na eene ontbinding en na eene verandering van het getal leden, wordt de rooster van aftreding door het lot geregeld.

„Hij, die ter vervulling eener tusschentijds opengevallene plaats gekozen is, treedt af op het tijdstip, waarop degene in wiens plaats hij verkozen is, moest aftreden."

Artikel 23.

Artikel 115 wordt gelezen als volgt:

„De verdeeling der kolonie in districten en gemeenten, de oprigting en opheffing van waterschappen, de zamenstelling, inrigting en bevoegdheid der districts-, plaatselijke en waterschapsbesturen, mitsgaders al hetgeen betreft de politie van land en stad, worden geregeld bij koloniale verordening."

Artikel 24.

In artikel 118 wordt voor de woorden „en tegen voorafgaande schadevergoeding", gelezen: „en tegen vooraf genoten of vooraf verzekerde schadeloosstelling".

In het tweede lid van dat artikel wordt voor „schade-vergoeding”, gelezen: „schadeloosstelling”.

Artikel 25.

In artikel 128 worden in plaats van de woorden „bij de wet” gelezen de woorden „door den Koning.”

Aan gemeld artikel wordt toegevoegd eene tweede alinea van den volgende inhoud:

„Bij het in werking treden van zoodanig Koninklijk besluit vervalt, voor zooveel de kolonie *Suriname* aangaat, de wet van 4 April 1869 (*Staatsblad* n°. 36)”.

Artikel 26.

In de artikelen 131 en 146 vervalt het woord „geschorst” en de daarvóór staande komma.

Artikel 27.

In artikel 148 vervallen de woorden: „ten behoeve van het Rijk of van de kolonie”.

Artikel 28.

Artikel 151 wordt gelezen als volgt:

„Geldleeningen ten laste der kolonie kunnen niet worden aangegaan dan uit kracht van de wet of van koloniale verordeningen, goedgekeurd bij de wet.”

Artikel 29.

De laatste twee zinnen van artikel 154 worden gelezen als volgt:

„Zij kunnen te dien einde vereenigd worden in schutterijen.

1901.

No. 16.

„De sterkte en inrigting dier schutterijen worden alsdan bij koloniale verordening geregeld.”

Artikel 30.

In artikel 166 wordt achter „vergunning verleenēn” ingevoegd: „voor mijnbouwondernemingen en”.

Artikel 31.

Aan artikel 168 wordt het volgende toegevoegd:

„Op deze regelingen is artikel 47 van dit reglement niet van toepassing.”

Artikel 32.

Aan de in artikel 1 bedoelde wet worden de twee volgende artikelen toegevoegd.

Na artikel 28 wordt opgenomen een artikel 28 *bis*, luidende:

„Wanneer ziekte of korte afwezendheid van den Gouverneur eene voorziening noodzakelijk maakt, draagt hij het dagelijksch beleid van zaken tijdelijk op aan den persoon, die volgens artikel 26 in de bij dat artikel bedoelde gevallen als waarnemend Gouverneur zal moeten optreden.

„Zoodanige opdracht wordt door den Gouverneur bij proclamatie ter kennis van de ingezetenen gebragt.”

Na artikel 32 wordt opgenomen een artikel 32 *bis*, luidende:

„Onverminderd het geval, voorzien in artikel 32, en behoudens de bepalingen van dit reglement, is de Gouverneur bevoegd om in dringende omstandigheden, voor de

geheele kolonie of bepaalde gedeelten daarvan, onder nadere bekrachtiging door de wet, wetten geheel of gedeeltelijk te schorsen.

„Van deze handeling wordt door den Koning onverwijld kennis gegeven aan de Staten-Generaal.

„De Gouverneur heeft ten aanzien van Koninklijke besluiten en koloniale verordeningen, als vermeld onder 2°. van artikel 3, onder nadere goedkeuring des Konings, gelijke bevoegdheid als hem in het eerste lid van dit artikel is gegeven.”

Overgangsbepaling.

De leden van de Koloniale Staten, door den Gouverneur benoemd, treden af op den dag, waarop deze wet in werking treedt.

Indien er dan door de kiezers gekozen leden zijn, die volgens artikel 72 van het Regeeringsreglement, zooals het luidt volgens artikel 21 dezer wet, zijn uitgesloten, treden deze eveneens af.

De verkiezing van leden in de plaats van de afgetreden en geschiedt binnen den termijn, bij het kiesreglement voor de vervulling van tusschentijds openvallende plaatsen voorgeschreven.

Na afloop van deze verkiezing wordt de rooster van aftreding, bedoeld in het vierde lid van artikel 74 van het Regeeringsreglement, op nieuw door het lot geregeld.

De eerste aftreding heeft plaats op het einde van het zittingjaar, volgende op dat, waarin de nieuwe rooster van aftreding is vastgesteld.

Vreemdelingen, wier namen bij het in werking treden

1901.

No. 16.

dezer wet op de kiezerslijst voorkomen, worden ten aanzien van het kiesrecht als ingezetenen aangemerkt.

Lasten en bevelen, dat deze in het *Staatsblad* zal worden geplaatst, en dat alle Ministerieele Departementen, Autoriteiten, Colleges en Ambtenaren, wie zulks aangaat, aan de nauwkeurige uitvoering de hand zullen houden.

Gegeven te 's Gravenhage, den 2den Februari 1901.

WILHELMINA.

De Minister van Koloniën,

CREMER.

Uitgegeven den twee en twintigsten Februari 1901.

De Minister van Justitie

CORT V. D. LINDEN.

Heeft de opneming daarvan in het *Gouvernementsblad* bevolen.

Voormelde wet treedt in werking met den dag der uitgifte van deze publicatie.

Gedaan te Paramaribo, den 2den April 1901.

TONCKENS.

De Gouvernements-Secretaris,

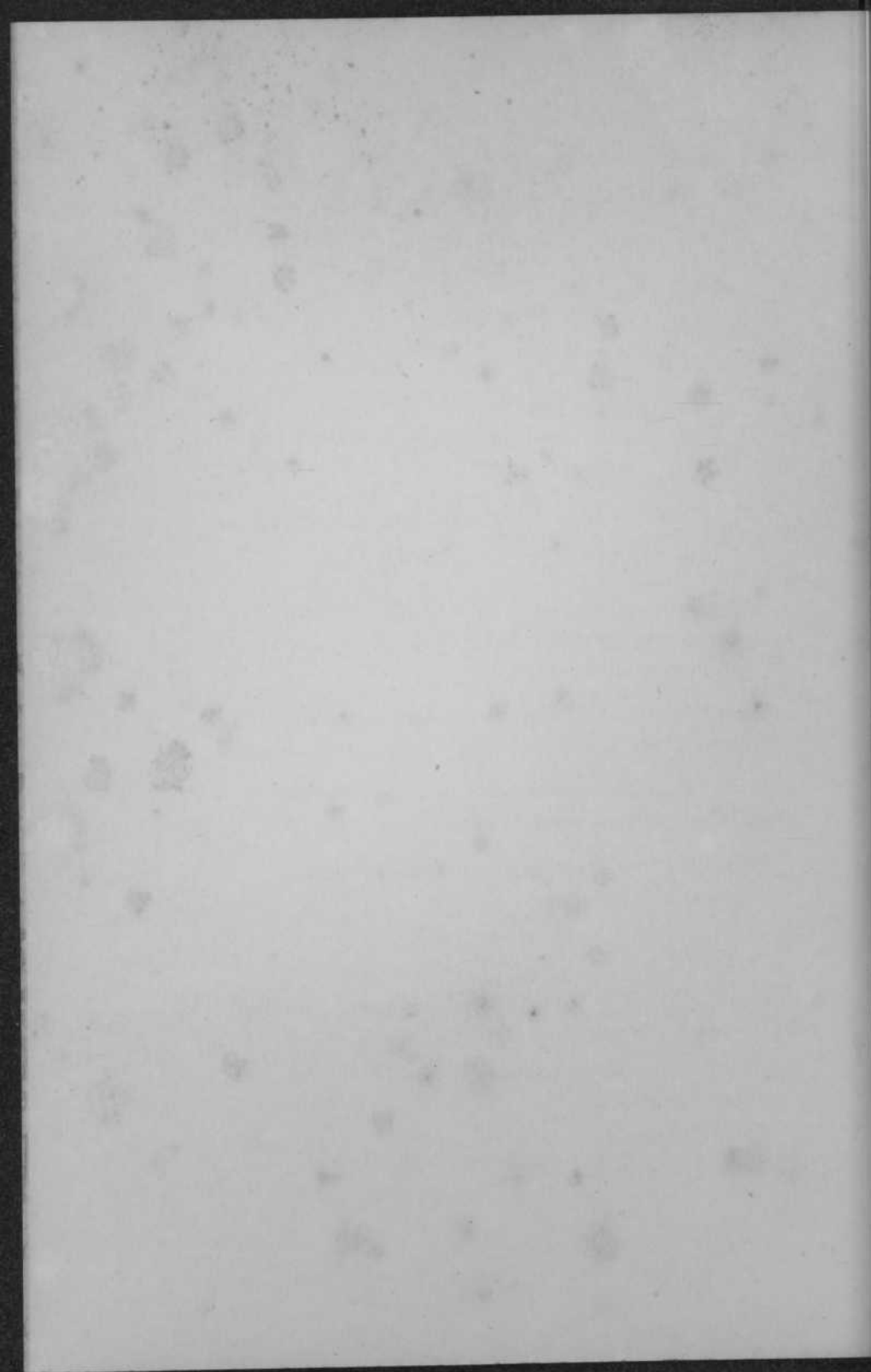
C. F. SCHOCH.

Uitgegeven den 13den April 1901.

De Gouvernements-Secretaris,

C. F. SCHOCH.





1901.

No. 17.

G O U V E R N E M E N T S B L A D

VAN DE

K O L O N I E S U R I N A M E.

VERORDENING van 13 April 1901,
tot wijziging van de pestverordening.

IN NAAM DER KONINGIN!

DE GOUVERNEUR VAN SURINAME,

In overweging genomen hebbende: dat het noodig is
de pestverordening te wijzigen;

Heelt, den Raad van Bestuur gehoord, na verkregen
goedkeuring der Koloniale Staten,

En gelet op het tweede lid van art. 50 van het
Regeeringsreglement dezer kolonie,

vastgesteld onderstaande verordening:

Art. 1.

In art. 18 sub 2^o. van de pestverordening vervallen
in de eerste zinsnede de woorden:

„te rekenen van de genezing of den dood van den
„laatststen pestlijder”,

met wijziging van de komma achter het woord
„onderworpen” in een punt.

1901.

No. 17

Art. 2.

Art. 28 van de pestverordening wordt aangevuld met de volgende zinsnede :

„Hij die zich in strijd met artikel 9 begeeft naar „eenige plaats binnen of buiten de kolonie gelegen, „wordt gestraft met eene boete van f 10.— tot f 300.—”

Art. 3.

Deze verordening treedt in werking op den dag harer afkondiging.

Gegeven te Paramaribo, den 13^{den} April 1901.

TONCKENS

De Gouvernements-Secretaris.

C. F. SCHOCH.

Uitgegeven den 17^{den} April 1901.

Le Gouvernements-Secretaris,

C. F. SCHOCH.

1901.

No. 18.

G O U V E R N E M E N T S B L A D

VAN DE

K O L O N I E S U R I N A M E.

PUBLICATIE van 11 April 1901,
*waarbij wordt afgekondigd de wet van den 24sten
Juli 1893 (Staatsblad 1893 No. 120), tot goed-
keuring van de den 12 Juli 1892 te Madrid getee-
kende Verklaring nopens de voorloopige regeling
der handelsbetrekkingen tusschen Nederland en
Spanje.*

IN NAAM DER KONINGIN!

DE GOUVERNEUR VAN *SURINAME*,

Van wege de Koningin den last ontvangen
hebbende tot afkondiging van onderstaande wet :

IN NAAM VAN HARE MAJESTEIT WILHELMINA , BIJ DE
GRATIE GODS , KONINGIN DER NEDERLANDEN , PRINSES VAN
ORANJE-NASSAU , ENZ., ENZ., ENZ.

WIJ EMMÁ . KONINGIN-WEDUWE , REGENTES VAN HET
KONINKRIJK ,

Allen, die deze zullen zien of hooren lezen, saluut!
doen te weten :

1901.

No. 18.

Alzoo Wij in overweging hebben genomen dat in de Verklaring nopens de voorloopige regeling der handelsbetrekkingen tusschen *Nederland* en *Spanje* den 12 Juli 1892 door wederzijdsche gevolmachtigden te *Madrid* geteekend eene bepaling voorkomt die wettelijke rechten betreft ;

Gelet op het tweede gedeelte van artikel 59 der Grondwet ;

Zoo is het, dat Wij, den Raad van State gehoord, en met gemeen overleg der Staten-Generaal, hebben goedgevonden en verstaan, gelijk Wij goedgevinden en verstaan bij deze :

Eenig artikel.

De nevens deze wet in afschrift gevoegde Verklaring tot voorloopige regeling der handelsbetrekkingen tusschen *Nederland* en *Spanje* den 12 Juli 1892 door wederzijdsche gevolmachtigden te *Madrid* geteekend, wordt goedgekeurd.

Lasten en bevelen, dat deze in het *Staatsblad* zal worden geplaatst, en dat alle Ministerieele Departementen, Autoriteiten, Colleges en Ambtenaren, wie zulks aangaat, aan de nauwkeurige uitvoering de hand zullen houden.

Gegeven op het Loo, den 24sten Juli 1893.

E M M A.

De Minister van Buitenlandsche Zaken,

V A N T I E N H O V E N.

1901.

No. 18.

*De Minister van Waterstaat,
Handel en Nijverheid,*

C. LELY.

De Minister van Financiën,

PIERSON.

De Minister van Koloniën,

V. DEDEM.

Uitgegeven den een en twintigsten Augustus 1893.

De Minister van Justitie,

SMIDT.

Heeft de opneming daarvan in het *Gouverne-
mentsblad* bevolen.

Gedaan te Paramaribo, den 1^{den} April 1901.

TONCKENS.

De Gouvernements-Secretaris,

C. F. SCHOCH.

Uitgegeven den 1^{sten} Mei 1901.

De Gouvernements-Secretaris,

C. F. SCHOCH.

1) DÉCLARATION entre le Gouvernement de Sa Majesté la Reine des Pays-Bas et le Gouvernement de Sa Majesté le Roi d'Espagne, signée à Madrid le 12 juillet 1892 et réglant les relations commerciales entre les Pays-Bas et l'Espagne.

En attendant la conclusion d'une Convention de Commerce et de Navigation entre les Pays-Bas et l'Espagne, établie sur des bases plus amples, le Gouvernement de Sa Majesté la Reine des Pays-Bas et le Gouvernement de Sa Majesté le Roi d'Espagne sont convenus de la Déclaration suivante :

1°. Les articles originaires des Pays-Bas et de leurs Colonies mentionnés dans le tarif ci-joint (annexe I) payeront en Espagne et îles adjacentes, lorsqu'ils seront importés directement, les droits qui s'y trouvent inscrits.

2°. Les articles insérés dans les tableaux ci-joints (annexes I et II) n'y seront pas assujettis à des droits autres ni plus élevés lorsqu'ils seront importés directement, que ceux afférents aux articles similaires d'origine ou de manufacture d'une autre Nation.

3. Les articles originaires des Pays-Bas et de leurs Colonies non compris dans les annexes I et II de cette Déclaration, seront assujettis dans la Péninsule et îles

1) Eene wijziging van deze »déclaration« is opgenomen in het Gouvernementsblad van 1900 onder Nos. 26 en 27.

adjacentes lorsqu'ils seront importés directement au tarif minimum (seconde colonne) du tarif général du 31 décembre 1891.

4°. Les articles originaires des Pays-Bas et de leurs Colonies, importés directement payeront dans les îles de Cuba et Porto-Rico et pendant la durée de la présente Convention les droits de la seconde colonne du tarif des Douanes spécial des dites Provinces du 29 avril 1892 aussi longtemps que ce tarif restera en vigueur.

5°. L'importation sous connaissement direct (through bill of lading) est assimilée à l'importation directe.

6°. Les articles originaires de l'Espagne et îles adjacentes, et ceux des îles de Cuba et Porto-Rico, ne seront pas soumis à leur importation dans les Pays-Bas à d'autres droits que ceux des autres Nations.

7°. Cette Déclaration sera soumise, dans le plus bref délai possible, à l'approbation de la législature des deux pays; en cas de dénonciation par l'un des deux Gouvernements, elle cessera ses effets un an après la date de cet acte.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires respectifs, dûment autorisés, ont signé la présente Déclaration et y ont apposé leurs cachets.

Fait en double expédition à Madrid le douze juillet mil huit cent quatre vingt douze.

(L.S.) (*get.*) LE DUC DE TETUAN. (L.S.) (*get.*) GERIQUE.

ANNEXE I.

T A R I F des droits d'entrée en Espagne.

	Pesetas.	
Fromage	0.25 par	kilogr.
Beurre	40	„ 100 „
Genièvre jusque 22° Cartier	160	„ hectolitre
Rhum	160	„ „
Bière	12.50	„ „
Capsules métalliques pour bouteilles	15	„ 100 kilogr.
Étain en lingots	11	„ „
Staniol	22	„ „
Sulfate ammoniacal.....	0.25	„ „
Indigo	15	„ „ „
Oignons à fleurs	l'bres.	

ANNEXE II.

T A B L E A U des articles d'origine hollandaise qui ne pourront pas être assujettis en Espagne, à des droits d'entrée autres ni plus élevés que les produits similaires d'origine ou de manufacture d'un autre pays.

Beurre de cacao.

Cacao en poudre.

1901.

Chicorée.

Eaux de vie et liqueurs.

Verrieres.

Peaux et cuirs non tannées.

Machines.

Huiles végétales (de lin).

Amidon.

Carton ordinaire et papier.

Flanelle à chaîne de coton.

Sacs en jute.

Parafine, stearine, cire et blanc de balaine (ouverts).

Courroies en cuir pour machines.

Imprimés coloriés (estampes, dessins, cartes coloriées).

Fécules pour usage industriel et dextrine, y compris
la fécule de pommes de terre.

Vaches à lait.

Bétail.

Écorce de quinquina de Java.

Sucre.

Gomme élastique de Java.

Gomme damar.

Gomme copal.

Gomme benzoe.

Cassia vera.

Noix muscades.

Thé.

Fers fondus en objets ordinaires (numéro 28 du tarif).

Idem en objets fins („ 29 „ „ „).

VERTALING.

1) VERKLARING tusschen de Regeering van Hare Majesteit de Koningin der Nederlanden en de Regeering van Zijne Majesteit den Koning van Spanje, geteekend te Madrid, den 12den Juli 1892, en regelende de handelsbetrekkingen tusschen Nederland en Spanje.

In afwachting van het sluiten eener op breedere grondslagen gevestigde Handels- en Scheepvaartovereenkomst tusschen Nederland en Spanje, zijn de Regeering van Hare Majesteit de Koningin der Nederlanden en de Regeering van Zijne Majesteit den Koning van Spanje overeengekomen nopens de volgende Verklaring:

1°. De artikelen afkomstig van Nederland en zijne koloniën, vermeld in het hiernevens gevoegd tarief (bijlage I), zullen bij rechtstreekschen invoer in Spanje en de nabijgelegen eilanden de in dat tarief opgegevene rechten betalen.

¹⁾ Eene wijziging van deze »verklaring« is opgenomen in het Gouvernementsblad van 1900 onder No. 27.

2°. De artikelen in de hiernevensgevoegde tabellen (bijlagen I en II) vermeld, zullen aldaar bij rechtstreekschen invoer aan geene andere of hoogere rechten onderworpen zijn dan die welke gelden voor gelijksoortige artikelen (natuurlijke en fabriekmatige) afkomstig van eene andere natie.

3°. De artikelen afkomstig van Nederland en zijne koloniën welke niet in de bijlagen I en II van deze Verklaring zijn opgenomen zullen, wanneer zij rechtstreeks worden ingevoerd, in het Schiereiland en op de nabijgelegene eilanden onderworpen zijn aan het minimum-tarief (tweede kolom) van het algemeen tarief van 31 December 1891.

4°. De artikelen afkomstig van Nederland en zijne koloniën zullen, wanneer zij rechtstreeks worden ingevoerd, op de eilanden Cuba en Porto-Rico, en tijdens den duur van de tegenwoordige Overeenkomst, de rechten betalen van de tweede kolom van het afzonderlijk Douanetarief voor genoemde provinciën van 29 April 1892, zoolang dat tarief van kracht zal blijven.

5°. Invoer op door-cognossement (through bill of lading) wordt met rechtstreekschen invoer gelijkgesteld.

6°. De artikelen afkomstig van Spanje en nabijgelegen eilanden en die van de eilanden Cuba en Porto-Rico zullen bij invoer in Nederland aan geen andere rechten onderworpen zijn dan voor andere natiën gelden.

1901.

No. 18.

7°. Deze Verklaring zal zoo spoedig mogelijk aan de goedkeuring der Wetgevende Macht van beide landen onderworpen worden; voor het geval dat een van beide Regeeringen haar mocht opzeggen, zal zij een jaar na dagteekening dezer handeling ophouden van kracht te zijn.

Ter oorkonde waarvan de respectieve gevolmachtigden daartoe behoorlijk gemachtigd de tegenwoordige Verklaring onderteekend en er hun zegel aan gehecht hebben.

Gedaan in dubbel, te Madrid, den twaalfden Juli 1892.

(L.S.) (*get.*) LE DUC DE TETUAN. (L.S.) (*get.*) GERICKE.

BIJLAGE I.

TARIEF van inkomende rechten in Spanje.

	Pesetas.	
Kaas	0.25	per kilogram.
Boter	40	„ 100 kilogr.
Jenever tot 42° Cartier ...	160	„ Hectoliter,
Rum	160	„ „
Bier	12.50	„ „
Metalen capsules voor fles-		
schjen	15	„ 100 kilogr.
Tin in schuitjes	11	„ 100 „

1901.

No. 18.

	Pesetas.	
Staniol (bladtin)	22	per 100 kilogr.
Ammoniak-sulfaat	0.25	" " "
Indigo	15	" " "
Bloembollen	vrij.	

BIJLAGE II.

TABEL van artikelen van Nederlandschen oorsprong die in Spanje aan geen andere of hoogere invoerrechten onderworpen zullen worden dan de gelijksoortige voortbrengselen (natuurlijke of fabriekmatige) van een ander land.

Cacaoboter.

Cacao in poeder.

Chicorei.

Gedistilleerd en likeuren.

Glaswaren.

Huiden en ongeloooid leder.

Machinerieën.

Plantaaide oliën (van lijnzaad).

Stijlsel.

Gewoon karton en papier.

Flanel met katoenen ketting.

Jutezakken.

Parafine, stearine, was en spermaceti (bewerkt).

1901.

No. 18.

Lederen drijfriemen voor machines.

Gekleurde drukwerken (prenten, teekeningen, gekleurde kaarten).

Zetmeel voor industrieele doeleinden en dextrine (aardappelmeel daaronder begrepen).

Melkkoeien.

Vee.

Java-kinabast.

Suiker.

Java-gomelastiek.

Gom damar.

Gom copal.

Gom benzoe.

Cassia vera.

Notemuskaat.

Thee.

Ordinaire voorwerpen van gegoten ijzer (nummer 28 van het tarief).

Fijne voorwerpen van gegoten ijzer (nummer 29 van het tarief).

Behoort bij de Publicatie van 11 April 1901
(G. B. No. 18).

De Gouvernements-Secretaris,
C. F. SCHOCH.

1901.

No. 19.

G O U V E R N E M E N T S B L A D

VAN DE

K O L O N I E S U R I N A M E.

RESOLUTIE van 11 April 1901

La. B No. 3058, *bepalende de plaatsing in het Gouvernementsblad van de den 12den Juli 1892 te Madrid geteekende verklaring nopens de voorloopige regeling der handelsbetrekkingen tusschen Nederland en Spanje.*

DE GOUVERNEUR VAN SURINAME,

Nader voorgenomen de missive van den Minister van Koloniën, dd. 25 Februari 1901 Lett. B No. 34/59, houdende opdracht tot afkondiging van de den 12^{den} Juli 1892 te Madrid geteekende bij de wet van den 24^{sten} Juli 1893 (Staatsblad 1893 No. 120, Gouvernementsblad 1901 No. 18) goedgekeurde verklaring nopens de voorloopige regeling der handelsbetrekkingen tusschen *Nederland en Spanje*, die den 21^{sten} October 1893 door de Koningin-Weduwe-Regentes namens de Koningin is bekrachtigd en waarvan de uitwisseling der akten van bekrachtiging te *Madrid* op 8 December 1893 heeft plaats gehad, zijnde bij het proces-verbaal betreffende

1901.

29

No. 19.

de uitwisseling dier akten, de in werking treding der bovengenoemde verklaring vastgesteld op 1 Januari 1894 ;

BESLUIT :

Te bepalen dat genoemde verklaring zal worden afgekondigd door plaatsing van deze resolutie met den daaraan gehechten afdruk van de verklaring en van de vertaling daarvan in het *Gouvernementsblad*.

Paramaribo, den 14^{den} April 1901.

TONCKENS.

Uitgegeven, den 1^{sten} Mei 1901.

De Gouvernements-Secretaris,

C. F. SCHOCH.

1) DÉCLARATION entre le Gouvernement de Sa Majesté la Reine des Pays-Bas et le Gouvernement de Sa Majesté le Roi d'Espagne, signée à Madrid le 12 juillet 1892 et réglant les relations commerciales entre les Pays-Bas et l'Espagne.

En attendant la conclusion d'une Convention de Commerce et de Navigation entre les Pays-Bas et l'Espagne, établie sur des bases plus amples, le Gouvernement de Sa Majesté la Reine des Pays-Bas et le Gouvernement de Sa Majesté le Roi d'Espagne sont convenus de la Déclaration suivante :

1°. Les articles originaires des Pays-Bas et de leurs Colonies mentionnés dans le tarif ci-joint (annexe I) payeront en Espagne et îles adjacentes, lorsqu'ils seront importés directement, les droits qui s'y trouvent inscrits.

2°. Les articles insérés dans les tableaux ci-joints (annexes I et II) n'y seront pas assujettis à des droits autres ni plus élevés lorsqu'ils seront importés directement, que ceux afférents aux articles similaires d'origine ou de manufacture d'une autre Nation.

3. Les articles originaires des Pays-Bas et de leurs Colonies non compris dans les annexes I et II de cette Déclaration, seront assujettis dans la Péninsule et îles

¹⁾ Eene wijziging van deze »déclaration« is opgenomen in het Gouvernementsblad van 1900 onder Nos. 26 en 27.

adjacentes lorsqu'ils seront importés directement au tarif minimum (seconde colonne) du tarif général du 31 décembre 1891.

4°. Les articles originaires des Pays-Bas et de leurs Colonies, importés directement payeront dans les îles de Cuba et Porto-Rico et pendant la durée de la présente Convention les droits de la seconde colonne du tarif des Douanes spécial des dites Provinces du 29 avril 1892 aussi longtemps que ce tarif restera en vigueur.

5°. L'importation sous connaissement direct (through bill of lading) est assimilée à l'importation directe.

6°. Les articles originaires de l'Espagne et îles adjacentes, et ceux des îles de Cuba et Porto-Rico, ne seront pas soumis à leur importation dans les Pays-Bas à d'autres droits que ceux des autres Nations.

7°. Cette Déclaration sera soumise, dans le plus bref délai possible, à l'approbation de la législature des deux pays; en cas de dénonciation par l'un des deux Gouvernements, elle cessera ses effets un an après la date de cet acte.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires respectifs, dûment autorisés, ont signé la présente Déclaration et y ont apposé leurs cachets.

Fait en double expédition à Madrid le douze juillet mil huit cent quatre vingt douze.

(L.S.) (*get.*) LE DUC DE TETUAN. (L.S.) (*get.*) GERIQUE.

ANNEXE I.

T A R I F des droits d'entrée en Espagne.

	Pesetas.	
Fromage	0.25 par	kilogr.
Beurre	40	„ 100 „
Genièvre jusque 22° Cartier	160	„ hectolitre
Rhum	160	„ „
Bière	12.50	„ „
Capsules métalliques pour bouteilles	15	„ 100 kilogr.
Étain en lingots	11	„ „
Staniol	22	„ „
Sulfate ammoniacal.....	0.25	„ „
Indigo	15	„ „ „
Oignons à fleurs	libres.	

ANNEXE II.

T A B L E A U des articles d'origine hollandaise qui ne pourront pas être assujettis en Espagne, à des droits d'entrée autres ni plus élevés que les produits similaires d'origine ou de manufacture d'un autre pays.

Beurre de cacao.

Cacao en poudre.

1901.

Chicorée.

Eaux de vie et liqueurs.

Verreries.

Peaux et cuirs non tannées.

Machines.

Huiles végétales (de lin).

Amidon.

Carton ordinaire et papier.

Flanelle à chaîne de coton.

Sacs en jute.

Parafine, stearine, cire et blanc de balaine (ouverts).

Courroies en cuir pour machines.

Imprimés coloriés (estampes, dessins, cartes coloriées).

Fécules pour usage industriel et dextrine, y compris
la fécule de pommes de terre.

Vaches à lait.

Bétail.

Écorce de quinquina de Java.

Sucre.

Gomme élastique de Java.

Gomme damar.

Gomme copal.

Gomme benzoe.

Cassia vera.

Noix muscades.

Thé.

Fers fondus en objets ordinaires (numéro 28 du tarif).

Idem en objets fins („ 29 „ „).

VERTALING.

1) VERKLARING tusschen de Regeering van Hare Majesteit de Koningin der Nederlanden en de Regeering van Zijne Majesteit den Koning van Spanje, geteekend te Madrid, den 12den Juli 1892, en regelende de handelsbetrekkingen tusschen Nederland en Spanje.

In afwachting van het sluiten eener op breedere grondslagen gevestigde Handels- en Scheepvaartovereenkomst tusschen Nederland en Spanje, zijn de Regeering van Hare Majesteit de Koningin der Nederlanden en de Regeering van Zijne Majesteit den Koning van Spanje overeengekomen nopens de volgende Verklaring:

1°. De artikelen afkomstig van Nederland en zijne koloniën, vermeld in het hiernevens gevoegd tarief (bijlage I), zullen bij rechtstreekschen invoer in Spanje en de nabijgelegen eilanden de in dat tarief opgegevene rechten betalen.

¹⁾ Eene wijziging van deze »verklaring« is opgenomen in het Gouvernementsblad van 1900 onder No. 27.

2°. De artikelen in de hiernevensgevoegde tabellen (bijlagen I en II) vermeld, zullen aldaar bij rechtstreekschen invoer aan geene andere of hoogere rechten onderworpen zijn dan die welke gelden voor gelijksoortige artikelen (natuurlijke en fabriekmatige) afkomstig van eene andere natie.

3°. De artikelen afkomstig van Nederland en zijne koloniën welke niet in de bijlagen I en II van deze Verklaring zijn opgenomen zullen, wanneer zij rechtstreeks worden ingevoerd, in het Schiereiland en op de nabijgelegene eilanden onderworpen zijn aan het minimum-tarief (tweede kolom) van het algemeen tarief van 31 December 1891.

4°. De artikelen afkomstig van Nederland en zijne koloniën zullen, wanneer zij rechtstreeks worden ingevoerd, op de eilanden Cuba en Porto-Rico, en tijdens den duur van de tegenwoordige Overeenkomst, de rechten betalen van de tweede kolom van het afzonderlijk Douanetarief voor genoemde provinciën van 29 April 1892, zoolang dat tarief van kracht zal blijven.

5°. Invoer op door-cognossement (through bill of lading) wordt met rechtstreekschen invoer gelijkgesteld.

6°. De artikelen afkomstig van Spanje en nabijgelegen eilanden en die van de eilanden Cuba en Porto-Rico zullen bij invoer in Nederland aan geen andere rechten onderworpen zijn dan voor andere natiën gelden.

7°. Deze Verklaring zal zoo spoedig mogelijk aan de goedkeuring der Wetgevende Macht van beide landen onderworpen worden; voor het geval dat een van beide Regeeringen haar mocht opzeggen, zal zij een jaar na dagteekening dezer handeling ophouden van kracht te zijn.

Ter oorkonde waarvan de respectieve gevolmachtigden daartoe behoorlijk gemachtigd de tegenwoordige Verklaring onderteekend en er hun zegel aan gehecht hebben.

Gedaan in dubbel, te Madrid, den twaalfden Juli 1892.

(L.S.) (get.) LE DUC DE TETUAN. (L.S.) (get.) GERICKE.

BILAGE I.

T A R I E F van inkomende rechten in Spanje.

Pesetas.

Kaas	0.25	per kilogram.
Boter	40	„ 100 kilogr.
Jenever tot 22° Cartier ...	160	„ Hectoliter,
Rum	160	„ „
Bier	12.50	„ „
Metalen capsules voor fles-		
schén	15	„ 100 kilogr.
Tin in schuitjes	11	„ 100 „

	Pesetas.	
Staniol (bladtin)	22	per 100 kilogr.
Ammomak-sulfaat	0.25	" " "
Indigo	15	" " "
Bloembollen	vrij.	

BIJLAGE II.

TABEL van artikelen van Nederlandschen oorsprong die in Spanje aan geen andere of hoogere invoerrechten onderworpen zullen worden dan de gelijksoortige voorthrengselen (natuurlijke of fabriekmatige) van een ander land.

Cacaoboter.

Cacao in poeder.

Chicorei.

Gedistilleerd en likeuren.

Glaswaren.

Huiden en ongeloooid leder.

Machinerieën.

Plantaarde oliën (van lijnzaad).

Stijtsel.

Gewoon karton en papier.

Flanel met katoenen ketting.

Jutezakken.

Parafine, stearine, was en spermaceti (bewerkt).

1901.

No. 19.

Lederen drijfriemen voor machines.

Gekleurde drukwerken (prenten, teekeningen, gekleurde kaarten).

Zetmeel voor industrieele doeleinden en dextrine (aardappelmeel daaronder begrepen).

Melkkoeien.

Vee.

Java-kinabast.

Suiker.

Java-gomelastiek.

Gom damar.

Gom copal.

Gom benzoe.

Cassia vera.

Notemuskaat.

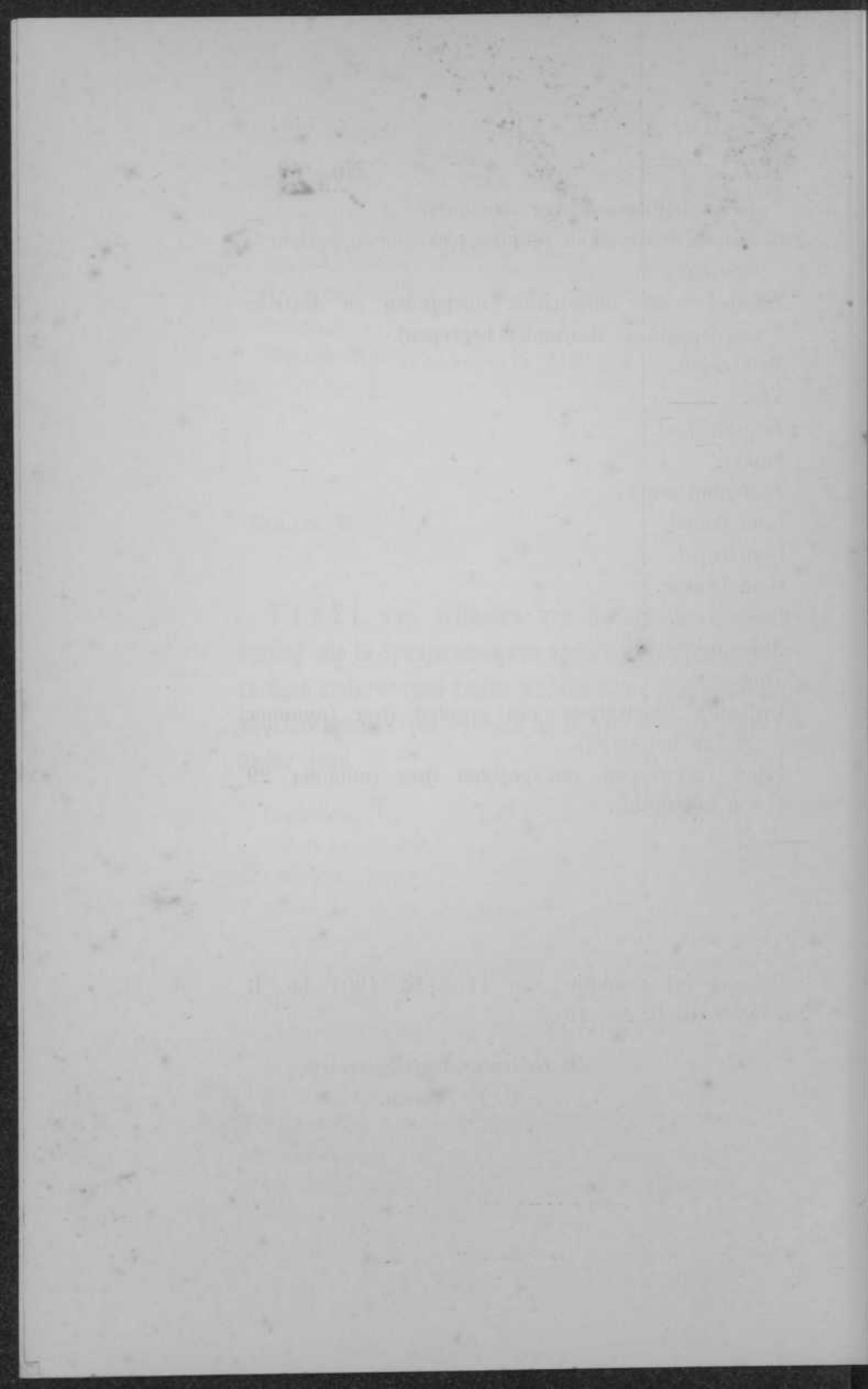
Thee.

Ordinaire voorwerpen van gegoten ijzer (nummer 28 van het tarief).

Fijne voorwerpen van gegoten ijzer (nummer 29 van het tarief).

Behoort bij resolutie van 11 April 1901 La. B
No. 3058 (G. B. No. 19).

De Gouvernements-Secretaris,
C. F. SCHOCH.



1901.

No. 19.

G O U V E R N E M E N T S B L A D

VAN DE

K O L O N I E S U R I N A M E.

RESOLUTIE van 11 April 1901

La. B No. 3058, *bepalende de plaatsing in het Gouvernementsblad van de den 12den Juli 1892 te Madrid geteekende verklaring nopens de voorloopige regeling der handelsbetrekkingen tusschen Nederland en Spanje.*

DE GOUVERNEUR VAN SURINAME,

Nader voorgenomen de missive van den Minister van Koloniën, dd. 25 Februari 1901 Lett. B No. 34/59, houdende opdracht tot afkondiging van de den 12^{den} Juli 1892 te Madrid geteekende bij de wet van den 24^{sten} Juli 1893 (Staatsblad 1893 No. 120, Gouvernementsblad 1901 No. 18) goedgekeurde verklaring nopens de voorloopige regeling der handelsbetrekkingen tusschen *Nederland en Spanje*, die den 21^{sten} October 1893 door de Koningin-Weduwe-Regentes namens de Koningin is bekrachtigd en waarvan de uitwisseling der akten van bekrachtiging te *Madrid* op 8 December 1893 heeft plaats gehad, zijnde bij het proces-verbaal betreffende

1901.

29

No. 19.

de uitwisseling dier akten, de in werking treding der bovengenoemde verklaring vastgesteld op 1 Januari 1894 ;

BESLUIT :

Te bepalen dat genoemde verklaring zal worden afgekondigd door plaatsing van deze resolutie met den daaraan gehechten afdruk van de verklaring en van de vertaling daarvan in het *Gouvernementsblad*.

Paramaribo, den 14^{den} April 1901.

TONCKENS.

Uitgegeven, den 1^{sten} Mei 1901.

De Gouvernements-Secretaris,

C. F. SCHOCH.

1) DÉCLARATION entre le Gouvernement de Sa Majesté la Reine des Pays-Bas et le Gouvernement de Sa Majesté le Roi d'Espagne, signée à Madrid le 12 juillet 1892 et réglant les relations commerciales entre les Pays-Bas et l'Espagne.

En attendant la conclusion d'une Convention de Commerce et de Navigation entre les Pays-Bas et l'Espagne, établie sur des bases plus amples, le Gouvernement de Sa Majesté la Reine des Pays-Bas et le Gouvernement de Sa Majesté le Roi d'Espagne sont convenus de la Déclaration suivante :

1°. Les articles originaires des Pays-Bas et de leurs Colonies mentionnés dans le tarif ci-joint (annexe I) payeront en Espagne et îles adjacentes, lorsqu'ils seront importés directement, les droits qui s'y trouvent inscrits.

2°. Les articles insérés dans les tableaux ci-joints (annexes I et II) n'y seront pas assujettis à des droits autres ni plus élevés lorsqu'ils seront importés directement, que ceux afférents aux articles similaires d'origine ou de manufacture d'une autre Nation.

3. Les articles originaires des Pays-Bas et de leurs Colonies non compris dans les annexes I et II de cette Déclaration, seront assujettis dans la Péninsule et îles

¹⁾ Eene wijziging van deze »déclaration« is opgenomen in het Gouvernementsblad van 1900 onder Nos. 26 en 27.

adjacentes lorsqu'ils seront importés directement au tarif minimum (seconde colonne) du tarif général du 31 décembre 1891.

4°. Les articles originaires des Pays-Bas et de leurs Colonies, importés directement payeront dans les îles de Cuba et Porto-Rico et pendant la durée de la présente Convention les droits de la seconde colonne du tarif des Douanes spécial des dites Provinces du 29 avril 1892 aussi longtemps que ce tarif restera en vigueur.

5°. L'importation sous connaissement direct (through bill of lading) est assimilée à l'importation directe.

6°. Les articles originaires de l'Espagne et îles adjacentes, et ceux des îles de Cuba et Porto-Rico, ne seront pas soumis à leur importation dans les Pays-Bas à d'autres droits que ceux des autres Nations.

7°. Cette Déclaration sera soumise, dans le plus bref délai possible, à l'approbation de la législature des deux pays; en cas de dénonciation par l'un des deux Gouvernements, elle cessera ses effets un an après la date de cet acte.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires respectifs, dûment autorisés, ont signé la présente Déclaration et y ont apposé leurs cachets.

Fait en double expédition à Madrid le douze juillet mil huit cent quatre vingt douze.

(L.S.) (*get.*) LE DUC DE TETUAN. (L.S.) (*get.*) GERIQUE.

ANNEXE I.

T A R I F des droits d'entrée en Espagne.

	Pesetas.	
Fromage	0.25 par	kilogr.
Beurre	40	„ 100 „
Genièvre jusque 22° Cartier	160	„ hectolitre
Rhum	160	„ „
Bière	12.50	„ „
Capsules métalliques pour bouteilles	15	„ 100 kilogr.
Étain en lingots	11	„ „
Staniol	22	„ „
Sulfate ammoniacal.....	0.25	„ „
Indigo	15	„ „ „
Oignons à fleurs	libres.	

ANNEXE II.

T A B L E A U des articles d'origine hollandaise qui ne pourront pas être assujettis en Espagne, à des droits d'entrée autres ni plus élevés que les produits similaires d'origine ou de manufacture d'un autre pays.

Beurre de cacao.

Cacao en poudre.

1901.

Chicorée.

Eaux de vie et liqueurs.

Verreries.

Peaux et cuirs non tannées.

Machines.

Huiles végétales (de lin).

Amidon.

Carton ordinaire et papier.

Flanelle à chaîne de coton.

Sacs en jute.

Parafine, stearine, cire et blanc de balaine (ouverts).

Courroies en cuir pour machines.

Imprimés coloriés (estampes, dessins, cartes coloriées).

Fécules pour usage industriel et dextrine, y compris
la fécule de pommes de terre.

Vaches à lait.

Bétail.

Écorce de quinquina de Java.

Sucre.

Gomme élastique de Java.

Gomme damar.

Gomme copal.

Gomme benzoe.

Cassia vera.

Noix muscades.

Thé.

Fers fondus en objets ordinaires (numéro 28 du tarif).

Idem en objets fins („ 29 „ „).

VERTALING.

1) VERKLARING tusschen de Regeering van Hare Majesteit de Koningin der Nederlanden en de Regeering van Zijne Majesteit den Koning van Spanje, geteekend te Madrid, den 12den Juli 1892, en regelende de handelsbetrekkingen tusschen Nederland en Spanje.

In afwachting van het sluiten eener op breedere grondslagen gevestigde Handels- en Scheepvaartovereenkomst tusschen Nederland en Spanje, zijn de Regeering van Hare Majesteit de Koningin der Nederlanden en de Regeering van Zijne Majesteit den Koning van Spanje overeengekomen nopens de volgende Verklaring:

1°. De artikelen afkomstig van Nederland en zijne koloniën, vermeld in het hiernevens gevoegd tarief (bijlage I), zullen bij rechtstreekschen invoer in Spanje en de nabijgelegen eilanden de in dat tarief opgegevene rechten betalen.

¹⁾ Eene wijziging van deze »verklaring« is opgenomen in het Gouvernementsblad van 1900 onder No. 27.

2°. De artikelen in de hiernevensgevoegde tabellen (bijlagen I en II) vermeld, zullen aldaar bij rechtstreekschen invoer aan geene andere of hoogere rechten onderworpen zijn dan die welke gelden voor gelijksoortige artikelen (natuurlijke en fabriekmatige) afkomstig van eene andere natie.

3°. De artikelen afkomstig van Nederland en zijne koloniën welke niet in de bijlagen I en II van deze Verklaring zijn opgenomen zullen, wanneer zij rechtstreeks worden ingevoerd, in het Schiereiland en op de nabijgelegene eilanden onderworpen zijn aan het minimum-tarief (tweede kolom) van het algemeen tarief van 31 December 1891.

4°. De artikelen afkomstig van Nederland en zijne koloniën zullen, wanneer zij rechtstreeks worden ingevoerd, op de eilanden Cuba en Porto-Rico, en tijdens den duur van de tegenwoordige Overeenkomst, de rechten betalen van de tweede kolom van het afzonderlijk Douanetarief voor genoemde provinciën van 29 April 1892, zoolang dat tarief van kracht zal blijven.

5°. Invoer op door-cognossement (through bill of lading) wordt met rechtstreekschen invoer gelijkgesteld.

6°. De artikelen afkomstig van Spanje en nabijgelegen eilanden en die van de eilanden Cuba en Porto-Rico zullen bij invoer in Nederland aan geen andere rechten onderworpen zijn dan voor andere natiën gelden.

7°. Deze Verklaring zal zoo spoedig mogelijk aan de goedkeuring der Wetgevende Macht van beide landen onderworpen worden; voor het geval dat een van beide Regeeringen haar mocht opzeggen, zal zij een jaar na dagteekening dezer handeling ophouden van kracht te zijn.

Ter oorkonde waarvan de respectieve gevolmachtigden daartoe behoorlijk gemachtigd de tegenwoordige Verklaring onderteekend en er hun zegel aan gehecht hebben.

Gedaan in dubbel, te Madrid, den twaalfden Juli 1892.

(L.S.) (get.) LE DUC DE TETUAN. (L.S.) (get.) GERICKE.

BILAGE I.

T A R I E F van inkomende rechten in Spanje.

Pesetas.

Kaas	0.25	per kilogram.
Boter	40	„ 100 kilogr.
Jenever tot 22° Cartier ...	160	„ Hectoliter,
Rum	160	„ „
Bier	12.50	„ „
Metalen capsules voor fles-		
schen	15	„ 100 kilogr.
Tin in schuitjes	11	„ 100 „

	Pesetas.	
Staniol (bladtin)	22	per 100 kilogr.
Ammomak-sulfaat	0.25	" " "
Indigo	15	" " "
Bloembollen	vrij.	

BIJLAGE II.

TABEL van artikelen van Nederlandschen oorsprong die in Spanje aan geen andere of hoogere invoerrechten onderworpen zullen worden dan de gelijksoortige voorthrengselen (natuurlijke of fabriekmatige) van een ander land.

Cacaoboter.

Cacao in poeder.

Chicorei.

Gedistilleerd en likeuren.

Glaswaren.

Huiden en ongeloooid leder.

Machinerieën.

Plantaarde oliën (van lijnzaad).

Stijtsel.

Gewoon karton en papier.

Flanel met katoenen ketting.

Jutezakken.

Parafine, stearine, was en spermaceti (bewerkt).

1901.

No. 19.

Lederen drijfriemen voor machines.

Gekleurde drukwerken (prenten, teekeningen, gekleurde kaarten).

Zetmeel voor industrieele doeleinden en dextrine (aardappelmeel daaronder begrepen).

Melkkoeien.

Vee.

Java-kinabast.

Suiker.

Java-gomelastiek.

Gom damar.

Gom copal.

Gom benzoe.

Cassia vera.

Notemuskaat.

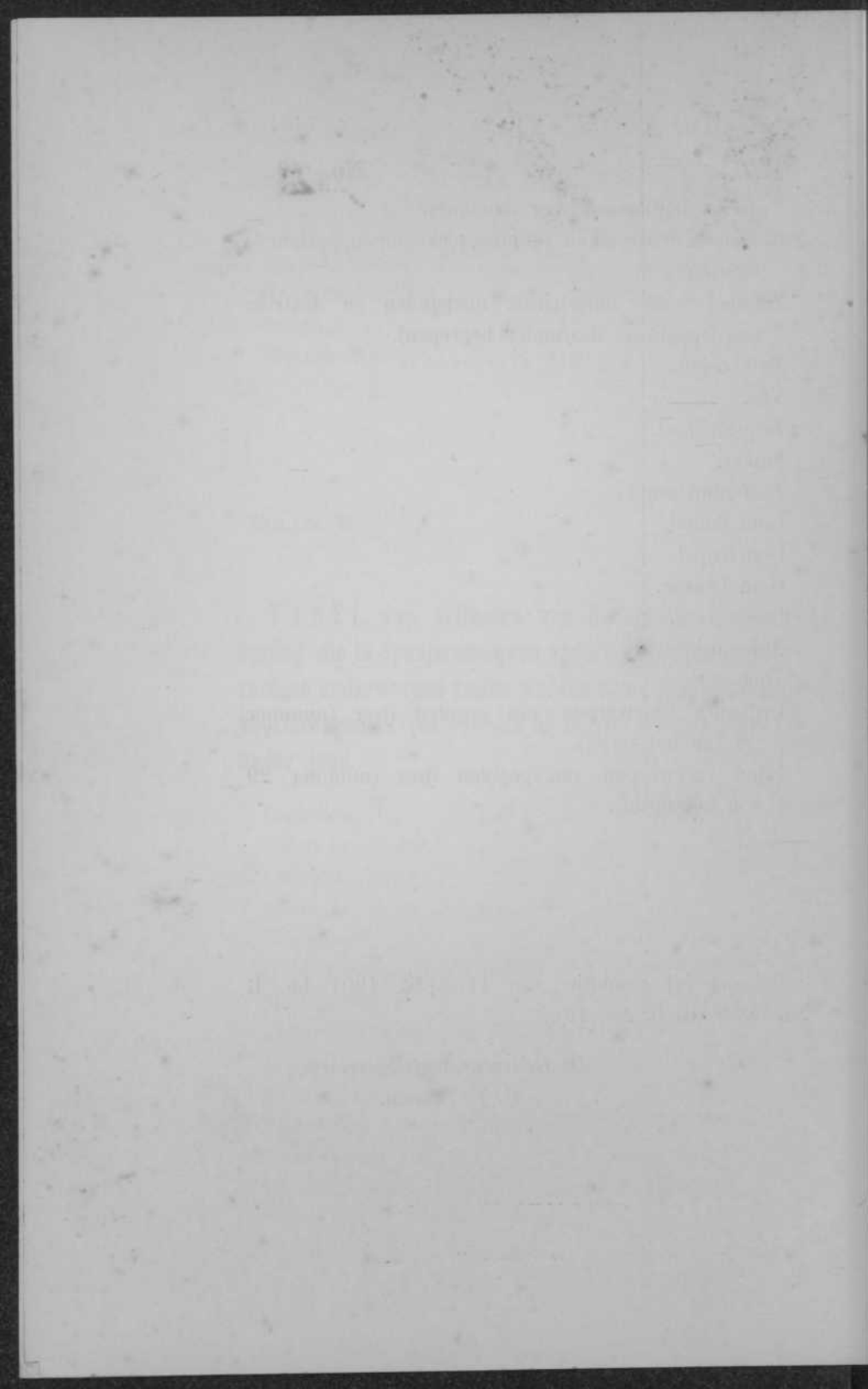
Thee.

Ordinaire voorwerpen van gegoten ijzer (nummer 28 van het tarief).

Fijne voorwerpen van gegoten ijzer (nummer 29 van het tarief).

Behoort bij resolutie van 11 April 1901 La. B
No. 3058 (G. B. No. 19).

De Gouvernements-Secretaris,
C. F. SCHOCH.



1901.

No. 21.

25

G O U V E R N E M E N T S B L A D

VAN DE

K O L O N I E S U R I N A M E.

B E S L U I T van 11 Juni 1901,
*houdende nadere bepalingen omtrent de meting van
zeeschepen.*

IN NAAM DER KONINGIN!

DE GOUVERNEUR VAN SURINAME,

Overwegende, dat ter uitvoering van de artt. 2, 3 en 4 van de verordening van den 28^{sten} November 1878 (G. B. 1879 No. 4), waarbij bepalingen worden vastgesteld omtrent de meting en meetbrieven van zeeschepen het noodig is het navolgende vast te stellen;

Heeft, den Raad van Bestuur gehoord, besloten:

Art. 1.

Het Besluit van den 12^{den} November 1879 (G. B. No. 34), tot *regeling der meting van zeeschepen*, wordt gewijzigd, zooals bij de volgende paragrafen is aangewezen.

§ 1.

Artikel 3 wordt gelezen als volgt:

De volgende inrichtingen op het bovendeck worden niet in den bruto-inhoud begrepen:

a. inrichtingen, uitsluitend bestemd voor en inge-

nomen door machinerieën, zoomede de stuurhut, mits zij niet grooter zijn dan voor het doel vereischt wordt;

b. inrichtingen om dekpassagiers op korte reizen tegen wind en weder te beschutten;

c. de kookplaats en de plaats voor het maken van drinkwater voor de passagiers en de bemanning, mits niet grooter dan noodig tot beschutting van den kok bij het bereiden van spijzen of dranken en van den machini t bij het maken van drinkwater;

d. de privaten of closets voor de bemanning, eene redelijke grootte niet overschrijdende en voor schepen, in het bijzonder voor het vervoer van passagiers ingericht, bovendien één voor elke 50 personen; in het geheel niet meer dan twaalf;

e. hoofden van luiken, te zamen tot een bedrag van ten hoogste een half percent van den bruto-inhoud. Het meerdere wordt in dien inhoud begrepen.

§ 2.

Het 2e hoofdstuk wordt vervangen door het volgende :

2e HOOFDSTUK.

Netto-inhoud.

Artikel 16.

Ter bepaling van den netto-inhoud worden van den bruto-inhoud atgetrokken de in de twee volgende artikelen omschreven ruimten, voor zoover deze in den bruto-inhoud begrepen zijn.

Artikel 17.

Van den bruto-inhoud worden afgetrokken :

1°. de ruimten zoowel op als onder het bovendek, uitsluitend bestemd voor de bemanning.

Ruimten, die, ook met het oog op het getal personen, waarvoor zij moeten dienen, niet voldoen aan de eischen, welke aan verblijfplaatsen van dien aard gesteld behooren te worden, komen niet voor aftrek in aanmerking ;

2°. de ruimte, uitsluitend bestemd voor het persoonlijk gebruik van den gezagvoerder ;

3°. de ruimten, uitsluitend bestemd voor de behandeling van het roer, van het spil en van andere anker-toestellen en voor het bergen van kaarten, signaal toestellen, zeevaartkundige instrumenten en bootsmansgoed ;

4°. de ruimte, ingenomen door de hulpmachine (donkey) met ketel, voor zoover zij met de hoofdpompen van het schip verbonden zijn ;

5°. bij schepen, uitsluitend door zeilen voortbewogen, de ruimte, enkel bestemd voor de berging van zeilen. De aftrek voor deze ruimte gaat $2\frac{1}{2}$ percent van den bruto-inhoud niet te boven.

Voor de meting der volgens dit artikel af te trekken ruimten gelden de voorschriften van art. 11.

Artikel 18.

Bij stoomschepen wordt verder van den bruto-inhoud afgetrokken de ruimte, ingenomen voor de beweegkracht.

Die aftrek wordt op de volgende wijze bepaald :

a. Bij raderstoombooten wordt, wanneer de machine-

ruimte, dat is de ruimte, die uitsluitend door de werktuigen en ketels wordt ingenomen of voor hunne behandeling noodig is, meer dan 20 percent en minder dan 30 percent van den bruto-inhoud bedraagt, 37 percent van dien inhoud afgetrokken.

Bij schroefstoombooten wordt, indien de machine-ruimte meer dan 13 percent en minder dan 20 percent van den bruto-inhoud bedraagt, 32 percent van dien inhoud afgetrokken ;

b. Bedraagt de machine-ruimte voor raderstoombooten 20 percent of minder en voor schroefstoombooten 13 percent of minder van den bruto-inhoud, dan wordt de aftrek bepaald voor raderstoombooten op $1\frac{1}{2}$ maal en voor schroefstoombooten op $1\frac{3}{4}$ maal den gemeten inhoud dier ruimte ;

c. Bedraagt de machine-ruimte voor raderstoombooten 30 percent of meer en voor schroefstoombooten 20 percent of meer van den bruto-inhoud, dan wordt de aftrek bepaald volgens *a* of volgens *b*, ter keuze van den belanghebbende, en indien deze geen keus doet, volgens *a*.

Artikel 19.

De ruimte, bedoeld in het vorig artikel, wordt verderwijls gemeten.

Vooreerst wordt de gemiddelde hoogte gemeten van de ruimte, ingenomen door de werktuigen en de stoomketels van af het dek, dat daarover gaat tot op de buikdenning ter zijde van het zaadhout ; daarna worden drie of, zoo noodig, meer breedten gemeten op de helft der hoogte van genoemde ruimten. Een van deze breedten wordt genomen in het midden en een

op elk der uiteinden dier ruimte; vervolgens wordt het gemiddelde van al de gemeten breedten bepaald.

Daarna wordt de gemiddelde lengte der zelfde ruimte tusschen de voor- en achterschotten gemeten, onder aftrek van die gedeelten, welke niet noodwendig vrij behooren te blijven voor de behandeling der werktuigen en ketels.

Uit deze drie afmetingen wordt de inhoud berekend van de ruimte onder het dek, dat over de werktuigen gaat.

Bevinden zich de werktuigen en ketels in afzonderlijke afdeelingen, dan wordt ieder dezer afdeelingen op dezelfde wijs gemeten, en worden haar inhouden bij elkander geteld.

Bij den inhoud, bepaald volgens de vorige zinsneden, wordt gevoegd die der ruimte tusschen de overige dekken of in besloten en in den bruto-inhoud begrepen getimmerten op het bovendek, welke gevorderd wordt voor de behandeling der werktuigen en voor den aanvoer van licht en lucht, alsmede die der ruimte, ingenomen door den tunnel in schroefstoombooten. Deze ruimten worden bepaald door hare gemiddelde lengte, breedte en hoogte met elkander te vermenigvuldigen.

Bestaat de tunnel uit verschillende afdeelingen, dan wordt elke afzonderlijk gemeten en worden haar inhouden bijeengegeteld.

§ 3.

Art. 34 wordt vervangen door het volgende:

Art. 34.

Vóór dat wordt overgegaan tot de meting van schepen, waarvoor een Surinaamsche zeebrief wordt verlangd, of tot hermeting in de gevallen bedoeld bij de artt. 30 en 31, wordt de bestemming der ruimten bedoeld bij

art. 17 van dit besluit, op elk daarvan, door insnijding of in olieverf, op een goed zichtbare plaats met duidelijke letters aangewezen.

Ten aanzien van de ruimten, bedoeld bij art. 17, 1°, wordt op gelijke wijze aangewezen voor hoeveel personen ieder lokaal bestemd is.

De schipper of gezagvoerder zorgt dat deze aanwijzing in stand blijve en zoo noodig vernieuwd worde.

Art. 2.

Met afwijking van het bepaalde bij de artt. 7, 8 en 9 van het Besluit van den 12^{den} November 1879 (G. B. No. 34) worden bij de meting van schepen met dubbelen bodem voor waterballast, — indien de ruimte tusschen de twee bodems niet geschikt is tot het bergen van lading, provisie of brandstof—, de volgende voorschriften in acht genomen.

a. De holte wordt gemeten van af het meetdek tot op den bovenkant van den binnensten bodem.

Van die holte worden afgetrokken een derde van de bocht der dekbalken en de gemiddelde dikte van de wegering boven dien bodem.

b. Loopt de dubbele bodem niet over de geheele lengte van het schip door, maar is hij onderbroken of wel is de binnenste bodem in sommige gedeelten van het schip hooger dan in andere, dan wordt het schip voor de meting der ruimte onder het meetdek in de lengte verdeeld in zooveel afdeelingen als met het oog op de afwisselende holte noodig is om eene juiste uitkomst te verkrijgen.

Elke afdeeling wordt dan, ook voor de toepassing van art. 7 van evengenoemd Besluit, als afzonderlijk schip gemeten.

Het totaal der verkregen inhouden van de verschillende afdeelingen is de bruto-inhoud van het schip onder het meetdek.

c. Op plaatsen, waar de bovenkant van den binnensten bodem niet over de breedte van het schip horizontaal ligt, worden de oppervlakten van de dwarsdoorsneden, bedoeld bij art. 8 van voormeld Besluit van 12 November 1879 (G. B. No. 34), gemeten als volgt:

De hoogte der dwarsdoorsnede, niet grooter zijnde dan 5 meter, wordt in vijf gelijke deelen verdeeld.

Op elk der vier deelpunten en op het bovenste eindpunt wordt dan de wijlde van het schip binnen de wegering gemeten. Die wijdten worden van boven af met 1, 2, 3, enz. genummerd.

De wijdten 2 en 4 worden met 4, de wijlde 3 met 2 vermenigvuldigd en bij de som dier producten worden de wijdten 1 en 5 gevoegd. Het totaal, vermenigvuldigd met een derde van den afstand tusschen de deelpunten der hoogte, geeft de oppervlakte van het bovenste gedeelte der dwarsdoorsnede aan.

Om de oppervlakte te vinden van het gedeelte der dwarsdoorsnede beneden de wijlde 5, is de afstand tusschen het punt, waar die wijlde genomen is, en het laagste punt der hoogte in 4 gelijke deelen te verdeelen. Op de 3 deelpunten en op het hoogste en het laagste punt worden de wijdten gemeten en overigens de oppervlakte berekend overeenkomstig art. 8 van voormeld Besluit.

De som der beide oppervlakten geeft de oppervlakte van de geheele dwarsdoorsnede aan.

Is de hoogte der dwarsdoorsnede echter grooter dan 5 meter, dan wordt zij in zeven gelijke deelen verdeeld en worden de zes middelste en de bovenste wijdden gemeten. De wijdden worden van boven af met 1, 2, 3, enz. genummerd.

De tweede, vierde en zesde wijdden worden met 4, de derde en vijfde met 2 vermenigvuldigd en bij het totaal der producten worden de eerste en de zevende wijdde gevoegd. Het totaal, vermenigvuldigd met een derde van den afstand tusschen de deelpunten der hoogte, geeft de oppervlakte van het bovenste gedeelte der dwarsdoorsnede aan.

De oppervlakte beneden de wijdde 7 wordt gemeten op dezelfde wijze als hiervoren is aangegeven voor de oppervlakte beneden de wijdde 5 in het daar bedoeld geval.

De som der beide oppervlakten geeft de oppervlakte van de geheele dwarsdoorsnede aan.

Art. 3.

De eigenaars, reeders of gezagvoerders van zeeschepen, gemeten volgens meergemeld Besluit van den 12^{den} November 1879 (G. B. No. 34), kunnen die schepen kosteloos doen hermeten.

De hermeting behoeft niet verder te worden uitgestrekt dan noodig is om de bepalingen van de beide voorgaande artikelen toepassing te doen erlangen. Overigens kunnen de gegevens der vroegere meting in den nieuwen meetbrief worden overgenomen.

Art. 4.

Indien de hermeling, bedoeld bij het vorig artikel, een ander en bruto- of netto-inhoud van het schip aangeeft dan in den zeebrief afgegeven in de kolonie Suriname vermeld is, wordt van de bij hermeling bevonden inhouden door den scheepsmeter eene onder-teekende verklaring op den zeebrief gesteld.

Art. 5.

Dit Besluit treedt in werking op den dag zijner afkondiging.

Gegeven te Paramaribo, den 11^{den} Juni 1901.

TONCKENS.

De Gouvernements-Secretaris,
C. F. SCHOCH.

Uitgegeven den 12^{den} Juni 1901.

De Gouvernements-Secretaris,
C. F. SCHOCH.

1901.

No. 22.

G O U V E R N E M E N T S B L A D

VAN DE

K O L O N I E S U R I N A M E.

B E S L U I T van 11 Juni 1901
*tot vervanging van het Besluit van den 26n Octo-
 ber 1885 (G. B. No. 14) betreffende de meting
 van zeeschepen.*

IN NAAM DER KONINGIN!

DE GOUVERNEUR VAN SURINAME,

Overwegende dat ter uitvoering van de verordening
 van 28 November 1878 (G. B. 1879 N^o. 4) het noodig
 is het navolgende vast te stellen;

Heeft, den Raad van Bestuur gehoord, besloten:

Art. 1.

Ter kennis van belanghebbenden te brengen dat het
 meten van schepen naar de wijze van *Moorsom* tot
 dusver is aangenomen en ingevoerd in:

<i>Groot-Britannië</i>	sedert	1 Mei	1855.
<i>de Vereenigde Staten van</i>			
<i>Noord-Amerika</i>	„	1 Januari	1865.
<i>Denemarken</i>	„	1 October	1867.
<i>IJsland</i>	„	31 Juli	1870.
<i>Oostenrijk-Hongarije</i>	„	30 September	1871.
<i>Deensche bezittingen in de</i>			
<i>Antillen</i>	„	7 November	1871.

1901.

No. 22.

<i>Duitschland</i>	sedert	1 Januari	1873.
<i>Italië</i>	„	1 Juli	1873.
<i>Frankrijk</i>	„	1 Juli	1873.
<i>Turkije</i>	„	9 Januari	1874.
<i>Zweden</i>	„	1 April	1875.
<i>Spanje</i>	„	1 Januari	1876.
<i>Noorwegen</i>	„	31 Maart	1876.
<i>Rusland</i>	„	15 Mei	1879.
<i>België</i>	„	1 Januari	1884.

Art. 2.

In herinnering te brengen dat volgens art. 3 der verordening van 28 November 1878 (G. B. 1879 N°. 4) de schepen van opgelde landen, zoomede van die waar later het stelsel *Moorsom* mocht worden aangenomen, bij het binuenvallen in deze kolonie niet behoeven te worden gemeten, indien een meetbrief wordt vertoond afgegeven op of na opgelde of nader op te geven dagteekeningen en dat de verschillende ongelde van die schepen zullen worden berekend naar den in die meetbrieven vermelden netto-inhoud, behoudens de nadere voorschriften welke daaromtrent door den Gouverneur mochten worden gegeven.

Art. 3.

De herleiding bedoeld bij art. 4 der verordening van 28 November 1878 (G. B. 1879 N°. 4), ten opzichte van de schepen afkomstig uit landen waar de meting van *Moorsom* nog niet is aangenomen of waarvoor meetbrieven worden vertoond van vroegere dagteekening dan in art. 1 hierboven genoemd, zal geschieden naar de navolgende tabel.

1901.

No. 22.

Herleiding van den inhoud van schepen, niet volgens
Moorsom gemeten.

LAND OF PLAATS waar de meetbrief is afgegeven.	Eenheid waarin de inhoud van het schip is uitgedrukt.	Factor waar- mede de een- heid der vorige kolom moet worden vermen- igvuldigd om die eenheid in kubieke meters naar de Suri- naamsche meetwijs uit te drukken.	
		Voor zeil- schepen.	Voor stoom- schepen.
België	{ tonnen	2.69	2.86
Bremen	{ lasten	5.12	5.45
Denemarken	{ tonnen	5.35	5.69
Donau-Vorstendommen	{ lasten	2.89	3.07
Frankrijk	{ lasten	5.55	5.90
Griekenland / oude meetwijs	{ tonnen	2.75	2.92
Griekenland / nieuwe "	{ id.	2.66	2.83
Groot-Britannië	{ id.	2.21	2.35
Hamburg	{ id.	2.75	2.92
Hannover	{ id.	2.83	3.01
Italië	{ lasten	7.84	8.33
Lubeck	{ tonnen	2.77	2.95
Mecklenburg	{ lasten	6.37	6.77
Noorwegen	{ tonnen	2.66	2.83
Oldenburg	{ lasten	5.35	5.69
Oostenrijk-Hongarije	{ tonnen	3.08	3.28
Pruisen	{ lasten	6.91	7.34
Rusland	{ tonnen	2.77	2.95
	{ lasten	5.89	6.26
	{ tonnen	2.72	2.89
	{ lasten	4.25	4.51
	{ tonnen	2.18	2.32
	{ lasten	2.77	2.95
	{ tonnen	4.24	4.51
	{ lasten	3.06	3.25
	{ lasten	5.35	5.69

LAND of PLAATS waar de meetbrief is afgegeven.	Eenheid waarin de inhoud van het schip is uitgedrukt.	Factor waar- mede de een- heid der vorige kolom moet worden vermen- igvuldigd om die eenheid in kubieke meters naar de Suri- naamsche meetwijs uit te drukken.	
		Voor zeil- schepen.	Voor stoom- schepen.
Samos	tonnen	2.21	2.35
Servië	id.	2.75	2.92
Spanje	id.	2.83	3.01
Turkije	id.	2.15	2.29
Vereenigde Staten v. Noord Amerika	id.	2.83	2.83
Zweden	{ id. lasten	2.89 5.60	3.07 5.96

Bij de uitkomst der herleidingen worden duizendste deelen van meters verwaarloosd.

Art. 4.

Wordt in meetbrieven al of niet volgens het stelsel *Moorsom*, de inhoud van het schip slechts in één cijfer opgegeven, zonder nadere aanduiding van *netto*- of *bruto*-maat, dan wordt dat cijfer voor den netto-inhoud genomen.

Vermelden die meetbrieven den inhoud alleen in tonnen dan worden deze, na toepassing in de daartoe leidende gevallen, van het bepaalde bij de vorige zinsnede, tot kubieke meters herleid door vermenigvuldiging met 2,83.

Schepen van landen of plaatsen, niet in de in het vorig artikel opgenomen tabel genoemd en waar evenmin de meetwijs van *Moorsom* is aangenomen, moeten altijd overeenkomstig de voorschriften van het Besluit van 12 November 1879 (G. B. N^o. 34) worden gemeten.

Art. 5.

Voor de meting worden vastgesteld de volgende werktuigen die van wege het Gouvernement worden verstrekt, als :

- 1^o. een schuiflat van 6 meter ;
- 2^o. een do. „ 4 „ ;
- 3^o. twee stokken „ 5 „ ;
- 4^o. een meetlint ;
- 5^o. een meetketting van 30 meter ;
- 6^o. twee lijnen van touw, ieder van 10 meter ;
- 7^o. een winkelhaak van hout met beweegbare beenen (zwei) ;
- 8^o. een dito van metaal met vaste beenen ;
- 9^o. een schietlood ;
- 10^o. letters en cijfers met toebehooren voor Let inbranden.

Alleen het meetlint is aan den ijk onderworpen.

Art. 6.

Het Besluit van 26 October 1885 (G. B. N^o. 14), wordt ingetrokken.

1901.

No. 22.

Art. 7.

Dit Besluit treedt in werking op den dag zijner afkondiging.

Gegeven te Paramaribo, den 11^{den} Juni 1901.

TONCKENS.

De Gouvernements-Secretaris,

C. F. SCHUCH.

Uitgegeven, den 12^{den} Juni 1901.

De Gouvernements-Secretaris,

C. F. SCHUCH.

1901.

No. 23.

G O U V E R N E M E N T S B L A D

VAN DE

K O L O N I E S U R I N A M E.

B E S L U I T van 11 Juni 1901
*houdende bepalingen omtrent de vrijstelling van
meling voor Duitsche zeeschepen.*

IN NAAM DER KONINGIN!

DE GOUVERNEUR VAN SURINAME,

Overwegende dat ter uitvoering van art. 3 van de
verordening van 28 November 1878 (G. B. 1879 No. 4)
het noodig is het navolgende vast te stellen;

Heeft, den Raad van Bestuur gehoord, besloten:

Art. 1.

Voor de toepassing van art. 2 van het Besluit van
26 October 1885 (G. B. No. 14) worden ten aanzien
van de in het Duitsche Rijk te huis behoorende schepen
met den bij het aangehaald Besluit bedoelden meetbrief
gelijkgesteld de bijzondere meetbrieven voor Duitsche
stoomschepen, waarin de aftrek voor de ruimten, inge-
nomen door de machines, ketels en kolenhokken, vol-
gens de Engelsche voorschriften is bepaald, alsmede de
Duitsche meetbrieven voor de vaart door het kanaal
van Suez.

Art. 2.

De gezagvoerders van Duitsche stoomschepen voorzien van een vóór 1 Juli 1895 afgegeven gewonen meetbrief voor de vaart door het kanaal van *Suez*, kunnen vorderen :

dat voor de berekening van den netto-inhoud dier schepen de aftrek voor de ruimten, ingenomen door de machines, ketels en kolenhokken, wordt bepaald door nameting van die ruimten op den voet van de artikelen 18 en 19 van het Besluit van 12 November 1879 (G. B. No. 34) zooals die artikelen zijn gewijzigd bij artikel 1 § 2 van het Besluit van 11 Juni 1901 (G. B. No. 21);

of wel dat in de plaats daarvan, de netto-inhoud, in den meetbrief aangewezen, wordt verminderd met $12\frac{1}{2}$ pCt., voor de stoomschepen, voorzien van een gewonen meetbrief afgegeven vóór 1 Juli 1895 en met $7\frac{1}{2}$ pCt., voor die, voorzien van een meetbrief voor de vaart door het kanaal van *Suez*.

Dienovereenkomstig wordt een Surinaamsche meetbrief afgegeven, waarin de verdere bijzonderheden uit den in het Duitsche Rijk afgegeven meetbrief worden overgenomen.

Art. 3.

Voor de verschillende verrichtingen in het vorig artikel bedoeld, worden geene kosten gevorderd.

Art. 4.

Het Besluit van 23 Juni 1891 (G. B. No. 20) wordt ingetrokken.

1901.

No. 23.

Art. 5.

Dit Besluit treedt in werking op den dag zijner
afkondiging.

Gegeven te Paramaribo, den 11^{den} Juni 1901.

TONCKENS.

De Gouvernements-Secretaris,
C. F. SCHOCH.

Uitgegeven den 12^{den} Juni 1901.
De Gouvernements-Secretaris,
C. F. SCHOCH.

The first of these is the fact that the
the first of these is the fact that the

the first of these is the fact that the
the first of these is the fact that the

the first of these is the fact that the
the first of these is the fact that the

the first of these is the fact that the
the first of these is the fact that the

the first of these is the fact that the
the first of these is the fact that the

the first of these is the fact that the
the first of these is the fact that the

the first of these is the fact that the
the first of these is the fact that the

the first of these is the fact that the
the first of these is the fact that the

the first of these is the fact that the
the first of these is the fact that the

the first of these is the fact that the
the first of these is the fact that the

1901.

No. 24.

G O U V E R N E M E N T S B L A D

VAN DE

K O L O N I E S U R I N A M E.

B E S L U I T van 11 Juni 1901
*houdende bepalingen omtrent de vrijstelling van
meting van Italiaansche schepen.*

IN NAAM DER KONINGIN!

DE GOUVERNEUR VAN SURINAME,

Overwegende dat ter uitvoering van art. 3 van de
verordening van 28 November 1878 (G. B. 1879 No. 4)
het noodig is, het navolgende vast te stellen:

Heeft, den Raad van Bestuur gehoord, besloten:

Art. 1.

Van de meting in *Suriname* worden, behoudens het
bepaalde bij de volgende artikelen, vrijgesteld de zeil- en
stoomschepen te huis behoorende in *Italië* en voorzien
van een meetbrief door de bevoegde autoriteit in dat
Rijk afgegeven.

Art. 2.

Indien voor schepen van *Italië* een bijzondere meet-
brief wordt vertoond, opgemaakt door de bevoegde
autoriteit in dat land, geheel volgens de regelen gel-
dende in *Suriname* zal de in dien meetbrief vermelde
inhoud worden erkend, alsof die inhoud ware bevonden
bij wettelijke meting in *Suriname*.

Art. 3.

Ten aanzien van schepen, waarvoor een gewone Italiaansche meetbrief wordt vertoond, wordt, indien de gezagvoerder dit verlangt, het volgende in acht genomen.

Ter bepaling van den *bruto-inhoud* van schepen met een dubbelen bodem voor waterballast welke naar de Surinaamsche voorschriften niet in den inhoud wordt begrepen, wordt van den in den Italiaanschen meetbrief aangewezen bruto-inhoud afgetrokken de ruimte tusschen de beide bodems, door meting te bepalen. Kan die ruimte niet worden gemeten of wordt meting door den gezagvoerder niet verlangd, dan wordt laatstbedoelde bruto-inhoud met *vijf* percent verminderd.

Ter bepaling van den *netto-inhoud* worden van den in den Italiaanschen meetbrief aangewezen netto-inhoud afgetrokken :

- a. de ruimte tusschen dubbele bodems voor waterballast, te bepalen volgens het vorig lid ;
- b. de ruimte voor het persoonlijk gebruik van den gezagvoerder ;
- c. de ruimten voor de bemanning, voor zoover *vijf* percent van den bruto-inhoud te boven gaande ;
- d. de ruimten uitsluitend bestemd voor de behandeling van het roer, van het spil en van andere anker-toestellen en voor het bergen van kaarten, signaal-toestellen, zeevaartkundige instrumenten en bootsmansgoed ;
- e. de ruimte ingenomen door de hulpmachine (donkey) met ketel, voorzoover zij met de hoofdpompen van het schip verbonden zijn ;

1901.

No. 24.

f. bij-zeilschepen, de ruimte enkel bestemd voor het bergen van zeilen. De aftrek voor deze ruimte gaat $2\frac{1}{2}$ percent van den bruto-inhoud niet te boven.

De inhoud der ruimten genoemd onder *h—f* wordt, voor zoover de meetbrief dien aanwijst, daaruit overgenomen of anders door meting volgens de Surinaamsche voorschriften bepaald.

Dienovereenkomstig wordt een Surinaamsche meetbrief afgegeven waarin de verdere bijzonderheden uit den Italiaanschen meetbrief worden overgenomen

Art. 4.

Voor de verschillende verrichtingen in het vorig artikel bedoeld worden geene kosten gevorderd.

Art. 5.

Dit Besluit treedt in werking op den dag zijner afkondiging.

Gegeven te Paramaribo den 11^{den} Juni 1901.

TONCKENS.

De Gouvernements-Secretaris,

C. F. SCHOCH

Uitgegeven den 12^{den} Juni 1901.

De Gouvernements-Secretaris.

C. F. SCHOCH,

1901.

No. 25.

G O U V E R N E M E N T S B L A D

VAN DE

K O L O N I E S U R I N A M E.

B E S L U I T van 11 Juni 1901,
*houdende bepalingen omtrent de vrijstelling van
meting van Belgische schepen.*

IN NAAM DER KONINGIN!

DE GOUVERNEUR VAN SURINAME,

Overwegende dat ter uitvoering van art. 3 van de
verordening van 28 November 1878 (G. B. 1879 No. 4)
het noodig is het navolgende vast te stellen;

Heeft, den Raad van Bestuur gehoord, besloten:

Art. 1.

Van de meting in *Suriname* worden, behoudens het
bepaalde bij art. 2, vrijgesteld de zeil- en stoom-
schepen te huis behoorende in *België* en voorzien van
een meetbrief, door de bevoegde autoriteit in dat Rijk
afgegeven.

Met den voormelden meetbrief worden gelijkgesteld
de bijzondere meetbrieven voor Belgische stoomschepen,
waarin de aftrek voor de ruimten, ingenomen door de
machines, ketels en kolenhokken, volgens de Engelsche
voorschriften is bepaald.

Art. 2.

De gezagvoerders van Belgische stoomschepen, voor-

1901.

25.

zien van een gewonen Belgischen meetbrief, kunnen vorderen, dat voor de berekening van den netto-inhoud dier schepen, de aftrek voor de ruimten ingenomen door de machines, ketels en kolenhokken wordt bepaald op den voet der artikelen 18 en 19 van het Besluit van 12 November 1879 (G. B. No. 34) zooals die artikelen zijn gewijzigd bij Besluit van 11 Juni 1901 (G. B. No. 21).

Dienovereenkomstig wordt een Surinaamsche meetbrief afgegeven, waarin de bijzonderheden uit den in *België* afgegeven meetbrief worden overgenomen.

Art. 3.

Voor de verschillende verrichtingen in het vorig artikel bedoeld, worden geene kosten gevorderd.

Art. 4.

Dit Besluit treedt in werking op den dag zijner afkondiging.

Gegeven te Paramaribo, den 11^{den} Juni 1901.

TONCKENS.

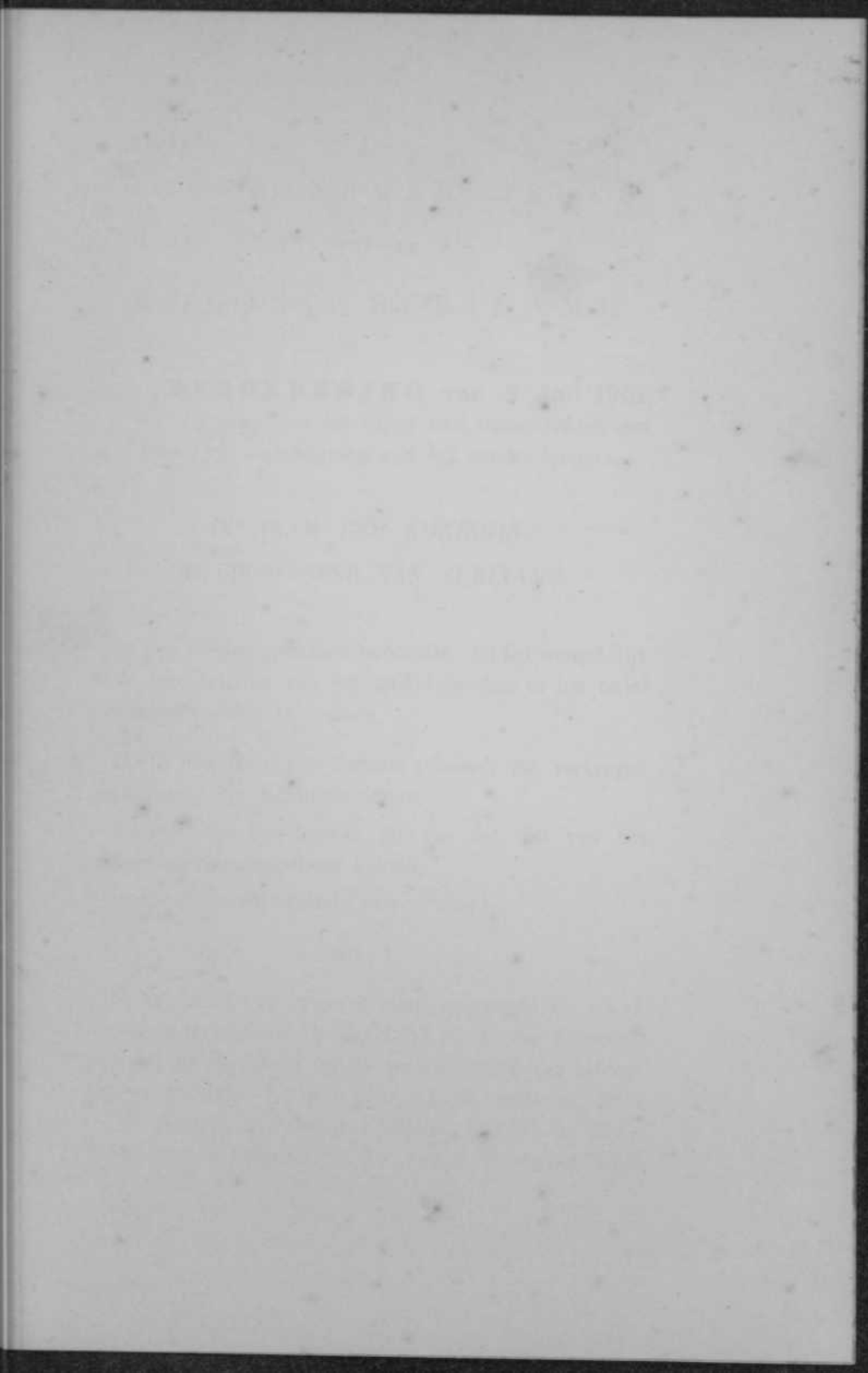
De Gouvernements-Secretaris,

C. F. СНОП.

Uitgegeven den 12^{den} Juni 1901.

De Gouvernements-Secretaris,

C. F. СНОП.





1901.

No. 26.

G O U V E R N E M E N T S B L A D

VAN DE

K O L O N I E S U R I N A M E.

VERORDENING van 3 Juli 1901,
*tot wijziging van het tarief van invoerrechten wat
betreft de omschrijving van het artikel lucifers.*

IN NAAM DER KONINGIN!

DE GOUVERNEUR VAN SURINAME,

In overweging genomen hebbende, dat het wenschelijk
is de omschrijving van het artikel lucifers in het tarief
van invoerrechten te herzien,

Heeft, den Raad van Bestuur gehoord, na verkregen
goedkeuring der Koloniale Staten,

En gelet op het tweede lid van art. 50 van het
regeeringsreglement dezer kolonie,

vastgesteld onderstaande verordening:

Art. 1.

In het tarief van invoerrechten, vastgesteld bij art. 1
der verordening van 10 Mei 1887 (G. B. No. 25) zooals
zij luidt na de daarin bij de verordeningen van 14 Sep-
tember 1889 (G. B. 1890 No. 1), 3 Augustus 1894
(G. B. No. 34), 17 November 1894 (G. B. 1895 No. 12 A),
21 November 1895 (G. B. No. 49), 2 November 1896

1901.

No 26.

(G. B. 1897 No. 6) en 12 October 1898 (G. B. No. 33)
gebrachte wijzigingen wordt in de kolom *artikelen*
gelezen :

bij „Lucifers”

in plaats van :

„in pakjes of doosjes van meer dan 96 stuks per
pakje of doosje”,

„in andere verpakking.”

Art. 2.

Deze verordening treedt in werking op den dag harer
afkondiging.

Gegeven te Paramaribo, den 3^{den} Juli 1901.

TONCKENS.

De Gouvernements-Secretaris,

C. F. СНООН.

Uitgegeven den 4^{den} Juli 1901.

De Gouvernements-Secretaris,

C. F. СНООН.

1901.

No. 27.

G O U V E R N E M E N T S B L A D

VAN DE

K O L O N I E S U R I N A M E.

PROCLAMATIE

van 5 Juli 1901.

*betreffende de opdracht van het dagelijksch beleid
van zaken aan den Ondervoorzitter van den Raad
van Bestuur.*

DE GOUVERNEUR VAN SURINAME,

wegens ziekte het dagelijksch beleid van zaken, overeenkomstig art. 28*bis* van het Regeerings-reglement bij resolutie van heden La. A No. 5586, met ingang op heden tijdelijk opgedragen hebbende aan den Ondervoorzitter van den Raad van Bestuur, Mr. J. W. VAN OOSTERZEE, geeft door dezen van die opdracht kennis aan de ingezetenen.

Paramaribo, den 5^{den} Juli 1901.

De Gouverneur voornoemd,

TONCKENS.

1901.

No. 28.

G O U V E R N E M E N T S B L A D

VAN DE

K O L O N I E S U R I N A M E.

VERORDENING van 13 Juli 1901
*waarbij voorloopig wordt vastgesteld de koloniale
huishoudelijke begrooting voor het dienstjaar 1902.*

IN NAAM DER KONINGIN!

DE ONDERVOORZITTER VAN DEN RAAD VAN BESTUUR,
WEGENS ZIEKTE VAN DEN GOUVERNEUR MET HET
DAGELIJSCH BELEID VAN ZAKEN BELAST,

In overweging genomen hebbende: dat volgens art. 108 van het Reglement op het beleid der Regeering in deze kolonie, de uitgaven ten behoeve van den openbaren dienst, welke niet ten laste van de Nederlandsche schatkist komen, en de middelen tot dekking van die uitgaven, worden aangewezen op de Koloniale huishoudelijke begrooting, en dat volgens art. 110 van hetzelfde reglement, die begrooting, zoodanig als zij door de Koloniale Staten is goedgekeurd, door den Gouverneur voorloopig wordt vastgesteld en afgekondigd;

Heeft, den Raad van Bestuur gehoord, na verkregen goedkeuring der Koloniale Staten,

vastgesteld onderstaande verordening:

ARTIKEL I.

De koloniale huishoudelijke begrooting voor het dienstjaar 1902 wordt, voor zooveel de uitgaven betreft, voorloopig vastgesteld als volgt:

Iste AFDEELING.

**Gouvernements-Secretarie, Koloniale
Staten en algemeene dienst.**

**Gouvernements-secre-
tarie en algemeene dienst.**

Art. 1. Traktementen of verloftraktementen en toelagen van den gouvernements-secretaris en de verdere ambtenaren en bedienden en toelagen aan de ambtenaren van den burgerlijken stand belast met het voltrekken van huwelijken f 34047,50

Art. 2. Meubilair, bureelbehoeften, bindloon, abonnement op couranten en andere uitgaven ten behoeve van de gouvernements-secretarie, van den burgerlijken stand en van den raad van bestuur, kosten van vergaderingen van gouvernements - commissiën, reis- en teerkosten van den ijker en onderhoud van gereedschappen voor het ijkwezen, alsmede boek- en drukwerken, frankeergelden, advertentiekosten, telegrammen,

schrijffloonen en andere uitgaven voor den algemeenen dienst f 15600,00

Art. 3. Traktement of verloftraktement en toelage voor de bewaking en het schoonmaken van het gebouw voor de Koloniale Staten en van de daarin en op het erf gevestigde bureelen

625,00

Koloniale Staten.

Art. 4. Traktementen of verloftraktementen van den griffier, den commies en den klerk ter griffie, alsmede den huisbewaarder en bode

7300,00

Art. 5. Bureel-, lokaal- en andere huishoudelijke behoeften, drukwerken en aankoop van boeken

4400,00

Districts-bestuur.

Art. 6. Traktementen of verloftraktementen en fouragegeld van de districts-commissarissen, secretarissen en klerken, en abonnement voor bureelkosten van commissarissen en burgerkapiteins, alsmede toelage voor huisvesting, benevens meubilair aan ieder der districts-commissarissen, ten behoeve van hunne bureelen en van de zittingplaatsen der rechters

57500,00

Art. 7. Loon en kleeding der roeiers van de vaartuigen ten dienste van de districts-commissarissen

900,00

1901.

No. 28.

**Toezicht op de Bosch-
negers en Indianen.**

Art. 8. Traktementen van de opperhoofden van de Bosch-negers en Indianen, toelage aan den vertegenwoordiger van het opperhoofd van den stam der Aucaners, alsmede toelage en reiskosten voor den burger-officier in Boven-Saramacca. f 2900,00

Art. 9. Transportkosten, loonen en geschenken ter vergelding van kleine diensten en begrafeniskosten van Bosch-negers en Indianen..... 2100,00

**Transportkosten van
ambtenaren en gepen-
sionneerden.**

Art. 10. Uit- en terugzen- ding van burgerlijke ambtena- ren, benevens transport van met verlof gaande of van verlof terugkeerende en gepen- sionneerde ambtenaren met hunne gezinnen..... 25000,00

Art. 11. Vergoeding wegens reis- en verblijfkosten in Ne- derland tot het ondergaan van een geneeskundig onderzoek door aan den dienst in Suri- name verbonden of daarvoor bestemd personeel..... 100,00

Art. 12. Reis- en teerkos- ten, alsmede verhuizingskos- ten en rijtuighuren binnen de kolonie van ambtenaren, be- ambten en andere personen in kolonialen dienst, voor zoover

1901.

No. 28.

daartoe geen afzonderlijke
 gelden bij andere artikelen der
 begrooting zijn toegestaan.. f 6000,00

Volksfeesten.

Art. 13. Uitgaven ter vier-
 ring van den verjaardag van
 Hare Majesteit de Koningin.. 1800,00

Subsidie aan eene mili- taire societeit.

Art. 14. Subsidie aan eene
 militaire societeit of derge-
 lijke inrichting buiten de
 kazerne..... 2000,00
 ————— f 160272,50

IIde AFDEELING.

Justitie en Politie.

Hof van Justitie en par- ket van den Procureur- Generaal.

Art. 15. Traktementen of
 verloftraktementen en toela-
 gen van den president, de
 leden, den procureur-gene-
 raal, den advocaat-generaal,
 den griffier en de verdere
 ambtenaren en surnumerairs
 of geëmployeerdentergriffie en
 op het parket, alsmede den bo-
 de van het hof van justitie f 56747,50

Art. 16. Meubilair, bureel-
 kosten en andere huishoude-
 lijke uitgaven voor het hof van
 justitie en het parket van den
 procureur-generaal 2770,00

1901.

No. 28.

Kantongerecht te Paramaribo en rechterlijke macht in de districten.

Art. 17. Traktementen of verloftraktementen van den kantonrechter te Paramaribo, en van den kantonrechter van Nickerie, van den omme gaanden rechter in het Oostelijk omme gaand gerecht, van de griffiers bij de kantongerechten te Paramaribo en van Nickerie en bij de omme gaande gerechten, van den commies en den klerk bij het kantongerecht te Paramaribo en van den klerk bij het Oostelijk omme gaand gerecht f 32600,00

Art. 18. Meubilair voor het kantongerecht te Paramaribo en abonnement voor den griffier voor bureelkosten en andere huishoudelijke uitgaven, alsmede toelagen voor bureelkosten aan den griffier en aan de ambtenaren van het openbaar ministerie bij het kantongerecht in Nickerie en aan de griffiers bij de omme gaande gerechten, benevens vergoeding voor reis- en verblijfkosten 1680,00

Art. 19. Huur van eene rechtszaal op Marienburg... 400,00

Gevangenissen.

Art. 20. Bewaking van veroordeelden en gedetineerden en toelage aan den persoon belast met de zorg voor

het opslaan en de geregelde verzending der goederen voor de gestraften in de districten en abonnement voor reiskosten, schrijfbehoeften en schrijfloonen voor de commissiën van administratie f 14062,00

Art. 21. Voeding, kleeding, ligging, bewassing, geneesen heelkundige verpleging en verschillende andere uitgaven voor gedetineerden en veroordeelden, alsmede gereedschappen, werktuigen, verlichting en andere huishoudelijke behoeften van de gevangenen en arresthuizen 27500,00

Rechterlijke Politie.

Art. 22. Traktementen of verloftraktementen van het politiepersoneel, toelagen voor bovenkleeding en schoei, vergoeding van tekort op de algemeene kleedingrekening der politie en toelage aan den persoon belast met de zorg voor het opslaan, het verzenden en het verrekenen der goederen voor de beambten van politie, gestationneerd in de goudvelden en andere afgelegene plaatsen 151240,00

Art. 23. Andere uitgaven ten dienste van de politie en huur van politiestations.... 28162,50

Art. 24. Kosten van uitlevering en uitzetting..... 3800,00

1901.

Art. 25. Toezicht op het terrein tusschen de Lawa en de Tapanahony	f 1605,00
Art. 26. Toelagen aan de wijkmeesters te Paramaribo.	625,00

Algemeene kosten.

Art. 27. Toelage aan den landspraktizijn	1500,00
Art. 28. Vervolgingen en procedures, waarvan de kos- ten geheel of gedeeltelijk ten laste van de koloniale kas komen	12000,00

f 334692,00

IIIde AFDEELING.**Schutterij te Paramaribo.**

Art. 29. Traktementen en toelagen van den kapitein- kwartiermeester, den chirur- gijn-majoor, den auditeur, den kapelmeester en van het ver- dere personeel der schutterij te Paramaribo	f 3350,00
--	-----------

Art. 30. Aankoop van four- nitures, maakloon van unifor- men, kosten der muziek en der schietoefeningen, alsmede schrijfbehoeften en diverse be- noodigdheden	3400,00
--	---------

6750,00

IVde AFDEELING.**Administratie van
Financiën.****Centrale administratie
en domeinen.**

Art. 31. Traktementen

of verloftraktementen, toelagen en daggelden van den administrateur van financiën, de ambtenaren en bedienden van zijn bureel, van den gouvernements-landmeter en verdere ambtenaren op het bureel der domeinen f 30482,50

Art. 32. Toelagen voor het houden van toezicht op voor den kleinen landbouw uitgegeven perceelen land en op de gouvernements stalweiden 4490,00

Art. 33. Voorschotten aan kleine landbouwers (creolen) 5000,00

Art. 34. Traktementen of verloftraktementen, toelagen en daggelden van den controleur der belastingen, den kolonialen ontvanger en betaalde meesters en de verdere ambtenaren van 's lands middelen 93278,75

Art. 35. Huur van woningen van ambtenaren der belastingen bij de stijlerijen en toelagen voor huishuur aan de ambtenaren der belastingen in Nickerie 3400,00

Art. 36. Tafelgelden, victualie en andere kosten van het personeel aan boord van het zeilvaartuig voor het toezicht op den in- en uitvoerte water 1906,75

Art. 37. Uitgaven voor den dienst der accijnzen, de invoerrechten en de goudbelasting, onderhoud en vernieuwing van werktuigen, gereedschappen,

1901.

balansen, maten en gewichten, hondepenningen, licht en andere behoeften voor den dienst der belastingen, onderhoud van en materialen voor het vaartuig voor het toezicht te water, mitsgaders aandeelen van ambtenaren en anderen in ontvangen boeten, alsmede kosten van vervolging en proceskosten in zake belastingen en inkomsten van onderscheiden aard f 4800,00

Art. 38. Toelagen voor den secretaris der commissie voor de inkomstenbelastingen abonnement voor schrijfbepoeften en schrijfloonen, en voor den scriba der commissie tot de patenten..... 700,00

Posterij, telephoon en telegraaf.

Art. 39. Traktementen of verloftraktementen en toelagen van het personeel bij de posterij 10082,50

Art. 40. Uitkeeringaan de Nederlandsche postadministratie van het aandeel van Suriname in de kosten wegens het vervoer van brievenmalen en postpakketten, alsmede voor de uit Suriname verzonden en in Nederland en andere landen betaald wordende postwissels, betalingen aan de naburige koloniën en Staten wegens de stuksgewijze van Suriname verzonden correspondentie enz. aan het

Internationaal Bureel der Algemeene Postvereniging te Bern, en andere uitgaven voor den postdienst..... f 7100,—

Art. 41. Toelage voor den ambtenaar belast met het beheer over het telefoonwezen en voor het verder personeel bij het telefoonwezen werkzaam 6970,—

Art. 42. Onderhoud van de telefoon, aanschaffing van reserve-materieel, vernieuwing van telefoonpalen, kosten van aanschaffing van materieel voor het maken van aansluitingen voor particulieren aan gouvernements-telefoonlijnen, welke kosten worden terugbetaald, en meubilair en bureelbehoefte 3500,—

Art. 43. Subsidie voor de telegraphische verbinding der kolonie met de naburige koloniën en Staten en met Europa. 24000,—

Hypotheekkantoor.

Art. 44. Traktementen of verloftraktementen van den hypotheekbewaarder en de ambtenaren van zijn kantoor. 7520,—

Art. 45. Meubilair, bureelbehoefte en andere uitgaven voor het hypotheekkantoor. 500,—

Algemeene kosten.

Art. 46. Meubilair, schrijfbehoefte, papier en bindloon, abonnement op couranten,

1901.

briefporten, drukkosten en andere uitgaven voor het bureau van den administrateur van financiën, voor het bureau der domeinen, voorden controleur der belastingen, voor de kantoren der ontvangers en voor de kantoren der postterij f 9850,—

Art. 47. Reis- en teerkosten 2300,—

Rente en aflossing van leeningen.

Art. 48. Rente en aflossing van de geldleening van 1874 tot bevordering van de immigratie, ten laste der kolonie Suriname, benevens kosten daarop vallende 41100,—

Art. 49. Renten en aflossing van de geldleening van 1895 ten behoeve van het Immigratiefonds van de kolonie Suriname, benevens kosten vallende op de uitgifte, loting, enz. 34490,—

Art. 50. Renten en aflossing van de geldleening ten behoeve der buitengewone productieve werken, benevens kosten vallende op de uitgifte, loting, enz. 30640,—

— f 322110,50

Vde AFDEELING.

Immigratie en kolonisatie.

Immigratie - departement.

Art. 51. Traktementen of verloftraktementen en toela-

1901.

No. 28.

gen van het personeel bij het departement in de kolonie . f 28685,—

Art. 52. Toelagen aan tolken voor huisvesting..... 1260,—

Art. 53. Reis- en teerkosten van de ambtenaren bij het departement in de kolonie 500,—

Art. 54. Meubilair, kantoor- en schrijfbehoeften, bindloon, drukkosten, abonnement op couranten, briefport, telegrammen en andere uitgaven voor het departement in de kolonie, mitsgaders kosten van schoonmaken en verlichting en andere huishoudelijke kosten van het koeliedepôt te Paramaribo 1440,—

Kolonisatie.

Art. 55. Voorschotten aan kolonisten..... 7000,—

Art. 56. Terugvoerkosten van gewezen immigranten aan wie domeingrond is afgestaan. 1500,—

Art. 57. Premiën aan gewezen immigranten aan wie domeingrond is afgestaan en die afzien van het recht op vrije terugreis..... 4000,—

————— f 44385,—

Vide AFDEELING.

Eeredienst, onderwijs, armenzorg en burgerlijke geneeskundige dienst.

Eeredienst.

Art. 58. Traktementen

1901.

No. 28.

of verloftraktementen en toelagen voor huishuur van de predikanten der Hervormde en Luthersche gemeenten te Paramaribo, van den predikant te Nickerie, van de geestelijken der Roomsche-Katholieke gemeente en van twee godsdienstlëeraars der Nederlandsche en Nederlandsch-Portugeesche Israëlietische gemeenten f 40300,—

Art. 59. Subsidiën voor den eeredienst..... 7000,—

Onderwijs.

Art. 60. Traktementen of verloftraktementen en toelagen van den inspecteur voor het onderwijs en van diens klerk, alsmede den bode, en abonnement voor den secretaris der commissie van onderwijs voor bureelbehoeften en schrijffloen 7700,—

Art. 61. Meubilair, bureelbehoeften, drukkosten, reis- en teerkosten van den inspecteur voor het onderwijs en kosten van examens 1700,—

Art. 62. Traktementen of verloftraktementen en toelagen van onderwijzers en onderwijzeressen en verder bij de scholen werkzaam personeel 131440,—

Art. 63. Huur van gebouwen of lokalen, schoolmeubelen en schoolbehoeften.... 10800,—

Art. 64. Subsidiën voor het onderwijs..... 54100,—

1901.

No. 28.

Art. 65. Traktement van den custos van het koloniaal museum en van de bibliotheek f 480,—

Art. 66. Kosten van wetenschappelijke verzamelingen en inrichtingen 10128,—

Armenzorg.

Art. 67. Traktementen of verloftraktementen en dagelden van het personeel en abonnement aan de commissie van regenten van het gesticht Boniface 4452,—

Art. 68. Uitgaven ten behoeve der ouden, gebrekkigen en onvermogenden binnen en buiten het gesticht Boniface 20700,—

Art. 69. Subsidie aan kerkgenootschappen voor weezen, verpleging en alimentatie van weezen van immigranten ... 34800,—

Burgerlijke geneeskundige dienst.

Art. 70. Traktementen of verloftraktementen en toelagen van den geneeskundigen inspecteur en van diens klerk, van de geneeskundigen belast met de stadsarmenpraktijk en van den secretaris en den bode van de geneeskundige commissie, van officieren van gezondheid en apothekers in het militair hospitaal, van geadmiteerde vroedvrouwen en van den veearts..... 16380,—

Art. 71. Toelagen aan de

leeraren aan de school tot
opleiding van jongelieden tot
districts-geneesheer en aan
een leeraar tot opleiding van
vroedvrouwen f 7700,—

Art. 72. Behoeften voor de
school tot opleiding van jonge-
lieden tot districts-genees-
heer en voor opleiding van
vroedvrouwen 900,—

Art. 73. Personeel van het
abattoir 1220,—

Art. 74. Onderhoud van
gereedschappen, brandstoffen,
enz. en bureelbehoeften voor
het abattoir 350,—

Art. 75. Kosten verbonden
aan de keuring van levens-
middelen, enz. op de venduën,
kosten ter verkrijging van
animale koepokstof en kosten
van quarantaine-maatregelen 1050,—

Art. 76. Meubilair, bureel-
behoeften, drukkosten en reis-
en teerkosten van den genees-
kundigen inspecteur en kosten
van examens 1550,—

Art. 77. Traktementen of
verloftraktementen en toela-
gen van, alsmede huuren toe-
lagen voor huishuur aan dis-
trictsgeneesheeren en toelagen
aan officieren van gezondheid,
die bij het uitoefenen van den
burgerlijken geneeskundigen
dienst behulpzaam zijn 45400,—

Art. 78. Vergoeding voor
het gebruik van vaartuigen,

fouragegelden en restitutie
van uitgaven voor de beman-
ning der vaartuigen van de
districts-geneesheeren f 9915,—

Art. 79. Kosten van ver-
pleging en geneesmiddelen,
enz. van burgerlijke personen
in en buiten het militair hos-
pitaal en in de districten en
in de yaws-inrichting op sta-
tion Groningen (Saramacca) .. 55000,—

Art. 80. Geneeskundige be-
handeling van en opzicht over
de krankzinnigen 15198,75

Art. 81. Onderhoud der
krankzinnigen 13000,—

Art. 82. Kosten van kan-
toorbehoeften, aankoop van
boeken en reparatie van instru-
menten ten behoeve van de
inrichting ter verpleging van
krankzinnigen 150,—

Inrichting voor melaat- schen op Chatillon.

Art. 83. Traktementen of
verloftraktementen, abon-
nement en daggelden van den
directeur-geneesheer, den on-
der-directeur, den ziekenop-
passer en verder personeel.. 11097,75

Art. 84. Uitgaven ten be-
hoeve der verpleegden en ver-
der personeel, alsmede kosten
verbonden aan de keu-
ring van levensmiddelen en
voor het toezicht op de ver-
zending daarvan 39275,—

1901.

No. 28.

Art. 85. Subsidie aan in-
richtingen tot isoleering en
verpleging van lepralijders. . . f 5500,—

**Begrafenissen en kerk-
hoven.**

Art. 86. Traktement van
den bedienaar der begrafe-
nissen. 300,—

Art. 87. Onderhoud der
begraafplaatsen, draagbaren,
kleeden, gereedschappen en
andere behoeften, alsmede be-
grafenissen van onvermogen-
den 6500,—

f 554096,50

VIIde AFDEELING.

Bouwdepartement.

Het departement.

Art. 88. Traktementen of
verloftraktementen van den
chef van het bouwdepartement,
van de ambtenaren van zijn
bureel, alsmede daggeld van
den bode f 17165,—

Art. 89. Meubilair, bureelbe-
hoeften, drukkosten en reis-
en teerkosten. 1650,—

**Landsgebouwen en pu-
blike werken.**

Art. 90. Onderhoud van de
landsgebouwen met hun toe-
behooren, onderhoud en ver-
nieuwing van de voer- en
werktuigen en gereedschappen 82800,—

Art. 91. Bezoldiging van den molenbaas, den machinist en het verder personeel van den baggermolen	f 10000,—
Art. 92. Onderhoud van den baggermolen, scheepsbehoefden, en steenkolen en werkpremiën	5716,—
Art. 93. Onderhoud van land- en waterwegen en daarmee in verband staande werken te Paramaribo en in de districten, benevens kosten van besproeiing van de straten en wegen van Paramaribo in den drogen tijd	65500,—
Art. 94. Onderhoud en aanleg van centrale vestigingsplaatsen en andere vestigingen van kleine landbouwers.	34500,—
Art. 95. Kosten van de openbare verlichting te Paramaribo	9200,—
Art. 96. Onderhoud van fortificatiën	Memorie.
Art. 97. Nieuwe werken en aankoop van onroerende goederen	7200,—
Art. 98. Uitgaven voor buitengewone productieve werken	235304,21 ⁵
	f 469035,21 ⁵

VIIIste AFDEELING.

Koloniale vaartuigen, betonning, beba- kening, seinwezen en brandweer.

Algemeen beheer.

Art. 99. Traktementen of

1901.

verloftraktementen en toelagen van den beheerder en diens klerk, van den hoofdmachinist der koloniale vaartuigen en van beambten in algemeenen dienst..... f 12445,—

Art. 100. Meubilair, bureelkosten, drukkosten, briefporten en andere kleine uitgaven, benevens kosten voor het viseren van de gezondheidspassen der mailvaartuigen 8478,—

Onderhoud, aanschaffing en vernieuwing van het materieel der koloniale vaartuigen, alsmede brandstoffen voor de stoomvaarten des mederij.

Art. 101. Materialen, arbeidsloozen, werktuigen, gereedschappen en verdere uitgaven voor gewoon en buitengewoon onderhoud van het materieel der koloniale vaartuigen, aanschaffing en vernieuwing van kleine vaartuigen alsmede brandstoffen 144920,—

Art. 102. Subsidie aan particuliere stoomvaartdiensten en huur van vaartuigen ten behoeve van den rivier- en zeedienst en voor reizen van hoofdamttenaren en commissiën 10600,—

Personcel der koloniale vaartuigen.

Art. 103. Traktementen of verloftraktementen, gages,

toelagen en tafelgelden van
de gezagvoerders en het ver-
der personeel der koloniale
vaartuigen f 102259,—

Art. 104. Loon van naar
behoefte aan te huren beman-
ning 5000,—

Art. 105. Victualie voor de
equipages en voor den waker
van het terrein 37737,32^s

Art. 106. Vergoeding van
tekort op de algemeene klee-
dingrekening van het perso-
neel der koloniale vaartuigen *Memorie.*

Art. 107. Cursus bij het
departement der koloniale
vaartuigen tot opleiding van
machinist-leerlingen 1600,—

Betonning en bebakening.

Art. 108. Traktement en
gages van het personeel van
het lichtschip en van het ge-
leidelicht aan den mond van
de Suriname en toelage aan het
personeel van den vuurtoren
aan de Marowijne 3760,—

Art. 109. Victualie, licht en
andere benodigdheden voor de
equipage van het lichtschip
en het licht aan den mond
van de Suriname 2263,—

Art. 110. Onderhoud van
het lichtschip en voor olie enz.
voor de lichttoestellen en voor
het havenvuur aan den mond
van de Nickerie, voor het licht
aan den mond van de Suriname

en voor den vuurtoren aan de
Marowijne, mitsgaders aan-
koop en onderhoud van
kettingen, ankers en tonne-
boeien f 3800,—

Seinwezen.

Art. 111. Toelage aan den
seinwachter 94,25

Art. 112. Vlaggen en an-
dere benodigdheden voor het
seinwezen 200,—

Brandweer.

Art. 113. Traktementen en
toelagen van het personeel
der brandweer 5720,—

Art. 114. Materieel van de
brandweer 1800,—

————— f 340673,57⁵

IXde AFDEELING.

Pensioenen, wacht- gelden, onderstanden en toelagen.

Art. 115. Pensioenen van
burgerlijke landsdienaren .. f 132810,50

Art. 116. Pensioenen van
weduwen en kinderen van
overleden burgerlijke lands-
dienaren 95177,84⁵

Art. 117. Wachtgelden .. 700,—

Art. 118. Onderstanden .. 2295,—

Art. 119. Toelage aan een
broeder der orde van den
Nederlandschen Leeuw..... 200,—

————— 231183,34⁵

Xde AFDEELING.

Onvoorziene uitgaven.

Art. 120. Onvoorziene uitgaven.....	50000,—
	f 2513198,63 ^s

Twee millioen vijfhonderd en dertien duizend eenhonderd acht en negentig gulden, drie en zestig en een halve cent.

ARTIKEL II.

Wanneer het bedrag, uitgetrokken bij een der artikelen 2, 5, 7, 9, 10, 11, 12, 16, 18, 21, 23, 24, 25, 28, 30, 33, 35, 36, 37, 40, 42, 45, 46, 47, 48, 49, 50, 52, 53, 54, 55, 56, 57, 61, 63, 66, 68, 69, 72, 74, 75, 76, 78, 79, 81, 82, 84, 85, 87, 89, 90, 92, 93, 94, 95, 97, 100, 101, 102, 104, 105, 107, 109, 110, 112, 114, 115, 116, 117 en 118 van de bij deze verordening voorloopig vastgestelde begrooting ontoereikend wordt bevonden, kan het, evenals de posten bij artikelen 96 en 106 voor *Memorie* uitgetrokken, door overschrijving uit artikel 120 dier begrooting worden aangevuld.

Uit dat artikel (onvoorziene uitgaven) worden de toelagen voor de waarneming van tijdelijk opengevallen betrekkingen betaald, voor zoover het niet mogelijk is die aan te wijzen op de artikelen waarin de traktementen voor die betrekkingen zijn omschreven.

ARTIKEL III.

Op *artikel* 120 van de bij deze verordening voorloopig vastgestelde begrooting worden aangewezen de tot het dienstjaar 1902 behorende uitgaven, die hare omschrijving niet vinden in een der andere artikelen van die begrooting.

Die uitgaven worden, voor elke soort afzonderlijk, in rekening gebracht en omschreven.

ARTIKEL IV.

Ter goedmaking van de uitgaven, begrepen in de koloniale huishoudelijke begrooting van *Suriname* voor het dienstjaar 1902, worden over dat jaar gebezigd de na te noemen middelen en inkomsten, te weten :

A. Directe en indirecte belastingen.

- a.* inkomstenbelasting ;
- b.* patentrecht ;
- c.* belasting op de huurwaarde van huizen te Paramaribo en op die van huizen, gebouwen en erven te Nieuw-Nickerie ;
- d.* paardengeld ;
- e.* accijns op het binnenlandsch gedistilleerd ;
- f.* invoerrechten ;
- g.* belasting op goud ;
- h.* weeg-, rooi- en bergloonen en entrepôtrechten ;
- i.* zegelrechten ;
- k.* geneeskundige belasting ;
- l.* successie- en overgangsrechten ;
- m.* begrafenisrechten ;

- n.* recht op verlotingen ;
- o.* opbrengst van de gouvernementsschool voor uitgebreid lager onderwijs ;
- p.* opbrengst van de tweede gouvernementsschool voor uitgebreid lager onderwijs (van Sypesteynschool) ;
- q.* opbrengst van de geneeskundige school ;
- r.* hondenbelasting.

B. Inkomsten van onderscheiden aard.

- a.* passagiegelden ;
- b.* opbrengst der postertij ;
- c.* opbrengst van de telephoon ;
- d.* opbrengst van het abattoir ;
- e.* opbrengst van huren, erfpachten, verkooping van domeinen en afkoop van zakelijke rechten ;
- f.* concessierecht tot het ontginnen van balata op domeingrond ;
- g.* concessierecht tot het ontginnen van delfstoffen op domeingrond ;
- h.* landtaxen of akkergelden ;
- i.* inhoudingen (korting en storting) voor pensioen ;
- k.* terugbetaling van voorschotten ;
- l.* restitutie van kosten van materieel, enz. bij het tot stand brengen van aansluitingen van particulieren aan gouvernements-telephoonlijnen ;
- m.* boeten, opbrengst van verbeurdverklaringen en terugbetaling van voorloopig betaalde justitie- en proceskosten ;
- n.* griffierechten, te verantwoorden aan de koloniale kas ;
- o.* salarissen van den hypotheekbewaarder, te verantwoorden aan de koloniale kas ;

1901.

No. 28.

- p.* leges, te heffen ter gouvernements-secretarie;
- q* ontvangsten van den secretaris der geneeskundige commissie;
- r.* justearloonen van den ijker;
- s.* opbrengst van scheepvaart-formulieren;
- t.* restitutie der kosten voor het gebruik en het verhuren van gereedschappen, werktuigen en verbruikte materialen van het departement der koloniale vaartuigen ten behoeve van anderen, mitsgaders ontvangen gelden wegens verkochte materialen en steenkolen en voor toegangskaatjes tot den kolonialen afvaartsteiger;
- u.* sleeploon van vaartuigen door de stoomschepen van het departement der koloniale vaartuigen;
- v.* de helft van het werkloon der gevangenen;
- w.* agio op verkochte gouvernementswissels;
- x.* eindtaxes van de Compagnie française des cables télégraphiques;
- ij.* opbrengst van port d'armes;
- z.* opbrengst van de gouvernements-stalweiden;
- aa.* opbrengst van marktvergunningen;
- bb.* opbrengst van aan particulieren verhuurde winkelgebouwen en bakkerijen op gouvernements-vestigingsplaatsen;
- cc.* aandeel der eigenaren van plantages in het district Beneden-Commewijne in de kosten van onderhoud van den rijweg van fort Nieuw-Amsterdam naar Spieringshoek;
- dd.* opbrengst van de leening voor productieve werken;
- ee.* overschrijving van een bedrag van f 45804,21⁶ in 1900 door realiseering van de kapitalen af-

1901.

No. 28.

komstig van het opgeheven West-Indisch pensioen-
fonds ontvangen doch niet gebruikt voor produc-
tieve werken ;

ff. verschillende ontvangsten.

**C. Bijdrage uit 's Rijks schatkist tot aan-
vulling van de koloniale geldmiddelen.**

Gegeven te Paramaribo den 13^{den} Juli 1901.

VAN OOSTERZEE.

De Gouvernements-Secretaris,

C. F. SCHOCH.

Uitgegeven den 15^{den} Juli 1901.

De Gouvernements-Secretaris.

C. F. SCHOCH.

1901.

No. 23.

**Raming der middelen en inkomsten van de
kolonie Suriname, dienst 1902.**

MIDDELEN EN INKOMSTEN.		Geraamd bedrag.
A.	Directe en indirecte belastingen.	
<i>a.</i>	Inkomstenbelasting	f 65000,—
<i>b.</i>	Patentrecht	» 24000,—
<i>c.</i>	Belasting op de huurwaarde van huizen te Paramaribo en op die van huizen, gebouwen en erven te Nieuw-Nickerie.....	» 40000,—
<i>d.</i>	Paardengeld	» 500,—
<i>e.</i>	Accijns op het binnenlandsch gedistilleerd	» 175000,—
<i>f.</i>	Invoerrechten	» 1100000,—
<i>g.</i>	Belasting op goud.....	» 63000,—
<i>h.</i>	Weeg-, rooi- en bergloon en entrepôt-rechten	» 8000,—
<i>i.</i>	Zegelrechten	» 50000,—
<i>k.</i>	Geneeskundige belasting	» 50000,—
<i>l.</i>	Successie- en overgangsrechten	» 10000,—
<i>m.</i>	Begrafenisrechten	» 1300,—
<i>n.</i>	Recht op verlotingen	» 100,—
<i>o.</i>	Opbrengst van de gouvernementsschool voor uitgebreid lager onderwijs	» 26000,—
<i>p.</i>	Opbrengst van de tweede gouver- nementsschool voor uitgebreid lager onderwijs (van Sypesteyn- school).....	» 2600,—
<i>q.</i>	Opbrengst van de geneeskundige school	» 1800,—
B.	<i>r.</i> Hondenbelasting	» 2300,—
	Inkomsten van onderscheiden aard.	
<i>a.</i>	Passagegelden	» 100000,—
<i>b.</i>	Opbrengst der posterij	» 32000,—
<i>c.</i>	Opbrengst van de telefoon ...	» 6500,—
<i>d.</i>	Opbrengst van het abattoir ...	» 5000,—
<i>e.</i>	Opbrengst van huren, erfpachten,	

MIDDELEN EN INKOMSTEN.		Geraamd bedrag.
	verkoopingen van domeinen en afkoop van zakelijke rechten	f 23000,—
f.	Concessierecht tot het ontginnen van balata op domeingrond .	» 20000,—
g.	Concessierecht tot het ontginnen van delfstoffen op domeingrond	» 110000,—
h.	Landtaxen of akkergelden	» 10000,—
i.	Inhoudingen (kortingenstorting) voor pensioen	» 87000,—
k.	Terugbetaling van voorschotten.	» 12000,—
l.	Restitutie van kosten van materieel, enz. bij het tot stand brengen van aansluitingen van particulieren aan gouvernements-telefoonlijnen	» 2000,—
m.	Boeten, opbrengst van verbeurdverklaringen en terugbetaling van voorloopig betaalde justitie- en proceskosten	» 9000,—
n.	Griffierechten, te verantwoorden aan de koloniale kas	» 1300,—
o.	Salarissen van den hypotheekbevaarder, te verantwoorden aan de koloniale kas	» 2000,—
p.	Leges, te heffen ter gouvernements-secretarie	» 4100,—
q.	Ontvangsten van den secretaris der Geneeskundige Commissie	» 100,—
r.	Justeerloonen van den ijker .	» 200,—
s.	Opbrengst van scheepvaart-formulieren	» 300,—
t.	Restitutie der kosten voor het gebruik en het verhuren van gereedschappen, werktuigen en verbruikte materialen van het departement der Koloniale vaartuigen ten behoeve van anderen,	

MIDDELEN EN INKOMSTEN.		Geraamd bedrag.
	mitsgaders ontvangen gelden wegens verkochte materialen en steenkolen en voor toegangs- kaartjes tot den kolonialen af- vaartsteiger	f 4000,—
<i>u.</i>	Sleeploon van vaartuigen door de stoomschepen van het departe- ment der koloniale vaartuigen	» 600,—
<i>v.</i>	De helft van het werkloon der gevangenen	» 200,—
<i>w.</i>	Agio op verkochte gouverne- ments-wissels	» 1000,—
<i>x.</i>	Eindtaxes van de Compagnie fran- çaise des cables télégraphiques	» 550,—
<i>y.</i>	Opbrengst van port d'armes	» 1800,—
<i>z.</i>	Opbrengst van de gouverne- ments-stalweiden	» 750,—
<i>aa.</i>	Opbrengst van marktvergunnin- gen	» 5800,—
<i>bb.</i>	Opbrengst van aan particulieren verhuurde winkelgebouwen en bakkerijen op gouvernements- vestigingsplaatsen	» 1500,—
<i>cc.</i>	Aandeel der eigenaren van plan- tages in het district Beneden Commewijne in de kosten van on- derhoud van den rijweg van fort Nieuw-Amsterdam naar Spie- ringshoek	» 3000,—
<i>dd.</i>	Opbrengst van de leening voor productieve werken	» 189500,—
<i>ee.</i>	Overschrijving van een bedrag van f 45804,21 ⁵ door realisee- ring in 1900 van de kapita- len afkomstig van het opge- heven West-Indisch pensioen- fonds ontvangen doch niet ge-	

1901.

No. 28.

MIDDELEN EN INKOMSTEN.		Geraamd bedrag.
C.	//f.	bruikt voor productieve wer- ken
		f 45804,21 ⁵
		Verschillende ontvangsten
		» 3500,—
		Bijdrage uit 's Rijks schatkist tot aan- vulling van de koloniale geld- middelen.
		» 211294,42
		<u>f 2513198,63⁵</u>

TO THE
HONORABLE
MEMBERS OF THE
LEGISLATIVE COUNCIL

OF THE
PROVINCE OF
ONTARIO
IN PARLIAMENT ASSEMBLED

REPORT
OF THE
COMMISSIONER
OF THE
LANDS AND
FORESTS
FOR THE
YEAR
1900

PRINTED BY
THE
GOVERNMENT
OF ONTARIO
TORONTO
1901

1901.

No. 29.

G O U V E R N E M E N T S B L A D

VAN DE

K O L O N I E S U R I N A M E.

VERORDENING van 2 April 1901
houdende wijziging van den meerderjarigheidsleeftijd.

IN NAAM DER KONINGIN!

DE GOUVERNEUR VAN SURINAME,

In overweging genomen hebbende: dat wijziging van den meerderjarigheidsleeftijd noodig is;

Heeft, den Raad van Bestuur gehoord, na verkregen goedkeuring der Koloniale Staten,

vastgesteld onderstaande verordening:

Art. 1.

Het eerste en tweede lid van art. 382 van het Burgerlijk Wetboek voor de kolonie *Suriname* worden gelezen als volgt:

„Minderjarigen zijn de zoodanigen, die den vollen ouderdom van een en twintig jaren niet hebben bereikt en niet vroeger in den echt zijn getreden.

„Wanneer het huwelijk vóór hunnen vollen ouderdom van een en twintig jaren is ontbonden, keeren zij niet tot den staat van minderjarigheid terug.”

Art. 2.

Het tweede lid van art. 477 van genoemd Wetboek wordt gelezen als volgt :

„Ten opzichte van het aangaan van een huwelijk „blijft hij echter in de verplichting om achterevolgens „de bepalingen van de artt. 88, 89 en 90 de toestem- „ming zijner ouders of grootouders te verkrijgen, totdat „hij den vollen ouderdom van een en twintig jaren zal „hebben bereikt.”

Art. 3.

Het eerste lid van art. 478 van genoemd Wetboek wordt gelezen als volgt :

„Het staat aan het hof van justitie vrij om, in het „belang des minderjarigen, in de brieven van meerder- „jarigverklaring de bepaling te voegen, dat hij, aan „wien dezelve verleend worden, desnietteenstaande „toddatt hij den vollen ouderdom van een en twintig „jaren hebbe bereikt, zijne onroerende goederen niet „anders zal mogen vervreemden of bezwaren, dan met „toestemming van het hof, na verhoor of behoorlijke „oproeping van den vader, of, deze ontbrekende, van „de bloedverwanten of aangehuwden.”

Art. 4.

Minderjarigen, die op het tijdstip van het in werking treden van deze verordening den leeftijd van een en twintig jaren reeds hebben bereikt, worden op gemeld tijdstip meerderjarig.

Art. 5.

Wanneer in overeenkomsten, vóór het in werking treden van deze verordening aangegaan, of in uiterste wilsbeschikkingen van personen vóór het in werking treden van deze verordening overleden, de uitoefening van eenig recht of de nakoming van eenige verplichting afhankelijk is gesteld van het tijdstip waarop iemand de meerderjarigheid zal hebben bereikt, is, voorzoveel de uitlegging van die overeenkomsten en uiterste wilsbeschikkingen betreft, deze verordening van geen invloed bij de beoordeeling van de vraag of gemeld tijdstip is aangebroken.

Art. 6.

Deze verordening treedt in werking op een nader door den Gouverneur te bepalen tijdstip.

Gegeven te Paramaribo den 2^{den} April 1901.

TONCKENS.

De Gouvernements-Secretaris,

C. F. SCHOCH.

Uitgegeven den 18^{den} Juli 1901.

De Gouvernements-Secretaris,

C. F. SCHOCH.

1901.

No. 30.

G O U V E R N E M E N T S B L A D

VAN DE

K O L O N I E S U R I N A M E.

RESOLUTIE van 4 Juli 1901

*La. A No. 5561 omtrent de plaatsing in het
Gouvernementsblad van den thans geldenden tekst
van het Regeeringsreglement voor Suriname.*

DE GOUVERNEUR VAN SURINAME,

Overwëgende: dat het „Reglement op het beleid der regering in de kolonie Suriname” bij de wetten van 26 April 1884 (Staatsblad No. 90) en van 2 Februari 1901 (Staatsblad No. 55), respectievelijk afgekondigd den 16^{den} Juni 1884 (G. B. No. 8) en den 2^{den} April 1901 (G. B. No. 16) verschillende wijzigingen heeft ondergaan;

dat het wenschelijk is den geldenden tekst van dat reglement in één geheel samen te vatten en dit in het Gouvernementsblad te doen opnemen;

BESLUIT:

- 1^o te bepalen dat het „Reglement op het beleid der regering in de kolonie Suriname” zooals het luidt na de daarin aangebrachte wijzigingen en

1901.

No. 30.

bijvoegingen, nevens extract van deze resolutie,
in zijn geheel in het *Gouvernementsblad* zal
worden geplaatst.

2^o. (enz.)

Paramaribo, den 4^{den} Juli 1901.

TONCKENS.

Uitgegeven, den 27^{sten} Juli 1901.

De Gouvernements-Secretaris,

C. F. SCHOCH.

W E T

van 31 Mei 1865,

houdende vaststelling van een reglement op het beleid der regering in de kolonie Suriname (Staatsblad No. 55, Gouvernementsblad No. 12),

gelijk zij luidt na de daarin aangebrachte wijzigingen en bijvoegingen bij de Wetten van 26 April 1884 (*Staatsblad* No. 90, *Gouvernementsblad* No. 8) en van 2 Februari 1901 (*Staatsblad* No. 55, *Gouvernementsblad* No. 16.) ¹⁾

EERSTE HOOFDSTUK.

Van de kolonie en hare inwoners.

Art. 1.

De kolonie Suriname omvat het grondgebied bekend onder de benaming van Nederlandsch Guyana.

Verdragen, betreffende afstand of ruiling van grondgebied of regeling der grensscheiding, behoeven de goedkeuring der Staten-Generaal.

Art. 2.

Allen, die zich in de kolonie bevinden, zijn eerbied en gehoorzaamheid verschuldigd aan de Regering en onderworpen aan de wettelijke regelingen.

¹⁾ zie blz. 58.

Art. 3.

De wettelijke regelingen, in de kolonie geldig, zijn :

1°. de verdragen met vreemde Mogendheden door den Staat aangegaan, voor zooverre zij in de kolonie van toepassing zijn ;

2°. de algemeene verordeningen, waaronder worden verstaan :

a. de wetten, die, volgens de bepalingen der Grondwet van het Koninkrijk, voor de kolonie gemaakt of voor haar toepasselijk verklaard zijn ;

b. de besluiten des Konings, genomen in den vorm, bij de Grondwet van het Koninkrijk voorgeschreven voor algemeene maatregelen van bestuur ;

c. de koloniale verordeningen, vastgesteld door den Gouverneur, met goedkeuring van de Koloniale Staten ;

3°. de besluiten, houdende algemeene maatregelen, door den Gouverneur, den Raad van Bestuur gehoord, binnen de grenzen zijner bevoegdheid uitgevaardigd ;

4°. de keuren en reglementen door de in art. 115 genoemde besturen binnen de grenzen hunner bevoegdheid uitgevaardigd.

Art. 4.

Slavernij wordt in de kolonie niet geduld.

Allen, die zich op haar grondgebied bevinden, hebben gelijke aanspraak op bescherming van persoon en goederen.

Art. 5.

Uitlevering van vreemdelingen geschiedt niet dan

*Moet bij deze of een andere wet te aanjagen van eenig ontleven
regeling of alg. ver. voorzieningen, dan is de wet of een wet die de regelen
te kol. der. moet geschieden, te handelen
hien het bepalen
for art. 47, 48*

krachtens verdragen, waarbij, voor zoover de kolonie betreft, de regelen zijn in acht genomen, welke, zoo-
veel mogelijk, in overeenstemming met de daaromtrent
voor Nederland geldende wettelijke bepalingen, bij
Koninklijk besluit worden vastgesteld.

Art. 6.

De regelen nopens de toelating en de uitzetting van
personen, die in de kolonie noch gevestigd noch daar-
heen van rijkswege gezonden zijn, worden bij koloniale
verordening vastgesteld.

Art. 7.

Tot openbare bedieningen, door den Koning op te
dragen, zijn benoembaar Nederlanders volgens de wet
op het Nederlanderschap en het ingezetenschap en zij,
die in eene der West-Indische koloniën van den Staat
uit ouders, aldaar gevestigd, geboren zijn.

De benoembaarheid tot andere openbare bedieningen
wordt bij koloniale verordeningen geregeld.

Algemeen

Art. 8.

Niemand heeft voorafgaand verlof noodig om door
de drukpers gedachten of gevoelens te openbaren. De
verantwoordelijkheid van schrijvers, uitgevers, drukkers
en verspreiders en de waarborgen, in het belang der
openbare orde en zedelijkheid tegen het misbruik van
de vrijheid van drukpers te nemen, worden geregeld
bij koloniale verordening.

Bepalingen, waardoor de toelating in de kolonie van

in Nederland gedrukte stukken belemmerd wordt, behoeven bekrachtiging bij de wet.

Art. 9.

Ieder heeft het regt verzoekschriften in te dienen bij de bevoegde magt zoowel in Nederland als in de kolonie.

Verzoekschriften moeten persoonlijk en mogen niet uit naam van meer worden onderteeekend, tenzij dit geschiede door of van wege lichamen, wettig zamengesteld of erkend, en in dit laatste geval niet anders dan over onderwerpen tot hunnen bepaalden werkkring behorende.

Echter mogen personen, die niet schrijven kunnen, verzoekschriften indienen door tusschenkomst van zoodanige ambtenaren, als hiertoe bij koloniale verordening zijn bevoegd verklaard.

Art. 10.

De uitoefening van het regt van vereeniging en vergadering kan, in het belang der openbare orde, zedelijkheid of gezondheid, aan regeling en beperking bij koloniale verordening onderworpen worden.

TWEEDE HOOFDSTUK.

Van den Gouverneur.

EERSTE AFDEELING.

Van zijne benoeming en ontslag en van zijne verantwoordelijkheid.

Art. 11.

De gouverneur wordt door den Koning benoemd en ontslagen.

Art. 12.

Hij moet den ouderdom van dertig jaren vervuld hebben.

Art. 13.

Hij legt in handen des Konings of van de autoriteit of den persoon, door den Koning hiertoe aangewezen, den eed (verklaring of belofte) af:

„Ik zweer (verklaar), dat ik, middellijk noch onmiddellijk, onder welken naam of wat voorwendsel ook, tot het verkrijgen mijner benoeming tot gouverneur aan iemand, wie hij ook zij, iets heb gegeven of beloofd, noch zal geven.

Ik zweer (beloof), dat ik om iets hoegenaamd in deze betrekking te doen of te laten, van niemand hoegenaamd eenige beloften of geschenken aannemen zal; middellijk of onmiddellijk.

Ik zweer (beloof) trouw aan den Koning en aan de Grondwet; dat ik de welvaart van de kolonie naar mijn vermogen bevorderen zal; dat ik het Reglement op het beleid der regering in de kolonie Suriname steeds zal onderhouden en doen onderhouden, en dat ik mij in alles zal gedragen, zoo als een braaf en eerlijk gouverneur betaamt. Zoo waarlijk helpe mij God Almagtig!“ („Dat verklaar en belooft ik“).

Art. 14.

Indien de benoeming van den gouverneur vervat is in een geheim en verzegeld stuk, behelst dit stuk tevens

de aanwijzing van de autoriteit of den persoon, in wier of in wiens handen de benoemde den voorgeschreven ambtseed moet afleggen.

Zoodanig stuk wordt geopend in eene vergadering van den Raad van Bestuur.

Het wordt, na door al de aanwezige leden te zijn gewaarmerkt, in het archief van den raad nedergelegd.

Art. 15.

De gouverneur aanvaardt het bestuur door overlegging in eene plegtige zitting der Koloniale Staten van een afschrift zijner akte van benoeming en van het proces-verbaal zijner eedsaflegging, en brengt zijne aanvaarding van het bestuur bij proclamatie ter kennis der ingezetenen.

Art. 16.

Hij is verplicht zijne waardigheid te blijven bekleeden tot dat hij het bestuur aan zijnen opvolger hebbe overgegeven, tenzij hem van 's Konings wege gelast of vergund worde zijne waardigheid vroeger neder te leggen.

Art. 17.

Hij mag zonder verlof des Konings de kolonie niet verlaten.

Art. 18.

Hij mag geen handel drijven en geen deel hebben, regtstreeks of zijdelings, in dien van anderen, noch in eenige concessie of onderneming van welken aard ook op de kolonie betrekking hebbende of daarbinnen gevestigd.

Hij mag geene schuldvorderingen ten laste der kolonie koopen.

Hij mag noch regtstreeks, noch zijdelings deel nemen in eenige overeenkomst, waarin de Staat of de kolonie partij is, noch zich voor de uitvoering van zoodanige overeenkomst geheel of gedeeltelijk borg stellen.

Van bovenstaande bepalingen kan, mits daartoe bijzondere termen aanwezig zijn, door den Koning vrijstelling verleend worden bij besluit, dat met redenen wordt omkleed en waarop de Raad van State van het Koningrijk gehoord is.

Art. 19.

Bloedverwantschap of zwagerschap, tot den derden graad ingesloten, mag niet bestaan tusschen den Gouverneur eenerzijds en den ondervoorzitter of de leden van den Raad van Bestuur, den gouvernements-secretaris, den procureur-generaal, of een der hoofdambtenaren met het beleid eener bijzondere afdeeling van algemeen bestuur door den Koning belast, anderzijds.

Hij, die na zijne benoeming in den verboden graad van zwagerschap geraakt, behoudt zijne bediening niet dan met vergunning des Konings.

De zwagerschap houdt op door den dood der vrouw, die haar veroorzaakte.

Art. 20.

Wanneer er vermoeden bestaat, dat de Gouverneur krankzinnig is, belegt de ondervoorzitter van den Raad van Bestuur eene vergadering van dien Raad, opdat de gegrondheid van het vermoeden onderzocht worde.

De Raad van Bestuur, oordeelende dat daartoe termen

bestaan, beveelt het instelien van een geneeskundig onderzoek aan eene commissie, te zamen gesteld uit de twee hoogst in rang aanwezige officieren van gezondheid der zee- of landmagt en twee burgerlijke geneesheeren.

Deze commissie is bevoegd den gewonen geneesheer des Gouverneurs in haar midden te roepen en dient den Raad van Bestuur van berigt.

Van het in den Raad van Bestuur verhandelde worden naauwkeurige processen-verbaal in dubbel opgemaakt en door den ondervoorzitter, de leden en den secretaris onderteekend

Als de Raad van Bestuur oordeelt, dat het berigt der commissie het bestaande vermoeden bevestigt, wordt onverwijld een der dubbelen van de processen-verbaal gezonden aan den Koning, en belegt de ondervoorzitter van den Raad van Bestuur eene zitting van de Koloniale Staten.

De zitting wordt gehouden met gesloten deuren. De vergadering verklaart, na de personen, die inlichtingen geven kunnen, onder eede gehoord te hebben, en bij volstrekte meerderheid van stemmen der aanwezige leden, of er termen bestaan om den Gouverneur tot de uitoefening zijner waardigheid niet in staat te achten.

De verklaring, dat zoodanige termen bestaan, ontheft, zoolang zij niet, na gelijk onderzoek, op gelijke wijze is ingetrokken en in afwachting van de beslissing des Konings, den Gouverneur van de uitoefening zijner waardigheid.

Van het in de Koloniale Staten verhandelde wordt een naauwkeurig proces-verbaal in dubbel opgemaakt en door al de leden en den griffier onderteekend.

Een der dubbelen wordt onverwijld gezonden aan den Koning.

Wanneer de Gouverneur door een plotseligen ziekte-toestand buiten staat is geraakt om zijne waardigheid uit te oefenen en om overeenkomstig art. 28*bis* het dagelijksch beleid van zaken aan een ander op te dragen, worden de in dit artikel opgenomen bepalingen eveneens toegepast, met dien verstande echter, dat de Gouverneur, nadat hij voldoende hersteld is, het bestuur weder op zich neemt en daarvan bij proclamatie aan de ingezetenen kennis geeft.

Art. 21.

De gouverneur oefent zijne waardigheid uit met stipte inachtneming van 's Konings bevelen, en is aan den Koning wegens zijn doen en laten verantwoordelijk.

Art. 164 der Grondwet van het Koninkrijk is op hem van toepassing.

Art. 22.

De gouverneur is naar de bepalingen, vervat in de wet van 22 April 1855 (*Staatsblad* no. 33), houdende regeling der verantwoordelijkheid van de hoofden der ministeriële departementen, tot straf vervolgbaar:

a. wanneer hij uitvoering geeft of doet geven aan Koninklijke besluiten of beschikkingen, waarvan hem de uitvoering niet is opgedragen door den Minister van Koloniën;

b. wanneer hij uitvoering geeft of doet geven aan koninklijke besluiten of beschikkingen, niet voorzien van

de vereischte medeonderteekening van een der hoofden van de ministeriële departementen ;

c. wanneer hij beschikkingen neemt, of bevelen geeft, of bestaande beschikkingen of bevelen handhaaft, waardoor de bepalingen dezer wet of andere in de kolonie geldende wettelijke regelingen worden geschonden ;

d. wanneer hij nalaat uitvoering te geven of te doen geven aan de voorschriften van deze wet of andere in de kolonie geldende wettelijke regelingen, of aan Koninklijke besluiten en beschikkingen, geene algemeene verordeningen zijnde, doch waarvan hem de uitvoering door den Minister van Kolonien is opgedragen.

De handelingen, onder de litt. *a*, *b* en *c*, en de nalatigheid, onder letter *d* bedoeld, zijn alleen dan strafbaar, wanneer zij gepleegd zijn met opzet.

e. indien hij zonder opzet de uitvoering, onder letter *d* omschreven, grovelijk verzuimt.

De feiten in dit artikel vermeld, worden beschouwd als misdrijven.

De feiten vermeld onder litt. *a*, *b*, *c* en *d* worden gestraft met de straf genoemd in art. 355, en het feit, vermeld onder litt. *e*, met de straf genoemd in artikel 356 van het Nederlandsch Wetboek van Strafrecht.

Art. 23.

De gouverneur kan gedurende zijn bestuur met voor den strafregter in de kolonie betrokken, noch aldaar in burgerlijke gijzeling gebragt, noch zonder zijne toestemming als getuige in een regtsgeding geroepen worden.

Hij kan, zelfs na de nederlegging zijner waardigheid,

wegens feiten, gedurende zijn bestuur gepleegd, in de kolonie niet tot straf vervolgd worden.

Art. 24.

Hij staat in Nederland, behalve wegens ambtsmisdriven, te regt voor den regter, die volgens de in het Rijk geldende wetten bevoegd zou zijn geweest, naar gelang der tegen het feit bedreigde straffen, daarvan kennis te nemen, ware het gepleegd in de gemeente, in welke de ziele der Nederlandsche Regering gevestigd is.

De straf, tegen het feit bedreigd, is die, welke daartegen bedreigd wordt bij het strafregt der plaats, waar het feit is begaan.

Art. 25.

Indien tegen den gouverneur, hetzij in het geval voorzien in art. 164 der Grondwet van het Koninkrijk, hetzij ter zake van andere strafbare feiten, eene vervolging in Nederland wordt ingesteld, legt hij, op bevel des Konings, zijne waardigheid neder in handen van dengene, die door den Koning of volgens deze wet is aangewezen om hem te vervangen.

Art. 26.

Wanneer de Gouverneur overeenkomstig art. 20 tijdelijk van de uitoefening zijner waardigheid is ontheven, of wanneer hij buiten staat geraakt om haar uit te oefenen zonder in de gelegenheid te zijn om het dagelijksch beleid van zaken, overeenkomstig artikel 28bis, aan den daar bedoelden persoon op te dragen, treedt als waarnemend Gouverneur op de persoon, van

's Konings wege daartoe aangewezen, of, bij gebreke van zoodanige aanwijzing, gelijk mede wanneer en zoolang de aangewezen persoon niet kan optreden, de ondervoorzitter van den Raad van Bestuur.

Hetzelfde geschiedt wanneer de Gouverneur overlijdt, verlof erlangt of zijne betrekking nederlegt en zijn opvolger nog niet is aangewezen of nog niet kan optreden.

Art. 27.

Al wat in deze wet bepaald is omtrent den Gouverneur is toepasselijk op den waarnemenden Gouverneur, met uitzondering der voorschriften in de artikelen 12, 13, 15 en 19, en met dien verstande, dat de verbodsbepalingen van artikel 18 niet gelden voor het deel dat de waarnemende Gouverneur in de daarbij bedoelde ondernemingen had vóór dat hij het bestuur aanvaardde.

Art. 28.

De waarnemende Gouverneur brengt zijne aanvaarding van het bestuur bij proclamatie ter kennis van de ingezetenen, en legt, zoo spoedig mogelijk in eene daartoe te houden en zoo noodig buitengewoon bijeen te roepen vergadering der Koloniale Staten, in handen van den voorzitter der vergadering, den eed (of de belofte) af:

„Ik zweer (beloof), dat ik, om iets hoegenaamd in de betrekking van waarnemend gouverneur te doen of te laten, van niemand hoegenaamd eenige beloften of geschenken aannemen zal, middellijk of onmiddellijk.

Ik zweer (beloof) trouw aan den Koning en aan de Grondwet; dat ik de welvaart van de kolonie naar mijn

vermogen bevorderen zal, dat ik het Reglement op het beleid der regering in de kolonie Suriname steeds zal onderhouden en doen onderhouden, en dat ik mij in alles zal gedragen, zoo als een braaf en eerlijk gouverneur betaamt. Zoo waarlijk helpe mij God Almagtig!" („Dat beloof ik.").

Art. 28bis.

Wanneer ziekte of korte afwezendheid van den Gouverneur eene voorziening noodzakelijk maakt, draagt hij het dagelijksch beleid van zaken tijdelijk op aan den persoon, die volgens artikel 26 in de bij dat artikel bedoelde gevallen als waarnemend Gouverneur zal moeten optreden.

Zoodanige opdracht wordt door den Gouverneur bij proclamatie ter kennis van de ingezetenen gebragt.

TWEDE AFDEELING.

Van zijne magt.

Art. 29.

De gouverneur bestuurt, met inachtneming van de voorschriften dezer wet, in naam en als vertegenwoordiger des Konings de kolonie en is aldaar met de uitvoerende magt bekleed.

Art. 30.

De gouverneur heeft het opperbevel over de in de kolonie aanwezige krijgsmagt.

Hij oefent dit over 's Rijks zee- en landmagt niet uit dan behoudens hare administrative betrekkingen tot de

departementen van algemeen bestuur in het Koninkrijk en overeenkomstig met de bijzondere beschikkingen des Konings.

Hij beschikt over hare strijdkrachten in oorlog en vrede, zoodanig als hem in het belang der kolonie oirbaar dunkt, en heeft het regt hare bevelhebbers en officieren te schorsen.

Hij geeft terstond van de schorsing kennis aan den Koning.

Zij is, zoolang zij niet door den Koning bekrachtigd is, slechts voorloopig.

Art. 31.

De gouverneur benoemt, schorst en ontslaat de bevelhebbers, officieren en onderofficieren der koloniale gewapende magt, hoedanig deze zamengesteld zij.

Art. 32.

Hij neemt, in geval van oorlog of opstand, alle maatregelen die hij in het belang van het Rijk of van de kolonie door den nood geboden acht.

Hij heeft in dergelijke omstandigheden de magt om de kolonie, geheel of ten deele, in staat van oorlog of beleg te verklaren, de bepalingen dezer wet en van alle andere in de kolonie geldende algemeene verordeningen te schorsen, en autoriteiten, zelfs die zijn aangesteld door den Koning, tijdelijk op te heffen.

Hij kan, in zoodanig geval, de burgerlijke of militaire gezaghebbers in de onderdeelen der kolonie magtigen tot het voorloopig nemen van maatregelen van boven omschreven aard.

Hij geeft van de maatregelen, door hem uit kracht dezer bepaling genomen, onverwijld kennis aan den Koning.

Art. 32*bis*.

Onverminderd het geval, voorzien in artikel 32, en behoudens de bepalingen van dit reglement, is de Gouverneur bevoegd om in dringende omstandigheden, voor de geheele kolonie of bepaalde gedeelten daarvan, onder nadere bekrachtiging door de wet, wetten geheel of gedeeltelijk te schorsen.

Van deze handeling wordt door den Koning onverwijld kennis gegeven aan de Staten-Generaal.

De Gouverneur heeft ten aanzien van Koninklijke besluiten en koloniale verordeningen, als vermeld onder 2^o. van artikel 3, onder nadere goedkeuring des Konings, gelijke bevoegdheid als hem in het eerste lid van dit artikel is gegeven.

Art. 33.

Hij neemt alle vereischte maatregelen tot bescherming van de eer van den Staat en van de kolonie tegen aanranding van buiten.

Art. 34.

Hij kan, als daarvoor dringende redenen bestaan, voorloopige overeenkomsten, de kolonie betreffende, met vreemde magten, onder voorbehoud van 's Konings goedkeuring, aangaan.

Hij brengt de aangegane overeenkomst terstond ter kennis des Konings.

Zij vervalt in ieder geval, wanneer zij niet binnen het jaar na hare dagteekening of den korteren daarin uitgedrukten termijn door den Koning bekrachtigd is.

Art. 35.

De gouverneur benoemt, schorst en ontslaat alle ambtenaren in de kolonie, wier benoeming, schorsing of ontslag niet door den Koning aan zich voorbehouden of bij algemeene verordeningen aan anderen opgedragen is.

Hij voorziet, als de belangen der dienst dit vereischen, in de tijdelijke waarneming van betrekkingen, door den Koning te begeben.

Art. 36.

Hij kan, met inachtneming der voorschriften te dien aanzien bij algemeene verordeningen gegeven, aan ambtenaren en officieren een binnenlandsch of buitenlandsch verlof verleenen.

Art. 37.

Hij heeft het algemeen bestuur der koloniale geldmiddelen en domeinen en is deswege verantwoordelijk naar de bepalingen bij de wet te stellen.

Hij brengt de bezoldigingen, verlofractementen, wachtgelden en pensioenen van alle openbare collegien, ambtenaren en bedienden in de kolonie, voor zooveel zij niet uit 's Rijks of andere kassen dan de koloniale gekweten worden, op de koloniale huishoudelijke begrooting.

Art. 38.

Hij regelt de bezoldigingen, voor zooverre dit niet

*dan alle openbare collegien ambtenaren
& bedienden in de kolonie*

door den Koning aan zich voorbehouden of bij algemeene verordeningen geschied is.

De verloftractementen, pensioenen en wachtgelden, (uit de koloniale kas te kwijten,) worden geregeld bij koloniale verordeningen.

algemeen

Art. 39.

De gouverneur kan, na ingewonnen berigt van den regter door wien het vonnis gewezen is, aan alle burgerlijke of militaire veroordeelden gratie verleenen van straffen, bij regterlijk vonnis in de kolonie opgelegd.

Hij kan, tenzij krachtens voorafgaande uitdrukkelijke magtiging des Konings, geene amnestie, abolitie of generaal pardon verleenen, dan in zeer dringende gevallen, na verhoor van den Raad van Bestuur en onder voorbehoud van 's Konings bekrachtiging.

Art. 40.

Geene dispensatie kan door den gouverneur verleend worden dan in de gevallen en op de wijze, bij de algemeene verordening, waarvan dispensatie verleend wordt, omschreven.

Art. 41.

De gouverneur verleent, in naam des Konings en overeenkomstig met het desaangaande bij algemeene verordening bepaalde, zeebrieven aan schepen en vaartuigen, toebehoorende aan inwoners der kolonie.

Art 42.

De gouverneur zorgt voor de afkondiging en de uitvoering der wetten en der Koninklijke besluiten, geno-

men in den vorm, bij de Grondwet van het Koninkrijk voorgeschreven voor algemeene maatregelen van bestuur, welke hem te dien einde van 's Konings wege worden toegezonden.

Art. 43.

Hij kan om gewichtige redenen de hem bevolen afkondiging of uitvoering opschorten en geeft hiervan terstond kennis aan den Koning.

Wanneer de afkondiging of uitvoering eener wet door den gouverneur is opgeschort, wordt hiervan door den Koning ten spoedigste mededeeling gedaan aan de Staten-Generaal.

Zoodra de gouverneur verwittigd is, dat de Koning zijne handeling niet goedkeurt, gaat hij onverwijld tot de afkondiging of uitvoering over.

Art. 44.

De wetten en Koninklijke besluiten worden afgekondigd door plaatsing in het *Gouvernementsblad*.

Het formulier van afkondiging luidt:

„In naam des Konings!

„De Gouverneur van Suriname,

„Van 's Konings wege den last ontvangen hebbende tot afkondiging van onderstaande wet (onderstaand Koninklijk besluit);

(Mededeeling der wet of van het Koninklijk besluit.)

„Heeft de opneming daarvan in het *Gouvernementsblad* bevolen.

„Gedaan te den”

(Ondertekening van den gouverneur en van den gouvernements-secretaris.)

Art. 45.

Zoo geen andere termijn bepaald is, hetzij in de verordening zelve, hetzij bij de afkondiging (in welk geval die bepaling aan het formulier wordt toegevoegd) werkt de afgekondigde verordening op den dertigsten dag na dien der uitgifte van het *Gouvernementsblad*, waarin zij geplaatst is.

Art. 46.

De gouverneur stelt, na verkregen goedkeuring der Koloniale Staten, koloniale verordeningen vast en zorgt voor hare afkondiging.

Indien hij bezwaar heeft, kan hij de vaststelling in beraad houden.

Art. 47.

De koloniale verordeningen treden niet in regeling van hetgeen geregeld is bij de wet of bij Koninklijk besluit, genomen in den vorm, bij de Grondwet van het Koninkrijk voorgeschreven voor algemeene maatregelen van bestuur, tenzij daartoe bij zoodanige wet of zoodanig besluit vrijheid is gelaten.

Art. 48.

Behoudens de regelingen, bedoeld in het tweede lid van artikel 114 en in de artikelen 148 en 151, kan elk onderwerp, waarin volgens dit reglement bij koloniale verordening is of kan worden voorzien, worden geregeld bij Koninklijk besluit, genomen in den vorm, bij de Grondwet van het Koninkrijk voorgeschreven voor algemeene maatregelen van bestuur.

De koloniale verordening in wier onderwerp wordt

voorzien bij de wet of bij een Koninklijk besluit als bedoeld in het eerste lid van dit artikel, vervalt op het oogenblik dat zoodanige wet of zoodanig Koninklijk besluit in de kolonie begint te werken.

Art. 49.

De gouverneur zendt elke koloniale verordening, door hem vastgesteld, onverwijld aan den Koning.

De Koning kan, na den Raad van State van het Koninkrijk te hebben gehoord, bij besluit, met redenen omkleed, eene koloniale verordening vernietigen wegens strijd met de wet, met een Koninklijk besluit, genomen in den vorm, bij de Grondwet van het Koninkrijk voorgeschreven voor algemeene maatregelen van bestuur, of met het algemeen belang van het Rijk of van de kolonie.

Art. 50.

De gouverneur kondigt de koloniale verordening, door hem vastgesteld, in den regel niet af vóór dat hij bericht ontvangen heeft, dat bij den Koning geen voornemen tot vernietiging bestaat, of vóór dat, na de opzending aan den Koning, zes maanden verlopen zijn zonder dat de gouverneur bericht ontvangen heeft, dat de vernietiging heeft plaats gehad of bij den Koning in overweging is.

Hij kan echter, indien naar zijn oordeel en dat van de meerderheid van den Raad van Bestuur spoed vereischt wordt, eene koloniale verordening, door hem vastgesteld, vroeger afkondigen en invoeren.

Art. 51.

Eene koloniale verordening, behoorlijk afgekondigd, verbindt tot dat zij door eene latere koloniale verordening afgeschaft of volgens art. 48 dezer wet vervallen, of het Koninklijk besluit, houdende hare vernietiging, in de kolonie afgekondigd en in werking getreden is.

Art. 52.

De afkondiging der koloniale verordening geschiedt door hare plaatsing in het *Gouvernementsblad*.

Het formulier van afkondiging luidt :

„In naam des Konings!

„De Gouverneur van Suriname,

„In overweging genomen hebbende :

(De beweegredenen der verordening.)

„Heeft, den Raad van Bestuur gehoord, na verkregen goedkeuring der Koloniale Staten,

(En in het geval, voorzien in het tweede lid van art. 50 dezer wet, met bijvoeging der woorden :

„En gelet op het tweede lid van art. 50 van het Regeringsreglement dezer kolonie), vastgesteld onderstaande verordening :

(De verordening.)

„Gegeven te den”

(Onderteekening van den gouverneur en van den gouvernements-secretaris.)

Art. 53.

Ten aanzien van de werking der afgekondigde verordening geldt het bepaalde bij artikel 45.

Art. 54.

De gouverneur is bevoegd tot het uitvaardigen van besluiten, houdende algemeene maatregelen en strekkende om uitvoering te geven hetzij aan wetten of Koninklijke besluiten, genomen in den vorm, bij de Grondwet van het Koninkrijk voorgeschreven voor algemeene maatregelen van bestuur, waarvan de uitvoering hem van 's Konings wege is opgedragen, hetzij aan koloniale verordeningen.

De Raad van Bestuur wordt over het uit te vaardigen besluit gehoord.

Art. 55.

Zoodanige besluiten worden op last des gouverneurs afgekondigd door hunne plaatsing in het *Gouvernementsblad*.

Het formulier van afkondiging luidt:

„In naam des Konings!

„De Gouverneur van Suriname,

„Overwegende dat ter uitvoering van

(Vermelding van de wet, het Koninklijk besluit of de koloniale verordening, tot wier uitvoering het besluit strekt),

„het noodig is, het navolgende vast te stellen;

„Heeft, den Raad van Bestuur gehoord, besloten:

(Volgt het besluit.)

„Gegeven te den”

(Onderteekening van den gouverneur en van den
gouvernements-secretaris.)

Art. 56.

Indien in het besluit geen andere termijn bepaald is,
werkt het op den dertigsten dag na dien der uitgifte
van het *Gouvernementsblad*, waarin het geplaatst is.

Art. 57.

De gouverneur brengt het door hem genomen be-
sluit onverwijld ter kennis des Konings.

Hij trekt het in of wijzigt het, zoodra hem dit van
's Konings wege wordt bevolen.

DERDE HOOFDSTUK.

Van den Raad van Bestuur.

EERSTE AFDEELING.

Van zijne samenstelling.

Art. 58.

De Raad van Bestuur bestaat uit den Gouverneur
als voorzitter, den ondervoorzitter en drie leden.

De ondervoorzitter en de leden worden door den
Koning benoemd, geschorst en ontslagen.

De rang der leden regelt zich naar den ouderdom van benoeming.

Art. 59.

De Koning kan buitengewone leden benoemen, hen schorsen en ontslaan. Zij zijn naar ouderdom van benoeming als plaatsvervangers werkzaam.

Art. 60.

De ondervoorzitter, leden en buitengewone leden leggen, alvorens hunne betrekking te aanvaarden, in handen van den gouverneur den eed (verklaring of belofte) af:

„Ik zweer (verklaar) dat ik, middellijk noch onmiddellijk, onder welken naam of wat voorwendsel ook, tot het verkrijgen mijner benoeming als ondervoorzitter (lid, buitengewoon lid) van den Raad van Bestuur aan iemand, wie hij ook zij, iets heb gegeven of beloofd, noch zal geven.

„Ik zweer (beloof), dat ik, om iets hoegenaamd in deze betrekking te doen of te laten, van niemand hoegenaamd eenige beloften of geschenken aannemen zal, middellijk of onmiddellijk.

„Ik zweer (beloof) trouw aan den Koning; dat ik het Reglement op het beleid der regering in de kolonie Suriname steeds zal helpen onderhouden en het welzijn der kolonie naar mijn vermogen zal voorstaan. Zoo waarlijk helpe mij God Almagtig!“ („Dat verklaar en beloof ik.”).

Art. 61.

De gouvernements secretaris staat den Raad van Bestuur als secretaris bij, ook al is hij daarvan geen lid.

Art. 62.

Het reglement van orde voor den Raad van Bestuur wordt door den Raad ontworpen en vastgesteld door den gouverneur.

Het behoeft, even als de daarin te brengen wijzigingen, de goedkeuring des Konings.

TWEEDE AFDEELING.

Van zijne werkzaamheden.

Art. 63.

De Raad van Bestuur wordt door den gouverneur gehoord nopens :

1o. alle koloniale verordeningen, die de gouverneur aan de goedkeuring der Koloniale Staten wil onderwerpen, of die de Koloniale Staten aan den gouverneur ter vaststelling hebben aangeboden ;

2o. alle besluiten tot uitvoering van algemeene verordeningen die de gouverneur wil nemen ;

3o. alle aangelegenheden, waaromtrent dit is voorgeschreven bij deze wet of andere algemeene verordening, of den gouverneur van 's Konings wege wordt bevolen ;

4o. alle andere zaken, waaromtrent de gouverneur in het belang zijner verantwoordelijkheid het gevoelen van den Raad wenschte te kennen.

Art. 64.

De Raad mag niet weigeren, des gevraagd, zijn gevoelen schriftelijk aan den gouverneur mede te deelen.

Art. 65.

De gouverneur kan officieren der zee- en landmagt en ambtenaren, geene leden van den Raad zijnde, gelasten de vergadering bij te wonen tot het geven van inlichtingen.

Art. 66.

De Raad van Bestuur kan, volgens regels bij koloniale verordening te stellen, regtsmagt erlangen in geschillen van bestuur.

Art. 67.

Hij verrigt voorts alle andere werkzaamheden, hem bij deze wet of andere algemeene verordeningen opgedragen.

VIERDE HOOFDSTUK.

Van de Koloniale Staten.

EERSTE AFDEELING.

Van hunne zamenstelling.

Art. 68.

De leden der Koloniale Staten worden door de kiezers regtstreeks gekozen in verhouding van één op tweehonderd kiezers, doch nimmer minder dan dertien of meer dan vijf en twintig.

Art. 69.

Om kiezer te zijn wordt vereischt :

1o. ingezetenschap ;

Als ingezetenen worden aangemerkt :

a. Nederlanders volgens de wet op het Nederlander-
schap en het ingezetenschap, wanneer zij sinds 1o. Ja-
nuarij van het jaar, waarin de kiezerslijst wordt vast-
gesteld, in de kolonie gevestigd geweest zijn ;

b. Vreemdelingen, wanneer zij gedurende de laatste
vijf jaren, voorafgegaan aan 1 Januarij van het jaar,
waarin de kiezerslijst wordt vastgesteld, in de kolonie
zijn gevestigd geweest.

2o. de volle ouderdom van vijf en twintig jaren ;

3o. het volle genot der burgerlijke regten ;

4o. of het betalen van belasting over een jaarlijksch
inkomen van f 1400 of meer,

of het betalen in de gezamenlijke directe belastingen
eener som, waarvan het juiste bedrag, mits niet beneden
dat van f 20 noch boven dat van f 100, bij het kies-
reglement wordt bepaald.

Art. 70.

Onbekwaam om te kiezen of verkozen te worden zijn,
onverminderd het bepaalde in art. 23 der wet van den
8sten Augustus 1862 (*Staatsblad* no. 164), houdende
opheffing der slavernij in de kolonie Suriname, zij, wien
dat regt ontzegd is bij regterlijk vonnis of die geregte-
lijken afstand van hunne goederen aan hunne schuld-
cischers gedaan en dezen niet ten volle voldaan hebben.

Art. 71.

Verkiesbaar zijn allen, die de vereischten bezitten, opgenoemd in art. 69 onder nummers 1, 2 en 3 dezer wet, en niet onbekwaam, noch uitgesloten zijn.

Art. 72.

Uitgesloten zijn de Gouverneur, de ondervoorzitter en de leden van den Raad van Bestuur, de gouvernements-secretaris en de krijgslieden van den Staat in werkelijke dienst.

*1 de ambtenaar van de regering bij de Staat van de
het. huish. bij de hand*

Art. 73.

Bloedverwantschap of zwagerschap tot en met den tweeden graad mag niet bestaan tusschen de leden van de Koloniale Staten.

Wanneer leden, elkander in den verboden graad bestaande, te gelijker tijd gekozen worden, wordt alleen toegelaten hij, die de meeste stemmen bekwam, en, bij gelijk getal stemmen, de oudste in jaren.

Hij, die na zijne benoeming in den verboden graad van zwagerschap met een der andere leden geraakt, is niet verplicht af te treden vóór den afloop van zijnen tijd van zitting.

De zwagerschap houdt op door den dood der vrouw, die haar veroorzaakte.

Art. 74.

De leden hebben zitting gedurende zes jaren.

Om de twee jaren treedt een derde hunner af, met dien verstande dat, wanneer het getal der leden niet

door drie deelbaar is, bij de eerste, of bij de eerste en tweede aftreding één lid meer aftréedt dan bij de volgende.

De uitvallenden zijn dadelijk weder herkiesbaar.

Na de eerste benoeming, evenals na eene ontbinding en na eene verandering van het getal leden, wordt de rooster van aftreding door het lot geregeld.

Hij, die ter vervulling eener tusschentijds opengevalene plaats gekozen is, treedt af op het tijdstip, waarop degene in wiens plaats hij verkozen is, moest aftreden.

Art. 75.

Het kiesreglement wordt vastgesteld bij koloniale verordening.

De eerste verkiezing geschiedt binnen een jaar na de invoering dezer wet, volgens een voorloopig kiesreglement, dat, krachtens art. 54 dezer wet, door den gouverneur wordt vastgesteld, doch vooraf aan 's Konings goedkeuring wordt onderworpen.

Art. 76.

De leden der Staten leggen vóór het aanvaarden hunner betrekking in handen van den gouverneur den eed (verklaring of belofte) af:

„Ik zweer (verklaar), dat ik, middellijk noch onmiddellijk, onder welken naam of wat voorwendsel ook, om tot lid der Koloniale Staten te worden benoemd, aan iemand, wie hij ook zij, iets heb gegeven of beloofd, noch zal geven.

Ik zweer (beloof), dat ik, om iets hoegenaamd in deze betrekking te doen of te laten, van niemand

hoegenaamd eenige beloften of geschenken zal aannemen, middellijk of onmiddellijk.

Ik zweer (beloof) trouw aan den Koning; dat ik het Reglement op het beleid der regering in de kolonie Suriname steeds zal helpen onderhouden en het welzijn der kolonie naar mijn vermogen zal voorstaan. Zoo waarlijk helpe mij God Almagtig!" („Dat verklaar en beloof ik.”)

Art. 77.

De leden genieten geene schadeloosstelling.

Vergoeding van reis- en verblijfkosten kan hun bij koloniale verordening worden toegekend.

Art. 78.

De leden zijn bevoegd ten allen tijde hun ontslag te nemen.

Zij zenden dit schriftelijk in aan den gouverneur.

Het lidmaatschap vervalt:

- 1o. door het opgeven der vestiging in de kolonie;
- 2o. door het verlies van het volle genot der burgerlijke regten;
- 3o. door opkomende onbekwaamheid volgens art. 70;
- 4o. door het aannemen eener met het lidmaatschap onvereinigbare betrekking.

TWEDE AFDEELING.

Van hunne vergadering.

Art. 79.

De vergadering der Staten wordt jaarlijks op den

tweeden Dingsdag der maand Mei te Paramaribo door of namens den gouverneur geopend.

Art. 80.

De voorzitter en de ondervoorzitter der Staten voor elke vergadering worden uit hun midden benoemd door den gouverneur.

De Gouverneur te overtuigen der Staten. Hij kan zich ook omkopen van den eenen of de anderen van den Staten. De Gouverneur te overtuigen der Staten. Hij kan zich ook omkopen van den eenen of de anderen van den Staten.

Art. 81.

De Staten benoemen hunnen griffier buiten hun midden.

De Corv. Secretaris staat de vergadering der Staten als secretaris bij.

Art. 82.

De Staten onderzoeken de geloofsbrieven der nieuw ingekomen leden en beslissen de geschillen, welke aangaande die geloofsbrieven of de verkiezing zelve oprijzen.

Art. 83.

De Staten stellen het reglement van orde voor hunne vergadering vast.

Art. 84.

Zij vergaderen in het openbaar.

De deuren worden gesloten, als de voorzitter het noodig keurt of vier leden het vorderen.

De vergadering beslist of met gesloten deuren zal worden beraadslaagd.

Over de punten in besloten vergadering behandeld kan daarin ook een besluit genomen worden.

Art. 85.

De leden der Staten stemmen naar eed en geweten, zonder ruggespraak met hen die benoemen.

Art. 86.

De Staten mogen niet beraadslagen noch besluiten, zoo niet meer dan de helft der leden tegenwoordig is.

Alle besluiten worden door volstrekte meerderheid der stemmende leden opgemaakt.

Bij staken van stemmen wordt het nemen van een besluit tot eene volgende vergadering uitgesteld.

In deze en even zoo in eene voltallige vergadering, wordt bij het staken van stemmen het voorstel geacht niet te zijn aangenomen.

Art. 87.

Over alle zaken wordt mondeling en bij hoofdelijke oproeping gestemd, doch bij het doen van keuzen of voordragten van personen bij besloten en ongeteekende briefjes.

Art. 88.

De leden der Staten zijn, ter zake van hetgeen zij als zoodanig gezegd en gedaan hebben, niet geregstelijk vervolgbaar.

Art. 89.

De gouverneur kan in persoon of door eenen gemagtigde de beraadslagingen bijwonen en eene raadgevende stem uitbrengen.

*De gouverneur kan in de Staten, of raad gevende
Staten, zittingen, kan ook, hetzij bij de vergadering
aanwezig of niet, gemachtigd, gelyk de vergadering
met raadgevende stem bij te wonen*

Art. 90.

De gouverneur heeft het regt de vergadering der Staten te schorsen, te sluiten en buitengewoon bijeen te roepen.

Art. 91.

Hij heeft het regt de Staten te ontbinden.

Het besluit tot ontbinding, waarop de Raad van Bestuur gehoord wordt, behelst de uitschrijving van de verkiezing voor nieuwe Staten binnen zestig dagen en de bijeenroeping der nieuw gekozen Staten binnen drie maanden.

Bij ontbinding sluit de gouverneur tevens de vergadering der Staten.

DERDE AFDEELING.

Van hunne magt.

Art. 92.

De Koloniale Staten maken het vertegenwoordigend ligchaam der kolonie uit.

Art. 93.

Zij onderzoeken de verordeningen, die hun door den gouverneur ter goedkeuring worden aangeboden.

Het formulier van aanbieding luidt :

„De Gouverneur der kolonie Suriname biedt aan de Koloniale Staten ter goedkeuring aan eene verordening.”

(Vermelding van den titel der verordening.)

(Dagteekening en onderteekening van den gouverneur.)

Art. 94.

Indien de Staten de verordening goedkeuren, geven zij hiervan kennis aan den gouverneur.

Het formulier dier kennisgeving luidt :

verordening
„De Koloniale Staten keuren goed de hun door den Gouverneur der kolonie Suriname aangeboden verordening.”

(Vermelding van den titel der verordening.)

(Dagteekening en onderteekening van den voorzitter en den griffier.)

Art. 95.

Indien de gouverneur de verordening, door de Koloniale Staten goedgekeurd, heeft vastgesteld, geeft hij daarvan aan hen kennis.

Het formulier dier kennisgeving luidt :

„De Gouverneur der kolonie Suriname heeft vastgesteld de verordening.”

(Vermelding van den titel der verordening.)

(Dagteekening en onderteekening van den gouverneur.)

Art. 96

Indien de gouverneur bezwaar heeft de verordening, door de Koloniale Staten goedgekeurd, vast te stellen, geeft hij daarvan aan hen kennis.

Het formulier dier kennisgeving luidt :

„De Gouverneur van Suriname heeft bezwaar om vast te stellen de verordening.”

(Vermelding van den titel der verordening)

(Dagteekening en onderteekening van den gouverneur.)

Art. 97.

Indien de Koloniale Staten de verordening niet goedkeuren, geven zij hiervan kennis aan den gouverneur.

Het formulier dier kennisgeving luidt :

„De Koloniale Staten hebben bezwaar tegen de goedkeuring der aan hen door den Gouverneur der kolonie Suriname aangeboden verordening.”

(Vermelding van den titel der verordening)

(Dagteekening en onderteekening van den voorzitter en den griffier.)

Art. 98.

De Koloniale Staten hebben het regt van wijziging.

Indien zij daarvan gebruik gemaakt hebben, luidt het formulier der kennisgeving van hunne goedkeuring aldus :

„De Koloniale Staten keuren goed, zoodanig als zij door hen is gewijzigd, de hun door den Gouverneur der kolonie Suriname aangeboden verordening.”

(Vermelding van den titel der verordening)

(Dagteekening en onderteekening van den voorzitter en den griffier.)

Art. 99.

Indien de gouverneur zich met de gewijzigde verordening vereenigt, geeft hij hiervan aan de Staten kennis.

Het formulier dier kennisgeving luidt :

„De Gouverneur der kolonie Suriname heeft vastgesteld, zoodanig als zij door de Koloniale Staten gewijzigd is, de verordening.”

(Vermelding van den titel der verordening.)

(Dagteekening en onderteekening van den gouverneur.)

Art. 100.

Indien de gouverneur zich met de gewijzigde verordening niet vereenigt, geeft hij hiervan aan de Staten kennis.

Het formulier dier kennisgeving luidt :

„De Gouverneur der kolonie Suriname, zich niet kunnende vereenigen met de wijzigingen door de Koloniale Staten gemaakt, heeft niet vastgesteld de verordening.”

(Vermelding van den titel der verordening.)

(Dagteekening en onderteekening van den gouverneur.)

Art. 101.

De Koloniale Staten hebben het regt verordeningen aan den gouverneur voor te stellen.

Zij zenden het ontwerp, zoodanig als het door hen goedgekeurd is, aan den gouverneur.

Het formulier van toezending luidt :

„De Koloniale Staten verzoeken den Gouverneur der kolonie Suriname vast te stellen de door hen in bijgaand ontwerp goedgekeurde verordening.”

(Vermelding van den titel der verordening.)

(Dagteekening en onderteekening van den voorzitter en den griffier.)

Art. 102.

De gouverneur geeft van zijn besluit aan de Staten kennis.

De formulieren van kennisgeving luiden :

ingeval geen bezwaar bestaat tegen de vaststelling,

„De Gouverneur der kolonie Suriname heeft, den Raad van Bestuur gehoord, vastgesteld ;”

in het tegenovergestelde geval,

„De Gouverneur der kolonie Suriname heeft, den Raad van Bestuur gehoord, bezwaar om vast te stellen de door de Koloniale Staten in ontwerp goedgekeurde en aan hem aangeboden verordening.”

(Vermelding van den titel der verordening.)

(Dagteekening en onderteekening van den gouverneur.)

Art. 103.

De Koloniale Staten zijn bevoegd de belangen der

kolonie voor te staan bij den Koning, bij de Staten-Generaal en bij den gouverneur.

Art. 194.

Zij onderzoeken de verzoekschriften, die met inachtneming der voorschriften van art. 9 dezer wet aan hen gericht worden.

Art. 105.

Zij kunnen den gouverneur uitnoodigen om wegens zaken, de kolonie betreffende, inlichtingen aan hen te geven.

Art. 106.

De gouverneur voldoet aan deze uitnoodiging, wanneer hij vermeent dat het geschieden kan zonder schade voor de hem toevertrouwde belangen, en geeft de gevraagde inlichtingen mondeling of schriftelijk, hetzij in persoon of bij gemagtigde.

VIERDE AFDEELING.

Van de begrooting:

Art. 107.

Ten laste van 's Rijks schatkist komen :

- a. de wedde en de verblijfskosten van den gouverneur ;
- b. de kosten van de Rijks zee- en landmagt, tot bescherming der kolonie gevorderd.

Art. 108.

De uitgaven ten behoeve der openbare dienst in de

kolonie, welke niet ten laste van 's Rijks schatkist komen, en de middelen ter harer dekking worden aangewezen op de koloniale huishoudelijke begrooting.

Art. 109.

De koloniale huishoudelijke begrooting wordt jaarlijks door den gouverneur, na den Raad van Bestuur te hebben gehoord, ontworpen en aan de Koloniale Staten bij de opening hunner vergadering aangeboden.

*1904
J.B. 4
Uitgesteld op de eerste Dinsdag der maand Meest
door den Gouverneur*

Art. 110.

Zij wordt, zoodanig als zij door de Koloniale Staten goedgekeurd is, door den gouverneur voorloopig vastgesteld en afgekondigd.

Art. 111.

Zij wordt door hem terstond met de noodige toelichting toegezonden aan den Koning.

Art. 112.

Zij wordt definitief vastgesteld door de wet :

1o. indien tot aanvulling der koloniale middelen gevorderd wordt eene bijdrage uit 's Rijks schatkist ;

2o. indien de Koning de begrooting, zoodanig als zij door de Koloniale Staten aangenomen is, niet goedkeurt ;

3o. indien de Koloniale Staten de begrooting niet hebben vastgesteld vóór ~~den 15 Julij~~ van het jaar, waarin zij hun wordt aangeboden.

*Den treden Dinsdag der maand Mei
1904 J.B. 4*

Indien geen dezer gevallen aanwezig is, geldt de voorloopige vaststelling als definitieve.

Art. 113.

De uitgaven en heffingen, uit kracht der voorloopig vastgestelde begrooting gedaan vóór dat de wet, houdende definitieve vaststelling dier begrooting, in de kolonie afgekondigd en in werking getreden is, blijven van waarde, voor zooveel zij geschied zijn met magtiging des Konings of vóór dat van den Koning berigt ontvangen is.

9.2 In het geval, voorzien in het voorgaande artikel onder no. 3, strekt voorloopig de begrooting voor het vorig dienstjaar tot grondslag der dienst, behoudens de daarin door den Koning bevolen wijzigingen.

Art. 114.

De verantwoording van de koloniale uitgaven en ontvangsten over elk dienstjaar wordt (onder overlegging van de rekening, goedgekeurd door de magt bij de wet of den Koning daartoe aangewezen) op last des Konings gedaan aan de wetgevende magt, ingeval de koloniale huishoudelijke begrooting definitief is vastgesteld bij de wet, en in het andere geval door den gouverneur aan de Koloniale Staten.

Naar gelijke onderscheiding wordt het slot der rekening vastgesteld, hetzij bij de wet, hetzij bij koloniale verordening.

*Het van of van het slot van de rekening van het
geboortel van een koloniaal wordt te Staten of te
gehoort van de begroting van het eerste dienstjaar
volgende op het opmaken der rekening*

1901.

No. 30.

VIJFDE HOOFDSTUK.

Van de inwendige verdeeling van het grondgebied
der kolonie.

Art. 115.

De verdeeling der kolonie in districten en gemeenten,
de oprigting en opheffing van waterschappen, de zamen-
stelling, inrigting en bevoegdheid der districts-, plaat-
selijke- en waterschapsbesturen, mitsgaders al hetgeen
betreft de politie van land en stad, worden geregeld bij
koloniale verordening.

ZESDE HOOFDSTUK.

Van het regtswezen.

EERSTE AFDEELING.

Algemeene voorschriften.

Art. 116.

Er wordt in de kolonie Suriname regt gesproken in
naam des Konings.

Art. 117.

Het burgerlijk regt, dat van koophandel en de bur-
gerlijke regtsvordering, het strafregt en de strafvorde-
ring, ook ten opzigte der koloniale gewapende magt te
land en te water, de regtspleging in zaken van belas-
tingen, het notarisambt, de industriële, letterkundige en
kunsteigendom, en het stuk der maten en gewigten
worden, zooveel mogelijk overeenkomstig met de in

Nederland bestaande wetten, door koloniale verordeningen geregeld.

Art. 118.

Niemand kan van zijn eigendom ontzet worden, dan, nadat bij koloniale verordening verklaard is dat het algemeen nut de onteigening vordert, en tegen vooral genoten of vooraf verzekerde schadeloosstelling.

Op dit beginsel worden geene uitzonderingen toegelaten dan krachtens algemeene regelen, bij koloniale verordening te stellen, en zonder dat ooit het recht op volledige schadeloosstelling den onteigende kan worden ontnomen.

Art. 119.

Aan de regterlijke magt behoort bij uitsluiting de kennisneming van alle geschillen van burgerlijken aard.

Art. 120.

Geene vervolging tot straf kan plaats hebben dan voor den regter, bij algemeene verordening aangewezen, en op de wijze, bij algemeene verordening bepaald.

Art. 121.

De burgerlijke dood of de verbeurdverklaring van al de goederen des veroordeelden kan niet als straf of als gevolg van straf worden bedreigd.

Art. 122.

Geschillen over kiesrecht en andere burgerrechten staan

ter kennisneming van de regterlijke magt, wanneer geen andere regter bij algemeene verordening aangewezen is.

Art. 123.

Alle vonnissen behelzen de gronden, waarop zij zijn gewezen, en in stratzaken de aanwijzing der artikelen van de wettelijke regelingen, waarop de veroordeeling rust.

Zij worden met open deuren uitgesproken.

De teregtzittingen zijn openbaar, behoudens de uitzonderingen, in het belang der openbare orde en zedelijkheid bij algemeene verordeningen vast te stellen.

Art. 124.

Niemand kan tegen zijnen wil worden afgetrokken van zijnen wettigen regter.

Algemeene verordeningen regelen de wijze, waarop geschillen over bevoegdheid tusschen de regterlijke en andere magten beslist worden.

Art. 125.

Behalve in de gevallen, bij algemeene verordeningen voorzien, mag niemand in hechtenis genomen worden dan op regterlijk bevel, houdende de redenen der inhechtenisneming.

Zoodanig bevel moet aan dengene, tegen wien het gericht is, bij of zoo spoedig mogelijk na zijne aanhouding worden beteekend.

De vorm van het bevel en de tijd, binnen welken alle in hechtenis genomen personen moeten worden verhoord, worden bij algemeene verordeningen bepaald.

Art. 126.

In niemands woning mag tegen zijn' wil worden binnengetreden dan op last eener magt, tot het geven van zoodanigen last bij algemeene verordening bevoegd verklaard, en met inachtneming der vormen, bij algemeene verordening voorgeschreven.

Art. 127.

Het geheim der aan de post of andere openbare instelling van vervoer toevertrouwde brieven is onschendbaar, behalve op last van den regter en in de gevallen bij algemeene verordening voorzien.

TWEDE AFDEELING.

Van de samenstelling der regterlijke magt.

Art. 128.

De regtsmagt van den Hoogen Raad der Nederlanden in koloniale zaken wordt geregeld door den Koning.

Bij het inwerking treden van zoodanig Koninklijk besluit vervalt, voor zooveel de kolonie *Suriname* aangaat, de wet van 4 April 1869 (*Staatsblad* no. 36).

Art. 129.

Er is, onder de benaming van hof van justitie, een opperste geregtshof over de gansche kolonie.

Het houdt toezigt op de geregelde afdoening van alle regtsgedingen en de behoorlijke vervolging van alle misdrijven.

De voorzitter, de leden en de griffier van het hof van justitie worden door den Koning benoemd, de voorzitter en de leden voor het leven, de griffier tot wederopzeggens toe.

Art. 130.

Het openbaar ministerie bij het hof van justitie wordt uitgeoefend door of namens den procureur-generaal.

Art. 131.

De procureur-generaal wordt door den Koning benoemd en ontslagen.

Art. 132.

Hij is het hoofd van het openbaar ministerie en van de regterlijke en administrative politie in de gansche kolonie.

Hij vertegenwoordigt den Staat, de Regering of de kolonie in regten.

Art. 133.

Behalve in het geval van verklaarden staat van oorlog of beleg, wordt geen doodvonnis ten uitvoer gelegd dan op last of met voorkennis van den procureur-generaal en na verkregen magtiging van den gouverneur.

De gouverneur verleent die magtiging niet dan na den
hoogsten militairen of burgerlijken regter in de kolonie
te hebben gehoord.

Art. 134.

De voorzitter en de leden van het hof van justitie

kunnen tegen hunnen wil door den Koning worden ontslagen :

1o. bij gebleken ongeschiktheid door meer dan zestig-jarigen ouderdom, of door aanhoudende ziels- of ligchaamsziekte ;

2o. wanneer zij onder curatele zijn gesteld ;

3o. bij gebleken wangedrag of onzedelijkheid, of bij gebleken grove achteloosheid in de waarneming van hun ambt.

In de beide eerste gevallen wordt het ontslag eervol verleend.

In het eerste geval wordt voor de aanspraak op pensioen geen nader bewijs van de oorzaak der ongeschiktheid gevorderd.

Art. 135.

Wanneer de gouverneur oordeelt, dat eene der redenen van ontslag, in het voorgaand artikel opgenoemd, aanwezig is, draagt hij, na den Raad van Bestuur te hebben gehoord en met toezending van al de stukken op de zaak betrekkelijk, het ontslag van den betrokken ambtenaar aan den Koning voor.

Hij stelt den betrokken ambtenaar, door mededeeling zijner voordragt, in de gelegenheid om zijn verweerschrift bij de stukken te voegen.

Hij is bevoegd den betrokken ambtenaar, in afwachting van 's Konings beslissing, te schorsen en in de waarneming van het ambt tijdelijk te voorzien.

De betrokken ambtenaar geniet gedurende de schorsing zijne volle bezoldiging.

Hij kan, op zijn verzoek, in de gelegenheid om zich in Nederland te gaan verantwoorden gesteld worden door toekenning van verloftractement en vrijen overtocht.

De Koning beslist over het ontslag.

Art. 136.

De voorzitter en de leden van het hof van justitie kunnen door den Hoogen Raad der Nederlanden, in raadkamer, bij een met redenen omkleed arrest, uit hun ambt worden ontzet :

1o. wanneer zij veroordeeld zijn tot gevangenisstraf ; de gevangenisstraf welke geldboete vervangt daaronder niet begrepen ;

2o. wanneer zij verklaard zijn te zijn in staat van kennelijk onvermogen of wegens schulden zijn gegijzeld.

De procureur-generaal zendt de stukken, op de zaak betrekkelijk, ter vervolging aan den procureur-generaal bij den Hoogen Raad der Nederlanden.

Hij geeft hiervan aan den betrokken ambtenaar onmiddellijk kennis en stelt dezen in staat een verweerschrift bij den Hoogen Raad in te dienen.

In het vonnis, waarbij een regterlijk ambtenaar, niet vallende in de bovenstaande bepalingen, tot gevangenisstraf (die, welke geldboete vervangt, daaronder niet begrepen) veroordeeld wordt, wordt tevens zijne afzetting uitgesproken.

Art. 137.

Elk lid der regterlijke magt, tegen wien, hetzij dagvaarding in persoon of bevel van gevangenneming, hetzij

magtiging tot opnemng in een huis van bewaring of geneeskundig gesticht voor krankzinnigen, is verleend, of op wien lijfswang is ten uitvoer gelegd, wordt daardoor in zijne bediening geschorst. Schorsing in de bediening brengt geen schorsing mede in het genot der bezoldiging.

Art. 138.

De verdere bepalingen nopens de inrigting en de samenstelling der regterlijke magt in de kolonie worden vastgesteld bij koloniale verordening.

alg
Art. 139.

De regterlijke magt wordt alleen uitgeoefend door de regters, welke door algemeene verordeningen zijn aangewezen.

Tusschenkomst van de Regering in regtszaken is verboden.

Art. 140.

Vonnissen door den regter in Nederland of Nederlandsche kolonien of bezittingen gewezen, en bevelen door hen uitgevaardigd, mitsgaders grossen van authentieke akten aldaar verleden, kunnen in de kolonie Suriname ten uitvoer worden gelegd.

Vonnissen en bevelen, door den regter in de kolonie Suriname gewezen of uitgevaardigd, mitsgaders grossen van authentieke akten aldaar verleden, kunnen in Nederland worden ten uitvoer gelegd.

ZEVENDE HOOFDSTUK.

Van de godsdienst.

Art. 141.

Ieder belijdt zijne godsdienstige meeningen met volkomen vrijheid, behoudens de bescherming der maatschappij en van hare leden tegen de overtreding der strafwet.

Art. 142.

In de kolonie wordt gelijke bescherming verleend aan alle erkende kerkgenootschappen.

Art. 143.

De gouverneur waakt dat alle kerkgenootschappen zich houden binnen de palen van de gehoorzaamheid aan de wettelijke regelingen en de gestelde magten in de kolonie.

Art. 144.

De belijders der onderscheidene godsdienstige meeningen genieten allen dezelfde burgerlijke en burgerregten en hebben gelijke aanspraak op het bekleeden van waardigheden, ambten en bedieningen.

Art. 145.

De openbare eeredienst en godsdienstoefening is aan geene andere beperkingen onderworpen dan die, welke in het belang der openbare orde, rust en zedelijkheid bij koloniale verordeningen worden bevolen.

ACHTSTE HOOFDSTUK.

Van de financien.

Art. 146.

Handwritten: H. 146
Het beleid der koloniale geldmiddelen en het beheer der domeinen is, onder het oppertoezicht van den gouverneur, opgedragen aan eenen hoofdamtenaar, die door den Koning wordt benoemd en ontslagen, en wiens instructien en jaarwedde door den Koning worden vastgesteld.

Art. 147.

Het muntstelsel wordt bij de wet geregeld.

Art. 148.

Geene belastingen worden in de kolonie geheven dan uit kracht en volgens de voorschriften eener wet of koloniale verordening.

Art. 149.

Geen privilegie in het stuk van belasting mag worden verleend.

Art. 150.

Geene koloniale belastingen mogen strekken om den vrijen handel met Nederland en Nederlandsche kolonien of bezittingen te belemmeren, of om den handel, de nijverheid of den landbouw der kolonie te bevoorregten

boven den handel, de nijverheid of den landbouw van Nederland of de Nederlandsche kolonien en bezittingen.

De baken-, loods-, haven- en andere soortgelijke scheepsongelden en de bepalingen omtrent de groote scheepvaart zijn dezelfde voor alle vlaggen.

Art. 151.

Geldleeningen ten laste der kolonie kunnen niet worden aangegaan dan uit kracht van [de wet of van] koloniale verordeningen, goedgekeurd bij de wet.

Art. 152.

Al wat betreft de uitgifte in eigendom of pacht en het beheer der domaniale gronden en bosschen of de uitoefening van andere domaniale regten wordt geregeld bij de wet [en, bij gebreke van deze, bij koloniale verordening].

Art. 153.

De wet regelt de wijze van beheer en verantwoording der koloniale geldmiddelen.

NEGENDE HOOFDSTUK.

Van de gewapende magt.

Art. 154.

Alle weerbare ingezetenen der kolonie zijn gehouden, ingeval de kolonie door eenen buiten- of binnenlandschen vijand bedreigd wordt, tot hare verdediging, en, in tijd van vrede, tot bewaring der inwendige rust mede te werken.

1901.

No. 30.

Zij kunnen te dien einde vereenigd worden in schutterijen.

De sterkte en inrigting dier schutterijen worden alsdan bij koloniale verordening geregeld.

Art. 155.

Krachtens ^{de} koloniale verordening kan worden opgericht een gewapende politie.

Art. 156.

In geval van dringenden nood, wanneer de gouverneur met de Rijks zee- en landmagt, te zijner beschikking staande, ondersteund door de koloniale gewapende magt, niet voorzien kan in de behoorlijke verdediging, is hij bevoegd, voor zoover de hem ten dienste staande hulpmiddelen het gedoogen, vrijwilligers en zelfs vreemde hulptroepen tijdelijk in soldij te nemen.

TIENDE HOOFDSTUK.

*Van het onderwijs, de openbare gezondheid en het
armbestuur.*

Art. 157.

De verspreiding van verlichting en beschaving en de aanmoediging van kunsten en wetenschappen wordt door de Regering aanhoudend behartigd.

Art. 158.

Het geven van onderwijs staat vrij aan een iegelijk, die voldoende bewijzen van bekwaamheid en zedelijkheid levert.

Art. 159.

Zooveel de middelen gedoogen, zorgt de overheid, dat het lager onderwijs de verkrijging der allereerste kundigheden onder het bereik brenge ook der onvermogenen.

Zij doet dit door ondersteuning van bijzondere of oprichting van openbare scholen.

Art. 160.

De regeling van het onderwijs op deze grondslagen geschiedt bij koloniale verordening.

Art. 161.

Het toezigt van overheidswege uit te oefenen over den toestand der openbare gezondheid en al wat betreft de uitoefening der genees-, heel-, verlos- en artsnijmengkunst wordt bij koloniale verordening geregeld.

Art. 162.

Het aanmoedigen van arbeidszin en het weren van luiheid en lediggang bij de onvermogene bevolking is een onderwerp van aanhoudende zorg der Regering.

Het toezigt over het armwezen en de noodige voorzieningen daaromtrent worden bij koloniale verordeningen geregeld.

Daarbij wordt in acht genomen het beginsel, dat de bijzondere en kerkelijke liefdadigheid vrijgelaten en zoo veel mogelijk bevorderd wordt.

ELFDE HOOFDSTUK.

Van de volksvrijt.

Art. 163.

De gouverneur moedigt alle takken van volksvrijt, zooveel in zijn vermogen is, aan en doet aan den Koning en aan de Koloniale Staten alle daartoe strekkende voordragten.

Bij koloniale verordening kunnen kamers van koop-handel en fabrieken en commissien van landbouw opgericht en haar werkkring geregeld worden.

Art. 164.

Tot de oprigting van circulatiebanken, credietverenigingen en verzekeringsmaatschappijen kan bij koloniale verordening vergunning worden verleend.

Art. 165.

De Regering legt zich met al de haar ten dienste staande krachten op de verbetering der middelen van gemeenschap toe.

Het toezigt, van overheidswege op de middelen van gemeenschap te land en te water te houden, wordt bij koloniale verordening geregeld.

Art. 166.

De gouverneur kan volgens regels, bij koloniale verordening te stellen, vergunning verleen voor mijn-

bouwondernemingen en voor den aanleg van werken en de oprigting van ondernemingen van openbaar nut.

(Slotbepalingen.

Art. 167.

Het tegenwoordig reglement wordt in de kolonie Suriname afgekondigd op de wijze bij art. 44 dezer wet bepaald.

Het treedt in werking op het tijdstip door den Koning aan te wijzen.

Art. 168.

De onderwerpen, bij artt. 117 en 138 vermeld, worden voor de eerste maal bij Koninklijk besluit geregeld.

Op deze regelingen is artikel 47 van dit reglement niet van toepassing.

Art. 169.

Alle verbindende verordeningen, die er zijn op het tijdstip dat dit reglement in werking treedt, blijven van kracht, tot dat zij door andere, volgens de voorschriften dezer wet, vervangen zijn.

*Van de Antillen
Wb
Bij afz. van de
Bijzetting van art 133 in
het antillen antillen
grond wet-
gebrek-*

*Gewijzigde, aangevulde en nieuwe artikelen van het
Regeeringsreglement.*

Bij de wet van 26 April 1884 (St. No. 90, G. B. No. 8) is gewijzigd: art. 5.

Bij de wet van 2 Februari 1901 (St. No. 55, G. B. No. 16) zijn gewijzigd of aangevuld de artikelen:

2, 3, 7, 18, 19, 20, 21, 22, 25, 26, 27, 28, 42, 47, 48, 49, 53, 54, 58, 60, 68, 69, 72, 74, 115, 118, 123, 128, 131, 143, 146, 148, 151, 154, 166 en 168.

Eveneens zijn bij laatstgenoemde wet ingevoegd de artikelen 28*bis* en 32*bis*.

Overgangsbepaling
van de wet van 2 Februari 1901 (St. No. 55, G. B. No. 16).

De leden van de Koloniale Staten, door den Gouverneur benoemd, treden af op den dag, waarop deze wet in werking treedt.

Indien er dan door de kiezers gekozen leden zijn, die volgens artikel 72 van het Regeeringsreglement, zooals het luidt volgens artikel 21 dezer wet, zijn uitgesloten, treden deze eveneens af.

De verkiezing van leden in de plaats van de afgetreden geschiedt binnen den termijn, bij het kiesreglement voor de vervulling van tusschentijds openvallende plaatsen voorgeschreven.

Na afloop van deze verkiezing wordt de rooster van aftreding, bedoeld in het vierde lid van artikel 74 van het Regeeringsreglement, op nieuw door het lot geregeld.

De eerste aftreding heeft plaats op het einde van het zittingjaar, volgende op dat, waarin de nieuwe rooster van aftreding is vastgesteld.

Vreemdelingen, wier namen bij het in werking treden dezer wet op de kiezerslijst voorkomen, worden ten aanzien van het kiesrecht als ingezetenen aangemerkt.



THE
[Illegible text block containing several lines of faint, mirrored text, likely bleed-through from the reverse side of the page.]

1901.

No. 31.

G O U V E R N E M E N T S B L A D

VAN DE

KOLONIE SURINAME.

PROCLAMATIE

van 21 Juli 1901,

*betreffende het weder in handen nemen van het
dagelijksch beleid van zaken door den Gouverneur.*

DE GOUVERNEUR VAN SURINAME,

brengt ter kennis van de ingezetenen dat de opdracht
van het dagelijksch beleid van zaken, den 5^{den} dezer
aan den Ondervoorzitter van den Raad van Bestuur
gedaan, met ingang op heden buiten werking is gesteld.

Paramaribo, den 21^{sten} Juli 1901.

De Gouverneur voornoemd,

TÖNCKENS.

THE UNIVERSITY OF CHICAGO

1891

THE UNIVERSITY OF CHICAGO

THE UNIVERSITY OF CHICAGO

THE UNIVERSITY OF CHICAGO

THE UNIVERSITY OF CHICAGO

THE UNIVERSITY OF CHICAGO

THE UNIVERSITY OF CHICAGO

THE UNIVERSITY OF CHICAGO

THE UNIVERSITY OF CHICAGO

THE UNIVERSITY OF CHICAGO

THE UNIVERSITY OF CHICAGO

THE UNIVERSITY OF CHICAGO

THE UNIVERSITY OF CHICAGO

THE UNIVERSITY OF CHICAGO

THE UNIVERSITY OF CHICAGO

THE UNIVERSITY OF CHICAGO

THE UNIVERSITY OF CHICAGO

1901.

No. 32.

G O U V E R N E M E N T S B L A D

VAN DE

K O L O N I E S U R I N A M E.

B E S L U I T van 27 Juli 1901,
*ter uitvoering van art. 1 tweede lid der verordening
van 2 Mei 1894 (G. B. 1895 No. 30), betreffende
het aangaan van eene geldleening ten behoeve van het
Immigratiefonds van de kolonie Suriname (uitgifte
van de achtste serie).*

IN NAAM DER KONINGIN!

DE GOUVERNEUR VAN SURINAME,

Overwegende dat ter uitvoering van art. 1 tweede
lid der verordening van 2 Mei 1894 (G. B. 1895 No. 30),
*betreffende het aangaan van eene geldleening ten behoeve
van het Immigratiefonds van de kolonie Suriname,*
het noodig is het navolgende vast te stellen;

Heeft, den Raad van Bestuur gehoord, besloten:

vast te stellen de volgende

Voorwaarden waarop kan worden inge-
schreven tot het bekomen van bewijzen
van aandeel in de *achtste serie*, nominaal
groot *honderd duizend gulden* (f 100.000)
der geldleening ten laste der *kolonie
Suriname* en ten behoeve van het
Immigratiefonds aldaar in het geheel groot

1901.

No. 32.

een millioen vijf honderd duizend gulden (f1.500.000), van welke geldleening de betaling der rente en de aflossing door den Staat der Nederlanden zijn gegarandeerd bij de wet van den 13^{den} Juli 1895 (Staatsblad No. 114).

Art. 1.

Voor de bovenbedoelde geldleening worden uitgegeven bewijzen van aandeel aan toonder, groot f1000.— bij de uitgifte, zooveel noodig, te splitsen in onderaandeelen, groot f500 of f100.

De renten dier stukken, ad 3 ten honderd in het jaar, zijn op halfjarige coupons, verschijnende 1^e Januari en 1^e Juli, groot f15.—, f7.50 en f4.50 betaalbaar te *Paramaribo* en te *Amsterdam*.

Bij elk stuk worden gevoegd twintig halfjarige coupons, waarvan de eerste verschijnt 1 Januari 1902 en een bewijs ter bekoming van nieuwe coupons.

Bewijzen van onderaandeel, waarin een aandeel gesplitst is, dragen een zelfde nummer; zij worden onderscheiden door bijvoeging van de letters A of B, voor zooveel betreft stukken van f500.—, door bijvoeging van de letter a, b, c, enz. voor zooveel betreft stukken van f100.—

Art. 2.

De bewijzen van aandeel worden na voorafgaande openbare uitloting, welke telken jare, voor het eerst in 1902, in de tweede helft der maand October plaats heeft, op 1^e Januari daaraanvolgende voor hun nominaal bedrag

1901.

No. 32.

aflosbaar gesteld in de jaren en tot de bedragen vermeld in het navolgende plan van amortisatie :

van 1903 tot en met 1916	telken jare	f 1000	is dus samen	f 14000.—
" 1917 " " "	1930	" " 2000	" " "	28000. —
" 1931 " " "	1944	" " 3000	" " "	42000.—
" 1945 " " "	1948	" " 4000	" " "	16000.—
				<u>f 100.000.—</u>

Art. 3.

De inschrijving geschiedt in sommen van f 100.— of veelvouden van dit bedrag, bij biljetten, welke, behoorlijk ingevuld en onderteevend, op nader in *Nederland* aan te kondigen dag en uur, zijn in te leveren ten kantore van den Agent van het Ministerie van Financiën te *Amsterdam*.

Formulieren dier inschrijvingsbiljetten zijn aan dat kantoor kosteloos verkrijgbaar.

Art. 4.

De inschrijvingsbiljetten moeten duidelijk aanwijzen :

- a. den naam, de voornamen en de woonplaats van den inschrijver ;

Personen of firma's, elders dan in *Nederland* of in *Suriname* gevestigd, kunnen niet inschrijven dan door tusschenkomst van een in *Nederland* gevestigd persoon of firma die door medeondertekening van het inschrijvingsbiljet de daarin uitgedrukte verplichting op zich neemt ;

- b. het nominaal bedrag waarvoor wordt ingeschreven, in schrijffletters uitgedrukt en in cijfers herhaald

- c. het aantal en de hoegrootheid der bewijzen van aandeel, welke voor het ingeschreven nominaal bedrag worden verlangd ;
- d. den koers tegen welken wordt ingeschreven.

Biljetten, welke niet aan die vereischten voldoen of bepalingen inhouden, die van deze voorwaarden afwijken, komen niet in aanmerking.

Bij niet-invulling der onder letter *c* bedoelde opgaaf zullen uitsluitend aandeelbewijzen van *duizend gulden* (f 1000.—) worden toegewezen en verstrekt, behoudens aanvulling met stukken van *honderd gulden* (f 100.—), voor zoover dat onvermijdelijk mocht blijken.

Art. 5.

Indien tegen verschillende koersen wordt ingeschreven, zullen bij de toewijzing zij, die tegen hooger koers inschreven, de voorkeur genieten.

Voor alle bewijzen van aandeel, welke toegewezen worden, zal echter aan de inschrijvers een prijs worden in rekening gebracht, berekend naar den laagsten koers, tegen welken gegund wordt.

Indien tegen dezen koers door twee of meer personen voor een hooger bedrag is ingeschreven dan nog kan worden toegewezen, geschiedt de toewijzing, ten aanzien van die personen, zooveel mogelijk ponds pondsgewijze.

Art. 6.

Aan de inschrijvers wordt schriftelijk en kosteloos kennis gegeven van het hun toegewezen nominaal bedrag, van het aantal en de hoegrootheid der door hen te

ontvangen bewijzen van aandeel, alsmede van het bedrag door hen te storten, met inbegrip der rentevergoeding in art. 7 bedoeld; onder aftrek der in art. 9 bedoelde provisie, voor zooveel hierop aanspraak bestaat.

Deze kennisgevingen dienen tot bewijs van inschrijving en moeten overgelegd worden bij de storting.

Art. 7.

De stortingen geschieden in geld ten kantore van de Surinaamsche Bank te *Amsterdam* tegen uitreiking der bewijzen van aandeel.

Dag en uur der storting, alsmede het bedrag eventueel wegens rentevergoeding verschuldigd, worden door den Minister van Koloniën bekend gemaakt.

Art. 8.

Indien de bij art. 7 bedoelde stortingen niet op den daarvoor bepaalden tijd geschieden, zullen bewijzen van aandeel, tot het aan den nalatigen inschrijver toegewezen nominaal bedrag, door tusschenkomst van twee makelaars ter beurze van *Amsterdam* verkocht worden.

Indien de zuivere opbrengst daarvan alsdan minder dan de bij inschrijving verschuldigde prijs en de sedert verlopen rente mocht bedragen, zal het verschil op den inschrijver verhaald worden, terwijl in het tegenovergestelde geval het verschil, na aftrek van één ten honderd van het nominaal bedrag der inschrijving, aan den inschrijver zal worden uitgekeerd.

De Gouverneur behoudt zich echter voor om, zoolang de bewijzen van aandeel niet verkocht zijn, aan den in gebreke gebleven inschrijver te vergunnen om de

1901.

No. 32.

achterstallige storting alsnog binnen een nader te stellen termijn te voldoen met bijpassing eener rente van *twintig cent* (f 0.20) per *duizend gulden* (f 1000.—) per dag over het volle bedrag der inschrijving, gerekend van den dag, waarop de achterwege gebleven storting had moeten geschieden tot dien waarop zij plaats heeft.

Art. 9.

Aan bankiers, bankinstellingen, makelaars in effecten en commissionnairs in effecten, mits in het Koninkrijk der *Nederlanden* gevestigd, wordt voor courtage een vierde ten honderd van het nominaal bedrag der hun toegewezen inschrijvingen toegekend en bij de storting verrekend.

Gegeven te Paramaribo, den 27^{sten} Juli 1901.

TONCKENS.

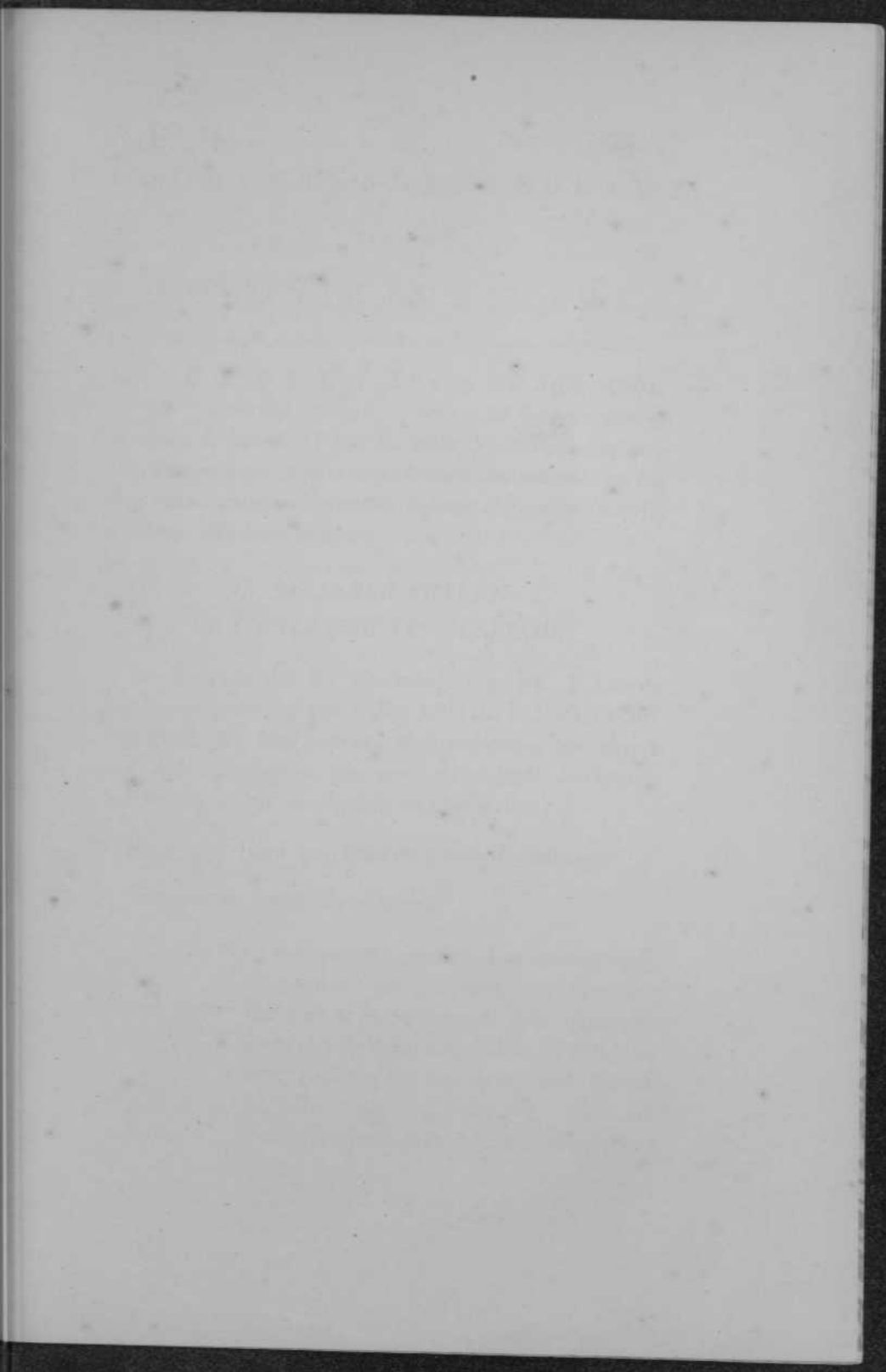
De Gouvernements-Secretaris,

C. F. SCHOCH

Uitgegeven den 29^{sten} Juli 1901.

De Gouvernements-Secretaris,

C. F. SCHOCH.





1901.

No. 33.

G O U V E R N E M E N T S B L A D

VAN DE

K O L O N I E S U R I N A M E.

B E S L U I T van 27 Juli 1901,
*ter uitvoering van art. 1 tweede lid der verordening
van 2 Mei 1894 (G. B. 1895 No. 30), betreffende
het aangaan van eene geldleening ten behoeve van het
Immigratiefonds van de kolonie Suriname (uitgifte
van de negende serie).*

IN NAAM DER KONINGIN!

DE GOUVERNEUR VAN SURINAME,

Overwegende dat ter uitvoering van art. 1 tweede
lid der verordening van 2 Mei 1894 (G. B. 1895 No. 30),
*betreffende het aangaan van eene geldleening ten behoeve
van het Immigratiefonds van de kolonie Suriname,*
het noodig is het navolgende vast te stellen;

Heelt, den Raad van Bestuur gehoord, besloten:

vast te stellen de volgende

Voorwaarden waarop kan worden inge-
schreven tot het bekomen van bewijzen
van aandeel in de *negende serie*, nominaal
groot *honderd duizend gulden* (f 100.000)
der geldleening ten laste der *kolonie
Suriname* en ten behoeve van het
Immigratiefonds aldaar in het geheel groot

een millioen vijf honderd duizend gulden (f1.500.000), van welke geldleening de betaling der rente en de aflossing door den Staat der Nederlanden zijn gegarandeerd bij de wet van den 13^{den} Juli 1895 (Staatsblad No. 114).

Art. 1.

Voor de bovenbedoelde geldleening worden uitgegeven bewijzen van aandeel aan toonder, groot f1000.— bij de uitgifte, zooveel noodig, te splitsen in onderaandeelen, groot f500 of f100.

De renten dier stukken, ad 3 ten honderd in het jaar, zijn op halfjarige coupons, verschijnende 1^e Januari en 1^o Juli, groot f15.—, f7.50 en f4.50 betaalbaar te *Paramaribo* en te *Amsterdam*.

Bij elk stuk worden gevoegd twintig halfjarige coupons, waarvan de eerste verschijnt 1 Juli 1902 en een bewijs ter bekoming van nieuwe coupons.

Bewijzen van onderaandeel, waarin een aandeel gesplitst is, dragen een zelfde nummer; zij worden onderscheiden door bijvoeging van de letters A of B, voor zooveel betreft stukken van f500.—, door bijvoeging van de letter a, b, c, enz. voor zooveel betreft stukken van f100.—

Art. 2.

De bewijzen van aandeel worden na voorafgaande openbare uitloting, welke telken jare, voor het eerst in 1903, in de tweede helft der maand October plaats heeft, op 1^o Januari daaraanvolgende voor hun nominaal bedrag

1901.

No. 33.

aflosbaar gesteld in de jaren en tot de bedragen vermeld in het navolgende plan van amortisatie :

van 1904 tot en met 1917	telken jare	f 1000	is dus samen	f 14000.—
" 1918 " " "	1931 " " "	2000 " " "		28000.—
" 1932 " " "	1945 " " "	3000 " " "		42000.—
" 1946 " " "	1949 " " "	4000 " " "		16000.—
				<u>f 100.000.—</u>

Art. 3.

De inschrijving geschiedt in sommen van f 100.— of veelvouden van dit bedrag, bij biljetten, welke, behoorlijk ingevuld en onderteeekend, op nader in *Nederland* aan te kondigen dag en uur, zijn in te leveren ten kantore van den Agent van het Ministerie van Financiën te *Amsterdam*.

Formulieren dier inschrijvingsbiljetten zijn aan dat kantoor kosteloos verkrijgbaar.

Art. 4.

De inschrijvingsbiljetten moeten duidelijk aanwijzen :

- a. den naam, de voornamen en de woonplaats van den inschrijver ;

Personen of firma's, elders dan in *Nederland* of in *Suriname* gevestigd, kunnen niet inschrijven dan door tusschenkomst van een in *Nederland* gevestigd persoon of firma die door medeonderteekening van het inschrijvingsbiljet de daarin uitgedrukte verplichting op zich neemt ;

- b. het nominaal bedrag waarvoor wordt ingeschreven, in schrijffletters uitgedrukt en in cijfers herhaald

- c. het aantal en de hoegrootheid der bewijzen van aandeel, welke voor het ingeschreven nominaal bedrag worden verlangd ;
- d. den koers tegen welchen wordt ingeschreven.

Biljetten, welke niet aan die vereischten voldoen of bepalingen inhouden, die van deze voorwaarden afwijken, komen niet in aanmerking.

Bij niet-invulling der onder letter *c* bedoelde opgaaft zullen uitsluitend aandeelbewijzen van *duizend gulden* (f 1000.—) worden toegewezen en verstrekt, behoudens aanvulling met stukken van *honderd gulden* (f 100.—), voor zoover dat onvermijdelijk mocht blijken.

Art. 5.

Indien tegen verschillende koersen wordt ingeschreven, zullen bij de toewijzing zij, die tegen hooger koers inschreven, de voorkeur genieten.

Voor alle bewijzen van aandeel, welke toegewezen worden, zal echter aan de inschrijvers een prijs worden in rekening gebracht, berekend naar den laagsten koers, tegen welchen gegund wordt.

Indien tegen dezen koers door twee of meer personen voor een hooger bedrag is ingeschreven dan nog kan worden toegewezen, geschiedt de toewijzing, ten aanzien van die personen, zooveel mogelijk ponds pondsgewijze.

Art. 6.

Aan de inschrijvers wordt schriftelijk en kosteloos kennis gegeven van het hun toegewezen nominaal bedrag, van het aantal en de hoegrootheid der door hen te

ontvangen bewijzen van aandeel, alsmede van het bedrag door hen te storten, met inbegrip der rentevergoeding in art. 7 bedoeld; onder aftrek der in art. 9 bedoelde provisie, voor zooveel hierop aanspraak bestaat.

Deze kennisgevingen dienen tot bewijs van inschrijving en moeten overgelegd worden bij de storting.

Art. 7.

De stortingen geschieden in geld ten kantore van de Surinaamsche Bank te *Amsterdam* tegen uitreiking der bewijzen van aandeel.

Dag en uur der storting, alsmede het bedrag eventueel wegens rentevergoeding verschuldigd, worden door den Minister van Koloniën bekend gemaakt.

Art. 8.

Indien de bij art. 7 bedoelde stortingen niet op den daarvoor bepaalden tijd geschieden, zullen bewijzen van aandeel, tot het aan den nalatigen inschrijver toegewezen nominaal bedrag, door tusschenkomst van twee makelaars ter beurse van *Amsterdam* verkocht worden.

Indien de zuivere opbrengst daarvan alsdan minder dan de bij inschrijving verschuldigde prijs en de sedert verlopen rente mocht bedragen, zal het verschil op den inschrijver verhaald worden, terwijl in het tegenovergestelde geval het verschil, na aftrek van één ten honderd van het nominaal bedrag der inschrijving, aan den inschrijver zal worden uitgekeerd.

De Gouverneur behoudt zich echter voor om, zoolang de bewijzen van aandeel niet verkocht zijn, aan den in gebreke gebleven inschrijver te vergunnen om de

1901.

No. 33.

achterstallige storting alsnog binnen een nader te stellen termijn te voldoen met bijpassing eener rente van *twintig cent* (f 0.20) per *duizend gulden* (f 1000.—) per dag over het volle bedrag der inschrijving, gerekend van den dag, waarop de achterwege gebleven storting had moeten geschieden tot dien waarop zij plaats heeft.

Art. 9.

Aan bankiers, bankinstellingen, makelaars in effecten en commissionnairs in effecten, mits in het Koninkrijk der *Nederlanden* gevestigd, wordt voor courtage een vierde ten honderd van het nominaal bedrag der hun toegewezen inschrijvingen toegekend en bij de storting verrekend.

Gegeven te Paramaribo, den 27^{sten} Juli 1901.

TONCKENS.

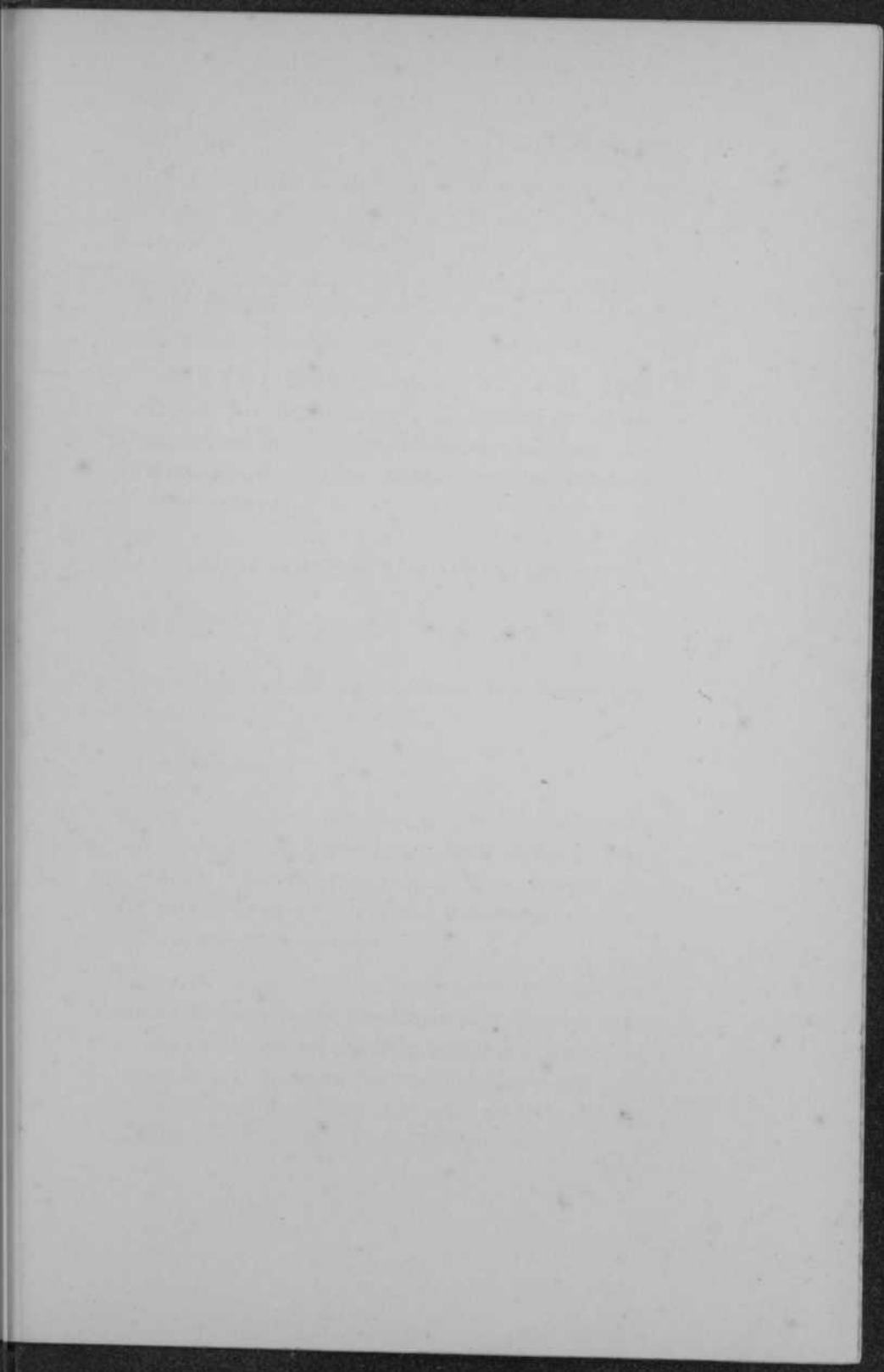
De Gouvernements-Secretaris,

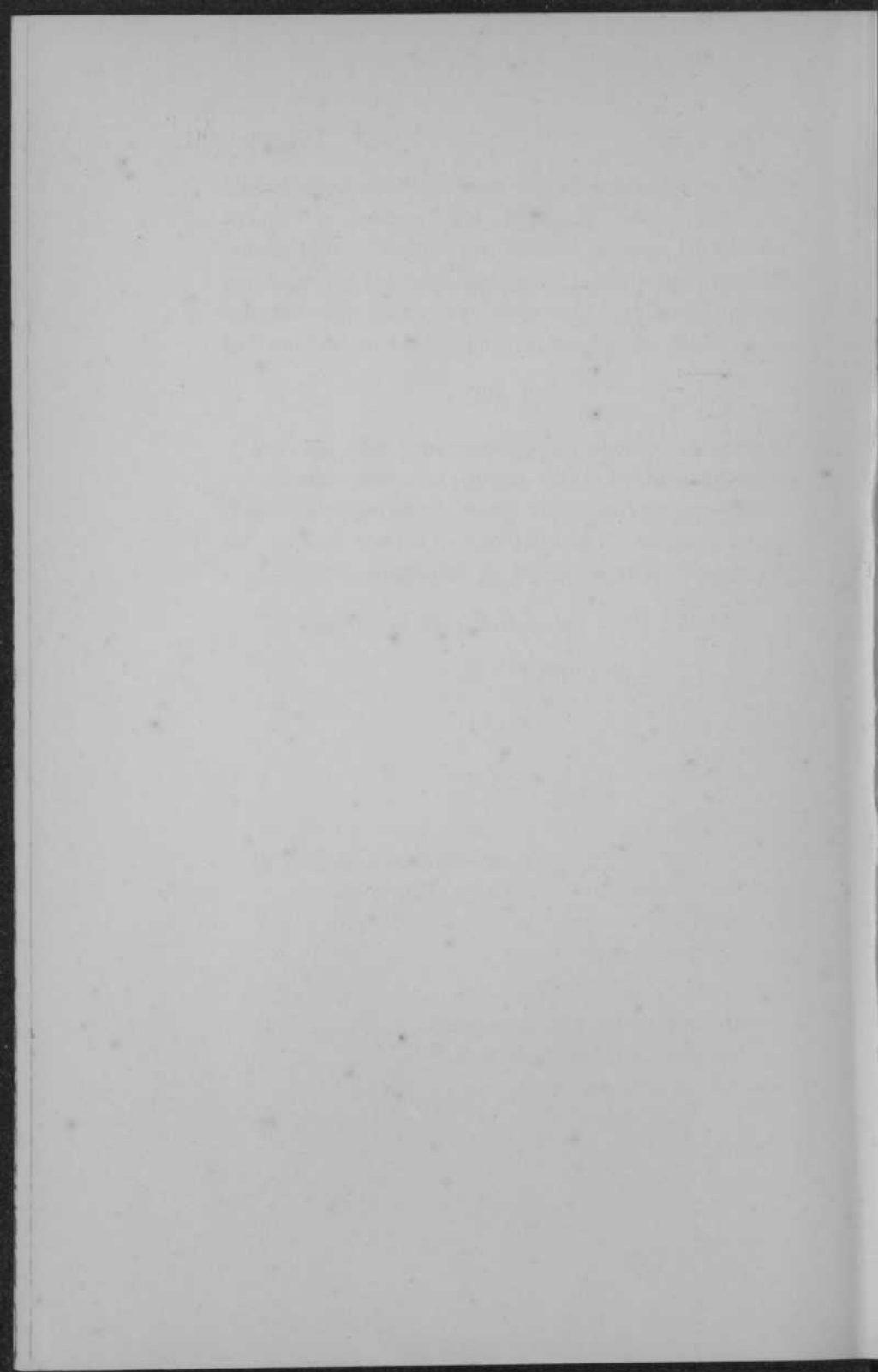
C. F. SCHOCH

Uitgegeven den 29^{sten} Juli 1901.

De Gouvernements-Secretaris,

C. F. SCHOCH.





1901.

No. 34.

G O U V E R N E M E N T S B L A D

VAN DE

K O L O N I E S U R I N A M E.

RESOLUTIE van 27 Juli 1901
La. A No. 6280, waarbij de regeling betreffende
de vervanging van den Ondervoorzitter van den
Raad van Bestuur ter kennis van het algemeen
wordt gebracht.

DE GOUVERNEUR VAN SURINAME,

Gelezen (enz.)

Gelet op de artt. 26 en 28bis van het Regeerings-
reglement ;

Overwegende :

dat bij art. 26 van het Regeeringsreglement bepaald
is, dat in de daarbij bedoelde gevallen, en bij gebreke
van een van 's Koningswege aangewezen vervanger, de
Ondervoorzitter van den Raad van Bestuur als vervanger
van den Gouverneur optreedt ;

dat de vervanging van den Ondervoorzitter van den
Raad van Bestuur niet in het Regeeringsreglement of in
eenig ter kennis van het publiek gebracht besluit geregeld
is, maar in art. 5, eerste lid, van het Reglement van
orde voor den Raad van Bestuur, goedgekeurd bij
Koninklijk besluit van 5 April 1887 No. 22 ;

1901.

No. 34.

dat het, in verband met de bovenbedoelde bepaling van art. 26 van het Regeeringsreglement noodig is de bedoelde regeling van de vervanging van den Ondervoorzitter van den Raad van Bestuur ter kennis van het algemeen te brengen ;

BESLUIT:

Te bepalen dat het eerste lid van art. 5 van het bij Koninklijk besluit van 25 April 1887 No. 22 goedgekeurde Reglement van orde voor den Raad van Bestuur in de kolonie *Suriname*, luidende :

„Bij verhindering of ontstentenis van den onder-
„voorzitter treedt in zijne plaats op het oudst benoemde
„lid, met dien verstande dat buitengewone leden, die
„als plaatsvervangers werkzaam zijn, eerst in aanmer-
„king komen bij gebreke van de in het eerste lid van
„art. 58 van het Regeeringsreglement bedoelde leden”,

door plaatsing in het *Gouvernementsblad* van extract uit deze resolutie ter kennis van het algemeen zal worden gebracht.

Paramaribo, den 27^{sten} Juli 1901.

TONCKENS.

Uitgegeven den 30^{sten} Juli 1901.

De Gouvernements-Secretaris,

C. F. SCHOCH.

1901.

No. 35.

G O U V E R N E M E N T S B L A D

VAN DE

K O L O N I E S U R I N A M E.

PROCLAMATIE

van 5 Augustus 1901,

*betreffende de opdracht van het dagelijksch beleid
van zaken aan den Ondervoorzitter van den
Raad van Bestuur.*

DE GOUVERNEUR VAN SURINAME,

wegens korte afwezendheid van de hoofdplaats door
eene voorgenomen reis het dagelijksch beleid van zaken,
overeenkomstig art. 28*bis* van het Regeeringsreglement,
bij resolutie van heden La. A No. 6501, met ingang
op 6 Augustus 1901 tijdelijk opgedragen hebbende aan
den Ondervoorzitter van den Raad van Bestuur, geeft
door dezen van die opdracht kennis aan de ingezetenen.

Paramaribo, den 5^{den} Augustus 1901.

De Gouverneur voornoemd,

TONCKENS.

THE
GOLDEN RULE

OF THE
GOLDEN RULE

PROCLAMATION

OF THE

OF THE

OF THE

OF THE

OF THE

OF THE

OF THE

1901.

No. 36.

G O U V E R N E M E N T S B L A D

VAN DE

K O L O N I E S U R I N A M E.

PROCLAMATIE

van 11 Augustus 1901.

*betreffende het weder in handen nemen van het
dagelijksch beleid van zaken door den Gouverneur.*

DE GOUVERNEUR VAN SURINAME,

brengt ter kennis van de ingezetenen dat de opdracht van het dagelijksch beleid van zaken, den 5^{den} dezer aan den Ondervoorzitter van den Raad van Bestuur gedaan, met ingang op heden buiten werking is gesteld.

Paramaribo, den 11^{den} Augustus 1901.

De Gouverneur voornoemd,

TONCKENS.

THE
COURT

OF THE

PROBATE

OF THE

OF THE

OF THE

OF THE

OF THE

OF THE

OF THE

1901.

No. 37.

G O U V E R N E M E N T S B L A D

VAN DE

K O L O N I E S U R I N A M E.

PUBLICATIE van 17 Augustus 1901,
waarbij wordt afgekondigd het Koninklijk besluit van
12 Juli 1901 No. 51 houdende wijziging van art. 2
van het Koninklijk besluit van 11 Augustus 1897
No. 38 (G. B. 1897 No. 28) en van art. 1 sub b
van het bij laatstgemeld Koninklijk besluit vastge-
stelde reglement op de toekenning van overtocht van
Nederland naar Suriname en omgekeerd ten laste
van de koloniale kas.

IN NAAM DER KONINGIN!

DE GOUVERNEUR VAN SURINAME,

Van wege de Koningin den last ontvangen
hebbende tot afkondiging van onderstaand
Koninklijk besluit:

WIJ WILHELMINA, BIJ DE GRATIE GODS, KONINGIN
DER NEDERLANDEN, PRINSES VAN ORANJE-NASSAU, ENZ.,
ENZ., ENZ.

1901.

No. 37.

Op de voordracht van Onzen Minister van Koloniën van den 6^{en} Maart 1901 Litt. B No. 31;

Den Raad van State gehoord (advies van den 2^{en} April 1901 No. 20);

Gezien het nader rapport van Onzen Minister van Koloniën van den 8^{en} Juli 1901 Litt. B No. 37;

Hebben goedgevonden en verstaan:

Artikel 1.

In artikel 2 van het Koninklijk besluit van 11 Augustus 1897 No. 38 worden de woorden »meerderjarig zijn» vervangen door: den vollen ouderdom van drie en twintig jaren hebben bereikt.

Artikel 2.

De bepaling sub *b* van artikel 1 van het reglement vastgesteld bij het in artikel 1 van dit besluit genoemde Koninklijk besluit wordt gelezen als volgt:

alle aan 's lands burgerlijken dienst in *Suriname* verbonden personen, die voor gouvernements-rekening — of op eigen kosten, terwijl zij recht hadden op overtocht voor gouvernementsrekening, uit *Suriname* naar *Nederland* zijn overgekomen om aldaar tijdelijk te verblijven (met verlof, gedetacheerd of in commissie) en weder naar *Suriname* moeten terugkeeren om hunnen dienst aldaar te hervatten.

1901.

No. 37.

Onze Minister van Koloniën is belast met de uitvoering dezes, waarvan afschrift zal worden gezonden aan den Raad van State.

Het Loo, den 12 Juli 1901.

(get.) WILHELMINA.

De Minister van Koloniën.

(get.) CREMER.

Accordeert met het origineel

De Secretaris-Generaal

bij het Departement van Koloniën

(get.) A. E. ELIAS.

Voor eensluidend afschrift

De Secretaris-Generaal

A. E. ELIAS.

Heeft de opneming daarvan in het *Gouvernementsblad* bevolen.

Gedaan te Paramaribo, den 17^{den} Augustus 1901.

TONCKENS.

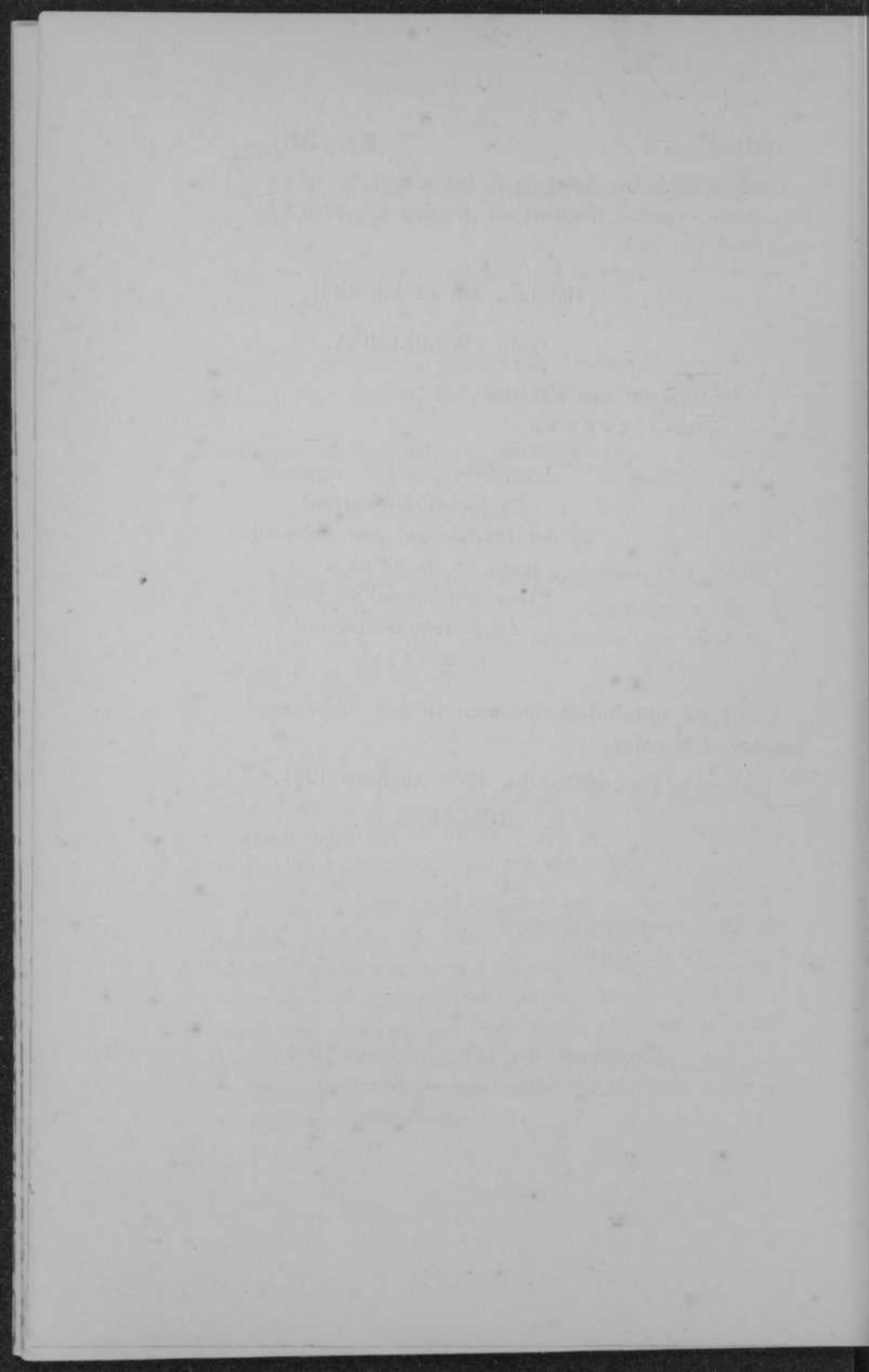
De Gouvernements-Secretaris,

C. F. SCHOCH.

Uitgegeven den 19^{den} Augustus 1901.

De Gouvernements-Secretaris,

C. F. SCHOCH.



1901.

No. 38.

G O U V E R N E M E N T S B L A D

VAN DE

K O L O N I E S U R I N A M E.

PROCLAMATIE

van 14 October 1901.

*betreffende de opdracht van het dagelijksch beleid
van zaken aan den Ondervoorzitter van den
Raad van Bestuur.*

DE GOUVERNEUR VAN SURINAME,

wegens korte afwezendheid van de hoofdplaats door
eene voorgenomen reis het dagelijksch beleid van zaken,
overeenkomstig art. 28*bis* van het Regeeringsreglement,
bij resolutie van heden La. A No. 8565, met ingang
op 15 October 1901 tijdelijk opgedragen hebbende aan
den Ondervoorzitter van den Raad van Bestuur, geeft
door dezen van die opdracht kennis aan de ingezetenen.

Paramaribo, den 14^{den} October 1901.

De Gouverneur voornoemd,

TONCKENS.

NO. 10. 1875.

THE NEW YORK PUBLIC LIBRARY

ASTOR LENOX AND TILDEN FOUNDATIONS

1875

NEW YORK

THE NEW YORK PUBLIC LIBRARY
ASTOR LENOX AND TILDEN FOUNDATIONS
1875

THE NEW YORK PUBLIC LIBRARY

THE NEW YORK PUBLIC LIBRARY
ASTOR LENOX AND TILDEN FOUNDATIONS
1875

THE NEW YORK PUBLIC LIBRARY

1875

1901.

No. 39.

G O U V E R N E M E N T S B L A D

VAN DE

K O L O N I E S U R I N A M E.

PROCLAMATIE

van 19 October 1901.

*betreffende het weder in handen nemen van het
dagelijksch beleid van zaken door den Gouverneur.*

DE GOUVERNEUR VAN SURINAME

brengt ter kennis van de ingezetenen, dat de opdracht van het dagelijksch beleid van zaken, den 14^{ten} dezer aan den Ondervoorzitter van den Raad van Bestuur gedaan, met ingang op heden buiten werking is gesteld.

Paramaribo, den 19^{den} October 1901.

De Gouverneur voornoemd.

TONCKENS.

1901.

No. 40.

G O U V E R N E M E N T S B L A D

VAN DE

K O L O N I E S U R I N A M E.

B E S L U I T van 28 October 1901.
ter uitvoering van letter a van art. 14 van het Koninklijk besluit van 15 Maart 1871 No. 22 (G. B. No. 3), zooals dat artikel gewijzigd is bij de Verordening van 8 April 1891 (G. B. No. 12).

IN NAAM DER KONINGIN!

DE GOUVERNEUR VAN SURINAME,

Overwegende, dat ter uitvoering van letter a van artikel 14 van het Koninklijk besluit van 15 Maart 1871 No. 22 (G. B. No. 3), *betreffende de maten, gewichten en weegwerktuigen voor de kolonie Suriname, zooals dat artikel is gewijzigd bij de Verordening van 8 April 1891 (G. B. No. 12)*, het noodig is het navolgende vast te stellen;

Heeft, den Raad van Bestuur gehoord, besloten:

Art. 1.

De maten, gewichten en weegwerktuigen, zijn in het jaar 1902 onderworpen aan den herijk bedoeld bij artikel 14 letter a van het Koninklijk besluit van 15 Maart 1871 No. 22 (G. B. No. 3), zooals dat artikel gewijzigd is bij de Verordening van 8 April 1891 (G. B. No. 12).

1901.

No. 40.

Art. 2.

De herijk heeft plaats te *Paramaribo* binnen het tijdvak dat aanvangt op 1 Januari en eindigt op 1 Maart van dat jaar en in de districten binnen het tijdvak dat aanvangt op 1 April en eindigt op 1 Augustus van dat jaar.

Gegeven te *Paramaribo* den 28^{sten} October 1901.

TONCKENS.

De waarn. Gouvernements-Secretaris,

H. D. BENJAMINS.

Uitgegeven den 30^{sten} October 1901.

De waarn. Gouvernements-Secretaris,

H. D. BENJAMINS.

1901.

No. 41

G O U V E R N E M E N T S B L A D

VAN DE

K O L O N I E S U R I N A M E.

RESOLUTIE van 29 October 1901 La. B
No. 9068, waarbij wordt bekend gemaakt de
toetreding van Groot-Britannië, wat hare koloniën
betreft, tot het sanitaire tractaat van Venetië, ver-
meld in Gouvernementsblad 1900 Nos. 23 en 29.

DE GOUVERNEUR VAN SURINAME,

Gelezer: de missive van den Minister van Koloniën
van 1 October 1901 Lett. A¹ No. 18/342, waaruit blijkt,
dat de ratificatie door Hare Majesteit de Koningin van
Groot-Britannië en Ierland enz. van het sanitaire trac-
taat van Venetië, vermeld in Gouvernementsblad 1900
Nos. 23 en 29, mede betrekking had op Britsch-Indië,
de Straits-Settlements en de Kaapkolonie, alsook op New-
Foundland, West-Australië, Jamaica, de Kleine Antillen
(Iles sous-le-vent), St. Helena en de Goudkust;

B E S L U I T :

- 1°. Van het vorenstaande aantekening te houden.

1901.

- 2°. Te bepalen, dat deze resolutie in het *Gouvernementsblad* zal worden opgenomen.

Paramaribo, den 29^{sten} October 1901.

TONCKENS.

Uitgegeven den 6^{den} November 1901.

De waarn. Gouvernements-Secretaris,

H. D. BENJAMINS.

G O U V E R N E M E N T S B L A D

VAN DE

K O L O N I E S U R I N A M E.

VERORDENING van 23 November 1901,
tot nadere wijziging van de pestverordening.

IN NAAM DER KONINGIN!
DE GOUVERNEUR VAN SURINAME,

In overweging genomen hebbende: dat het noodig is de pestverordening (G. B. 1901 No. 5), zooals die gewijzigd is bij verordening van 13 April 1901 (G. B. No. 17), nader te wijzigen;

Heeft, den Raad van Bestuur gehoord, na verkregen goedkeuring der Koloniale Staten,

En gelet op het tweede lid van art. 50 van het Regeeringsreglement dezer kolonie,
vastgesteld onderstaande verordening:

Art. 1.

Artikel 1 van de pestverordening wordt gelezen als volgt:

„Tot voorziening tegen pest in de kolonie gelden,
„nevers de art. 17jo. 1, 2, 4 tot en met 16, 18 tot
„en met 50 der verordening van 23 April 1886 (G. B.
„No. 26), *houdende bepalingen tot wering van besmetting*
„*door scheepvaart*, de volgende bijzondere voorschriften.”

Art. 2.

In artikel 7 van de pestverordening wordt in de plaats van de in den aanvang voorkomende woorden:

„De door den Gouverneur voor te schrijven voor-
„zorgsmaatregelen”, gelezen :

„De ter plaatse noodig geachte voorzorgsmaatregelen.”

Art. 3.

Tusschen de artikelen 9 en 10 van de pestverordening
wordt een nieuw artikel 9a ingevoegd luidende :

„Voor vaartuigen uit een besmet verklaard gedeelte
„van de kolonie in eenig ander deel der kolonie komend
„gelden de artt. 17 tot en met 22 dezer verordening.”

Art. 4.

Artikel 11 van de pestverordening wordt gelezen als volgt :

„Tot voorziening tegen pest buiten de kolonie gelden
„de volgende bijzondere voorschriften nevens de artt. 1,
„2, 4 tot en met 13, 15, 19 tot en met 30 der ver-
„ordening van 23 April 1886 (G. B. No. 26) houdende
„bepalingen tot *wering van besmetting door scheepvaart* ;
„met dien verstande dat het in genoemd art. 15 en in
„het Besluit ter uitvoering van het eerste lid daarvan
„bepaalde van toepassing is op de inrichtingen waarin
„personen, afkomstig van een wegens pest in quaran-
„taine gesteld vaartuig, verblijf houden.”

Art. 5.

Aan het 2de lid van art. 12 van de pestverordening
wordt eene nieuwe zinsnede toegevoegd, luidende :

„De van de Districts-Commissarissen uitgegane besmet-
„verklaringen zijn voor de geheele kolonie van kracht.”

Art. 6.

Aan art. 19 van de pestverordening wordt een nieuw
lid toegevoegd, luidende :

„Indien zich gedurende de observatiequarantaine onder „de geobserveerden een geval van pest voordoet, wordt „haar termijn verlengd tot tien dagen na de overbrenging „van den aangetaste naar de verblijfplaats der zieken.”

Art. 7.

Voor het in art. 18 der pestverordening onder 4o. en in het 2de lid van art. 20 van die verordening onder 3o. voorkomende woord „tuimelwater” wordt gelezen „tunnelwater.”

Art. 8.

Tusschen het 3de en 4de lid van art. 20 van de pestverordening wordt een nieuw lid ingevoegd, luidende :

„Indien zich gedurende de observatiequarantaine onder „de geobserveerden een geval van pest voordoet, wordt „haar termijn verlengd tot tien dagen na de overbrenging „van den aangetaste naar de verblijfplaats der zieken.”

Het 4de lid wordt 5de lid.

Art. 9.

Tusschen de artt. 21 en 22 van de pestverordening wordt een nieuw art. 21^{bis} ingelascht, luidende :

„De verpleging van de personen aangebracht door een „ingevolge de artt. 18, 19 en 20 in quarantaine gesteld „vaartuig, geschiedt tegen betaling der kosten daarvan, „behalve in het geval van onvermogen.

„Voor die kosten is de schipper aansprakelijk.

„De berekening daarvan geschiedt op de wijze als bepaald is voor de gevallen waarin een vaartuig wegens „andere ziekten dan pest in quarantaine wordt gesteld.”

1901.

No. 42.

Art. 10.

In art. 24 van de pestverordening wordt in de plaats van de aan het slot van het 1ste lid voorkomende woorden :

„om naar de plaats van vertrek terug te keeren” gelezen :

„om naar den Engelschen of Franschen oever terug
„te keeren dan wel zee te kiezen.”

Art. 11.

Aan art. 29 van de pestverordening wordt een nieuw lid toegevoegd, luidende :

* „De strafbepalingen van het vorige lid gelden ook ten aanzien van vaartuigen, bedoeld in art. 9a.”

Art. 12.

Aan art. 30 van de pestverordening wordt een nieuw lid toegevoegd, luidende :

„De strafbepaling van het vorige lid geldt ook wanneer
„het betreft vaartuigen als bedoeld in art. 9a.”

Art. 13.

Deze verordening treedt in werking op den dag harer afkondiging.

Gegeven te Paramaribo, den 23^{sten} November 1901.

TONCKENS.

De waarn. Gouvernements-Secretaris,

H. D. BENJAMINS.

Uitgegeven den 25^{sten} November 1901.

De waarn. Gouvernements-Secretaris,

H. D. BENJAMINS.

1901.

No. 43.

G O U V E R N E M E N T S B L A D

V A N D E

K O L O N I E S U R I N A M E.

B E S L U I T van 20 December 1901,
*houdende bepalingen omtrent de vrijstelling van
meting van Deensche schepen.*

I N N A A M D E R K O N I N G I N !

D E G O U V E R N E U R V A N S U R I N A M E ,

Overwegende dat ter uitvoering van de verordening
van 28 November 1878 (G. B. 1879 No. 4) het noodig
is het navolgende vast te stellen ;

Heeft, den Raad van Bestuur gehoord, besloten :

Art. 1.

Van de meting in *Suriname* worden vrijgesteld de
zeil- en stoomschepen te huis behoorende in *Denemarken*
en voorzien van een meethrief door de bevoegde autoriteit
in dat Rijk afgegeven.

1901.

No. 43.

Art. 2.

Dit Besluit treedt in werking op den dag zijner
afkondiging.

Gegeven te Paramaribo, den 20^{sten} December 1901.

TONCKENS.

De waarn. Gouvernements-Secretaris,
H. D. BENJAMINS.

Uitgegeven den 21^{sten} December 1901.

De waarn. Gouvernements-Secretaris,
H. D. BENJAMINS.

1901.

No. 44.

G O U V E R N E M E N T S B L A D

VAN DE

K O L O N I E S U R I N A M E.

VERORDENING van 24 December 1901,
tot wijziging van het Kiesreglement.

IN NAAM DER KONINGIN!

DE GOUVERNEUR VAN SURINAME,

In overweging genomen hebbende: dat, in verband met de bij de wet van den 2den Februari 1901 (Staatsblad No 55, G. B. No. 16) tot stand gekomen wijziging van het Regeeringsreglement, alsmede door veranderde omstandigheden, het noodig is het Kiesreglement te wijzigen;

Heeft, den Raad van Bestuur gehoord, na verkregen goedkeuring der Koloniale Staten,

En gelet op het tweede lid van art. 50 van het Regeeringsreglement dezer kolonie,

vastgesteld onderstaande verordening:

Art. 1.

Art. 1 van de verordening van den 15den Februari 1868 (G. B. No. 1), „waarbij wordt vastgesteld het „Kiesreglement” en die in deze verordening verder

korthedshalve genoemd zal worden „het Kiesreglement”, wordt gelezen als volgt:

„Om kiezer van leden der Koloniale Staten te zijn,
„moet men ingezetene der kolonie wezen, den vollen
„ouderdom van vijf en twintig jaren bereikt hebben,
„in het volle genot der burgerlijke regten verkeeren
„en, of belasting betalen over een jaarlijksch inkomen
„van f 1400 of meer, of eene som in de gezamenlijke
„directe belastingen van ten minste veertig gulden.”

Art. 2.

Art. 2 van het Kiesreglement wordt gelezen als volgt:

„Dit reglement houdt:

„voor ingezetenen der kolonie:

„a. Nederlanders volgens de wet op het Neder-
„landerschap en het ingezetenschap, wanneer
„zij sinds 1 Januarij van het jaar waarin de kiezers-
„lijst wordt vastgesteld, in de kolonie gevestigd
„geweest zijn;

„b. Vreemdelingen, wanneer zij gedurende de
„laatste vijf jaren voorafgegaan aan 1 Januarij van
„het jaar, waarin de kiezerslijst wordt vastgesteld,
„in de kolonie zijn gevestigd geweest;

„voor den vollen ouderdom van vijf en twintig jaren:
„het vervuld hebben van dien ouderdom vóór den 1sten
„Maart van het jaar, waarin de kiezerslijst wordt
„vastgesteld;

„voor directe belastingen: de inkomstenbelasting, de
„belasting op de huurwaarde, het patentregt, het paar-
„dengeld, de akkergelden en de geneeskundige belasting.

„Om op de kiezerslijst te worden geplaatst moet de
„belastingsschuldige het door hem verschuldigde tot en
„met het jaar aan dat waarin de kiezerslijst wordt vast-
„gesteld, onmiddellijk voorafgegaan, voor zoover niet
„verjaard, hebben betaald.”

Art. 3.

Het eerste lid van art. 6 van het Kiesreglement wordt
gelezen als volgt :

„Jaarlijks vóór den 10den Januarij wordt door den
„Gouverneur voorloopig vastgesteld en uiterlijk op dien
„dag op zijnen last door middel van een der koloniale
„dagbladen afgekondigd de lijst, de personen aanwij-
„zende, die tot het kiezen van leden van de Koloniale Staten
„bevoegd zijn.”

Art. 4.

Art. 7 van het Kiesreglement wordt gelezen als volgt :

„De lijst vermeldt, behalve den naam van elk inge-
„tene der kolonie die de in de kiezers gevorderde ver-
„eischen bezit, zijne voornamen, de dagteekening zijner
„geboorte of zijn ouderdom en of enkel de som der
„belasting door hem over het laatst verlopen jaar over
„zijn jaarlijksch inkomen betaald, wanneer dit inkomen
„f 1400 of méér bedraagt, of de som die hij over dat
„jaar voor elk der bij art. 2 genoemde middelen afzon-
„derlijk betaald heeft, wanneer hij niet naar een jaar-
„lijksch inkomen van f 1400 of meer belasting betaalde.
„De in Nickerie, de in Coronie en de in Marowijne

woonachtige kiezers worden op de lijst onder afzonderlijke hoofden gerangschikt."

Art. 5.

Art. 10 van het Kiesreglement wordt gelezen als volgt :

„De bezwaren worden binnen twee en twintig dagen „na den in art. 6 vermelden dag, bij een met redenen „omkleed verzoekschrift, vergezeld van de bewijsstukken, „aan het Hof van Justitie ingediend."

Art. 6.

De slotzin van art. 21 van het Kiesreglement wordt gelezen als volgt :

„In de districten Nickerie, Coronie en Marowijne is „het te verkrijgen ten kantore van den Commissaris."

Art. 7.

Art. 22 van het Kiesreglement wordt gelezen als volgt :

„Er zijn stembureaux te Paramaribo, in Nickerie, in „Coronie en in Marowijne.

„De inlevering van het stembriefje geschiedt, behoudens het bepaalde bij de tweede alinea van art. 31, „te Nieuw Nickerie door de in het district Nickerie, „in Coronie door de in het district Coronie, te Ibina „door de in het district Marowijne en te Paramaribo „door de in het stadsdistrict en in de overige in dit „artikel niet genoemde districten, woonachtige kiezers."

Art. 8.

In art. 25 val het Kiesreglement vervalt in beide leden het woordje „en” achter het woord „Nickerie”, en worden ingevoegd: in het eerste lid achter het woord „Nickerie” eene komma en achter het woord „Coronie” de woorden „en Marowijne”; in het tweede lid achter het woord „Nickerie” eveneens eene komma en achter het woord „Coronie” de woorden „en in Marowijne.”

Art. 9.

In § *b* van het eerste lid van art. 26 en in art. 27 van het Kiesreglement, zooals die artikelen luiden na de daarin bij artt. 2 en 3 van de verordening van 14 December 1891 (G. B. No. 45) aangebrachte wijzigingen, zoomede in artt. 41 en 40 van het Kiesreglement worden de woorden „in Nickerie en in Coronie” vervangen door de woorden „in Nickerie, in Coronie en in Marowijne.”

Bovendien worden in § *a* van genoemd art. 26 de woorden „waarvan het jongst benoemde tevens als „secretaris fungeert” vervangen door de woorden „waarvan een, door den Voorzitter aan te wijzen, tevens als „secretaris fungeert” en wordt in § *b* in plaats van den slotzin „Het jongst benoemde lid fungeert als secretaris” gelezen: „Een der leden, door den Commissaris aan te wijzen, fungeert als secretaris.”

Art. 10.

De aanhef van art. 38 van het Kiesreglement wordt gelezen als volgt:

„Uit de districten Nickerie, Coronie en Marowijne
„worden” . . . (enz ;

Art. 11.

Het eerste lid van art. 58 van het Kiesreglement
wordt gelezen als volgt :

„De gewone tijd ter verkiezing van leden van de
„Koloniale Staten is te Paramaribo de voorlaatste Woens-
„dag der maand Maart en in Nickerie, in Coronie en
„in Marowijne een door den Gouverneur voor ieder dier
„districten te bepalen dag tusschen den dag der afkon-
„diging van de definitief vastgestelde kiezerslijst en den
„voorlaatsten Woensdag van de maand Maart.”

Art. 12.

Aan het eerste lid van art. 63 van het Kiesreglement
wordt de volgende zinsnede toegevoegd :

„Zoo spoedig mogelijk na de ontvangst van die ken-
„nisgeving zendt de voorzitter van het stembureau daar-
„van bericht aan den Gouverneur.”

Art. 13.

In den 4den regel van het „Voorschrift van het in
„art. 36 bedoelde procesverbaal” gevoegd bij het Kies-
reglement, worden de woorden „in Nickerie of wel in
„Coronie” vervangen door de woorden „in Nickerie, in
„Coronie of in Marowijne.”

In dat „Voorschrift” vervallen de volgende tusschen
haakjes geplaatste woorden, voorkomende in den 8sten,
9den en 10den regel :

1901.

No. 44.

„in Nickerie en in Coronie :

„Het is zamengesteld uit den Raad van Hoofd-Inge-
landen, bestaande uit”

en worden in den volzin aanvangende met „De bus
is” de woorden „in Nickerie en in Coronie” vervangen
door „in Nickerie, in Coronie en in Marowijne”

Art. 14.

In den vierden regel van het „Voorschrift van het in
art. 52 bedoelde procesverbaal”, gevoegd bij het Kies-
reglement, worden de woorden „in Nickerie en in
Coronie” vervangen door „in Nickerie, in Coronie en in
Marowijne.”

In dat „Voorschrift” vervallen in den zestienden regel
het woordje „en” en in den zeventienden en achttienden
regel de woorden „dien dag” en worden ingevoegd
achter het woord „Nickerie” in den zestienden regel
eene komma en achter het woord „Coronie” in den
zelfden regel: „ . . . door hem uit Marowijne
(respectievelijk).”

Overgangsbepaling.

In afwijking van het bepaalde in art. 2 sub *b* van
het Kiesreglement, zooals dat artikel luidt ingevolge
art. 2 van deze verordening, worden vreemdelingen,
wier namen bij het in werking treden van de wet van
den 2den Februari 1901 (Staatsblad No. 55, G. B. No. 16),
*houdende wijziging van het Regeeringsreglement voor
Suriname* op de kiezerslijst voorkwamen, ten aanzien
van het kiesrecht als ingezetenen aangemerkt.

1901.

No. 44.

Deze verordening treedt in werking den eersten Januari 1902.

Gegeven te Paramaribo, den 24^{sten} December 1901.

TONCKENS.

De waarn. Gouvernements-Secretaris,

H. D. BENJAMINS.

Uitgegeven den 28^{sten} December 1901.

De waarn. Gouvernements-Secretaris,

H. D. BENJAMINS.

1901.

No. 45.

G O U V E R N E M E N T S B L A D

VAN DE

K O L O N I E S U R I N A M E.

B E S L U I T van 28 December 1901,
*tot nadere wijziging en aanvulling van het Besluit
van 14 September 1892 (G. B. No. 44), houdende
bepalingen omtrent het in gebruik stellen en de
wijze van uitgifte van postzegels, briefkaarten en
andere postformulieren der kolonie Suriname.*

IN NAAM DER KONINGIN!

DE GOUVERNEUR VAN SURINAME,

Overwegende, dat, ter uitvoering van artikel 1 der
verordening van 14 November 1891 (G. B. 1892 No. 35)
*regelende de uitgifte, enz. van postzegels der kolonie
Suriname en houdende straffen tegen het namaken,
vervalschen, enz. van Surinaamsche- en ande'e post-
zegels*, het noodig is het navolgende vast te stellen;

Heeft, den Raad van Bestuur gehoord, besloten:

Art. 1.

Het eerste lid van artikel 3 van het Besluit van 14
September 1892 (G. B. No. 44) wordt gelezen als volgt:

1901.

No. 45.

„De frankeerzegels bestaan uit zestien soorten, namelijk van $\frac{1}{2}$, 1, 2, $2\frac{1}{2}$, 3, 5, 10, $12\frac{1}{2}$, 15, 20, 25, „30, 40, 50, 100 en 250 cent.”

Art. 2.

Dit Besluit treedt in werking op den 1^{sten} Januari 1902.

Gegeven te Paramaribo, den 28^{sten} December 1901.

TONCKENS.

De waarn. Gouvernements-Secretaris,

H. D. BENJAMINS.

Uitgegeven den 28^{sten} December 1901.

De waarn. Gouvernements-Secretaris,

H. D. BENJAMINS.

1901.

No. 46.

G O U V E R N E M E N T S B L A D

VAN DE

K O L O N I E S U R I N A M E.

RESOLUTIE van 28 December 1901 La. A No. 10837, houdende nadere aanvulling en wijziging van het „Reglement op den binnenlandschen postdienst”, vastgesteld bij resolutie van 26 November 1896 La. A No. 8475 (G. B. No. 49), aangevuld en gewijzigd bij resolutie van 4 September 1899 La. A No. 6324 (G. B. No. 36).

DE GOUVERNEUR VAN SURINAME,

Nader voorgenomen de missive van den Administrateur van financiën, dd. 16 December 1901 La. A No. 1404;

Gelet op het Besluit van 14 September 1892 (G. B. No. 44), zooals dat gewijzigd is bij de Besluiten van 29 Augustus 1898 (G. B. No. 27), van 9 September 1899 (G. B. No. 37) en van 28 December 1901 (G. B. No. 45) en op de ministeriële missive van 14 September 1900 La. A^s No. 8/285;

Herzien de resoluties van:

26 November 1896 La. A No. 8475 (G. B. No. 49) en
4 September 1899 „ „ „ 6324 („ „ „ 36);

BESLUIT:

A. Het Reglement op den binnenlandschen postdienst vastgesteld bij resolutie van 26 November 1896 La. A No. 8475 (G. B. No. 49), zooals dat Reglement gewijzigd is bij resolutie van 4 September 1899 La. A No. 6324 (G. B. No. 36) nader te wijzigen en aan te vullen als volgt:

1°. In art. 1, eerste lid, en in art. 39, 1^{ste} en 2^{de} lid, wordt tusschen de woorden „gedrukte stukken” en „monsters” ingevoegd het woord „nieuwsbladen.”

2°. In art. 2 worden tusschen „(G. B. No. 44)” en „geeft” ingevoegd de woorden „zooals het is gewijzigd en aangevuld bij Besluit van 28 December 1901 (G. B. No. 45).”

3°. In art. 8 vervallen de woorden „dag- en weekbladen”.

4°. Na art. 11 worden onder het hoofd „Nieuwsbladen” de volgende artikelen ingelascht:

Art. 11a.

Onder nieuwsbladen worden verstaan alle tenminste eenmaal per week verschijnende couranten en tijdschriften en hunne bijvoegsels.

Onder bijvoegsel wordt verstaan het vervolg van een nieuwsblad, n.l., dat gedeelte, waarvoor het gewone papierformaat, waarop het blad gedrukt wordt, geen genoegzaam ruimte aanbiedt, doch dat voor het overige hoewel op een afzonderlijk vel gedrukt, van dat blad ken-

nelijk een wezenlijk deel uitmaakt en niet afzonderlijk verkrijgbaar wordt gesteld of voor afzonderlijke verspreiding bestemd is.

Art. 11b.

Elk pakket nieuwsbladen mag het gewicht van twee kilogram niet te boven gaan en in lengte, breedte of hoogte niet meer bedragen dan 45 centimeters.

Het port van nieuwsbladen bedraagt voor elk gewicht van 25 gram of gedeelte daarvan $\frac{1}{2}$ cent.

Voor bijvoegsels of bulletins, die afzonderlijk verzonden worden, is een gelijk port verschuldigd.

Artt. 5, 6, 10, en art. 11, eerste lid, zijn ook op nieuwsbladen van toepassing.

Art. 11c.

In nieuwsbladen mag een gedeelte van den tekst, waarop men de aandacht wil vestigen, worden onderstreept, omhaald of op andere wijze aangeduid.

Voorts mogen op den omslag of op de adresstrook van een nieuwsblad worden vermeld:

de naam of firma van den afzender, diens beroep en woonplaats, de dag van afzending, de abonnementsvoorwaarden, het tarief der advertentiën, de woorden: present-exemplaar, ter kennisneming, of ter inzage, ten vervolge, voor rekening, bewijsnummer, voor de geplaatste advertentie, in het algemeen het doel der zending aanduidende, doch met uitsluiting van alle andere, ook gedrukte vermeldingen, aankondigingen, aanwijzingen of mededeelingen.

1901.

No. 46.

5°. In art. 19 wordt in het 1^{ste} en 2^{de} lid het bedrag van f 50.— vervangen door f 250.—

6°. Het eerste lid van art. 38 wordt gelezen als volgt :

„Aan de postkantoren te *Paramaribo* en te *Nieuw-Nickerie* worden postwissels alleen aangenomen en uitbetaald op elken werkdag van 8 uur des voormiddags tot 12 uur 's middags en van 3 tot 5 uur des namiddags; aan de kantoren der Districts-Commissarissen te *Albina* en *Coronie* van 8 uur des voormiddags tot 12 uur des middags.”

7°. Het eerste lid van art. 58 wordt vervangen door de volgende bepalingen :

„Op het postkantoor te *Paramaribo* kunnen briefkasten in huur worden genomen, doch telkens voor niet minder dan een kalender-kwartaal.

„Gedeelten van een kwartaal worden voor een geheel kwartaal berekend.

„Het tijdvak van de huur mag niet over méér dan één kalenderjaar loopen.”

8°. Het eerste lid van art. 59 wordt gelezen als volgt :

„De huur bedraagt voor :

	groote	middelmatige	kleine
	BRIEFKASTEN.		
voor een vol jaar	f 7.50	f 5.—	f 3.—
„ drie kwartalen	6.25	4.	2.50
„ twee „	5.—	3.—	1.75
„ een kwartaal	3.—	2.—	1.—

9°. Het eerste lid van art. 60 wordt, met wijziging van de punt aan het slot in een komma-punt, aangevuld met de volgende zinsnede :

„indien bij het opzeggen der huur slechts één der „sleutels kan worden terugbezorgd, doordien de andere „verloren geraakt of beschadigd is, dan wordt slechts „f 1.— aan den huurder teruggegeven.”

10°. Het eerste lid van art. 63 wordt gelezen als volgt :

„De kantoren te *Paramaribo* en te *Nieuw-Nickerie* „zijn dagelijks geopend van 8 uur des voormiddags tot „12 uur 's middags en van 3 tot 5 uur des namiddags.”

11°. Het eerste lid van art. 65 wordt gelezen als volgt :

„Bij aankomst eener mail worden tot afgifte der „stukken de kantoren zoo spoedig mogelijk na het vallen „van het mailschot geopend en blijven ze onverminderd „het bepaalde in art. 63, twee uur open.”

B. Te bepalen dat deze resolutie, waarvan afschrift in het *Gouvernementsblad* zal worden geplaatst, in werking treedt op 1 Januari 1902.

Paramaribo, den 28^{sten} December 1901.

TONCKENS.

Uitgegeven, den 30^{sten} December 1901.

De waarn. *Gouvernements-Secretaris*,

H. D. BENJAMINS.

The first of these is the fact that the
the first of these is the fact that the

the first of these is the fact that the
the first of these is the fact that the

the first of these is the fact that the
the first of these is the fact that the

the first of these is the fact that the
the first of these is the fact that the

the first of these is the fact that the
the first of these is the fact that the

the first of these is the fact that the
the first of these is the fact that the

the first of these is the fact that the
the first of these is the fact that the

the first of these is the fact that the
the first of these is the fact that the

the first of these is the fact that the
the first of these is the fact that the

the first of these is the fact that the
the first of these is the fact that the

the first of these is the fact that the
the first of these is the fact that the

1901.

No. 47.

G O U V E R N E M E N T S B L A D

VAN DE

K O L O N I E S U R I N A M E.

RESOLUTIE van 28 December 1901 La. A No. 10838, houdende nad re wijziging van art. 4 der Instructie voor de postambtenaren, belast met den buitenlandschen postwisseldienst, vastgesteld bij resolutie van 22 September 1892 La. A No. 6576.

DE GOUVERNEUR VAN SURINAME,

Nader voorgenomen de missive van den Administrateur van financiën dd. 16 December 1901 La. A No. 1404;

Herzien de resoluties van:

22 September 1892 La. A No. 6576,

29 September 1892 La. A No. 6736 (G. B. No. 45),

26 November 1896 La. A No. 8476 (G. B. No. 50);

Gelet op artikel 38 van het Reglement op den binnenschen postdienst in Suriname, vastgesteld bij resolutie van 26 November 1896 La. A No. 8475 (G. B. No. 49) zooals dat artikel gewijzigd is bij resolutie van 28 December 1901 La. A No. 10837 (G. B. No. 46);

BESLUIT:

1°. Het eerste lid van art. 4 der Instructie voor de postambtenaren, belast met den buitenlandschen post-

1901.

No. 47.

wisseldienst, vastgesteld bij resolutie van 22 September 1892 La. A No. 6576 wordt gelezen als volgt:

„Aan de postkantoren te *Paramaribo* en te *Nieuw-Nickerie* worden postwisse's alléén aangenomen en uit-
„betaald op elken werkdag van 8 uur des voormid-
„dags tot 12 uur 's middags en van 3 tot 5 uur des
„namiddags.”

2°. In te trekken de resolutie van 26 November 1896 La. A No. 8476 (G. B. No. 50).

3°. Deze resolutie treedt in werking tegelijk met die van 28 December 1901 La. A No. 10837 (G. B. No. 46) dus op 1 Januari 1902.

4°. Te bepalen, dat afschrift dezer resolutie in het *Gouvernementsblad* zal worden geplaatst.

Paramaribo, den 28^{sten} December 1901.

TONCKENS.

Uitgegeven den 30^{sten} December 1901.

De waarn. Gouvernements-Secretaris,

H. D. BENJAMINS.

